

30<sup>(1)</sup>

Avril 2018

April 2018

# Parallèles

FACULTÉ DE TRADUCTION  
ET D'INTERPRÉTATION



UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE

## Sommaire – Contents

---

### Les traducteurs, créateurs et usagers des terminologies juridiques multilingues. Enjeux, méthodes et ressources en évolution

<b>Introduction au numéro special</b> Valérie Dullion & Fernando Prieto Ramos, Guest Editors	<b>4</b>
<b>Articles</b>	
<b>European Union multilingual primary term creation and the impact of its neologisms on national adaptations</b> Rita Temmerman	<b>8</b>
<b>Terminological issues in official translations of international environmental conventions. The case of Greek as a target language</b> Panagiotis G. Krimpas & Despina Karadimou	<b>21</b>
<b>Erwachsenenschutzrechtsreformen im deutschen und französischen Sprachraum: Terminologische Entwicklung und Übersetzungsprobleme</b> Suzanne Ballansat-Aebi	<b>37</b>
<b>Übersetzungsmethodische Überlegungen zur Terminologieentscheidung am Beispiel „wesentlicher Bestandteile“, insbesondere im deutschen und brasilianischen Zivilrecht</b> Sven Korzilius	<b>57</b>
<b>Salvo und seine deutschen Entsprechungen. Eine kritische Auseinandersetzung mit dem Sprachgebrauch in italienischen, deutschen und Schweizer Rechtstexten und ihren Übersetzungen</b> Eva Wiesmann	<b>83</b>
<b>La representación de la relación de equivalencia del derecho de extranjería en un diccionario bilingüe español-rumano</b> Ioana Cornea	<b>103</b>
<b>Terminologische Datenbanken als Verstehens- und Formulierungshilfe beim Übersetzen von Rechtstexten</b> Ingrid Simonnæs	<b>120</b>
<b>Kollaborative und kooperative Terminologearbeit im Bereich Recht. Die Funktion der Rechtsfachleute</b> Elena Chiocchetti & Tanja Wissik	<b>137</b>

## Comptes rendus – Book Reviews

- Šarčević, Susan (Ed.). (2015). *Language and culture in EU law. Multidisciplinary perspectives*. Farnham: Ashgate. ISBN 9781472428974. 154  
Łucja Biel
- Peñaranda López, Antonio (2015). *Proceso penal comparado (España, Francia, Inglaterra, Estados Unidos, Rusia)*. Granada: Comares. ISBN 9788490452585. 158  
M. Rosario Martín Ruano
- Houbert, Frédéric (2015). *Dictionnaire de terminologie juridique – anglais-français*. Paris : La Maison du dictionnaire. ISBN 978-2-85-608304-8. 162  
Jean-Claude Gémar
- Gémar, Jean Claude & Ho-Thuy, Vo (2016). *Nouvelles difficultés du langage du droit au Canada : dits et maux de Thémis*. Montréal : Thémis. ISBN 978-2-89400-348-0. 166
- Lenoble-Pinson, Michèle (2014). *Dire et écrire le droit en français correct : au plaisir des gens de robe*. Bruxelles : Bruylant. ISBN 978-2-80273-611-0.
- Gilles, Raphaël & Breuil, Agnès (2011). *Le français du droit* (« Textes et activités » et « vocabulaire »). Genève : Schulthess. ISBN 978-3-72556-364-7.  
Nicolas Bühler

## **Les traducteurs, créateurs et usagers des terminologies juridiques multilingues**

**Enjeux, méthodes et ressources en évolution**

**Valérie Dullion & Fernando Prieto Ramos**

*Université de Genève*

*(Éditeurs invités)*

La terminologie est une pierre d'achoppement à laquelle la traduction juridique doit une grande partie de sa spécificité. Elle est aussi son principal point de rencontre interdisciplinaire avec le droit comparé et les notions spécialisées qui font l'objet des multiples branches du droit. Or les rapports entre désignations et concepts sont transformés par l'accélération et la complexification des échanges juridiques dans un espace mondialisé et multilingue (Engberg, 2012), d'où la nécessité d'influer sur l'évolution de la terminologie par des choix parfois normalisateurs, parfois aussi novateurs et porteurs de transplantations juridiques. Cette problématique a été abordée en particulier dans le contexte européen (Šarčević, 2009, 2015), à propos par exemple de l'harmonisation du droit contractuel (Pozzo, 2015) ou des emplois de l'anglais juridique (Scarpa, Peruzzo & Pontrandolfo, 2014). Un autre pôle des recherches récentes sur la terminologie en traduction juridique est le caractère contextuel et institutionnel des choix traductifs et ses implications pour la conception de ressources adaptées aux besoins des traducteurs (Prieto Ramos, 2014). Des travaux spécifiques sont par ailleurs consacrés à l'évolution méthodologique de la lexicographie, de la terminographie et des études phraséologiques dans le domaine du droit (plusieurs contributions dans Biel & Engberg, 2013 ; Mac Aodha, 2014 ; Bajčić, 2017).

Dans le prolongement du colloque *Transius* organisé à l'Université de Genève en juin 2015, ce numéro spécial de *Parallèles* propose d'approfondir ces questions en combinant les perspectives pratiques et théoriques et en prenant en considération la diversité des contextes, avec à l'esprit le souci de la qualité des pratiques professionnelles et celui de leur impact au sens large. Les changements que connaissent le droit, les pratiques de traduction et les outils et ressources disponibles invitent à renouveler les principes méthodologiques relatifs à la terminologie en traduction juridique, voire le cadre théorique interdisciplinaire dans lequel ceux-ci s'inscrivent. Cette réflexion a des retombées potentielles sur la conception et la production des ressources terminologiques. Elle vise à ce que les traducteurs, qui jouent aujourd'hui un rôle clé dans la création, la diffusion et l'emploi quotidien des termes juridiques, soient équipés pour la complexité de cette tâche.

Les enjeux actuels de la thématique abordée dans ce numéro spécial sont mis en évidence d'emblée par l'article de Rita Temmerman. Il est consacré au rôle des traducteurs des institutions de l'Union européenne dans ce qui constitue un processus de création de termes

juridiques ou « euro-néologismes » en 24 langues. Pour illustrer la complexité de ce processus, qui comporte la mise en contact de plusieurs traditions juridiques et discursives, l'auteur examine l'impact de l'euro-néologie sur les terminologies nationales, en l'occurrence sur le néerlandais du droit de la migration.

Une approche systématique de la traduction est essentielle pour la qualité de la terminologie dans les domaines fortement internationalisés. C'est ce qu'illustre a contrario la contribution de Panagiotis G. Krimpas et Despina Karadimou, à travers l'exemple de conventions relatives à l'environnement. En analysant un corpus de traductions officielles vers le grec, ces auteurs dégagent les types de problèmes terminologiques posés par l'absence d'harmonisation. L'examen approfondi des solutions de traduction de 22 termes représentatifs montre comment le traducteur doit chercher des compromis entre l'héritage de sa propre langue et l'influence des termes créés en langue source, pour arriver aux justes équilibres conceptuels et traductologiques.

Par ailleurs, l'évolution des terminologies nationales dans un contexte d'interdépendance croissante est source de nouvelles difficultés comparatives pour les traducteurs. Suzanne Ballansat-Aebi étudie cette question dans le domaine de la protection des adultes, qui connaît des réformes convergentes influencées par divers textes internationaux. Quelles peuvent être les implications de cette évolution terminologique pour la traduction, que ce soit en situation de plurilinguisme officiel ou dans les rapports juridiques intersystémiques ? L'auteur mène une analyse comparative des concepts et des termes entre plusieurs pays germanophones et francophones, avant d'identifier des problèmes de traduction à titre exploratoire, à partir de différents types de textes. Tout au long de l'étude, une attention particulière est prêtée aux connotations des choix terminologiques.

Le passage par le droit comparé est aujourd'hui une évidence pour la théorie de la traduction juridique. L'article de Sven Korzilius invite toutefois à revenir sur ce principe pour l'affiner. À travers l'analyse approfondie d'un exemple tiré du droit des biens en Allemagne et au Brésil, il montre que l'absence d'équivalence terminologique n'est pas toujours d'origine strictement conceptuelle : elle peut résulter de différences dans la verbalisation des concepts par les législateurs, lesquelles sont explicables par des facteurs notamment culturels. Sur le plan méthodologique, l'auteur propose d'améliorer la précision en traduction par une démarche qui tienne mieux compte de la systématique des textes législatifs et des différentes sources du droit.

La contribution d'Eva Wiesmann souligne que la comparaison juridique garde toute son utilité, l'analyse linguistique de corpus ne permettant pas d'en faire l'économie. L'auteur combine les deux démarches pour renouveler et nuancer l'approche d'une difficulté lexicale classique de la combinaison italien-allemand, la formule de réserve *salvo*. Elle observe l'usage dans les codes civils de trois pays, en prenant en considération des textes originaux ainsi que des traductions aux statuts divers. Cette étude constate des différences, critique certains choix de traduction et débouche sur des propositions pour la traduction et la lexicographie.

Intégrer le droit comparé dans une lexicographie bilingue visant la fonctionnalité pour le traducteur professionnel, telle est la préoccupation à laquelle répond l'article de Ioana Cornea. Il s'agit de constituer des ressources de qualité dans un contexte professionnel spécifique et sous-doté, à savoir la traduction entre l'espagnol et le roumain dans le domaine de l'immigration. L'auteur se réfère aux degrés d'équivalence définis par Šarčević (1997) pour présenter une analyse comparative de deux concepts illustratifs. En se fondant sur cette

analyse et en s'inspirant du modèle de « fiche traductologique » de Prieto Ramos et Orozco Jutorán (2015), elle propose des fiches terminologiques intégrant la définition des concepts, leur cadre juridique, des textes parallèles et des notes pour le traducteur.

C'est sur le passage de la lexicographie à la terminographie que se concentre la contribution d'Ingrid Simonnæs, à partir d'une expérience pratique portant sur le norvégien et l'allemand. L'intégration d'un dictionnaire dans une base de données terminologiques permet de proposer des types d'informations diversifiés afin de mieux répondre aux besoins des traducteurs, besoins qui relèvent tant de la compréhension que de l'expression. Cette démarche est illustrée par des études de cas.

Le dernier article entraîne le lecteur dans la « fabrique » interdisciplinaire des ressources terminologiques : Elena Chiocchetti et Tanja Wissik étudient l'interaction entre terminologues et spécialistes du droit, sur la base d'entretiens menés dans différents contextes institutionnels. Elles éclairent ainsi des pratiques professionnelles qui jouent un rôle déterminant pour la qualité des ressources multilingues accessibles aux traducteurs. Leur enquête débouche sur des recommandations pour une intégration optimale de cette interaction dans le déroulement du travail terminographique.

Dans les quatre comptes rendus qui viennent enrichir ce numéro spécial, Łucja Biel, María Rosario Martín Ruano, Jean-Claude Gémard et Nicolas Bühler présentent des ouvrages abordant la terminologie juridique sous l'angle théorique ou pratique : l'accent est mis tour à tour sur les enjeux terminologiques du droit multilingue dans le contexte institutionnel européen (compte rendu de Šarčević, 2015), sur la comparaison des systèmes de procédure pénale de plusieurs pays et langues (compte rendu de Peñaranda López, 2015), sur les difficultés – y compris stylistiques – de la combinaison anglais-français (compte rendu de Houbert, 2015), et sur le besoin de ressources phraséologiques dans les situations de plurilinguisme officiel (compte rendu de Gilles & Breuil, 2011 ; Lenoble-Pinson, 2014 ; Gémard & Ho-Thuy, 2016).

Traduction inter- ou intrasystémique ; langues aux statuts officiels divers ; entités uni-, pluri- ou multilingues ; pays où se croisent les influences juridiques ; contacts de langues suscités par la migration : les contextes linguistiques, institutionnels et culturels représentés dans ce numéro spécial sont nombreux. Il en va de même des thématiques juridiques et des angles disciplinaires et théoriques. Quant aux démarches de recherche, qu'elles soient centrées sur l'analyse de corpus ou l'étude de cas, qu'elles mettent l'accent sur le linguistique ou le juridique, qu'elles aient une visée principalement théorique ou appliquée, elles ont en commun la place faite à l'interdisciplinarité, à la comparaison, et au dépassement du niveau purement formel. Enfin, le quadrilinguisme de ce numéro contribuera peut-être au décloisonnement à l'intérieur d'un champ disciplinaire dont l'objet même a un lien essentiel avec la pluralité des langues.

La terminologie juridique cristallise les transformations du droit. La qualité de la communication multilingue dépend notamment d'une réflexion en amont sur la conception des ressources, l'organisation des processus et l'orientation des choix de traduction. À cet égard, les articles et comptes rendus présentés ici mettent en relief le caractère essentiel d'un travail comparatif patient et approfondi pour alimenter les dictionnaires et banques de données terminologiques en informations fiables et exploitables. Il reste à trouver, sur le terrain, les possibilités pratiques de mettre en œuvre des projets à la hauteur de cette exigence (cf. Mattila, 2013, pp. 363-365). Par ailleurs, les choix des traducteurs face aux

problèmes terminologiques en apparence très techniques abordés dans ce numéro spécial contribuent à orienter l'évolution des cultures juridiques. La réflexion sur leur impact gagnera à être développée en lien avec d'autres questions, comme celle du plurilinguisme dans la formation des juristes (Sočanac, Goddard & Kremer, 2009 ; Rohlfing-Dijoux, 2012).

Nos remerciements vont tout d'abord aux auteurs qui ont rendu possible ce numéro spécial en faisant preuve de patience et de professionnalisme. La préparation du numéro a bénéficié également du concours de collègues évaluateurs. Le travail éditorial a été effectué avec le soutien de Véronique Bohn et Diego Guzmán, doctorants membres de Transius, et de l'équipe de *Parallèles*. Nous leur adressons ici à tous nos remerciements.

## Références

- Bajčić, M. (2017). *New insights into the semantics of legal concepts and the legal dictionary*. Amsterdam : Benjamins.
- Biel, Ł., & Engberg, J. (dir.). (2013). Research models and methods in legal translation. *Linguistica Antverpiensia*, 12, 1-12.
- Engberg, J. (2012). Word meaning and the problem of a globalized legal order. In L. M. Solan & P. M. Tiersma (dir.), *Oxford handbook of language and law* (pp. 175-186). Oxford University Press.
- Gémar, J.-C., & Ho-Thuy, V. (2016). *Nouvelles difficultés du langage du droit au Canada : dits et maux de Thémis*. Montréal : Thémis.
- Gilles, R., & Breuil, A. (2011). *Le français du droit*. Genève : Schulthess.
- Houbert, F. (2015). *Dictionnaire de terminologie juridique – anglais-français*. Paris : La Maison du dictionnaire.
- Lenoble-Pinson, M. (2014). *Dire et écrire le droit en français correct : au plaisir des gens de robe*. Bruxelles : Bruylant.
- Mac Aodha, M. (dir.). (2014). *Legal lexicography: A comparative perspective*. Farnham : Ashgate.
- Mattila, H. E. S. (2013). *Comparative legal linguistics: Language of law, Latin and modern lingua francas* (2<sup>e</sup> éd.). Farnham : Ashgate.
- Peñaranda López, A. (2015). *Proceso penal comparado (España, Francia, Inglaterra, Estados Unidos, Rusia)*. Grenade : Comares.
- Pozzo, B. (2015). Comparative law and the new frontiers of legal translation. In S. Šarčević (dir.), *Language and culture in EU law: Multidisciplinary perspectives* (pp. 73-87). Farnham : Ashgate.
- Prieto Ramos, F. (2014). Parameters for problem-solving in legal translation: Implications for legal lexicography and institutional terminology management. In A. Wagner, K.-K. Sin & L. Cheng (dir.), *The Ashgate handbook of legal translation* (pp. 121-134). Farnham : Ashgate.
- Prieto Ramos, F., & Orozco Jutorán, M. (2015). De la ficha terminológica a la ficha traductológica: hacia una lexicografía al servicio de la traducción jurídica. *Babel*, 61(1), 110-130.
- Rohlfing-Dijoux, S. (dir.). (2012). *La transmission de terminologie et de concepts juridiques dans l'espace européen: Allemagne/France/Russie*. Berne : Lang.
- Šarčević, S. (1997). *New approach to legal translation*. La Hague : Kluwer Law International.
- Šarčević, S. (dir.). (2009). *Legal language in action: Translation, terminology, drafting and procedural issues*. Zagreb : Nakladni zavod Globus.
- Šarčević, S. (dir.). (2015). *Language and culture in EU law: Multidisciplinary perspectives*. Farnham : Ashgate.
- Scarpa, F., Peruzzo, K., & Pontrandolfo, G. (2014). Methodological, terminological and phraseological challenges in the translation into English of the Italian Code of Criminal Procedure. In M. Gialuz, L. Lupária & F. Scarpa (dir.), *The Italian Code of Criminal Procedure. Critical essays and English translation* (pp. 53-80). Padoue : Wolters Kluwer/CEDAM.
- Sočanac, L., Goddard, C., & Kremer, L. (dir.). (2009). *Curriculum, multilingualism and the law*. Zagreb : Nakladni zavod Globus.

## European Union multilingual primary term creation and the impact of its neologisms on national adaptations

Rita Temmerman

*Vrije Universiteit Brussel – Brussels Institute for Applied Linguistics (BIAL)*

---

### Abstract

The principle of equal authenticity of the different official language versions has been codified in European Union (EU) law. In this article, we discuss aspects of neology creation that can be observed in equally authentic texts written in the 24 official languages of the EU. Translators working in collaboration with legal specialists and drafters in a complex process of controlled text production within the European institutions play a key role in coining Euro-terminology in the text versions of their first language. These neologisms were in most cases first expressed in Euro-English, the main procedural language at present. In accordance with Fisher (2010), we suggest considering Euro-neologisms in 24 Euro-languages as examples of “multilingual primary term creation”, and we point out some of the complexities involved. The heritage of several legal cultures and their discursive traditions appear to have an impact on EU terminological neologisms. The relative impact of the transposition of European directives and their neologisms on existing terminology in national law is shown by comparing Euro-Dutch terminology in a directive on migration to terminology in Dutch legal documents and in legal documents in Dutch in Belgium after adopting the national provisions that are necessary to comply with the directive. In our case study the impact of Euro-Dutch on legal Dutch in the Netherlands and in Belgium appears to be minimal.

### Keywords

Neologisms, primary term creation, secondary term creation, multilingual primary term creation, Euro-language

Term creation in European policy making has been studied from several perspectives in legal translation studies for a long time (see Fischer, 2010, for an overview). Recently, insights into how dynamicity of understanding is related to term creation and in the prototypically structured understanding of terminology in context have been taken aboard by the discipline (Robertson, 2010; Kjær, 2014). Terms may have to be created by the translator producing an informative translation (e.g. into English) of legal codes to help understand or give access to an original text, as dealt with by Garzone (2000), Biel (2014) and Peruzzo (2014). The drafting and translation of EU legislation has been described as a process of interlingual text reproduction necessary to ensure consistency among all the language versions (Kjær, 2014). Other topics of interest include the role of lawyer-linguists in term creation within the EU institutions (e.g. in Šarčević & Robertson, 2013), translation and mediation between legal systems (e.g. in Engberg, 2014), and how the EU Court of Justice deals with neologisms in divergent language versions (e.g. Schilling, 2010; Derlén, 2014).

In terminology studies, term creation has been dealt with from the perspective of terminological dependency on English (e.g. Ibáñez Sanchez & García Palacios, 2014), and variation of terminology as a cognitive device has been opposed to the needs for standardization, harmonization and transposition in the European context (e.g. Pecman, 2014; Kerremans, 2016). Within the discipline of terminology studies, term creation is now acknowledged as part and parcel of a process of more and better understanding that can be observed in several types of sociocognitive context. In more and more studies the prototypical nature of categorization and understanding are considered (Temmerman & Van Campenhoudt, 2014).

The present article is about neology creation in the EU context. We will first define primary term creation and secondary term creation in one language (section 1) and then introduce what is meant by multilingual primary term (MPT) creation within Euro-language (section 2). In section 3 we elaborated on the impact of the transposition of a European directive on existing terminology in Member State law. We discuss examples of primary Euro-Dutch terms in a directive on migration and observe how this terminology gets adapted in Dutch legal documents and in Dutch language legal documents in Belgium. In the concluding remarks (section 4) we deal with equal authenticity as diversity in unity and link this to the idea of understanding as a prototypically structured phenomenon.

### 1. Primary term creation and secondary term creation

Primary term creation is part of a process of understanding within the confines of one language in a specific domain. Examples can be found in all scientific and societal fields. For instance, in the domain of molecular biology, primary neologisms were created in English, the first language in scientific communication e.g. *molecular cloning*, *polymerase chain reaction (PCR)*, *messenger RNA (mRNA)*, *mRNA splicing*, *spliceosome*. Secondary term creation means that an equivalent is created in language B (e.g. French or Dutch) for a unit of understanding that was primarily part of a process of understanding in language A (Temmerman, 2015).

As Sager states “secondary term formation occurs when a new term is created for a known concept [...] as a result of knowledge transfer to another linguistic community” (1990, p. 80). The French secondary terms for the English primary neologisms mentioned before are (see Figure 1): *clonage moléculaire*, *amplification en chaine polymérase* (and the English abbreviated form *PCR*), *ARN messenger (ARNm)*, *épissage ARNm*, *splicéosome*. The Dutch secondary neologisms are: *moleculair klonen*, *polymerase kettingreactie* (and the English abbreviated form *PCR*); *boodschapper RNA* (and the English abbreviated form *mRNA*), *mRNA splicing*, *spliceosoom*). These French and Dutch neologisms are secondary neologisms as they

are translations of the English terms that were created first. Because over the past decades English has become predominant in science and in international politics, it conditions the creation of new lexical units in other languages. Ibáñez Sánchez and García Palacios (2014, p. 107) believe that this can result in “terminological dependency, a linguistic phenomenon arising from a unidirectional transfer of specialized denominations between two languages”.

ENGLISH	FRENCH	DUTCH
molecular cloning	<i>clonage moléculaire</i>	<i>moleculair klonen</i>
<i>polymerase chain reaction (PCR)</i>	<i>amplification en chaine polymérase</i> (and the English abbreviated form PCR)	<i>polymerase kettingreactie</i> (and the English abbreviated form PCR)
PCR	PCR	PCR
<i>messenger RNA (mRNA)</i>	<i>ARN messenger (ARNm)</i>	boodschapper RNA (and the English abbreviated from mRNA)
mRNA	ARNm	mRNA
<i>mRNA splicing</i>	<i>épissage ARNm</i>	<i>mRNA splicing</i>
<i>spliceosome</i>	<i>splicéosome</i>	<i>spliceosoom</i>

**Figure 1.** Primary English neologisms and secondary terms in French and Dutch in the field of molecular biology

As the above examples illustrate, terminological dependency is very prominent in the field of molecular biology and in many other scientific domains. Primary term creation occurs as part of the development of new ideas in all domains. An example from the world of finance and banking is the neologism *hedge fund*, which was based on a metaphor that was also introduced in equivalents in several languages. The word "hedge", meaning a line of bushes around a field, has long been used as a metaphor for the placing of limits on risk. Early hedge funds sought to hedge specific investments against general market fluctuations by shorting the market, hence the name. At the time of the financial crisis in 2008 the term featured among other primary terms like *sub-prime mortgages*, *collateralized debt-obligations*, *frozen credit markets* and *credit default swaps* (see also Kristiaensen, 2012). In discussing this phenomenon, financial experts and journalists used several synonyms in English as well as in other languages. Dutch has the English loan term *hedge fund* and the synonyms *hedgefonds*, *hefboomfonds*, *risicodekkingsfonds*, *waarborgfonds*. French has borrowed *hedge fund* as well but also has *fond spéculatif* and *fond alternatif*.

This example illustrates the role of terminological variation in a process of understanding in a societal context and, again, the dominance of English. The question is whether, in the multilingual EU, this phenomenon of terminological dependency on English can be observed as well. If so, we may have an indication that European linguistic equality is very difficult or that it is a myth as Shuibhne (2008) claims. Yet another aspect should not be overlooked: whereas the dominance of English as a lingua franca within the European institutions has been growing steadily since 1973, when both the United Kingdom<sup>1</sup> and Ireland joined the EEC and English became one of the official languages of the EU, it should likewise be recognized that in its early years the French language was the first working language within the institutions

<sup>1</sup> On 23 June 2016, the majority of UK citizens voted against the continuation of UK membership of the EU in a referendum.

and that the joining of Northern and Eastern European countries, whose citizens were less well instructed in the French language, contributed to the primacy of the English language.

After having illustrated primary and secondary term formation in English and in other languages, in the next section we will turn to multilingual primary term creation in Euro-language.

## 2. Multilingual primary term (MPT) creation in Euro-language?

Multilingual primary terms are created in multilingual national (e.g. Belgium) or international contexts (e.g. EU) of equally authentic legal documents in several official languages. According to Fischer (2010), *multilingual primary term-creation* is not about translation, but it is a simultaneous, multilingual activity aiming at the designation of one concept in several languages. Belgium, for instance, has three official languages: Dutch, French and German. Only Dutch and French are used for drafting the authentic versions of the law. A German translation is published later in the *Moniteur Belge/Belgisch Staatsblad* for information purposes only. The Belgian administration pays particular attention to achieving an effective parity between French and Dutch (Directorate-General for Translation of the European Commission, 2010). The Belgian Council of State provides a manual on legislative techniques for drafters of legislative or regulatory texts. In this manual rules and best practices concerning drafting can be found. The general drafting rules mentioned aim at comprehensibility, readability, transparency and consistency. A good drafting approach is claimed to enhance the chances of good quality bilingual texts. The manual specifies that drafting a bilingual text goes well beyond a mere translation of one version into the other. It suggests that texts should be co-drafted in collaboration with a native speaker of the other language, and consistency of the two texts should be ensured by systematically comparing them. In case of neology creation the general drafting rules will be put to practice.

Given the European principle of equal authenticity for all 24 official language versions of legal documents, multilingual primary term formation is part of the EU language policy but will be harder to achieve than in the Belgian context. Multilingual neology creation in the European Union context is a multilingual dynamic process, which is embedded in EU harmonization, transposition and application. Translation is fundamentally part of this process. MPT creation is part of prototypically structured understanding situated in the EU context. In what follows we will first explain what Euro-language is (2.1) and then illustrate aspects of the European language paradox i.e. the fact that Europe pledges allegiance to multilingualism in order to assure equal rights for all citizens but that it has English as its main procedural language (2.2). In section 2.3, we examine the previous role of French as the main working language. In section 2.4, we illustrate the complications that can derive from the use of abbreviations and acronyms in multilingual EU settings, before drawing a picture of variation within MPT in section 2.5.

### 2.1 What is Euro-language?

Euro-speak, Euro-jargon, Eurolect, EU-ese, Euro-Legalese, Union legalese, Eurofog, EU language etc. tend to have negative connotations. Biel (2014, p. 337) believes that "(...) EU language should be perceived as a multilingual legal language realised in distinct legal varieties of national languages with an interdependent conceptual system". We could say that Euro-language is the sum of 24 EU-variants i.e. Euro-Bulgarian, Euro-Czech, Euro-Croatian, Euro-Danish, Euro-Dutch, Euro-English, etc. However, there is a European linguistic paradox. According to Shuibhne (2008), the European multilingual policy amounts to little more than a 'myth of equality' among languages as today most of the EU's information flow moves from

an original draft in **Euro-English** to official translations into Euro-varieties of (in principle and at least) all the other 23 languages (Euro-Czech, Euro-Italian, Euro-Dutch, Euro-Maltese, Euro-Finnish, etc.). Whereas Europe pledges allegiance to multilingualism, the use of English as a procedural language (sometimes together with French or German) and a lingua franca in communication has an impact on the other official languages, as we will illustrate in the next section with the example of *flexicurity*.

## 2.2 A Euro-language MPT: flexicurity

A typical example of MPT creation in Euro-language is the term *flexicurity*, defined as a welfare state model with a pro-active labour market policy. The model is a combination of easy hiring and firing (flexibility for employers) and high benefits for the unemployed (security for the employees)<sup>2</sup>.

The creation of EU terminology can be described as a two-step process: *primary term-creation for a working language (English or French or German) followed by a secondary activity, an intra-conceptual term-transfer* to all other EU languages.

Whereas politicians, experts and drafters (depending on the stage of decision-making) carry out the process of understanding and designation and create European primary neologisms, secondary terms are often created in the translation process by the translators-terminologists and lawyer-linguists and revisers in the EU institutions.

The results of the translators' and terminologists' and legal linguists' efforts can be studied in EUR-Lex<sup>3</sup>. Figure 2 is a screenshot of a bilingual display. It shows the terms *Flexicurity*, a loan term in Euro-German (so not: \*Flexisicherheit) and a loan translation in French *flexicurité*.

<p>MITTEILUNG DER KOMMISSION AN DAS EUROPÄISCHE PARLAMENT, DEN RAT, DEN EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTS- UND SOZIALAUSSCHUSS UND DEN AUSSCHUSS DER REGIONEN</p> <p>Gemeinsame Grundsätze für den Flexicurity-Ansatz herausarbeiten: Mehr und bessere Arbeitsplätze durch Flexibilität und Sicherheit</p> <p>{SEK(2007) 861}{SEK(2007) 862}</p> <p>INHALTSVERZEICHNIS</p> <p>1. Die Herausforderungen und Chancen von Globalisierung und Wandel 3</p> <p>2. Ein integrierter Flexicurity-Ansatz 4</p> <p>3. Flexicurity-Strategien: Die Erfahrung der Mitgliedstaaten 8</p> <p>4. Flexicurity und der soziale Dialog 9</p> <p>5. Entwicklung gemeinsamer Grundsätze für den Flexicurity-Ansatz 10</p> <p>6. Flexicurity-Optionen 12</p> <p>7. Die finanzielle Dimension der Flexicurity 13</p> <p>8. Die nächsten Schritte: Flexicurity und die Lissabon-Strategie für Wachstum und Beschäftigung 14</p>	<p>COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS</p> <p>Vers des principes communs de flexicurité: Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité en combinant flexibilité et sécurité</p> <p>{SEC(2007) 861}{SEC(2007) 862}</p> <p>TABLE DES MATIÈRES</p> <p>1. Les défis et les opportunités de la mondialisation et du changement 3</p> <p>2. Une approche intégrée de la flexicurité 4</p> <p>3. Les politiques de la flexicurité: l'expérience des États membres 8</p> <p>4. Flexicurité et dialogue social 9</p> <p>5. Définir des principes communs de flexicurité 10</p> <p>6. Les parcours de la flexicurité 11</p> <p>7. La dimension financière de la flexicurité 12</p> <p>8. Prochaines étapes: La flexicurité et la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi 14</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Figure 2.** Illustration of bilingual display in EUR-Lex showing the EU-term *flexicurity* in German and French

<sup>2</sup> [http://europa.eu/abc/eurojargon/index\\_en.htm](http://europa.eu/abc/eurojargon/index_en.htm) (accessed 13 July 2015).

<sup>3</sup> <http://eur-lex.europa.eu/homepage.html?locale=nl> (accessed 13 July 2015).

### 2.3 A Euro-French primary term

The *terminological dependency* of all official languages is primarily on English nowadays. However, the first drafting language used to be French. The EU jargon still has several remnants of French terms that were borrowed by most other languages. An example is “*passerelle clause*”. Kaczorowska (2013, p. 31) writes:

Article 48(6) and (7) TEU sets out two new simplified procedures for revision of the Treaties which are often referred to as “self-amending” or “*passerelle*” provisions which translates into English as “bridging” provisions. “*Passerelle*” provisions are ones which allow the reduction of procedural requirements, or the making of adjustments or amendments to the Treaties, without the necessity to have recourse to formal Treaties revision procedures as described in Article 48(1)–(5) TEU.

A *passerelle clause* is a clause in treaties of the EU that allows the alteration of a legislative procedure without a formal amendment of the treaties. The use of a *passerelle clause* required unanimity of all Member States although member states with opt-outs and those not participating in an area under enhanced cooperation may not have a vote. Unlike formal treaty revision, their use does not require national ratification. It is a metaphorical term as *passerelle* is French for a small bridge. In Euro-Dutch the term *passerelle clausule* was coined, keeping the metaphor and the French word. English borrowed this term from French.

### 2.4 Euro-language primary terms and their abbreviations

Euro-terminology exists in 24 languages but there are a number of problematic issues. One problem concerns abbreviations and letter words. A clear example of the complexity that may arise is *OMC*. Soft law mechanisms (such as guidelines, benchmarking and sharing best practice) have become an integral part of the *open method of co-operation* (abbreviated as *OMC*), which was endorsed by the 2000 Lisbon Council as being appropriate to help the Member States to develop national policies with a view to achieving the ambitious Lisbon Agenda (Kaczorowska 2013, p. 142).

The *OMC* is a framework for cooperation between the Member States, whose national policies can thus be directed towards certain common objectives. Under this intergovernmental method, the Member States are evaluated by one another (peer pressure), with the Commission’s role being limited to surveillance. The European Parliament and the Court of Justice play virtually no part in the *OMC* process. The fact that in English “*OMC*” is the abbreviation for *open method of coordination*, that in Dutch it is “*OCM*” for *open coördinatiemethode* (even though the term *open samenwerkingsmethode* is found as well – see Figure 3–), that in French “*MOC*” is the abbreviated form for *méthode ouverte de coordination* and that German has “*OMK*” for *offene Methode der Koordinierung* may be challenging in multilingual communication.

Candidate countries should strengthen their efforts in the areas of social inclusion and employment to prepare for their future participation in the <b>open method of cooperation</b> at EU level and for their preparation for the future intervention of the European Social Fund.	Les pays candidats devraient consolider leurs efforts dans les domaines de l'inclusion sociale et de l'emploi pour préparer leur participation future aux <b>méthodes ouvertes de coopération</b> au niveau de l'Union européenne et pour leur préparation aux interventions futures du Fonds social européen.	De kandidaat-lidstaten zouden hun inspanningen op het gebied van sociale insluiting en werkgelegenheid moeten versterken om zich voor te bereiden op hun deelname aan de <b>open samenwerkingsmethode</b> op EU-niveau en de toekomstige activiteiten van het Europees Sociaal Fonds.
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Figure 3.** English, French and Dutch equally authentic fragments<sup>4</sup>

According to Robinson (2014) the EU translators working on legislation have to accomplish various balancing acts. On the substance, their translations of EU legislation have to be vague enough for the diplomats, precise enough for the lawyers and technical specialists in the sector concerned, and clear enough for the ordinary user. At the same time the language they use has to be true to the original but accessible to the reader in the Member States. This given is bound to result in variation, even within the core terminology of the EU, as we will illustrate in the next section and also in section 3.

## 2.5 Variation in EU core terminology in all languages

EU official language has a number of “core expressions” (ways of phrasing) and specific terminology that form part of Euro-language. In what follows we explain the difference between a regulation, a directive and a decision using core expressions and terminology (see Figure 4). We will also look at the equivalents in Euro-French, Euro-Dutch and Euro-German for the core expressions and terminology in Euro-English. This will bring us to the problems of variation and the risk of confusion in a multilingual setting, following from that.

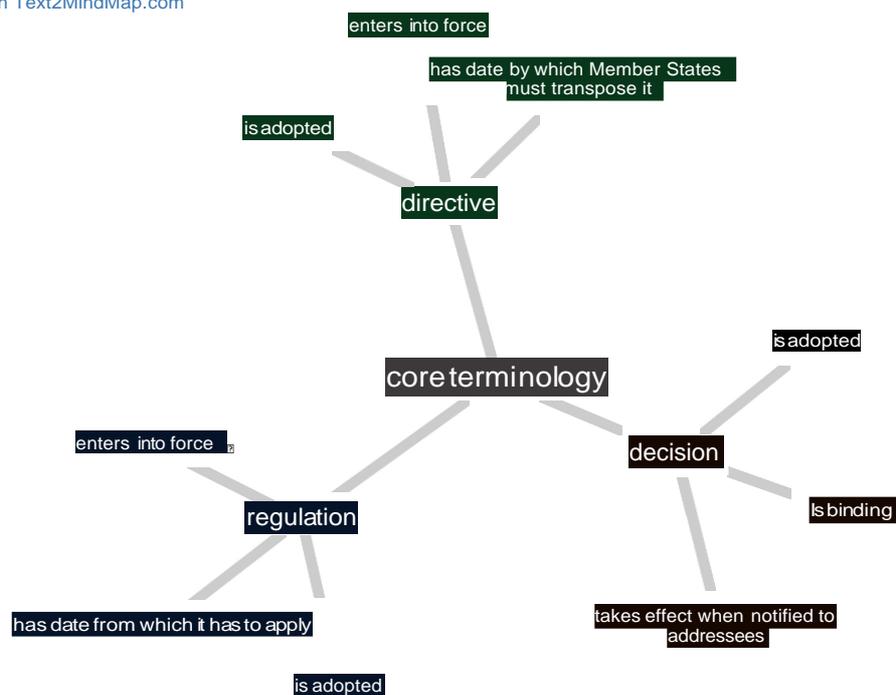
Article 288 of the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU) defines regulations in the following terms: “A regulation shall have general application. It shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.” A **regulation** is “adopted” at first reading when the Council approves the European Parliament’s position on the Commission’s proposal. It “enters into force”, that is to say, becomes a formal part of the body of EU legislation, on the date specified in its final article or else by default on the twentieth day following that of its publication in the Official Journal of the EU. Generally, the final article will also specify the date from which it is to “apply”, that is to impose obligations or confer rights on individuals. If no such date is specified, the regulation will apply from the date on which it enters into force (see Robinson, 2014, p. 205).

Directives are defined in the following terms in Article 288 of the TFEU: “A directive shall be binding, as to the result to be achieved, upon each Member State to which it is addressed, but shall leave to the national authorities the choice of form and methods.” A **directive** adopted by the European Parliament and the Council generally also enters into force but it specifies a date by which the Member States must “transpose” it, i.e. adopt the national provisions that are necessary to comply with the directive. Directives may also specify a different date from which the Member States must apply their national provisions. By “implementation” of the directive both steps of adopting the national provisions and applying them are referred to.

<sup>4</sup> <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN-FR-NL/TXT/?uri=CELEX:52002DC0700&from=pl> (accessed 7 October 2014).

Each year the EU institutions also adopt a large number of **decisions** that are binding on those to whom they are addressed. Generally, they do not “enter into force” but “take effect” when they are notified to the addressees (see Robinson, 2014, p. 205). Decisions have no general scope of application unless addressed to all Member States. They may be addressed to all or to a particular Member State, or to any legal or natural person or they may have no addressees. The effect of a decision is specified in Article 288 of the TFEU, which states that: “A decision shall be binding in its entirety. A decision which specifies those to whom it is addressed shall be binding only on them.”

Made with Text2MindMap.com



**Figure 4.** Mind map showing three core terms in EU terminology and their core expressions in Euro-English

Regulations, directives and decisions are mentioned in the context of the Maastricht Treaty (1992), which provides that the European Parliament and the Council adopt them jointly. The equivalents for this expression can be found in IATE,<sup>5</sup> which refers to “Règlement intérieur du Conseil, art. 11, JOCE L 268/1979 (JOCE L 291/1987; JOCE L 281/1993)”:

En: **regulations**, directives and decisions **adopted** jointly by the European Parliament and the Council

Fr: les **règlements**, les directives et les décisions **adoptés** conjointement par le Parlement européen et le Conseil

De: **Verordnungen**, Richtlinien und Entscheidungen, die vom Europäischen Parlament und vom Rat gemeinsam **angenommen** werden

Nl: **verordeningen**, richtlijnen en beschikkingen die door het Europees Parlement en de Raad gezamenlijk worden **aangenomen**

<sup>5</sup> IATE: Interactive Terminology for Europe is the European multilingual terminology base [http://iate.europa.eu/SearchByQueryLoad.do;jsessionid=faOS5InQH3FiJYZHn5Fem8Afk6DsqOSjHW\\_G9t27JTFEvIKoVr7g!-551934622?method=load](http://iate.europa.eu/SearchByQueryLoad.do;jsessionid=faOS5InQH3FiJYZHn5Fem8Afk6DsqOSjHW_G9t27JTFEvIKoVr7g!-551934622?method=load) (accessed 20 September 2014).

However, in Regulation (EC) No 1882/2003 of the European Parliament and of the Council of 29 September 2003 adapting to Council Decision 1999/468/EC,<sup>6</sup> we can read the following wording:

(English) THE EUROPEAN PARLIAMENT AND THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION,  
Having regard to the Treaty establishing the European Community (...) Having regard to  
the proposal from the Commission, (...) After consulting the Committee of the Regions  
(...), HAVE ADOPTED THIS REGULATION:

(French) LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,  
vu le traité instituant la Communauté européenne (...)  
vu la proposition de la Commission, (...) après consultation du Comité des régions (...), ONT  
ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

(Dutch) HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD VAN DE EUROPESE UNIE,  
Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap (...)  
Gezien het voorstel van de Commissie (...) Na raadpleging van het Comité van de Regio's  
(...), HEBBEN DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD:

(German) DAS EUROPÄISCHE PARLAMENT UND DER RAT DER EUROPÄISCHEN UNION -  
gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft (...) -  
auf Vorschlag der Kommission (...) nach Anhörung des Ausschusses der Regionen (...) -  
HABEN FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

In this second IATE entry we find that: *the regulation is adopted* (English); *le règlement est arrêté* (French); *de verordening wordt vastgesteld* (Dutch); *die Verordnung wird erlassen* (German). Whereas both IATE entries show that in Euro-English *regulations are adopted*, we find that two different verbs are found in French (*être arrêté* and *être adopté*), Dutch (*aangenomen worden* and *vastgesteld worden*) and German (*angenommen werden* and *erlassen werden*). This is an example of lexical variation in the core phraseology of the EU. This specific example questions the feasibility of consistency of terminology in equally authentic documents. It may very well be that *arrêté* and *adopté* are perfect synonyms in these contexts and that they are interchangeable without distortion of the context of the message expressed. It may also be the case that for the texts under discussion the drafting language was French and that the translators who needed to translate into English were not aware of a possible meaning distinction between the meaning of *être arrêté* and *être adopté*. This question would require further investigation.

Observations like these instruct us on at least two aspects. One, the IATE resource does not give us the information needed to find the answer to the question whether there is meaning difference between the two verbal phrases. Two, if even in the core EU terminology and phraseology variation is recurrent, the objective of equal authenticity may prove to be a myth. Consequently, we may have to approach multilingual Europe using a different theoretical model on languages and meaning. In section 3 we will discuss an alternative approach to EU terminology referring to prototypical categorization.

### 3. Do EU directives have an impact on earlier Member State terminology?

In an attempt to find solutions for problems, like e.g. the migration crisis, the European Union adopts directives. As explained in 2.5, the directive is one of the legal instruments available to

---

<sup>6</sup> <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR-EN-NL/TXT/?uri=CELEX:32003R1882&from=FR> (accessed 20 September 2014).

the European institutions for implementing European Union policies. It is a flexible instrument mainly used as a means to harmonize national laws that requires EU countries to achieve a certain result but leaves them free to choose how to do so. Unlike a regulation, which is applicable in EU countries' internal law immediately after its entry into force, a directive is not directly applicable in EU countries. It must first be transposed into national law before governments, businesses and individuals can have recourse to it. So, for a directive to take effect at national level, EU countries must adopt a law to transpose it. Because EU countries have room to maneuver in this transposition process, they can take into account specific national characteristics. Transposition must take place by the deadline set when the directive is adopted (generally within two years).<sup>7</sup>

Directives are likely to hold new terminology and in directives existing terminology will often be redefined. Moreover, when a directive is transposed into national law, the European primary terms will be confronted with the existing legal terminology in the Member State law. Existing terms in member states laws may be replaced by European terms or they may have to be redefined and therefore undergo a shift in meaning.

Van Wallendael (2016) studied the interaction between European and national terminology within the domain of migration and asylum demands. She tried to figure out what the impact of Euro-Dutch terminology is on the legal terminology in Belgium and in the Netherlands. A close reading procedure revealed what 'a person seeking international protection' is referred to in a European directive in its Euro-Dutch language version using Euro-Dutch terminology and the directives on how to deal with such a person are transposed through a Belgian and a Dutch revision of law following the directive. The hypothesis was that the Euro-Dutch new terminology was going to replace the earlier terminology in the Member States laws in the Netherlands and in Belgium (where the Dutch language is one of the official languages). The terms were extracted from the texts under analysis and studied on the basis of frequency of appearance and on how they relate to one another within the text (lexical chain analysis [Rogers, 2007]). Van Wallendael did a close reading analysis looking for the core terminology and the frequency of the terms used in the following documents: an EU directive<sup>8</sup> in English, its equivalent in Euro-Dutch<sup>9</sup>, the Belgian Act of 10 August 2015 concerning changes to the Act of 15 December 1980 concerning migration,<sup>10</sup> and the Dutch Act of 8 July 2015 concerning implementation of Directive 2013/32/EU on international protection and Directive 2013/33/EU on international protection.<sup>11</sup>

---

<sup>7</sup> <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=URISERV%3A114527> (accessed 13 July 2015).

<sup>8</sup> Directive 2013/32/EU of the European Parliament and of the Council of 26 June 2013 on common procedures for granting and withdrawing international protection (recast). <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/en/ALL/?uri=celex%3A32013L0032> (accessed 13 July 2015).

<sup>9</sup> Richtlijn 2013/32/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende gemeenschappelijke procedures voor de toekenning en intrekking van de internationale bescherming (herschikking).

<sup>10</sup> Wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen om beter rekening te houden met de bedreigingen voor de samenleving en de nationale veiligheid in de aanvragen tot internationale bescherming.

<sup>11</sup> Wet tot wijziging van de Vreemdelingenwet 2000 ter implementatie van Richtlijn 2013/32/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende gemeenschappelijke procedures voor de toekenning en intrekking van de internationale bescherming (PbEU 2013, L 180) en Richtlijn 2013/33/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 tot vaststelling van normen voor de opvang van verzoekers om internationale bescherming (PbEU 2013, L 180).

She came to the conclusion that the impact of the Euro-Dutch terminology on the legal language of the Netherlands and Belgium in the adapted national legislation is relatively limited. The terminology that already existed in the Member States' legal texts was hardly changed. '*Vreemdeling*' ('foreigner'), a term no longer used by the EU institutions for reasons of political correctness, is kept in the laws of both countries. EU directive provisions on how to treat the "*people on the move*" or *applicants* (Euro-Dutch '*verzoekers*') have Euro-Dutch terminology that is not adopted by either of the Member States having the Dutch language as an official language.

Of course, we cannot generalize going by this particular case study. Further research is required based on larger and thematically more varied case studies in order to understand the impact of Euro-Dutch on the legal terminology in Belgium and the Netherlands. What has been proven by this small-scale study of a bachelor student at Vrije Universiteit Brussel is that the understanding of the world in one language, as well as in a multilingual situation, is prototypically structured. Understanding the world and understanding the language used by other interlocutors to communicate about the world can hardly ever be split up in clearly definable units. The meaning of words is situated in contexts (linguistic context, cultural context, legal context, cognitive context, etc.) and evolves over time. The meaning of Euro-terminology is not different in that respect. It regularly occurs that the result of a European negotiation process on a specific topic needs to be transposed at the Member State level. Each time prototypically structured understanding will come into play and those responsible for the transposition at the national level will have to understand the phenomenon of diversity in unity. In the end it will be these legal specialists at national level who will decide on how to transpose and adapt the law in their situational, political and historical context using their native speaker competencies and their knowledge on the subject and on the potential consequences of changing existing legislation.

#### 4. Concluding remarks

In this article, we have defined and illustrated the difference between primary and secondary term formation, and we have pointed out what multilingual primary term formation means for Euro-language. We have argued that the potential created by the sum of 24 Euro-language varieties appears to be quite complex, and looking at examples of Euro-neologisms in context provided us with evidence of Shuibhne's (2008) stance on the myth of European linguistic equality. It is difficult to achieve linguistic equality in the EU for several reasons. We have shown some of the complexities involved in multilingual term creation, like abbreviations and variation in the core terminology of the EU. We then reported on a case study concerning the impact of Euro-Dutch terminology on Dutch language legal documents in the Netherlands and in Belgium where it was found that the impact is surprisingly low.

Edward Sapir (1949, p. 162) wrote that human beings do not live in an objective world but are very much at the mercy of the particular language that has become the medium of expression for their society. He added to this that the 'real world' is to a large extent unconsciously built up on the language habits of the group. His idea inspires us to say that EU citizens are at the mercy of the particular language that has become a new medium of expression for EU societies: Euro-language, having 24 variants. As we pointed out in section 1, Europe is at the mercy of the English language in the world of domain-specific scientific language, which implies that most neologisms in scientific language are coined in English and translated into other languages or borrowed in a later phase. In the world of international politics and specifically of EU politics, Europeans are driven by Euro-language that is highly influenced by Euro-English. This is the paradox in Europe: on one hand, Euro-English has become the lingua

franca and, on the other hand, Europe has pledged allegiance to linguistic diversity (multilingualism). The paradoxical linguistic situation in Europe has become even more complex since the United Kingdom voted for Brexit. Scholars in translation and terminology studies will observe how the withdrawal of the British from the EU will impact EU primary term creation. Will the English language remain the first working language within the EU without the UK? This is very likely but directives in Euro-English will no longer need to be transposed by the UK. Will the result of Brexit be that other Euro-languages will impact multilingual primary term creation more than is the case now? Nobody can tell at this point in time but it is certain that multilingual neology creation will be essential in all future negotiations between the UK and the EU. Interesting times for neology watchers can be expected.

## 5. References

- Biel, Ł. (2014). The textual fit of translated EU law: A corpus-based study of deontic modality. *The Translator*, 20(3), 332–355.
- Derlén, M. (2014). Multilingualism and legal integration in Europe. In R. Temmerman & M. Van Campenhoudt (Eds.), *Dynamics and terminology: An interdisciplinary perspective on monolingual and multilingual culture-bound communication* (pp. 17-42). Amsterdam: Benjamins.
- Directorate-General for Translation of the European Commission (2010). *Study on lawmaking in the EU multilingual environment*. Luxembourg: Publications Office of the European Union.
- Engberg, J. (2014). *Legal translation as knowledge mediation* (Powerpoint presentation). Retrieved from [https://www.academia.edu/9726327/Legal\\_translation\\_as\\_knowledge\\_mediation\\_-\\_Mediating\\_legal\\_knowledge\\_to\\_different\\_target\\_groups](https://www.academia.edu/9726327/Legal_translation_as_knowledge_mediation_-_Mediating_legal_knowledge_to_different_target_groups)
- Fischer, M. (2010). Language (policy), translation and terminology in the European Union. In M. Thelen & F. Steurs (Eds.), *Terminology in everyday life* (pp. 21-33). Amsterdam: Benjamins.
- Garzone, G. (2000, February). Legal translation and functionalist approaches: A contradiction in terms? *Actes du Colloque International "La traduction juridique. Histoire, théorie(s) et pratique"* (pp. 395-414). Geneva: École de traduction et d'interprétation.
- Ibáñez Sánchez, M., & García Palacios, J. (2014). Semantic characterization of terms as a trace of terminological dependency. *Terminology*, 20(2), 171–197.
- Kaczorowska, A. (2013). *European Union law* (3rd edition). London: Routledge.
- Kerremans, K. (2016). Variation in the translation of terms: Corpus-driven terminology research. In M. Thelen, G. W. van Egdom, D. Verbeeck, L. Bogucki, & B. Lewandowska-Tomaszczyk (Eds.), *Translation and meaning. New series* (pp. 217-227). Frankfurt: Lang.
- Kjær, A. L. (2014). New challenges to the theory of legal translation: Transnational legal communication and the autonomization of international law. *The Translator*, 20(3), 430–436.
- Kristiaensen, M. (2012). Financial jargon in a general newspaper corpus. In G. Andersen (Ed.), *Exploring newspaper language. Using the web to create and investigate a large corpus of modern Norwegian* (pp. 257-284). Amsterdam: Benjamins.
- Pecman, M. (2014). Variation as a cognitive device: How scientists construct knowledge through term formation. *Terminology*, 20(1), 1-24.
- Peruzzo, K. (2014). Capturing dynamism in legal terminology. In R. Temmerman & M. Van Campenhoudt (Eds.), *Dynamics and terminology: An interdisciplinary perspective on monolingual and multilingual culture-bound communication* (pp. 43-60). Amsterdam: Benjamins.
- Robertson, C. (2010). EU law and semiotics. *International Journal for the Semiotics of Law*, 23(2), 145–164.
- Robinson, W. (2014). Drafting EU legislation in the European Commission: A collaborative process. *The Theory and Practice of Legislation*, 2(3), 249-73.
- Rogers, M. (2007). Lexical chains in technical translation: A case study in indeterminacy. In H. Picht & B. E. Antia (Eds.), *Indeterminacy in terminology and LSP: Studies in honour of Heribert Picht* (pp. 15- 35). Amsterdam: Benjamins.
- Sager, J. C. (1990). *A practical course in terminology processing*. Amsterdam: Benjamins.
- Sapir, E. (1949). *Culture, language and personality: Selected essays*. Berkeley: University of California Press.
- Šarčević, S., & Robertson, C. (2013). The work of lawyer-linguists in the EU institutions. In F. Prieto Ramos & A. Borja Albi (Eds.), *Legal translation in context – professional issues and prospects* (pp. 181-202). Frankfurt: Lang.
- Schilling, T. (2010). Beyond multilingualism: On different approaches to the handling of diverging language

- versions of a community law. *European Law Journal*, 16(1), 47-66.
- Shuibhne, N. (2008). EC law and minority language policy. In X. Arzoz (Ed.), *Respecting linguistic diversity in the European Union* (pp. 123-43). Amsterdam: Benjamins.
- Temmerman, R. (2015). Secondary term formation in molecular biology. In G. C. Pastor, M. S. Domínguez, R. G. Florido, & M. U. Mendaña (Eds.), *New horizons in translation and interpreting studies* (pp. 325-328). Geneva: Tradulex.
- Temmerman, R., & Van Campenhoudt, M. (Eds.). (2014). *Dynamics and terminology. An interdisciplinary perspective on monolingual and multilingual culture-bound communication*. Amsterdam: John Benjamins.
- Van Wallendael, C. (2016). *Van Europa naar bij ons. Een analyse van de invloed van Europese richtlijnen op de gebruikte terminologie in de Nederlandse en Belgische wetgeving binnen het domein van asiel en migratie* (Bachelorpaper Applied Linguistics). Vrije Universiteit Brussel.
- 



Rita Temmerman

Vrije Universiteit Brussel – Brussels Institute for Applied Linguistics (BIAL)

[rita.temmerman@vub.be](mailto:rita.temmerman@vub.be)

**Biography:** Rita Temmerman is full professor in Translation Studies and Terminology at Vrije Universiteit Brussel. Her research focuses on issues related to special language in general and terminology in particular, such as application-oriented multilingual terminology analysis and understanding terminology creation in cognitive, linguistic, cultural and situational contexts. She has published on metaphor in cognition, dynamics and terminology, intercultural and multilingual communication, and secondary term formation.

## **Terminological issues in official translations of international environmental conventions**

**The case of Greek as a target language**

**Panagiotis G. Krimpas & Despina Karadimou**

*Democritus University of Thrace (Greece)*

---

### **Abstract**

In this paper we discuss twenty-two representative cases of terminologically conditioned translation issues detected in a corpus of twenty Greek target texts of environmental conventions and/or their respective protocols or amendments, signed between 1946 and 2001. We classify such issues in ten special categories and assign them to three major profiles. For each category we examine problematic equivalents by drawing on terminology theory or translation studies. Where appropriate, we propose a more satisfactory equivalent on the basis of the relevant ISO 704:2009 principles and mechanisms for term formation. The paper concludes that Greek translations of environmental legal texts – especially older ones – are often variously unsatisfactory with respect to terminology, which evinces the need for careful use of such texts in the Hellenic Republic.

### **Keywords**

Environmental terminology, international conventions, ISO 704:2009, legal translation, term formation

## 1. Introduction

Both the concept and the field of Environmental Science emerged in the 20th century, when mankind began to increasingly focus on environmental pollution and/or contamination,<sup>1</sup> the results of which began to concern Ecology. Initially devised as a branch of Biology studying organisms and the environment, Ecology began to move towards anthropogenic factors, which justified its classification as a science studying not only natural environmental factors, but also the interaction between organisms and anthropogenic factors (Melecis, 2011, p. 349). Similarly, the range of ecological subjects of study is steadily increasing, which in turn could significantly avert the field from the original study of the specifics. In Western countries, where greater attention is paid to global environmental issues, the scientific community increasingly uses the term *Environmental Science*, an important role of which is the development of natural philosophy and the creation and consolidation of environmental concepts (Melecis, 2011, p. 349). One of the pioneering figures in this direction was the marine biologist and conservationist Rachel Carson, whose book *Silent Spring*, published in 1961, had a great impact on society by focusing on one of the major ecological issues of the time that still persists nowadays, namely the effects of pesticides on ecosystems, thus arousing people's interest in environmental problems (Kļaviņš *et al.*, 2008, p. 599).

Environmental Science acts, on the one hand, as a multi-disciplinary subject of scientific cooperation and, on the other hand, as a method of interdisciplinary study of complex environmental problems. This interdisciplinary subject draws on, interconnects with and uses knowledge, skills and techniques from a vast array of other disciplines such as Physics, Chemistry, Biology, Geology, Geography, Meteorology, Climatology, Economics, History, Sociology, Psychology, Political and Legal Sciences, etc. It is interested not only in biological, physico-chemical organisation, function and relation of living organisms with the environment, in which they live and reproduce, but also in the economic and social dimension of human intervention in nature. In this context, it could be argued that Ecology is the most important background of Environmental Science (Mandrikas *et al.*, 2013). In this article we consider environmental terminology in its legal perspective, i.e. through international conventions or treaties governing the relationship between humans and the environment.

## 2. Environmental terminology and translation: main issues

In this article *environmental terminology* is to be understood as defined in the Pointer Project (Felluga, Mazzocchi, Lucke, Plini, & Pàlmera, 1995, p. 2):

[E]nvironmental terminology aims at the definition and optimal use of concepts related to the activities connected to the environment, both practical, like environmental management and planning, nature conservation, the relation between environment and development, the relation between environment, health and safety, as well as theoretical, like environmental sciences, in particular ecology. It can therefore contribute in filling the gap existing between the facts and the present scientific knowledge on some fundamental environmental problems.

Issues related to the use and/or translation of environmental terminology along with the consistent use of environmental concepts have been discussed in several countries by many authors, e.g. Pozzo (2014, pp. 128-129), who examines the terminological consistency in the Directive 2004/35/CE of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004 on environmental liability with regard to the prevention and remedying of environmental damage; Hodges (2008, pp. 35, 38), who argues that papers focusing on terminological

---

<sup>1</sup> For the distinction between environmental *pollution* and environmental *contamination*, see Larsson (1999, p. 158).

inconsistency and polysemy as a problem do little to advance either the science or its application, and that terminological reviews should refocus on advances in the underlying science rather than concentrating on the terms themselves;<sup>2</sup> Twardowska and Szczepanska (2002, pp. 29-30), who note that legal definitions exert a significant impact on the waste management strategy; or Adams, Di Bitetti, Janson, Slobodkin, and Valenzuela (1997, p. 632), who note that some terms used by ecologists seem to be influenced by the expected audience, as well as that communication with funding sources, politicians and the wider audience is perplexed by the fact that part of the terminology used by ecologists arises from the Language for General Purposes (LGP), with many of the terms having different meanings to ecologists than to laymen. Of course, this phenomenon is not a peculiarity of ecological and environmental terminology, but rather one of Language for Specific Purposes (LSP) in general (Valeontís and Krimpás, 2014, pp. 29, 35-36). Among the early dictionaries of environmental terminology addressing the problem of terminological inconsistency and lack of standardisation are one by Paenson (1972, p. i) and another by Studdard (1974, p. ii).<sup>3</sup>

Although at times questioned (Temmerman, 2000, pp. 125-154), monosemy and terminological consistency are notoriously the best strategies to avoid conceptual confusion or bad translation and to promote mutual understanding amongst professionals and academic experts, as admitted both by language scholars (Béjoint, 1990, pp. 19-22, 24; Fretheim, 2001, pp. 83-84; Garzone, 2000, p. 83; Gilreath, 1993, p. 87; Ruhl, 1989, pp. vi, xi; Strandvik, 2012, p. 39; Valeontís & Krimpás, 2014, pp. 171-172) and political institutions (European Parliament, European Council, and European Commission, 2013, p. 13; Secretariat General of the Hellenic Government, 2006, p. 7).

According to ISO 704:2009,<sup>4</sup> the three term-formation methods are: *creating neoterms, using existing forms* – e.g. by semantically extending or specialising them – and, finally, *translingual borrowing* (pp. 51-55); while seven principles should be observed in the formation of terms (and appellations), as far as possible and as appropriate to the language in question: *transparency, consistency, appropriateness, linguistic economy, derivability and compoundability*,<sup>5</sup> *linguistic correctness*, and *preference for native language* (pp. 38-41).<sup>6</sup>

Another terminology-related issue that also affects environmental thematic areas is terminology transfer to developing countries. Sager and Nkwenti-Azeh (1989, p. 19) have proposed three relevant parameters to be taken into account, namely the general linguistic situation of a country (in terms of distribution of languages, functions of languages, attitude to the language of technology exporting countries in the environment in which terminology transfer takes place, role of languages of technology-exporting countries in the linguistic repertoire of an importing country), the socioeconomic circumstances in which terminology transfer occurs (in terms of its reflection in education and training), and the regular techniques

---

<sup>2</sup> We think that terminological research constitutes in itself an aspect of scientific advance, while other (e.g. technological) advances in a given science provide new concepts to be designated by new terms/appellations.

<sup>3</sup> See more in NN (2015, pp. 259-260).

<sup>4</sup> A Greek adaptation of the older version (ISO 704:2000) of this ISO Standard is ELOT 402:2010. Other terminology-relevant ISO Standards are ISO 860:2007, *Terminology work – Harmonization of concepts and terms*, and ISO 12616:2001, *International Standard, Translation-oriented terminography*.

<sup>5</sup> Hereinafter referred to as *derivability/compoundability*.

<sup>6</sup> Those principles are applicable to both IE (Valeontís & Mántzarí, 2006, p. 4) and non-IE European languages, e.g. Finnish (Saarenmäki & Nissilä, 2016, pp. 335-337).

languages have developed for dealing with terminology (in terms of presence or absence of an effective policy and difficulties created by terminology transfer).

Although not traditionally counted among *developing countries*, Greece is undoubtedly a country with a lesser-used language, reflecting the import of technical advances from countries with wider-spoken languages such as English or – mostly in the past – French. All the above parameters are also relevant to Greek<sup>7</sup> environmental terminology and should be taken into account both in primary and secondary environmental term formation in Greek, i.e. whenever a new term is coined for concept-designation and translation purposes.

Indeed, Greek environmental terminology exhibits various issues<sup>8</sup> attributable, on the one hand, to mistranslations and, on the other hand, to a lack of cooperation among scholars, scientists, terminologists and/or lawyers interested in the Environmental Science, since interdisciplinary work is indispensable in choosing or coining mutually acceptable terms in a given thematic area. Otherwise, terminological issues ultimately find their way into textbooks, papers and the media, whose huge communicative potential perpetuates the problem.

In an early paper by Gkasámī and Siôkou-Frágkou (1997, p. 441), three major profiles of translation issues are recognised with respect to Greek terminology of sea biology and ecology (both branches of Environmental Science), namely: a) multiple translation of a term; b) mistranslation of a term; and c) non-translation<sup>9</sup> of a term (in the sense of non-transcribed or non-transliterated<sup>10</sup> direct borrowing). Before moving on to presenting a more detailed classification of terminology and translation issues in environmental designations falling under the three abovementioned model profiles (see section 3 below), we discuss some of the examples given by the aforementioned authors (sections 2.1 to 2.3).

### Profile I: Multiple translations of a term

This includes cases where the SL term has two or more equivalents in the target text (TT). The authors mention, as an example, the environmental internationalism *plankton*, translated into Greek both as *plagktón* (keeping the *-n* ending) in some works (Fragkopoúlou, 1988, p. 252, in Gkasámī & Siôkou-Frágkou, 1997, p. 441; Giannítsaros, Oikonómou-Amíllī & Roussomoustakáki, 1991, in Gkasámī & Siôkou-Frágkou, 1997, p. 441; Lykákīs, 1996, in Gkasámī & Siôkou-Frágkou, 1997, p. 441; Siôkou-Frágkou, 1993, p. 372, in Gkasámī & Siôkou-Frágkou, 1997, p. 441), and as *plagktó* (without the *-n* ending) in other works (Chrístou, 1991, p. 234, in Gkasámī & Siôkou-Frágkou, 1997, p. 441; Koukouras, 1984, in Gkasámī & Siôkou-Frágkou, 1997, p. 441; Koukouras, Arianoútsou & Gerákīs, 1986, in Gkasámī & Siôkou-Frágkou, 1997, p. 441; Páγκou, 1994, p. 356, in Gkasámī & Siôkou-Frágkou, 1997, p. 441; ), according to the Standard Modern Greek (SMG) morphology, while there are works where both terms are used (Moraítou-Apostolopoúlou, 1985, in Gkasámī & Siôkou-Frágkou, 1997, p. 441; Moraítou-Apostolopoúlou, 1986, in Gkasámī & Siôkou-Frágkou, 1997, p. 441). This internationalism is a

<sup>7</sup> Greek means Modern Greek throughout this article. Greek text and author names have been transliterated according to ELOT 743:2001 (2nd edition) conversion standard slightly modified in using a circumflex for accent over letters with macron; in all other cases the acute is used, except in monosyllabic words, where accent is not marked. The original or transliterated form of Greek text in web addresses was retained for searchability reasons.

<sup>8</sup> Similar terminological issues have also been reported in other languages, e.g. Spanish (Jacobsson, 2007, p. 427) or Slovenian (Gams, 1977, pp. 60-62), as well as in other subject fields, e.g. finance (Tagkas, 2014, p. 281).

<sup>9</sup> The term is somewhat abusive, since retention of an SL term is not tantamount to ‘non-translation’, as would be e.g. one induced by omission of a given translation unit and thus creating a semantic gap in the TT.

<sup>10</sup> For the difference between *transcription* and *transliteration* see ISO 704:2009 (p. 36).

re-borrowing into Modern Greek, since it originates in the neuter form *plagktón* of the deverbal adjective *plagktós* (*masc.*) [wandering, errant, peripatetic, unstable, vagabond] of the Ancient Greek verb *plázō* [to wander, stroll] – rather than in the synonym and cognate verb *planômai* [to wander, stroll, go astray, be misguided], as the authors inaccurately mention (Gkasámī & Siôkou-Frágkou, 1997, p. 442). With respect to its use in SMG, although *plagktón* is the established designation, the form *plagktó* should be preferred for being: a) consistent with SMG morphology, which discards the final *-n* in second declension nouns, normally retained only in *kathareúousa* (see section 3.5 below), a currently obsolete linguistic register; and b) felt ‘more Greek’ by average speakers, who erroneously tend to consider it an indeclinable loan term from French (much like the indeclinable culinary loan term *tirmpousón* < Fr. *tire-bouchon*) and use the wrong genitive form *tou plagktón* instead of *tou plagktoú*.<sup>11</sup>

## Profile II: Mistranslation of a term

This includes cases where the SL term has been mistranslated into the TL due to false friends or other interference. Gkasámī and Siôkou-Frágkou (1997, p. 442) give as an example the French terms *corallien* – which they misspell as ‘*coralliene*’, an instance of malformed jargon (Hirst, 2003, p. 215) – and *coralligène* – which they misspell by omitting the grave accent (‘*coralligene*’). As they correctly mention, the first term refers to formations and populations composed of corals and, therefore, its correct Greek equivalent is *koralliogenís* [produced by or originating from corals].<sup>12</sup> The second term does not refer to corals, as delusively suggested by its name, but to a particular benthic community consisting of other organisms, including members of the red algae family *Corallinaceae*. The term *koralliogenís*, chosen in the pursuit of a ‘faithful’ translation and seemingly observing the analogue rule of naming (Valeontís, 1997, pp. 44-49) is incorrect for semantic reasons, and thus a misnomer (Hirst, 2003, p. 215). As a solution, the authors suggest either putting the term in quotation marks to imply its difference from the other, similar-sounding term, or using an unambiguous multi-word term such as *viokoinōnía koralliogenoús týpou* [bio-community of coral type] (Koukouras, 1984, in Gkasámī & Siôkou-Frágkou 1997, p. 441).

### 2.1 Profile III: Non-translation of a term

This includes cases where a term may not have (yet) an equivalent in a given TL, which evinces the need for secondary term formation (Valeontís & Krimpás, 2014, pp. 209-212) by recourse to one of the aforementioned mechanisms of ISO 704:2009 (pp. 51-55). Although *translingual borrowing* is an acceptable mechanism of secondary term formation, such instances – usually the products of a linguistic *force majeure* – are rather problematic for being used without transcription or transliteration, thus leading to the use of a mixed alphabet in the TL. Gkasámī and Siôkou-Frágkou (1997, p. 442) give the French term *brouteur* [grazing animal] as an example of non-translation, since it had no equivalent in SMG at the time when their paper was published. However, in later texts, this term has been successfully rendered as *voskītís* [grazer] (World Wildlife Fund, n.d.) < *voskô* [to graze], which, following the pattern of other *nomina agentis* such as *askītís* < *askô*, shows consistency (ISO 704:2009, p. 39).

<sup>11</sup> A Google search (10-06-2016) gave 4190 matches of the wrong usage, i.e. *tou plagktón* (used as indeclinable with the genitive being marked only by the suffix of the definite article), as against only 1530 matches of the correct usage, i.e. *tou plagktoú*.

<sup>12</sup> We propose the alternative translation *koralliôdīs*, which would be equally correct.

### 3. Greek terminology in translated international environmental conventions: A case-based study

International conventions on the environment are binding legal texts following signature *and* ratification. What is more, environmental designations appearing in legal texts become themselves legal designations, since any non-legal designation entering a legal text acquires a legal-term status (Šarčević, 1997, p. 231; Strandvik, 2012, p. 26). Although terminological or conceptual issues usually arise because of the differing levels of equivalence between legal concepts in the source and target legal systems (Prieto Ramos, 2011, p. 16), this is not the case in international conventions, since they establish a new legal system. Moreover, translated versions of international conventions on the environment usually raise issues with respect to technical terminology that has acquired legal status. Poor translations are legally risky (European Commission, 2012, p. 1), and poor translations on environmental matters can also be environmentally risky.

For the purposes of this article we present below 22 representative cases of terminological issues detected in the Greek translated versions of English – or, sometimes, French – SL environmental conventions and/or their respective protocols and amendments. Our methodology consists in: a) analysing the corpus of environmental legal texts available on the website of the Hellenic Ministry of Environment and Energy, which comprises 125 conventions, protocols and amendments (signed between 1946 and 2006) of environmental relevance<sup>13</sup>; b) excluding a sub-corpus of 72 texts that proved to be irrelevant either for not having (as yet) been ratified<sup>14</sup> by the Hellenic Republic, and thus not being legally binding, or for not posing (significant) terminology or translation problems (the latter is true of mostly newer conventions, since terminological and translation awareness is growing over time); c) selecting a random sub-corpus of 20 environmental conventions, protocols and amendments (signed between 1946 and 2001) out of the remaining sub-corpus of 53 such texts (signed between 1946 and 2004) that do raise (significant) terminology or translation issues; and d) classifying 22 representative cases of such issues in ten special categories according to a more detailed scheme and assigning them to the three major profiles outlined by Gkasámī and Siôkou-Frágkou (1997, p. 441). For each category, we examine problematic equivalents on the basis of insights drawn from terminology theory and translation studies, and then propose a more satisfactory equivalent; where appropriate, mention is made of the relevant ISO 704:2009 principles and mechanisms for term formation, as well as, when necessary, of the analogue rule of naming (Valeontīs, 1997, pp. 44-49).

#### 3.1 Use of the Greek equivalent followed by the SL designation in parentheses (Profile I, Category 1)

A rather frequent issue in Greek translations of international environmental conventions is the use of the Greek equivalent accompanied by the SL designation in parentheses. This is especially common when it comes to appellations of environment-relevant organisations or institutions unfamiliar to the end users of the text.

For example, in the *Cartagena Protocol on Biosafety to the United Nations Convention on Biological Diversity* (Nairobi 2000), Article 6, we find this choice in appellations such as *Mīchanismós Katáthesīs kai Antallagīs Plīroforiôn gia tī Vioasfáleia* (*Biosafety Clearing – Hose*

<sup>13</sup> For full texts see <http://www.ypeka.gr>, while full URLs for each cited text appear in the bibliography.

<sup>14</sup> E.g. the *Protocol on Water and Health to the 1992 Convention on the Protection and Use of Transboundary Watercourses and International Lakes* (London 1999) has not (yet) been ratified.

*Mechanism*). Similarly, in the *Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants* (2001), Article 14, the same choice was applied in appellations such as *Pagkósmio Tameío Perivállontos* (*Global Environment Facility*).

A special instance of this category is to accompany the Greek equivalent of an SL term with its SL abbreviation (usually an initialism<sup>15</sup>) in parentheses; such abbreviations often stand for international designations (internationalisms). In Annex III of the *Convention on the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution* (Barcelona, 1976), we find chemical appellations such as *dialelyménon oxygónon* [dissolved oxygen] (*DO*),<sup>16</sup> *chīmikôs apaitoúmenon oxygónon* [chemically demanded oxygen] (*COD*)<sup>17</sup> and *viologikôs apaitoúmenon oxygónon* [biologically demanded oxygen] (*BOD*).<sup>18</sup> Such use of the SL initialisms along with the Greek equivalents of the full-fledged designations obviously aims at avoiding ambiguity since, as mentioned above, the long-established environmental designations in Greek are not as numerous.

### 3.2 Use of the SL designation followed by its Greek equivalent in parentheses (Profile I, Category 2)

This is the reverse case of the one mentioned above. It is only sporadically observed in Greek translations of international environmental conventions and consists in the retention of the SL designation accompanied by its Greek equivalent in parentheses.

Article 1 of Annex IV of the *Protocol on Environmental Protection to the Antarctic Treaty* (Madrid 1991) stipulates that «*Ploío*» *sīmaínei ploío opoioudípote týpou pou leitourgeí sto thalássio perivállon kai symperilamvánei várkes me hydrofoil* («*iptámena delfínia*») [‘Ship’ shall mean a boat of any type that functions in sea environment, including hydrofoil boats (‘flying dolphins’)]. The purpose served by this particular choice of using both terms side-by-side was to explain the obscure (to the average speakers and lawyers) English and international technical term *hydrofoil* by providing a Greek popular ‘nickname’. However, the use of the international terminological element *hydrofoil* would only be compulsory if it were a trademark. The Greek ‘nickname’ *iptámena delfínia* [flying dolphins] could very well have been used on its own (i.e. instead of *várkes me hydrofoil*), as it is particularly widespread in Greece, a country with developed maritime transport.

### 3.3 Use of multiple equivalents for a designation (Profile I, Category 3)

An issue that betrays lack of a consolidated Greek environmental terminology is the use of multiple equivalents for a designation, i.e. terminological inconsistency (ISO 704:2009, p. 39), not only in different conventions, but even within a convention. Interestingly, some designations are often differently translated in subsequent protocols or amendments of a given convention, than in the main convention.

Typical examples are the different versions of the international appellation *diesel* also used in English. In Table 1 of the *Protocol to the Geneva Convention (NOx) concerning the Control of Emissions of Nitrogen Oxides or Their Transboundary Fluxes* (Sofia 1988), it is rendered as *elafrý petrélaio* (*diesel*) [light petrol], while just below, in Table 6 of the same Protocol, it is rendered as *kaúsimo ntízel* [diesel fuel]. In the *International Convention for the Prevention of*

<sup>15</sup> For the difference between *initialisms* and *acronyms* see Crystal (1995, p. 120) and ISO 704:2009 (pp. 52-53).

<sup>16</sup> Dissolved oxygen.

<sup>17</sup> Chemical oxygen demand.

<sup>18</sup> Biological oxygen demand.

*Pollution from Ships (MARPOL)* (London 1978), as modified by the *Protocol of 1978 Relating to the International Convention for the Prevention of Pollution from Ships* (London 1973), the appellation is used as a terminological element of the complex loan term *diesel oil*. In later Amendments, the loan appellations used are *diesel* (in Latin script) and *ntízel* (in Greek script). Finally, in the *LOME IV Convention* (Lomé 1989), we also find the compound, hybrid term (Hirst, 2003, p. 215) *ĩmintízel* as an equivalent of *semi-diesel*, consisting of a Greek prefix and an international appellation of German origin as its terminological elements.

For the translation of the appellation *diesel* into Greek, the equivalent *elafrý petrélaio* could be used, since it complies with most ISO 704:2009 principles for term formation except for linguistic economy, as well as derivability and compoundability.

### 3.4 Juxtaposition of two Greek equivalents (Profile I, Category 4)

Sometimes the choice of juxtaposing two Greek equivalents of an SL designation is observed in the Greek versions of international environmental conventions as a conscious choice, aiming at improving the acceptability and intertextuality of a given text.

In *Protocol II to the Geneva Convention (SO<sub>2</sub>) on Further Reduction of Sulphur Emissions or Their Transboundary Flows* (Oslo 1994), the English term *coke* was translated as *optánthrakas (kōk)* [coking coal (coke)], the latter being a direct loan term transcribed into Greek. In the *LOME III Convention* (Lomé 1984), we find the term *plakoúntes (píttaí) elaiōdôn* [oil-product pies], the latter being a hybrid (Hirst, 2003, p. 215) of SMG lexicon and *kathareúousa* morphology (fem. pl. ending in *-ai* instead of *-es*). It is a usual strategy among translators to use both the current (usual) term and a (still) unfamiliar neoterm, no matter which one is mentioned first. Over the years and after the establishment of the neoterm, their parallel use becomes redundant.

Sometimes, such double equivalents are marked by a slash rather than parentheses. In the *Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction* (Paris 1993), the French complex environmental term *produits chimiques toxiques* was translated as *dīlītīriōdī/toxiká chīmiká proiōnta* [poisonous/toxic chemical products]; here the translator used two Greek terminological elements, the former less technical than the latter (*dīlītīriōdī/toxiká* [poisonous/toxic]) in a rather redundant effort to enhance comprehension. The adjective *toxikós/-ī/ō* was by then current and understandable.

### 3.5 Use of both SMG and *kathareúousa* morphology (Profile I, Category 5)

Another peculiarity of Greek legal language (Valeontīs & Krimpás, 2014, pp. 24-25, 34, 40-41, 45-46, 48-54), including environmental LSP, is the occasional or consistent use of designations that recall *kathareúousa*, a now obsolete 'purified' register unsuccessfully mimicking Ancient Greek. For example, in the *Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on Further Reduction of Sulphur Emissions* (Oslo 1994), the terminological element *coke* (as part of the multi-word term *coke ovens*) is translated once as (*foúrnoi*) *optánthraka* [coking coal ovens] (conjugation according to SMG) and later on (as part of the multi-word term *coke battery furnaces*) as (*ypsikáminoí*) *optánthrakos* [coking coal furnaces], with an ending that, although occasionally acceptable in SMG, recalls 3d declension genitive singular of *kathareúousa*.

### 3.6 Similarity-induced mistranslation of a designation (Profile II, Category 1)

In Table 9 of the *European Convention for the Protection of Vertebrate Animals Used for Experimental and Other Scientific Purposes* (Strasbourg 1986), the French term *brachiateurs*, designating animals capable of moving among trees by use of their (usually long) arms alone, has been translated into Greek as *vrachionōtá*. This is a wrong translation, since *vrachionōtós/-î/-ó* in Greek would mean ‘one who has arms’, a characteristic present in almost all tetrapod vertebrates and not only in *brachiateurs*. Moreover, such a term, although morphologically correct, does not exist in Greek zoological terminology, being rather a semantically wrong *ad hoc* coinage. This misnomer (Hirst, 2003, p. 215) seems to be due not just to the translator’s inexperience with the relevant French terminology, but also to the fact that French *brachiateur* derives from Latin *\*brachiatus* and ultimately from Ancient Greek *brachíōn*, i.e. ‘arm’ (SMG: *vrachíonas*). A better neoterm could be *\*vrachionovámona* or, haplogically, *\*vrachiovámona* [lit. ‘stepping by using one’s arms’].

### 3.7 Incomplete translation of a designation (Profile II, Category 2)

Annex I, paragraph 11, of UNECE Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environmental Matters (Aarhus 1998) contains the term river basins (plural). In its translated versions, we find e.g. bassins fluviaux (French), Flußinzugsgebiet (German), ре́чными бассе́йнami<sup>19</sup> (instrumental case pl.) (Russian), flodbækkener (Danish), cuencas fluviales (Spanish), etc., all explicitly referring to ‘river’, with the exception of the Greek version, which has *ydrologikî lekánî* [hydrological basin], with no mention of the ‘river’ terminological element. This is an incomplete translation, and therefore an instance of mistranslation, since *ydrologikî lekánî* is actually a hyperonymous misnomer (Hirst, 2003, p. 215), not necessarily designating a river basin. IATE, as well as Chatzîmpíros, Panagiōtídīs, and Karakatsánī (2007, p. 293) give the equivalent *lekanî aporroîs potamoú* [lit. ‘river runoff basin’], which is less economical but semantically accurate. It is also worth noting that a reverse IATE search from *ydrologikî lekánî* into English does not give river basin, but numerous other terms such as catchment, drainage area, watershed, catchment area, catchment basin, drainage basin, water catchment, and hydrological basin, according to the thematic area, the date of the text, etc.

### 3.8 Use of an SL loan designation with no Greek transcription or transliteration (Profile III, Category 1)

Some designations in the TT have been used in their SL form as non-transcribed or non-transliterated direct loan designations, sometimes written in capital letters in order to be distinguished from their Greek context. Close analysis of our corpus suggests that the frequency of retained SL environmental designations is proportional to the age of a Convention and tends to decrease in more recently translated texts.

In the *International Convention for the Prevention of Pollution of the Sea by Oil* (Brussels 1954), the SL terms *purification*, *clarification* and *slop tank* are retained instead of being rendered by their respective Greek equivalents *katharismós*, *diaúgasî* and *dexamenî kataloípōn* or *dexamenî petrelaioeidōn kataloípōn*. Another example comes from Article 16 of the *European Convention for the Protection of Animals Kept for Slaughter* (Strasbourg 1979), which includes the following wording: *L’utilisation de la puntilla, de la masse et du merlin est interdite*. This

<sup>19</sup> Russian Romanization according to ISO 9:1995/GOST 7.70 System A.

provision has been translated into Greek as: *Apagoreúetai ī chrīsimopoīsi PUNTILLA*,<sup>20</sup> *sfýras ī tsekourioú* [Use of the puntilla, the mallet or the poleaxe is prohibited], where the Spanish term (also borrowed in French and English) is used instead of its Greek equivalent *lógchī*, now given as an equivalent in IATE.

This category, which differs from transcribed or transliterated loan designations (see section 3.9 below) in retaining their original alphabet, is acceptable only in international appellations and symbols (see section 3.10 below).

### 3.9 Use of an SL loan designation in the Greek transcription or transliteration (Profile III, Category 2)

In the same vein, some English environmental terms also used in conversational registers of SMG are used in Greek transcription or transliteration instead of their native equivalents, although such Anglicisms often sound clumsy in legal contexts.

A typical example is the term *container*, which appears in Article 1 of the (*Revised*) *European Convention for the Protection of Animals during International Transport* (Chişinău 2003). Its Greek version reads as follows: *Ōs Kontēiner noeítai opoiodípote skeletokivôtio, kasóni, skeúos ī állos stereós periéktīs* [...].<sup>21</sup> IATE translates the term *container* into Greek as *emporeumatokivôtio (genikīs chrīsīs, metaforás ī pollaplīs chrīsīs)* [container for general use, transport or multiple use]. The translator probably preferred the widespread and economical English term instead of native equivalents (ISO 704:2009, pp. 40, 41). The same choice was applied in Article 3 of the abovementioned *Protocol on Environmental Protection to the Antarctic Treaty* (Madrid 1991), where the term *tanker* is rendered as *tánker*, although it had been earlier rendered as *dexamenóploio* [lit. ‘tank ship’] in the *International Convention for the Prevention of Pollution from Ships* (MARPOL) (1973), as modified by the *Protocol of 1978 relating to the International Convention for the prevention of pollution from ships* (London 1978). Of course, the transliteration *tánker* is problematic also because the consonant sequence *nk* is not acceptable in historical Greek script, which uses *gk* instead.<sup>22</sup>

Another example is found in Annex II, Article 1, of the aforementioned *Protocol on Environmental Protection to the Antarctic Treaty* (Madrid 1991), which reads as follows: *ī chrīsimopoīsi ochīmátōn ī ploión symperilamvanoménōn tōn chóver-krafts*<sup>23</sup> [...].<sup>24</sup> IATE contains various multi-word equivalents of the English term *hovercraft*: *aeróstrōmno óchīma* [lit. ‘air padded vehicle’], *epivatikó aeróstrōmno óchīma* [lit. ‘padded passenger vehicle’], *aeroproskefalikó óchīma* [lit. ‘air cushioned vehicle’], *óchīma strōmatos aéra* [lit. ‘air pad vehicle’], *skáfos epídrasīs epifáneias* [lit. ‘surface effect vessel’], *óchīma kinoúmeno epánō se maxilári aéra* [lit. ‘vehicle moving on air cushion’], *skáfos kinoúmeno se strōma aéros* [lit. ‘vessel moving on air pad’], *aerolisthaínon óchīma* [lit. ‘air sliding vehicle’], etc. The multiplicity of equivalents suggests that there is no specific, widespread term in Greek. Besides, most of these equivalents are neither economical (ISO 704:2009, p. 40), nor apt for derivability or

<sup>20</sup> Capitals in original.

<sup>21</sup> ST: “Container” means any crate, box, receptacle or other rigid container [...].

<sup>22</sup> The sequence *gk* was pronounced [ŋk] in Ancient Greek; however, its Modern Greek pronunciation is [ŋg] or [g] (depending on geographic variety, register or sociolect), which led to the emergence of the orthographically peculiar and historically unjustified *nk* to represent [ŋk]. The same is true of Ancient Greek *gg* [ŋg] and Modern Greek *ngk* (e.g. *párkingk* < *parking*).

<sup>23</sup> Greek transliteration of *hovercrafts*.

<sup>24</sup> ST: using vehicles or vessels, including hovercraft [...] boats.

compoundability (ISO 704:2009, p. 40), thus preventing native speakers from using them. We argue that, at least in this context, *aeróstrōmno* or *aerolisthaínon óchīma* would be preferable for combining linguistic economy, an acceptable degree of transparency (ISO 704:2009, p. 39), and native language (ISO 704:2009, p. 41).

### 3.10 Use of international appellations and/or symbols (Profile III, Category 3)

Regarding animal and botanical appellations in International Environmental Conventions, the binomial nomenclature is widely used, consisting of the combination of the genus and species Latin appellations. Such appellations are – and should be – retained in the translation of the text, regardless of SL. However, the Latin appellations are occasionally accompanied by the respective conversational appellations. Things get more difficult for the translator in cases of concepts unknown of in the target culture.

For example, in the *(Revised) International Convention for the Protection of Plants* (Rome 1997), Article 14, the term *Phylloxera vastatrix* is used alone, although the Greek term for this particular plant disease is widely known among agriculturalists and botanists (*fylloxíra*), and could well accompany the Latin name. The use of Latin appellations is, of course, indispensable in scientific and legal contexts – therefore also in international environmental conventions – for being internationally standardised and unambiguous.

However, in Appendix I, Article 1, of the *International Convention for the Regulation of Whaling* (Washington 1946), the English conversational appellations of two related whale species have been retained in the TT, accompanied by their Latin appellations (the second one abbreviated): *fálaina minke* (*Balaenoptera acutorostrata*, *B. bonaerensis*) *sīmaínei opoiadīpote fálaina gnōstī ōs lesser rorqual*, *fálaina little piked*, *fálaina minke*, *fálaina pike-headed î sharp headed finner*.<sup>25</sup> This is justified because this marine mammal does not exist in Greece. In this definition, a terminological element of the conversational appellation *minke whale* is used as the second terminological element of the Greek equivalent, its first terminological element being *fálaina* [whale]; in this definition all English conversational appellations are used in the SL alphabet.

Another interesting issue arises in the aforementioned *Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants* (2001), which contains the chemical appellation *chloranil*. In its Greek version, the appellation is retained without transcription, since no Greek equivalent term was by then current; nowadays, the Greek equivalent *chlōranīlī* is used, though still rarely.

Finally, in the Greek version of the *Convention on Environmental Impact Assessment in a Transboundary Context* (Espoo 1991), all symbols and appellations of measurement units (*m*, *m<sup>3</sup>*, *kilowatt*) have been retained; this choice is right, since international symbols acquire legal meaning in international conventions, therefore any ambiguity must be ruled out.

## 4. Conclusions

As illustrated by our categorisation of terminology-related translation issues in international conventions on environment matters, all special categories fall under one of the three major profiles proposed by Gkasámī and Siōkou-Frágkou (1997, p. 441), in particular:

a) five special categories fall under multiple translation, namely the use of the Greek equivalent followed by the SL designation in parentheses (five instances: two appellations,

<sup>25</sup> ST: “minke whale” (*Balaenoptera acutorostrata*, *B. bonaerensis*) means any whale known as lesser rorqual, little piked whale, minke whale, pike-headed whale or sharp headed whale.

three terms); the use of the SL designation followed by the Greek equivalent in parentheses (one instance: term); the use of multiple equivalents of a designation (one instance: appellation, also used as a terminological element); the juxtaposition of two Greek equivalents (two instances: terms); and the use of both SMG and *kathareúsousa* morphology (one instance: term);

b) two special categories fall under mistranslation, namely the similarity-induced mistranslation of a designation (one instance: term), and the incomplete translation of a designation (one instance: term); and

c) three special categories fall under non-translation, namely the use of an SL loan designation with no Greek transcription or transliteration (four instances: terms), the use of an SL loan designation in Greek transcription or transliteration (three instances: terms), and the use of international appellations and/or symbols (three instances: appellations, one also used as a terminological element).

Four out of ten translation issue special categories involve the use of the SL (mostly English, sometimes French) designation, since English terminology is more common and widespread, which makes translators include it to avoid ambiguity. Furthermore, the two instances of mistranslation discussed here may lead to ambiguity about important environmental concepts.

Our representative corpus of sample texts, extracted from a much larger corpus of international conventions on environment matters, suggests the need for careful use of older environmental legal texts, since some Greek renderings are often variously unsatisfactory and products of ‘improvisation’; both the inclusion of the SL designation in brackets, accompanying the TL equivalent (Tagkas, 2014, p. 281) and the retention of the SL designation accompanied by a TL equivalent in brackets betray the translator’s insecurity in such contexts.

The problem of non-standardised environmental terminology does exist and has been pointed out in the relevant literature (see section 2 above). Establishing and commonly accepting a monosemous and mononymous terminology for the environmental thematic area would be more than welcome. Coining and using new environmental terms could be less difficult for Greeks, since Greek is the ultimate source of many environmental (including ecological, biological, maritime, etc.) terms and terminological elements (Karadîmou & Krimpás, 2015, pp. 261-266). However, Greeks themselves cannot sometimes recognise the Greek-ness of words such as *plagktón* (*plankton*) and use them as if they were foreign, indeclinable nouns, while they are not always aware of false friends. This evinces the need for an improved and more interlinguistically directed language education in the Hellenic Republic.

The challenge for environmentalists as well as for terminologists and environmental text translators is to move towards: a) creating new environmental terms on the basis of terminologically acceptable principles for term formation; b) recording and standardising the existing environmental terms; and c) spreading environmental terms not yet widely used. A better environmental terminology and better environmental translations can lead to an improved understanding among scientists, translators, lawyers, politicians, and the wider audience internationally, and result in an improved cooperation beneficial for the environment and the humanity. To quote Valero Garcés (2014, p. 4): “Neither the importance of translation in general nor its significance for environmental studies should be underestimated.”

## 5. References

- Adams, D. C., Di Bitetti, M. S., Janson, C. H., Slobodkin, L. B., & Valenzuela, N. (1997). An “audience effect” for ecological terminology: Use and misuse of jargon. *Oikos*, 80(3), 632-636.
- Béjoint, H. (1990). Monosemy and the dictionary. In T. Magay & J. Zigány (Eds.), *BudaLEX '88 Proceedings: Papers from the EURALEX Third International Congress* (pp. 13-26). Budapest: Akadémiai Kiadó.
- Chatzimpíros, K., Panagiōtīdīs, P., & Karakatsānī, R. (2007). *Lexikó Oikologikôn kai Perivallontikôn Orôn, agglōellīnikó-ellīnoagglikó*. Athīna: Stafylīdīs.
- Chrīstou, E. D. (1991). *Ī deuterogenīs paragōgē (zōoplakktó) sto Sarōnikó kólpo* (Doctoral thesis). Ethnikó kai Kapodistriakó Panepistīmio Athīnōn.
- Crystal, D. (1995). *The Cambridge encyclopedia of the English language*. Cambridge University Press.
- European Commission (2012). *Quantifying quality costs and the cost of poor quality in translation. Quality efforts and the consequences of poor quality in the European Commission's Directorate-General for Translation*. Luxembourg: Publications Office of the European Union (Studies on Translation and Multilingualism 1/2012). Retrieved March 5, 2015, from [http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:d7c7f89c-3235-4b54-bab9-810802ef4b1b.0001.02/DOC\\_1&format=PDF](http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:d7c7f89c-3235-4b54-bab9-810802ef4b1b.0001.02/DOC_1&format=PDF)
- European Parliament, European Council, & European Commission (2013). *Joint practical guide of the European Parliament, the Council and the Commission for persons involved in the drafting of European Union legislation*. Retrieved March 5, 2015, from <http://eur-lex.europa.eu/content/pdf/techleg/joint-practical-guide-2013-en.pdf>
- Felluga, B., Mazzocchi, F., Lucke, S., Plini, P., & Pàlmera, M. (1995). *Environmental terminology in Italian: State of the art* [Pointer project: Report on environment case studies]. Rome: Istituto Tecnologie Biomediche.
- Fragkopoulou, N. (1988). *Symvolī stī melēti tīs oikologías tou zōoplakktou tou Patraikou kólpu* (Doctoral thesis). Pátra: Panepistīmio Patrōn.
- Fretheim, T. (2001). In defence of monosemy. In E. Németh & K. Bibok (Eds.), *Pragmatics and the flexibility of word meaning* (pp. 79-115). Amsterdam: Elsevier.
- Gams, I. (1977). Okolje – človekovo okolje – geografsko okolje – geografija. *Geografski vestnik*, 49, 59-64. Retrieved April 8, 2015, from [http://zgs.zrc-sazu.si/Portals/8/Geografski\\_vestnik/2\\_Pred1999/GV\\_4901\\_059\\_064.pdf](http://zgs.zrc-sazu.si/Portals/8/Geografski_vestnik/2_Pred1999/GV_4901_059_064.pdf)
- Garzone, G. (2000). Textual analysis and interpreting research. *The Interpreters Newsletter*, 10, 69-88. Retrieved March 5, 2015, from <https://www.openstarts.units.it/dspace/bitstream/10077/2449/1/04.pdf>
- Giannítsaros, A., Oikonómou-Amíllī, A., & Roussomoustakákī, M. (1991). *Sīmeiōseis Systīmatikīs Votanikīs*. Athīna: Organismós Ekdóseōs Didaktikōn Vivlīōn.
- Gilreath, C. (1993). Onometrics: The formal evaluation of terms. In R. A. Strehlow & S. E. Wright (Eds.), *Standardizing terminology for better communication: Practice, applied theory, and results* (pp. 75-94). Philadelphia: American Society for Testing and Materials (STP 1166).
- Gkasámī, M., & Siōkou-Frágkou, I. (1997). Orológia kai metáfrasī stī thalássia viológia kai oikología (plagktón). In *Praktiká Sou Symposiou Ōkeanografías kai Alieías, Tómos I* (pp. 441-444). Kavála: Hellenic Centre for Marine Research.
- Hirst, R. (2003). Scientific jargon, good and bad. *Technical Writing and Communication*, 33(3), 201-229. doi: 10.2190/J8JJ-4YDO-4R00-G5N0
- Hodges, K. E. (2008). Defining the problem: Terminology and progress in ecology. *Frontiers in Ecology and the Environment*, 6(1), 35-42. doi: 10.1890/060108
- Jacobsson, M. (2007). Uniform application of the international regime on liability and compensation for oil pollution damage. In T. M. Ndiaye & R. Wolfrum (Eds.), *Law of the sea, environmental law and settlement of disputes: Liber Amicorum Judge Thomas A. Mensah* (pp. 421-436). Leiden: Martinus Nijhoff.
- Karadīmou, D., & Krimpás, P. G. (2015). Zitīmata perivallontikīs orologías kai ī schetikī symvolī tīs ellīnikīs glōssas. In: *Ellīnikī Glōssa kai Orológia. Anakoinōseis 10ou Synedriou* (pp. 257-269). Athīna: Ellīnikī Etaireía Orológias.
- Kļaviņš, M., Nikodemus, O., Segliņš, V., Melecis, V., Virčavs, M., & Āboliņa, K. (2008). *Vides zinātne*. Rīga: Latvijas Universitāte.
- Koukouras, A. (1984). *Sīmeiōseis thalássias viologías*. Aristotéleio Panepistīmio Thessalonikīs.
- Koukouras, A., Arianoútsou, M., & Gerákīs, P.A. (1986). *Ermīneutikó Lexikó oikologikôn kai synafōn órōn*. Thessalonikī: Ēnōsī Ellīnōn Oikolōgōn/Gartagánīs.
- Larsson, M.-L. (1999). *The law of environmental damage: Liability and reparation*. The Hague: Kluwer Law International.
- Lykákīs, I. (1996). *Ydroviología*. Pátra: Panepistīmio Patrōn.
- Mandríkās, A., Psōmiádīs, P., Chalkidīs, Á, Stoumpa, A., Kyriakou, K., Gkiólmas, A., & Skordouílīs, K. (2013). Didáskontas tīn Perivallontikī Epistīmī: Ī Próklišī. *gia tīn Perivallontikī Ekpaídeusī*, 4(49). Retrieved March 2, 2015, from <http://www.peekpemagazine.gr/article/διδάσκοντας-την-περιβαλλοντική-επιστήμη-η-πρόκληση>

- Melecis, V. (2011). *Ekologíja*. Rīga: Latvijas Universitāte.
- Págkou, K. (1994). *Oikologikés parámetroi tou fytoplagktou schetizómenes me ton eutrofismó tou thalássiou perivállontos* (Doctoral thesis). Mytilíni: Panepistímio Aigaíou.
- Paenson, I. (1972). *Multilingual systematic glossary of environmental terms*. Geneva: United Nations Conference on the Human Environment.
- Pozzo, B. (2014). The environmental liability directive and the problem of terminological consistency. In F. Ruggieri (Ed.), *Criminal proceedings, languages and the European Union: Linguistic and legal issues* (pp. 123-129). Berlin: Springer.
- Prieto Ramos, F. (2011). Developing legal translation competence: An integrative process-oriented approach. *Comparative Legilinguistics - International Journal for Legal Communication*, 5, 7-21. Retrieved May 3 2015, from <http://archive-ouverte.unige.ch/unige:16166>
- Ruhl, C. (1989). *On monosemy: A study in linguistic semantics*. Albany: State University of New York Press.
- Saarenmäki, M., & Nissilä, N. (2016). Termi- ja fraasivalinnat osana opetusalan käyttöliittymän käytettävyyttä. In P. Hirvonen, D. Rellstab, & N. Siponkoski (Eds.), *Teksti ja tekstuaalisuus: VAKKI-symposiumi XXXVI 11.–12.2.2016* (pp. 333-344). Vaasa: VAKKI.
- Sager, N. C., & Nkwenti-Azeh, B. (1989). *Terminological problems involved in the process of exchange of new technology between developing and developed countries: Study on recent developments in the relationship between science, technology and society in different economic, social and cultural contexts*. Paris: UNESCO.
- Šarčević, S. (1997). *New approach to legal translation*. The Hague: Kluwer Law International.
- Siðkou-Frágkou, I. (1993). *Oikología tou mesozöoplakktou sto Sarónikó kólpo* (Doctoral thesis). Athína: Ethnikó kai Kapodistriakó Panepistímio Athīnōn.
- Strandvik, I. (2012). Legal harmonization through legal translation: Texts that say the same thing? In C. J. W. Baaij (Ed.), *The role of legal translation in legal harmonization* (pp. 25-49). Alphen aan den Rijn: Wolters Kluwer.
- Studdard, G. J. (1974). *Common environmental terms: A glossary*. Washington D.C.: U.S. Environmental Protection Agency.
- Tagkas, P. (2014). Translation of economic texts: Challenges and limitations. In F. Arslan (Ed.), *Contemporary issues on linguistics and language: LILA '14/Linguistics and Language Conference Proceedings* (pp. 279-287). Istanbul: DAKAM.
- Temmerman, R. (2000). *Towards new ways of terminology description: The socio-cognitive approach*. Amsterdam: Benjamins.
- Twardowska, I., & Szczepanska, J. (2002). Solid waste: Terminological and long-term environmental risk assessment problems exemplified in a power plant fly ash study. *Science of the Total Environment*, 285(1-3), 29-51.
- Valeontīs, K. (1997). O “Analogikós Kanónas” stīn ypīresía tīs sýgchronīs Ellīnikīs Orogías. In K. Valeontīs (Ed.), *Ellīnikī Glōssa kai Orogía. Anakoinōseis 1ou Synedriou* (pp. 33-52). Athína: Ellīnikī Etaireía Orogías.
- Valeontīs, K., & Krimpás, P.G. (2014). *Nomikī glōssa, nomikī orogía: theōría kai praxī*. Athína: Nomikī Vivliothīkī/Ellīnikī Etaireía Orogías.
- Valeontīs, K., & Mántzarī, E. (2006, October). Ī glōssikī diástasī tīs orogías: archés kai méthodoi schīmatismoú tōn órōn. Presentation at “Translation: Between Art and Social Science”: 1st Athens International Conference on Translation and Interpretation. Retrieved March 2, 2015, from [http://www.eleto.gr/download/BooksAndArticles/HAU-Conference2006-ValeontisMantzari\\_GR.pdf](http://www.eleto.gr/download/BooksAndArticles/HAU-Conference2006-ValeontisMantzari_GR.pdf)
- Valero Garcés, C. (2014). Introduction: Translating environmental humanities. *Ecozon@*, 5(1), 1-10. Retrieved May 3, 2015, from <http://ecozona.eu/article/view/583/627>
- World Wildlife Fund (WWF) (n.d.). Kókkino eláfi. Retrieved April 6, 2015, from <http://www.wwf.gr/endangered-species/deer>

## Greek and International Standards

- ELOT 743:2001 (2nd ed.), Plīroforías kai tekmīrīōsī – Metatropī tōn Ellīnikōn charaktīrōn me charaktīres Latinikoús.
- ELOT 402:2010, Orogikī ergasía – Archés kai méthodoi.
- GOST 7.79-2000, Sistema standartov po informacii, bibliotečnomu i izdatel'skomu delu. Pravila transliteracii kirillovskogo pis'ma latinskim alfavitom.
- ISO 9:1995, Information and documentation – Transliteration of Cyrillic characters into Latin characters – Slavic and non-Slavic languages.
- ISO 704:2000, Terminology work – Principles and methods.
- ISO 12616:2001, International Standard, Translation-oriented terminography.
- ISO 860:2007, Terminology work – Harmonization of concepts and terms.
- ISO 704:2009, Terminology work – Principles and methods.

## Text Corpus

- Cartagena Protocol on biosafety to the United Nations Convention on biological diversity (Nairobi 2000). Retrieved May 3, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=wTD1dbxzjAQ%3d&tabid=559>
- Convention on environmental impact assessment in a transboundary context (Espoo 1991). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=wrgjBf0lBrw%3d&tabid=558>
- Convention on the prohibition of the development, production, stockpiling and use of chemical weapons and on their destruction (Paris 1993). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=62HZ%2fwujkko%3d&tabid=568>
- Convention on the protection of the Mediterranean sea against pollution (Barcelona 1976). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=Jt6zLJOuJ54%3d&tabid=561>
- European Convention for the protection of animals during international transport (Revised) (Chişinău 2003). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=uDoJubes3DM%3d&tabid=559>
- European Convention for the protection of animals kept for slaughter (Strasbourg 1979). Retrieved May 3, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=oA%2bvmBo15V8%3d&tabid=559>
- European Convention for the protection of vertebrate animals used for experimental and other scientific purposes (Strasbourg 1986). Retrieved May 3, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=Fdazvt6Ye2o%3d&tabid=559>
- International Convention for the prevention of pollution from ships (MARPOL) (London 1973), as modified by the Protocol of 1978 relating to the International Convention for the prevention of pollution from ships (London 1978). Retrieved May 3, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=1S6UmH77%2fU%3d&tabid=561>
- International Convention for the prevention of pollution of the sea by oil (Brussels 1954). Retrieved May 3, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=qFoWbnN0pt0%3d&tabid=561>
- International Convention for the protection of plants (Rome 1997). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=%2fuNPU3tsx18%3d&tabid=559>
- International Convention for the regulation of whaling (Washington 1946). Retrieved May 3, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=EYPeZL2yVqg%3d&tabid=561>
- LOME III Convention (Lomé 1984). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=mGs%2bnBEUO8%3d&tabid=568>
- LOME IV Convention (Lomé 1989). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=mGs%2bnBEUO8%3d&tabid=568>
- Protocol on environmental protection to the Antarctic Treaty (Madrid 1991). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=f%2frjpecKIY0%3d&tabid=561>
- Protocol to the 1979 Convention on long-range transboundary air pollution on further reduction of sulphur emissions (Oslo 1994). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=1cf1%2bcU6nrQ%3d&tabid=565>
- Protocol to the Geneva Convention (NOx) concerning the control of emissions of nitrogen oxides or their transboundary fluxes (Sofia 1988). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=vRqPYhj75U%3d&tabid=565>
- Protocol II to the Geneva Convention (SO2) on further reduction of sulphur emissions or their transboundary flows (Oslo 1994). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=1cf1%2bcU6nrQ%3d&tabid=565>
- Stockholm Convention on persistent organic pollutants (Stockholm 2001). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=ETy0QMEu9a8%3d&tabid=564>
- UNECE Convention on access to information, public participation in decision-making and access to justice in environmental matters (Aarhus 1998). Retrieved March 9, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=PBOdkH42%2fuQ%3d&tabid=558>
- United Nations Convention on biological diversity (Nairobi 2000). Retrieved May 3, 2015, from <http://www.ypeka.gr/LinkClick.aspx?fileticket=wTD1dbxzjAQ%3d&tabid=559>
-



Panagiotis G. Krimpas  
Democritus University of Thrace  
[pkrimpas@bscc.duth.gr](mailto:pkrimpas@bscc.duth.gr)

**Biography:** Panagiotis G. Krimpas holds a BA in Law and an LLD in Legal Translation (Law School of the Democritus University of Thrace) as well as an MA in Terminology (Institute of Applied Linguistics of Pompeu Fabra University). He is a BoD member of the Hellenic Society for Terminology (ELETO) and a founding member of the Hellenic Network of Terminology (EDO) and the Hellenic Association for Translation Studies (EEM). He has lectured at various Greek and foreign universities, and is currently an associate professor in Terminology, Translation and Legal Texts (Democritus University of Thrace). He has authored or co-authored many books and articles on language issues, and has experience in law practice (2001–2013) and legal translation (since 1998).



Despina Karadimou  
Democritus University of Thrace  
[karadimouespina@gmail.com](mailto:karadimouespina@gmail.com)

**Biography:** Despina Karadimou holds a BA in German Language and Literature (Aristotle University of Thessaloniki, Uni Regensburg) and a postgraduate diploma in Foreign Language Teaching (Greek Open University). She also studied Education and Social Policy (University of Macedonia) and holds a PhD in “Translation issues of environmental terminology from English into Greek: The case of the Aarhus Convention” (Democritus University of Thrace). In 2014 she participated in the organisation and coordination of the "Spread the word-Feel the word" EU project and in 2015 she coordinated the "Express your message-Communication without words" EU project. She serves in the Greek secondary education system since 2001.

## Erwachsenenschutzrechtsreformen im deutschen und französischen Sprachraum:

### Terminologische Entwicklung und Übersetzungsprobleme

Suzanne Ballansat-Aebi

Universität Genf

---

#### **New legislation about the legal protection of adults in European countries with German and/or French as official languages: terminological choices and translation problems – *Abstract***

The new provisions of five European countries (Germany, Austria, France, Switzerland and Belgium) about the legal protection of adults all implement the principle of self-determination, but there are still fundamental conceptual differences between the statutory instruments of protection. An analysis of the terminological choices for three key concepts (legal instrument, protecting person, protected person) reveals that legislators have either opted for the use of traditional terminology or created new terms. Discriminating and stigmatizing language was avoided in many respects, but has not disappeared. A comparison of the German and French version of the Swiss and Belgian legislation shows that these concerns are given more importance in the German than in the French language. The terminological evolution in the field of the legal protection of adults has led to new translation problems, illustrated by the solutions for the three key concepts found in a French translation of the German Civil Code, scholarly articles and information material for citizens. It is argued that source text oriented translation methods provide more adequate information to these target recipients than functional equivalents.

#### **Keywords**

Legal protection of adults, legal translation, comparative law, stigmatization in legal terminology, multilingualism

## 1. Einleitung<sup>1</sup>

Das Thema des Erwachsenenschutzes hat in den europäischen Ländern angesichts der Zunahme der Anzahl betagter Menschen in den letzten Jahren zunehmende Bedeutung erlangt. Da viele schutzbedürftige Personen ihren Ruhestand im Ausland verbringen und dort Rechtsgeschäfte tätigen, hat dieses Rechtsgebiet auch für die Übersetzung eine immer grössere Relevanz.

In den letzten Jahren wurde das Erwachsenenschutzrecht in verschiedenen europäischen Ländern revidiert, um im Sinn des neuen europäischen Leitbilds eine grössere Selbstbestimmung der geschützten Person und eine Individualisierung der Schutzmassnahmen zu ermöglichen. So haben Deutschland (1992), Österreich (2007), Frankreich (2009), die Schweiz (2013) und Belgien (2014) eine neue gesetzliche Regelung über den Erwachsenenschutz eingeführt.

Nach einer allgemeinen Darstellung der rechtlichen Grundlagen zum Erwachsenenschutz und einem Vergleich der staatlichen Schutzinstrumente in Kapitel 2 wird in Kapitel 3 die Entwicklung der Erwachsenenschutzrechtsterminologie im Deutschen und Französischen aufgezeigt und analysiert, inwieweit anlässlich der Gesetzesrevisionen stigmatisierende Ausdrücke vermieden wurden. In Kapitel 4 werden die Übersetzungsprobleme behandelt, die sich aufgrund dieser terminologischen Entwicklung in den Übersetzungssituationen der Mehrsprachigkeit und der systemübergreifenden Übersetzung für das Sprachenpaar Deutsch-Französisch ergeben. In Kapitel 5 wird festgestellt, dass trotz erheblicher Unterschiede auf begrifflicher und terminologischer Ebene eine Konvergenz bezüglich des Assistenzgrundsatzes und dessen Benennung besteht.

Das Deutsche und Französische sind plurizentrische Sprachen, nämlich Sprachen, die in mehreren Staaten als Amtssprache verwendet werden (Wissik, 2014, S. 7). Wie aus Tabelle 1 hervorgeht, ist der Status dieser Sprachen in den fünf erwähnten Ländern verschieden:

Land	Solo-offizielle Amtssprache	Ko-offizielle Amtssprache	Regionale Amtssprache
Deutschland	Deutsch		
Österreich	Deutsch		
Frankreich	Französisch		
Schweiz		Deutsch und Französisch (neben Italienisch; Rätoromanisch im Verkehr mit Personen dieser Sprache)	Rätoromanisch im Kanton Graubünden
Belgien		Französisch (neben Niederländisch)	Deutsch in der Deutschsprachigen Gemeinschaft

**Tabelle 1.** Status des Deutschen und Französischen in den untersuchten Ländern

<sup>1</sup> Der Stand der Gesetzgebung wurde bis Mai 2016 berücksichtigt. Im Sinn einer geschlechtsneutralen Formulierung werden im Text Doppelformen verwendet, doch Begriffe in zitierten Quellen unverändert übernommen.

## 2. Rechtliche Grundlagen und Rechtsvergleichung

### 2.1 Rechtliche Grundlagen

#### 2.1.1 Rechtsquellen

Im Rahmen der EU fand bisher keine Rechtsvereinheitlichung der materiellen Bestimmungen über den Erwachsenenschutz statt. Es gelten die in den nationalen bürgerlichen Gesetzbüchern enthaltenen Bestimmungen und allfällige nationale Sondergesetze<sup>2</sup>.

Im Fall von schutzbedürftigen Erwachsenen, die sich nicht in ihrem Heimatstaat aufhalten, müssen die Zuständigkeit der Erwachsenenschutzbehörden und das anwendbare Recht bestimmt werden. Diese Fragen des internationalen Privatrechts werden im Haager Erwachsenenschutzübereinkommen vom 13.1.2000 (HEsÜ) geregelt, das für zahlreiche europäische Staaten gilt<sup>3</sup>. Das HEsÜ sieht vor, dass die Behörden im Aufenthaltsstaat der schutzbedürftigen Person zuständig sind und dessen Rechtsvorschriften gelten, die betroffene Person jedoch ihr Heimatrecht als anwendbar erklären kann<sup>4</sup>. Die EU hat auf den Erlass einer Verordnung zur Regelung internationaler Sachverhalte verzichtet und den Mitgliedstaaten die Ratifikation des HEsÜ empfohlen (Institut suisse de droit comparé, 2008, S. 225-255; Lortie, 2012, S. 3). Diese auf der Ebene des internationalen Privatrechts durch das HEsÜ herbeigeführte Vereinheitlichung könnte die Angleichung des materiellen Rechts begünstigen (Preisner, 2011, S. 328, 353).

#### 2.1.2 Personeller und materieller Anwendungsbereich

Der personelle Anwendungsbereich des Erwachsenenschutzes wird in den nationalen Gesetzgebungen der fünf oben erwähnten Länder nicht einheitlich definiert. Schutzgründe sind psychische Krankheiten, körperliche, geistige oder seelische Behinderungen und Schwächezustände (z.B. infolge des Alters), die die Teilnahme am Rechtsverkehr beeinträchtigen. Nach der allgemeinen Definition im HEsÜ betrifft der Erwachsenenschutz Volljährige, also mehr als 18 Jahre alte Personen, die aufgrund einer Beeinträchtigung oder der Unzulänglichkeit ihrer persönlichen Fähigkeiten nicht in der Lage sind, ihre Interessen zu schützen<sup>5</sup>.

Der materielle Anwendungsbereich des Erwachsenenschutzes erstreckt sich auf die rechtliche Unterstützung und Vertretung Erwachsener im Rechtsverkehr (Personen- und Vermögenssorge).

#### 2.1.3 Neues europäisches Leitbild als Grundlage für die Gesetzesrevisionen

Selbst wenn die materiellen Bestimmungen über den Erwachsenenschutz in Europa nicht vereinheitlicht sind (2.1.1), erfolgte eine Angleichung im Rahmen des neuen Leitbilds für den Erwachsenenschutz, welches durch die Empfehlungen des Ministerkomitees des Europarates

---

<sup>2</sup> Deutschland: § 1896-1908i Bürgerliches Gesetzbuch (BGB); Österreich: § 268-284h Allgemeines bürgerliches Gesetzbuch (ABGB); Frankreich: Art. 414-515 Code Civil (CC F); Schweiz: Art. 360-456 Schweizerisches Zivilgesetzbuch (ZGB); Belgien: Art. 491-502 Code Civil (CC B).

<sup>3</sup> Vertragsstaaten (2016): Deutschland, Estland, Finnland, Frankreich, Österreich, Schweiz, Tschechische Republik und Vereinigtes Königreich.

<sup>4</sup> Art. 5, 13, 15 HEsÜ.

<sup>5</sup> Art. 1, Abs. 1 und Art. 2 HEsÜ; Definitionen des personellen Anwendungsbereichs enthalten auch die Empfehlung des Ministerkomitees des Europarats R (99) 4 (Teil I, 1 und 2) von 1999 und das Übereinkommen der Vereinten Nationen (VN) über die Rechte von Menschen mit Behinderungen von 2006 (UN-BRK, Art. 1).

über die Grundsätze betreffend den Rechtsschutz der urteilsunfähigen Mündigen (R 99 4) und die Grundsätze bezüglich Vorsorgevollmachten und Patientenverfügungen (R 2009 11) sowie das Übereinkommen der Vereinten Nationen (VN) über die Rechte von Menschen mit Behinderungen vom 13.12.2006 (UN-BRK) geschaffen wurde. Nach diesem Leitbild ist die Selbstbestimmung der schutzbedürftigen Person zentral, die durch die Orientierung der nationalen Gesetzesbestimmungen an den nachfolgenden Grundsätzen gewährleistet werden soll. Staatliche Erwachsenenschutzmassnahmen dürfen nur ergriffen werden, soweit nicht andere Massnahmen ausreichend sind (Grundsatz der Erforderlichkeit), sie dürfen die Rechte der schutzbedürftigen Person nur soweit notwendig einschränken (Grundsatz der Verhältnismässigkeit) und müssen auf die genauen Schutzbedürfnisse der betroffenen Person zugeschnitten sein (Grundsatz der Individualisierung). Besonders wichtig ist der Subsidiaritätsgrundsatz, wonach Instrumente zur Eigenvorsorge wie die Vorsorgevollmacht und Patientenverfügung vor staatlichen Massnahmen Vorrang haben.

## 2.2 Rechtsvergleichung

### 2.2.1 Gegenstand, Methode und Zielsetzung

Die nachfolgende Rechtsvergleichung beschränkt sich auf die staatlichen Instrumente zum Erwachsenenschutz, bei welchen grössere konzeptuelle Unterschiede bestehen als bei den Instrumenten zur Eigenvorsorge, so dass die Analyse der Übersetzungsprobleme relevanter ist<sup>6</sup>. Tabelle 2 gibt einen Überblick über die staatlichen Schutzinstrumente in den fünf Ländern:

Land	Staatliche Schutzinstrumente
Deutschland	Rechtliche Betreuung
Belgien (F/D)	<i>Protection judiciaire: administration</i> Gerichtliche Schutzmassnahme: Betreuung
Österreich	Sachwalterschaft
Schweiz (D/F)	Beistandschaft/ <i>curatelle</i>
Frankreich	<i>Sauvegarde de justice, curatelle, tutelle</i>

**Tabelle 2.** Staatliche Schutzinstrumente zum Erwachsenenschutz

Im Sinn der funktionellen Rechtsvergleichung (Zweigert & Kötz, 1996, S. 33, 43; Pommer, 2006, S. 101, 107) wird untersucht, wie das Sachproblem des Erwachsenenschutzes mittels staatlicher Instrumente in den Gesetzesbestimmungen der fünf Länder gelöst wird. Neben der Mikrovergleichung der einzelnen Gesetzesbestimmungen wird auf der Ebene der Makrovergleichung berücksichtigt, welche Gesetzgebungstechnik bei den Gesetzesrevisionen zur Anwendung kam (zur Makro- und Mikrovergleichung: Zweigert & Kötz, 1996, S. 4-5). Als systemunabhängige Kriterien für die Rechtsvergleichung werden zwei Gesichtspunkte, nämlich der Typisierungsgrad der staatlichen Schutzinstrumente (2.2.2) und ihr Einfluss auf die Geschäftsfähigkeit (2.2.3) herangezogen.

Die nachfolgende Rechtsvergleichung bildet die Grundlage, um bei der rechtssystemübergreifenden Übersetzung die Äquivalenz von Übersetzungslösungen beurteilen zu können (4.3). Im Rahmen dieser übersetzungsorientierten Rechtsvergleichung

<sup>6</sup> Das Thema Vorsorgevollmacht und Erwachsenenschutz in Europa war Gegenstand des Regensburger Symposiums für Europäisches Familienrecht 2010 (Löhnig, Schwab, Henrich, Gottwald, & Kroppenber (Hg.), 2011).

erweist es sich als besonders wichtig, neben dem Vergleich der gesetzlichen Begriffe auch die in der Rechtslehre entwickelten Grundsätze einzubeziehen (Engberg, 2013, S. 18-19).

### 2.2.2 Typisierungsgrad

Zur Umsetzung des neuen Leitbilds des Erwachsenenschutzes hat der nationale Gesetzgeber unterschiedliche staatliche Schutzinstrumente gewählt, welche man nach Typisierungsgrad einordnen kann. Sind mehrere staatliche Schutzinstrumente mit umschriebenem Aufgabenkreis der schützenden Person im Gesetz vorgesehen und ist der Richter oder die Richterin verpflichtet, unter diesen Schutzinstrumenten eines zu wählen, spricht man von Typisierung oder Typengebundenheit. Diese besteht nur noch in Frankreich, wo die Gesetzgebung drei Schutzinstrumente vorsieht (*sauvegarde de justice*, *curatelle* und *tutelle*)<sup>7</sup>. Für die beiden letztgenannten Schutzinstrumente gibt es allerdings mehrere Varianten (*curatelle allégée/renforcée*; *tutelle allégée*), so dass trotz Typisierung eine Individualisierung des Schutzes möglich ist (Maurie, 2014, S. 336-342; Batteur, 2009, S. 480-482).

In Deutschland und Belgien wurde hingegen völlig auf eine Typisierung verzichtet, d.h. es ist im Gesetz nur noch ein Schutzinstrument (Einheitsschutzmassnahme) vorgesehen, das vom Richter oder der Richterin dem Schutzbedürfnis im Einzelfall angepasst wird (auch einstufiges System genannt, Deutscher Bundestag, 1989, S. 52, 57; Jürgens, Kröger, Marschner, & Winterstein, 1992, S. 21). Es wurde jedoch in diesen beiden Ländern eine unterschiedliche Gesetzgebungstechnik angewandt. In Deutschland wurde das Einheitsschutzinstrument der Betreuung eingeführt<sup>8</sup> und im Gesetz eine Generalklausel aufgestellt, wonach der Richter oder die Richterin die Betreuung dem Schutzbedürfnis im Einzelfall anzupassen hat. In Belgien hingegen enthält das Gesetz eine kasuistische Aufzählung einzelner Handlungen, auf welche sich die *protection judiciaire* gemäss richterlicher Entscheidung erstreckt<sup>9</sup>. Die erste Methode gewährleistet eine maximale Individualisierung, die zweite hingegen eine grössere Rechtssicherheit.

Auch in Österreich und in der Schweiz besteht nur noch ein Einheitsschutzinstrument, doch erfolgt bis zu einem gewissen Grad eine Typisierung, da im Gesetz je nach Aufgabenkreis der schützenden Person mehrere Varianten vorgesehen sind (drei Varianten in Österreich: Sachwalterschaft für einzelne Angelegenheiten, einen Kreis von Angelegenheiten oder alle Angelegenheiten<sup>10</sup>; vier Varianten in der Schweiz, die miteinander kombiniert werden können: Begleitbeistandschaft, Vertretungsbeistandschaft, Mitwirkungsbeistandschaft, umfassende Beistandschaft<sup>11</sup>).

### 2.2.3 Einfluss der Schutzmassnahmen auf die Geschäftsfähigkeit

Eine staatliche Schutzmassnahme kann zur unterstützten Entscheidungsfindung oder zur Stellvertreterentscheidung führen, je nachdem, ob die geschützte Person bei der Erledigung ihrer Rechtsgeschäfte bloss unterstützt wird, oder ob die schützende Person an ihrer Stelle handelt. In der Rechtslehre wird für die unterstützte Entscheidungsfindung auch der Begriff

---

<sup>7</sup> Art. 433 ff, Art. 440 ff, Art 473 ff CC (F).

<sup>8</sup> § 1896 BGB.

<sup>9</sup> Art. 492 Abs. 1 CC (B).

<sup>10</sup> § 268 Abs. 3 ABGB.

<sup>11</sup> Art. 393-398 ZGB. Aebi-Müller und Bienz (2011, S. 59-60) bemerken, dass die Typengebundenheit insoweit weiterbesteht, als die Behörde nur die gesetzlich vorgesehenen Massnahmen treffen kann, die sie kombinieren kann.

Assistenz oder *supported decision-making* und für die Stellvertreterentscheidung der Begriff *substituted decision-making* verwendet (Ganner, 2012, S. 46, 49-50; Schmahl, 2012, S. 20-23). Wie der folgende Vergleich zeigt, wurde zur Konkretisierung des Verhältnismässigkeitsgrundsatzes in den neuen Gesetzesbestimmungen der Assistenz gegenüber der Vertretung Vorrang gegeben, doch wurde letztere in gewissen Fällen beibehalten.

Anders als die frühere Entmündigung hat die rechtliche Betreuung im deutschen Recht keinen automatischen Einfluss auf die Geschäftsfähigkeit, die jeweils für die einzelne Handlung beurteilt werden muss (Jürgens et al., 1992, S. 25). Der Betreute kann im Aufgabenbereich des Betreuers selbst handeln, soweit er für die betreffende Handlung geschäftsfähig ist, jedoch kann bei erheblicher Gefahr für den Betreuten ein Einwilligungsvorbehalt angeordnet werden. Der Betreute braucht dann für die betreffende Handlung die Zustimmung des Betreuers<sup>12</sup>.

In Belgien wird die Geschäftsfähigkeit für einzelne Handlungen, für welche die geschützte Person als geschäftsunfähig erklärt wird, durch die Unterstützung des *administrateur* nach dem Assistenzgrundsatz bloss eingeschränkt oder eventuell nach dem Vertretungsgrundsatz aufgrund einer Anordnung des Richters oder der Richterin aufgehoben<sup>13</sup>. Bei Vorliegen bestimmter schwerer Erkrankungen, die in einer Verordnung bestimmt werden, gilt für die Vermögenssorge automatisch der Vertretungsgrundsatz (Renchon, 2014, S. 243-245).

In Österreich und der Schweiz wird die Geschäftsfähigkeit je nach Variante der gesetzlichen Schutzmassnahme, d.h. je nach Aufgabenkreis der schützenden Person, eingeschränkt oder aufgehoben. Bei Sachwalterschaft in allen Angelegenheiten bzw. umfassender Beistandschaft entfällt die Geschäftsfähigkeit, was der früheren Entmündigung gleichkommt<sup>14</sup>.

In Frankreich hat die *sauvegarde de justice*, eine vorübergehende Massnahme, welche die nachträgliche Anfechtung der Rechtshandlungen der geschützten Person ermöglicht, keine Auswirkung auf deren Geschäftsfähigkeit<sup>15</sup>. Die *curatelle* besteht nach dem Assistenzgrundsatz in einer Unterstützung der geschützten Person, deren Geschäftsfähigkeit nur für wichtige Geschäfte eingeschränkt wird<sup>16</sup>, während durch die Anordnung der *tutelle* die Geschäftsfähigkeit nach dem Vertretungsgrundsatz automatisch aufgehoben wird<sup>17</sup>. Eine Individualisierung der Massnahmen ist möglich, da Varianten der Schutzinstrumente vorgesehen sind (*curatelle allégée/renforcée, tutelle allégée*).

## 2.2.4 Ergebnis des Rechtsvergleichs

Beim Vergleich der gesetzlichen Regelung der staatlichen Schutzinstrumente in den fünf Ländern stellt man erhebliche Unterschiede bezüglich Typisierungsgrad und Einfluss des Schutzinstruments auf die Geschäftsfähigkeit fest, doch ist allen Regelungen gemeinsam, dass sie sich am in der Rechtslehre definierten Grundsatz der Assistenz ausrichten.

Nur in Deutschland wurde der Assistenzgrundsatz vollumfänglich im Gesetz verwirklicht und die automatische Auswirkung der Schutzmassnahme auf die Geschäftsfähigkeit aufgehoben,

---

<sup>12</sup> § 1903 BGB.

<sup>13</sup> Art. 492 Abs. 1 und 2 CC (B).

<sup>14</sup> § 280 Abs. 1 ABGB ; Art. 393-398 ZGB.

<sup>15</sup> Art. 435 CC (F).

<sup>16</sup> Art. 467-472 CC (F).

<sup>17</sup> Art. 473-476 CC (F).

doch die Möglichkeit einer Korrektur durch den Einwilligungsvorbehalt vorgesehen, während in den anderen Ländern zwar dem Assistenzgrundsatz Vorrang gegeben wird, doch im Gesetz eine staatliche Schutzmassnahme beibehalten wird, die einer Vertretung mit automatischer Aufhebung der Geschäftsfähigkeit gleichkommt.

### 3. Terminologievergleich

Wie in 3.1 erörtert wird, war die Entstigmatisierung der Terminologie anlässlich der Gesetzesrevisionen im Erwachsenenenschutzrecht ein wichtiges Reformziel. Im Folgenden wird nach einem Überblick über die terminologische Entwicklung im deutschen und französischen Sprachraum (3.2.) die Wahl der Terminologie in den revidierten Gesetzesbestimmungen der fünf Länder untersucht (3.3) und gewürdigt (3.4).

Die vorliegende terminologische Analyse beschränkt sich auf die deutschen und französischen Ausdrücke für drei neutral formulierte, d.h. von den verglichenen Rechtsordnungen losgelöste Konzepte, nämlich das staatliche Schutzsystem, die schützende Person und die geschützte Person.

#### 3.1 Entstigmatisierung der Terminologie als Reformziel

Aufgrund des neuen Leitbilds der Selbstbestimmung (2.1.3) fand ein Perspektivenwechsel statt, der bewirkte, dass der paternalistische Blick auf Menschen mit Behinderungen nicht länger akzeptabel war (Schmahl, 2012, S. 12). Es wurde somit im Rahmen der Gesetzesrevisionen als wichtiges Reformziel betrachtet, stigmatisierende Ausdrücke, welche die Macht der schützenden über die geschützte Person sowie die Entrechtung und Unfähigkeit letzterer betonen, durch wertneutrale Ausdrücke zu ersetzen (Entstigmatisierung der Terminologie).

Das Ersetzen eines stigmatisierenden gesetzlichen Begriffs durch einen wertneutralen genügt jedoch nicht, um eine Stigmatisierung zu vermeiden, denn die Mitglieder der Sprachgemeinschaft werten den neuen, neutralen Begriff im Verlauf der Zeit unfreiwillig ab. Dieser Mechanismus, der von Stefanowitsch als Euphemismentretmühle bezeichnet wird (Stefanowitsch, 2012, S. 4), kann auch im Erwachsenenenschutzrecht beobachtet werden. Den Grund dafür sieht Bienwald (2000, S. 405) darin, dass die diskriminierende Wirkung eines Begriffs auf dessen Verwendungszusammenhang zurückzuführen ist. Da die Schutzbedürftigkeit erwachsener Menschen in der Gesellschaft und Sprachgemeinschaft als negative Erscheinung gewertet wird, werden selbst neutrale Ausdrücke wie betreuen oder beistehen im Kontext als diskriminierend empfunden. Malaurie (2014, S. 291) illustriert diese Entwicklung anhand der Ausdrücke *incapables majeurs* und *majeurs protégés*.

#### 3.2 Überblick über die terminologische Entwicklung im deutschen und französischen Sprachraum

##### 3.2.1 Etymologie der französischen und deutschen Begriffe

Der Erwachsenenenschutz hat seine Ursprünge im römischen und germanischen Recht (Heider, 2011, S. 14-16; Deutscher Bundestag, 1989, S. 44). Im römischen Recht galt nach dem Zwölftafelgesetz von 450 v. Chr. die *tutela* für Unmündige (*tutela impuberum*) und Frauen (*tutela mulierum*). Die *cura* galt für Geisteskranke (*cura furiosi*), Verschwender (*cura prodigi*) und Gebrechliche (*cura debilium*). Etymologisch lassen sich die französischen Begriffe *tutelle* und *tuteur* von lateinischen Wort *tueri* (schützen) und die französischen Begriffe *curatelle* und *curateur* vom lateinischen Wort *curare* (pflegen) ableiten. Die Bezeichnung der geschützten

Person, *le pupille*, geht auf den lateinischen Ausdruck *pupillus* (vaterloses Kind) zurück (Cornu, 2014, S. 831).

Im germanischen Recht unterstanden vaterlose Minderjährige, unverheiratete Frauen und Wahnsinnige der *Munt*, die gleichzeitig ein Herrschaftsrecht und eine Schutzpflicht beinhaltete (Flossmann, 2008, S. 40, 45-46). Aus dem urgermanischen Ausdruck *mundo* (Hand, Schutz) ergab sich das althochdeutsche Wort *foramundo* (=für jemanden die Munt innehaben). Wer nicht unter *Munt* stand, war mündig. Der Vormund (ursprünglich *Muntherr*) hatte die *Munt* (Vormundschaft) über das Mündel (ursprünglich *Muntling*). Aus dem lateinischen Ausdruck *cura* wurde das Wort Pfleger abgeleitet.

### 3.2.2 Terminologie in den Gesetzeskodifikationen des 19. und 20. Jahrhunderts im französischen und deutschen Sprachraum

Diese sich aus dem römischen und germanischen Ursprung ergebenden Grundvorstellungen der Abhängigkeit und Schutzbedürftigkeit bildeten die Grundlage für die Rechtsinstitute, die in den Gesetzeskodifikationen des 19. und 20. Jahrhunderts im deutschen und französischen Sprachraum vorgesehen waren (zur terminologischen Entwicklung: Deutscher Bundestag, 1989, S. 44-48; Flossmann, 2008, S. 38, 47-48; Malaurie, 2014, S. 301, 321). Die Entmündigung bzw. *interdiction* führte zur vollständigen Entrechtung der geschützten Person, die für alle Rechtsgeschäfte vom Vormund (in Österreich: Kurator) bzw. *tuteur* vertreten wurde. Die vorgesehenen Entmündigungsgründe, nämlich Geisteskrankheit und Geistesschwäche, Verschwendung, Trunksucht, Rauschgiftsucht, Misswirtschaft und lasterhafter Lebenswandel (BGB und ZGB) sowie *imbécillité*, *démence* und *fureur* (*Code Napoléon*) waren von einem moralischen Werturteil geprägt. Auch für die geschützten Personen wurden abwertende Ausdrücke wie Rasende, Wahnsinnige und Blödsinnige (ABGB) verwendet. Neben der Entmündigung waren Massnahmen zur blossen Beschränkung der Geschäftsfähigkeit vorgesehen (z.B. die Gebrechlichkeitspflegschaft in Deutschland und der *conseil judiciaire* in Frankreich und Belgien).

### 3.3 Terminologiewahl in den revidierten Gesetzesbestimmungen der fünf Länder

#### 3.3.1 Abschaffung stigmatisierender Terminologie

Folgende Begriffe zur Bezeichnung des Schutzinstruments sowie der schützenden und geschützten Person werden in den neuen Gesetzesbestimmungen nicht mehr verwendet (Tabelle 3):

Deutsch	Französisch
Entmündigung, Entmündigter, Vormundschaft, Vormund, Bevormundeter, Mündel, mündig (neu: volljährig), Gebrechlichkeitspfleger, Pflegling	l'interdiction, l'interdit, l'incapable, le pupille

**Tabelle 3.** Abschaffung stigmatisierender Begriffe im Erwachsenenenschutzrecht

Bezüglich der Bezeichnung des Schutzinstruments und der schützenden Person im Deutschen und Französischen fällt als Hauptunterschied auf, dass die Ausdrücke Vormundschaft/Vormund im deutschen Sprachraum nur noch für den Schutz Minderjähriger, die französischen Entsprechungen *tutelle/tuteur* in Frankreich jedoch weiterhin für den Erwachsenenenschutz verwendet werden. In Belgien und in der Schweiz wurden sie allerdings durch die Ausdrücke *protection judiciaire: administration/administrateur* bzw.

*curatelle/curateur* ersetzt. Der Ausdruck Pflegschaft wird in Deutschland bei Schutzbedürfnissen in besonderen Situationen weiterverwendet<sup>18</sup>.

Die früheren Bezeichnungen Entmündigter im Deutschen und *incapable* im Französischen wurden von den Betroffenen als besonders verletzend empfunden. Ebenso herabwürdigend war der Ausdruck *pupille*, da der geschützte Erwachsene mit einem Kind (*pupillus*) gleichgesetzt wurde. Diese defizitorientierten Begriffe für die geschützte Person wurden in Frankreich schon ab 1968 im *Code civil* durch *personne protégée, majeur protégé, personne concernée* ersetzt<sup>19</sup>. In Deutschland wurde 1992 der neue Begriff des Betreuten eingeführt.

### 3.3.2 Prägung eines neuen Begriffs in Deutschland

Deutschland hat als erstes der fünf untersuchten Länder schon im Jahr 1992 das Erwachsenenschutzrecht revidiert und dabei terminologisches Neuland betreten. Mit der Abschaffung der Entmündigung und der Einführung des Einheitsschutzinstruments der Betreuung (ab 1999 rechtliche Betreuung genannt) wurde in Deutschland ein neuer Begriff für das Schutzinstrument geschaffen, der an die Stelle der Vormundschaft und Gebrechlichkeitspflegschaft trat. Die Vermeidung von überholten und diskriminierenden Begriffen wurde als wichtiges Reformziel erklärt (Deutscher Bundestag, 1989, S. 55). Die Ausdrücke Sachwalterschaft und Beistandschaft wurden verworfen, ersterer, weil er den Aspekt der Personensorge nicht zum Ausdruck bringt, und letzterer, weil er schon im Jugendstrafrecht verwendet wird. Für die Wahl des Begriffs Betreuung wird vom Gesetzgeber aber keine genauere Begründung gegeben. Der neue Begriff hat aus sprachlicher Sicht den Vorteil, dass für die schützende und geschützte Person einheitliche und verständliche Ableitungen (Betreuer, Betreuter) gebildet werden können<sup>20</sup>.

In der Lehre wird die Terminologiewahl des Gesetzgebers zwanzig Jahre nach der Gesetzesreform kritisiert. So betrachtet Jurgeleit (2013, S. 39) den Ausdruck Betreuung zur Bezeichnung des Schutzinstruments als semantisch unzutreffend, da er im allgemeinen Sprachgebrauch tatsächliche Hilfe bedeute und einen sozialen und karitativen Sinn habe. Diesem Argument kann aber entgegengehalten werden, dass dank der Präzisierung der Terminologie (rechtliche Betreuung) verdeutlicht wird, dass es sich um die rechtliche und nicht bloss tatsächliche Unterstützung und Vertretung Erwachsener im Rechtsverkehr handelt (2.1.2)

### 3.3.3 Weiterverwendung bestehender Begriffe in den andern vier Ländern

In den andern vier Ländern hat man bei der Revision des Erwachsenenschutzrechts bevorzugt, Begriffe des vorher geltenden Rechts weiterzuverwenden.

Zur Bezeichnung des Schutzinstruments, das den umfassendsten Schutz beinhaltet, wurde in der Schweiz und Österreich auf die schon vor der Revision verwendeten gesetzlichen Begriffe Beistandschaft/*curatelle* bzw. Sachwalterschaft zurückgegriffen, die nun in abgewandelter Form die frühere Vormundschaft benennen (Schweiz: umfassende Beistandschaft/*curatelle de*

---

<sup>18</sup> § 1911 BGB.

<sup>19</sup> Art. 415 ff CC (F); in Kommentaren wird z.T. immer noch der Begriff *l'incapable* verwendet und das Konzept der *incapacité* besteht im Sinn der Geschäftsunfähigkeit weiter (Cornu, 2014, S. 528).

<sup>20</sup> Da im BGB generell nur männliche Formen gebraucht werden, wurde bewusst darauf verzichtet, neben der männlichen Form Betreuer auch die weibliche Form Betreuerin zu verwenden (Deutscher Bundestag, 1989, S. 55).

*portée générale*; Österreich: Sachwalterschaft für alle Angelegenheiten). Durch diese Terminologieänderung wird der stigmatisierende Ausdruck Vormundschaft vermieden, doch die Tragweite des Schutzinstruments, das eine Aufhebung der Geschäftsfähigkeit mit sich bringt, bleibt gleich.

In Österreich und Belgien führte die Weiterverwendung bestehender Begriffe in gewissen Fällen zu stigmatisierenden Lösungen. In Österreich wurde die Bezeichnung des vor der Gesetzesrevision vorgesehenen Schutzinstruments der Sachwalterschaft, das nur für die Vermögenssorge galt, beibehalten, obwohl der Anwendungsbereich der Sachwalterschaft bei der Gesetzesrevision auf die Personensorge ausgedehnt wurde. In Belgien wurde das vor der Revision vorgesehene Schutzinstrument der *administration provisoire* durch die *protection judiciaire* ersetzt. Es wurde also eine neue Bezeichnung (*protection judiciaire*) für ein neues Schutzinstrument geschaffen, das sich nicht nur auf die Vermögenssorge (*protection judiciaire concernant les biens*), sondern auch auf die Personensorge (*protection judiciaire concernant la personne*) erstreckt. Der vor der Gesetzesrevision verwendete Begriff *administration* lebt jedoch in der konkreten Benennung des Erwachsenenschutzes als *administration des personnes/administration des biens* weiter, mit welcher der *administrateur de la personne/administrateur des biens* beauftragt ist. Die Weiterverwendung der früheren Begriffe Sachwalterschaft bzw. *administration* führte also in beiden Ländern zu semantisch unzutreffenden, objektorientierten Bezeichnungen der Personensorge, die für die Betroffenen stigmatisierend sind<sup>21</sup>.

In der Schweiz wurde das Reformziel der Entstigmatisierung dadurch umgesetzt, dass zur Bezeichnung der neuen Schutzinstrumente der schon vor der Revision verwendete Begriff Beistandschaft/*curatelle* gewählt wurde, der aber einen Bedeutungswandel erfahren hat, da die Beistandschaft neu in vier Varianten vorkommt (2.2.2). Diese Terminologiewahl wurde zwar im Kommentar des Bundesrates zur Gesetzesrevision eingehend erörtert, doch wurde darin nicht begründet, warum der gewählte Begriff Beistand nicht stigmatisierend sei. Auf die Übernahme des in Deutschland neu geprägten Begriffs der Betreuung wurde bewusst verzichtet, da er kein partnerschaftliches Verhältnis zwischen schützender und geschützter Person zum Ausdruck bringe und nicht zutreffend ins Französische und Italienische übersetzt werden könne (Schweizerischer Bundesrat, 2006, S. 7023). Auch in zahlreichen Gesetzeskommentaren wurde betont, jedoch nicht sprachlich begründet, dass die Stigmatisierung durch die Wahl des Begriffs Beistandschaft/*curatelle* beseitigt werde (siehe z.B. Biderbost, 2010, S. 311). Interessant ist, dass der Bundesrat in seinem Kommentar schon auf die Gefahr hinweist, dass der Begriff Beistandschaft im Verlauf der Zeit als Etikettierung empfunden werden könnte (Schweizerischer Bundesrat, 2006, S. 7023).

Zur Bezeichnung der geschützten Person sind in den neuen Gesetzgebungen Österreichs, Belgiens und der Schweiz sowohl neutrale wie auch diskriminierende Ausdrücke zu finden. Einerseits wird die geschützte Person neutral als betroffene Person/*personne concernée* (Schweiz) und *personne protégée*/geschützte Person (Belgien) bezeichnet, andererseits wird sie aber aus einer defizitorientierten Perspektive hilfsbedürftige Person/*personne qui a besoin d'aide* (Schweiz) und behinderte Person (Österreich) genannt. Der paternalistische Ausdruck Pflegebefohlener in der neuen österreichischen Gesetzgebung erinnert an den Pflegling im früheren deutschen Recht. Nicht in den Gesetzesbestimmungen, doch in Kommentaren und im Sprachgebrauch sind in Österreich und in der Schweiz immer noch objektorientierte Bezeichnungen für die geschützte Person anzutreffen, die durch die Kombination von

---

<sup>21</sup> Zur deutschen Übersetzung der Begriffe *administration des personnes/administrateur de la personne*, siehe 4.2.4.

nominalisierten, nicht mehr gebräuchlichen Verben mit einer Vorsilbe, die ihnen eine pejorative Bedeutung verleiht, gebildet werden. Geschützte Personen werden dementsprechend in Österreich Besachwalterte oder Besachwaltete und in der Schweiz Verbeiständete genannt – ein Sprachgebrauch, der der Zielvorstellung der Entstigmatisierung nicht gerecht wird.

Der Gesetzgeber in Frankreich hat bezüglich der Schutzinstrumente auf Entstigmatisierungsversuche verzichtet und die schon vor der Revision geltenden Begriffe *sauvegarde de justice*, *curatelle* und *tutelle* beibehalten. Eine Entstigmatisierung erfolgte nur bezüglich der geschützten Person (3.3.1)<sup>22</sup>.

In den neuen Gesetzesbestimmungen der fünf untersuchten Länder wird für die drei Konzepte also folgende Terminologie verwendet (Tabelle 4)<sup>23</sup>:

Land	Schutzinstrument	Schützende Person	Geschützte Person
Deutschland	Rechtliche Betreuung	Betreuer	Betreuer
Österreich	Sachwalterschaft	Sachwalter	Behinderte Person, Pflegebefohlener
Schweiz	Beistandschaft/ <i>curatelle</i>	Beistand, Beiständin/ <i>curateur</i>	Betroffene Person, hilfsbedürftige Person/ <i>personne concernée, personne qui a besoin d'aide</i>
Belgien	<i>Administration des personnes protégées, administration des biens</i> /Betreuung von geschützten Personen, Betreuung des Vermögens	<i>Administrateur de la personne, administrateur des biens</i> /Betreuer für die Person, Betreuer für das Vermögen	<i>Personne protégée/</i> geschützte Person
Frankreich	<i>Sauvegarde de justice, curatelle, tutelle</i>	<i>Curateur, tuteur</i>	<i>Personne protégée, majeur protégé, personne placée sous sauvegarde de justice, personne en curatelle, personne en tutelle</i>

**Tabelle 4.** Übersicht über die neue Terminologie für die drei Konzepte

### 3.4 Ergebnis des Terminologievergleichs

Wie der Terminologievergleich zeigt, wurde anlässlich der Gesetzesrevisionen nur in Deutschland ein neuer Begriff für ein neues Schutzinstrument geprägt, in den anderen vier Ländern wurde jedoch aus Tradition die Weiterverwendung der Begriffe des vorher geltenden Rechts bevorzugt. Auffällig ist, dass zwar sprachliche Begründungen für die Terminologiewahl aufgeführt werden, diese aber nicht immer überzeugen. Die Gegenüberstellung der neuen Terminologie in Deutschland und Frankreich zeigt ausserdem, dass das Anliegen der Entstigmatisierung in Deutschland einen grösseren Stellenwert hat als in Frankreich, da

<sup>22</sup> Siehe jedoch Fussnote 19.

<sup>23</sup> Auf die Terminologie in der Schweiz und Belgien wird in 4.2.3. und 4.2.4 noch näher eingegangen.

Begriffe mit einer langen Tradition (z.B. Vormundschaft, Pflegschaft) in Deutschland für Erwachsene abgeschafft, doch ihre Entsprechungen in Frankreich (*tutelle, curatelle*) nicht in Frage gestellt wurden. Es besteht offenbar in Frankreich ein grösseres Bedürfnis, an herkömmlichen Begriffen festzuhalten.

Zu bedauern ist, dass in den neuen Gesetzesvorschriften immer noch zahlreiche diskriminierende Ausdrücke zu finden sind – wobei zu bedenken ist, dass die Beurteilung der stigmatisierenden Wirkung eines Begriffs einem stetigen Wandel unterliegt (3.1).

## **4. Übersetzungsprobleme im Bereich des Erwachsenenschutzrechts**

### **4.1 Untersuchungsgegenstand**

Im Folgenden wird untersucht, welche Übersetzungsprobleme sich im Erwachsenenschutzrecht angesichts der in Kapitel 3 dargestellten terminologischen Entwicklung für das Sprachenpaar Deutsch-Französisch in der Situation der Mehrsprachigkeit (4.2) und bei der rechtssystemübergreifenden Übersetzung (4.3) ergeben. Die Analyse beschränkt sich auf die deutschen und französischen Bezeichnungen für die drei Konzepte Schutzinstrument, schützende Person und geschützte Person in den ausgewählten Beispieltexten. Abschliessend werden die Ergebnisse kurz zusammengefasst (4.4).

### **4.2 Problematik der Mehrsprachigkeit in der Schweiz und in Belgien**

Im Folgenden werden die Bezeichnungen für die drei oben erwähnten Konzepte in den deutschen und französischen Fassungen der Gesetzesbestimmungen in der Schweiz und in Belgien miteinander verglichen. Einleitend wird der Übersetzungszweck und Adressatenkreis bei der Übersetzung von Gesetzen umschrieben (4.2.1) und anschliessend der Status der deutschen und französischen Fassung der Gesetzestexte in den beiden Ländern definiert (4.2.2). Beim Vergleich der Sprachfassungen werden zwei spezifische Fragen bezüglich nichtdiskriminierender Gesetzessprache herausgegriffen, nämlich die geschlechtsneutrale Formulierung in der Schweiz (4.2.3) und die Vermeidung stigmatisierender Terminologie in Belgien (4.2.4).

#### **4.2.1 Übersetzungszweck und Adressatenkreis**

Hat die Übersetzung eines Gesetzes zum Ziel, die Adressatinnen und Adressaten über die fremdsprachige Gesetzgebung zu informieren, liegt eine dokumentarische Übersetzung vor, hat sie hingegen für die Adressatinnen und Adressaten bindende Wirkung, handelt es sich um eine instrumentelle Übersetzung. Diese Unterscheidung beruht auf der funktionalen Übersetzungstypologie von Nord (1989, S. 102-105) und wurde von Dullion (2000, S. 238) auf die Übersetzung von Gesetzestexten angewandt.

Gesetzestexte sind mehrfachadressiert, da sie sich sowohl an Bürgerinnen und Bürger als auch an juristische Fachpersonen richten (Fluck, 2008, S. 121). Diese Mehrfachadressierung gilt sowohl für die authentischen Fassungen von Gesetzestexten, als auch für instrumentelle Gesetzesübersetzungen, doch nicht unbedingt für dokumentarische Gesetzesübersetzungen, deren Adressatenkreis nicht im Voraus bestimmbar ist (Dullion, 2000, S. 242).

#### 4.2.2 Status der deutschen und französischen Fassung der Bundesgesetze in der Schweiz und der föderalen Gesetze in Belgien

Die deutsche und französische Fassung der Bundesgesetze bzw. föderalen Gesetze haben in der Schweiz und Belgien einen verschiedenen Status. In der Schweiz sind neben der italienischen sowohl die deutsche als auch die französische Fassung von Bundesgesetzen authentisch. In Belgien ist neben der niederländischen Fassung auch die französische Fassung föderaler Gesetze authentisch, nicht aber deren deutsche Übersetzung. Diese hat zwar einen offiziellen Status, weil sie von den Behörden ausgeht, doch ist sie nicht authentisch (Sommadossi, 2013, S. 290-292). Nach der Einteilung von Dullion (2000, S. 240) kann sie als dokumentarische Übersetzung eingestuft werden (*traduction émanant des autorités, mais sans force de loi*). Sie ist mehrfachadressiert, da sie sich sowohl an Fachkreise wie auch an die Bürgerinnen und Bürger der Deutschsprachigen Gemeinschaft richtet.

#### 4.2.3 Geschlechtsneutrale Formulierung in der Schweiz

In der Schweiz sind die Bundesbehörden gesetzlich verpflichtet<sup>24</sup>, in Gesetzestexten auf geschlechtergerechte Formulierung zu achten. Bei Teilrevisionen von Gesetzeskodifikationen wird anders als in Deutschland<sup>25</sup> in den neuen Kapiteln geschlechtsneutrale Terminologie eingeführt (Schweizerische Bundeskanzlei, 2009, 6.31, 6.52).

Der Vergleich der Terminologie für die drei Konzepte in der deutschen und französischen Sprachfassung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (siehe Tabelle 4) zeigt, dass für das Schutzinstrument und die geschützte Person wörtliche Entsprechungen verwendet werden, doch bezüglich der schützenden Person ein Unterschied hinsichtlich der geschlechtsneutralen Formulierung besteht. Während im Deutschen der Neologismus Beiständin geschaffen wurde und in der deutschen Fassung die Doppelform Beistand/Beiständin benutzt wird, findet man in der französischen Fassung nur die männliche Form *curateur*. Dieses Beispiel illustriert, dass das Anliegen der geschlechtergerechten Sprache in Bundesgesetzen im Französischen weniger systematisch umgesetzt wird als im Deutschen (*Chancellerie fédérale*, 2006)<sup>26</sup>.

#### 4.2.4 Vermeidung stigmatisierender Terminologie in Belgien

In Belgien (siehe Tabelle 4) wurde in der deutschen Übersetzung der Gesetzesbestimmungen (Zentrale Dienststelle für Deutsche Übersetzungen, 2014) nur für die geschützte Person eine wörtliche Übersetzung verwendet (geschützte Person/*personne protégée*), während hinsichtlich der Personensorge zur Bezeichnung des Schutzinstruments (*administration des personnes protégées*) und der schützenden Person (*administrateur de la personne*) die wörtlichen deutschen Übersetzungen Verwaltung der geschützten Personen/Verwalter der Person vermieden wurden. Als Hypothese wird aufgestellt, dass diese objektorientierten, semantisch unzutreffenden Lösungen als zu stigmatisierend verworfen und durch die in Deutschland verwendete Terminologie Betreuung/Betreuer ersetzt wurden. Die Vermeidung stigmatisierender Terminologie dürfte bei dieser dokumentarischen Gesetzesübersetzung insbesondere deshalb ein wichtiger Gesichtspunkt gewesen sein, als sie mehrfachadressiert ist (4.2.1) und sich nicht nur an Fachkreise, sondern auch an Bürgerinnen und Bürger der Deutschsprachigen Gemeinschaft richtet.

---

<sup>24</sup> Sprachengesetz vom 5.10. 2007, Art. 7, Abs. 1, BBl 2007 6951.

<sup>25</sup> Fussnote 20.

<sup>26</sup> *Curatrice* ist jedoch in der Gesetzgebung des Kantons Bern zu finden (*Loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte* vom 1.2.2012, RSB 213.316).

Diese Übernahme der in Deutschland geltenden Terminologie ist umso bemerkenswerter, als sich die deutsche Rechtsterminologie in Belgien in der Regel stark an das Französische anlehnt. Als Gründe sieht Sommadossi (2013, S. 299) das internationale Prestige des Französischen sowie die Ähnlichkeit des belgischen und französischen Rechtssystems, die beide auf dem *Code Napoléon* beruhen.

Da in Belgien nur die französische und niederländische Fassung des Gesetzes für die Auslegung massgebend sind und die deutsche Übersetzung bloss den Status einer dokumentarischen Übersetzung hat (4.2.2), wird durch die Verwendung des Begriffs Betreuung aus dem deutschen Recht, der sich wesentlich vom Schutzinstrument der *administration* in Belgien unterscheidet (2.2.3), kein neuer Normgehalt in das belgische Rechtssystem „importiert“. Der Terminologieunterschied in der deutschen und französischen Gesetzesfassung kann also in Kauf genommen werden, um die Verwendung eines stigmatisierenden Ausdrucks im Deutschen zu vermeiden.

### 4.3 Äquivalenzproblematik bei der rechtssystemübergreifenden Übersetzung

#### 4.3.1 Einleitung

Im Rahmen der Skopos-Theorie ist Äquivalenz zwischen einem Ziel- und Ausgangstext gegeben, wenn diese in der jeweiligen Kultur auf ranggleicher Ebene die gleiche kommunikative Funktion erfüllen. Adäquatheit einer Übersetzung bedeutet ihre Angemessenheit zur Erreichung des Übersetzungszwecks (Reiss & Vermeer, 1991, S. 139-140).

Bezüglich der begrifflichen Äquivalenz ergibt sich bei der juristischen Übersetzung je nach Übersetzungssituation folgender grundlegender Unterschied. Während im Kontext der Mehrsprachigkeit (4.2) völlige Äquivalenz der Begriffe gegeben ist, weil nur ein Rechtssystem involviert ist, besteht bei der rechtssystemübergreifenden Übersetzung angesichts der Systemgebundenheit juristischer Begriffe in der Regel nur Teiläquivalenz oder keine begriffliche Äquivalenz. Je nach Übersetzungszweck und Adressatenkreis der Übersetzung muss beurteilt werden, inwieweit eine teiläquivalente Lösung im konkreten Fall im Zielrechtssystem adäquat ist und welche Ersatzlösungen verwendet werden können (De Groot 2012, S. 539-545; Šarčević 1997, S. 236-242; 2006, S. 134).

Im Folgenden wird untersucht, inwieweit die Übersetzungslösungen für die drei oben erwähnten Konzepte in einer dokumentarischen Übersetzung des BGB auf Französisch (4.3.2) sowie in zielsprachlichen Kommentaren über das Ausgangsrechtssystem (4.3.3) den jeweiligen Textadressatinnen und -adressaten eine adäquate Information über die ausgangssprachlichen Begriffe vermitteln können.

#### 4.3.2 Dokumentarische Übersetzung des BGB auf Französisch<sup>27</sup>

Die französische Übersetzung des Bürgerlichen Gesetzbuchs (BGB) von Witz, Pédamon, Legeais, und Lardeux (2010) richtet sich laut Vorwort der Herausgeber an ein Fachpublikum, nämlich französischsprachige Juristinnen und Juristen, denen sie den Zugang zu dieser Kodifikation ermöglichen soll. Im Klappentext wird betont, dass in dieser Übersetzung der Sinn der deutschen Gesetzesbestimmungen im Französischen möglichst eindeutig wiedergeben werden soll. Übersetzungszweck ist also die Information von Fachadressatinnen und -

---

<sup>27</sup> Es gibt unseres Wissens keine dokumentarische deutsche Übersetzung der neuen Bestimmungen über den Erwachsenenschutz im französischen *Code Civil*.

adressaten über den Inhalt des Ausgangsrechtssystems. Zur Erreichung dieses Ziels wird die Übersetzung durch Kommentare zu den einzelnen Kapiteln und Fussnoten ergänzt.

Wie die Rechtsvergleichung gezeigt hat, ist das Schutzinstrument der Betreuung weder hinsichtlich des Typisierungsgrads, noch hinsichtlich des Einflusses auf die Geschäftsfähigkeit mit den in Frankreich vorgesehenen Schutzinstrumenten *tutelle* und *curatelle* äquivalent (2.2.2 und 2.2.3). Angesichts zu geringer Teiläquivalenz würden diese Begriffe, wenn sie als funktionale Äquivalente für das Schutzinstrument Betreuung eingesetzt würden, den Sinn des ausgangssprachlichen Begriffs nicht zutreffend wiedergeben und wurden daher von den Autoren und der Autorin in der Übersetzung zu Recht verworfen (Witz, Pédamon, Legeais, & Lardeux, 2010, S. 540). Sie bevorzugten, für Betreuung die wörtliche Übersetzung *assistance* zu verwenden<sup>28</sup> und lehnten sich dabei an den in der Rechtslehre geprägten allgemeinen Begriff des Assistenzgrundsatzes an, der sowohl im neuen deutschen wie auch französischen Erwachsenenschutzrecht Vorrang hat (*supported decision-making*, 2.2.3) und dessen Benennung im Deutschen und Französischen übereinstimmt (*assistance*/deutsches Fremdwort Assistenz).

Die Verwendung des Wortes *assistance* im juristischen Sinn einer Unterstützung von beschränkt geschäftsfähigen Erwachsenen im Rechtsverkehr ist in französischen Wörterbüchern und Rechtslexika nachgewiesen<sup>29</sup> und somit für französischsprachige Adressatinnen und Adressaten semantisch gut verständlich. Juristinnen und Juristen kann somit durch die ausgangstextorientierte Übersetzungsstrategie der wörtlichen Übersetzung die genaue Bedeutung des Schutzinstruments im deutschen Recht optimal erschlossen werden. Dass der Begriff Betreuung nicht nur Unterstützung bei Rechtshandlungen, sondern auch Schutz vor nachteiligen Handlungen beinhaltet, wird im Übersetzungskommentar durch die französischen Umschreibungen *régime unique de protection/protecteur juridique* zum Ausdruck gebracht (Witz et al., 2010, S. 540).

Wie die Autoren und die Autorin der Übersetzung hervorheben (Witz et al., 2010, S. 540), besteht zwar bei Anwendung der gewählten Übersetzungsstrategie bezüglich der schützenden Person zwischen dem deutschen Begriff Betreuer und der wörtlichen französischen Übersetzung *assistant* ein semantischer Unterschied, weil nur im französischen Ausdruck eine Komponente der Unterordnung enthalten ist<sup>30</sup>, doch wird dieser Unterschied durch die im Übersetzungskommentar enthaltene Umschreibung *protecteur juridique*, die die Schutzfunktion des Betreuers (*assistant*) hervorhebt, überbrückt.

Bezüglich der geschützten Person fällt auf, dass in der Übersetzung eine uneinheitliche Terminologie verwendet wird (*personne assistée*, *personne sujet de l'assistance*, *personne qu'il assiste*, *personne qu'il faut assister*), die mit der pejorativen Konnotation des Ausdrucks *assisté*

---

<sup>28</sup> Die Bedeutungskomponente der Unterstützung ist im allgemeinen Sprachgebrauch sowohl im deutschen Wort Betreuung (Deutsches Universalwörterbuch, 2015: betreiben = für jemanden sorgen) wie auch im französischen Wort *assistance* (*Le Petit Robert*, 2015: *action de venir en aide à quelqu'un*) enthalten.

<sup>29</sup> Juristische Bedeutungen des Begriffs *assistance*: *Le Petit Robert*, 2015): (*Droit*) *Intervention légale dans les actes juridiques d'un incapable*; Cornu (2014, S. 92): *Présence, auprès d'un incapable, d'une personne chargée par la loi de le conseiller, de le contrôler ou de l'habiliter pour les actes de la vie civile*; Cabrillac (2016, S. 47): *Mécanisme légal par lequel une personne accompagne et contrôle un incapable qui ne peut valablement agir seul*.

<sup>30</sup> Definition des Begriffs *assistant*: *Le Petit Robert*, 2015): *Personne qui en assiste une autre pour la seconder (adjoint, aide, auxiliaire)*.

im Französischen assoziiert wird<sup>31</sup>. In den neuen französischen Gesetzesbestimmungen wird *l'assisté* hingegen bewusst vermieden und durch *personne protégée* ersetzt (3.3.1).

#### 4.3.3 Zielsprachliche Kommentare über das Ausgangsrechtssystem in der Fach- und Laienkommunikation

Anhand von rechtsvergleichenden Studien über das deutsche Recht auf Französisch (Hohl & Valding, 2000; Roccati, 2009) und das französische Recht auf Deutsch (Ferrand, 2011), die sich an Fachspezialistinnen und -spezialisten (insbesondere im Bereich der Rechtsvergleichung) richten, und Informationsbroschüren für Laien über das deutsche Recht in französischer Sprache (Institut für transkulturelle Betreuung Hannover, 2010; Fachamt für Hilfen nach dem Betreuungsgesetz Hamburg, 2011) wird im Folgenden die Frage analysiert, inwieweit den jeweiligen Adressatinnen und Adressaten in der Zielsprache eine adäquate Information über die ausgangsrrechtlichen Gesetzesbestimmungen vermittelt werden kann.

Tabelle 5 enthält eine Übersicht über die Übersetzungen der drei Konzepte in den oben erwähnten Texten:

Gesetzeskommentar	Übersetzung Schutzinstrument	Übersetzung schützende Person	Übersetzung geschützte Person
Text 1 Hohl & Valding (2000) Deutsches Recht auf Französisch	„ <i>assistance</i> “ (rechtliche Betreuung) = <i>régime unique de protection</i>	<i>l'assistant</i>	<i>l'assisté</i>
Text 2 Roccati (2009) Deutsches Recht auf Französisch	„ <i>tutelle</i> “ (Betreuung)= <i>concept peu intrusif de tutelle privilégiant l'assistance du majeur</i>	<i>tuteur</i>	<i>majeur protégé</i>
Text 3 Ferrand (2011) Französisches Recht auf Deutsch	Vormundschaft (für <i>tutelle</i> ) Pflegschaft (für <i>curatelle</i> )		
Text 4 Institut für trans- kulturelle Betreuung Hannover (2010) Deutsches Recht auf Französisch	<i>prise en charge des majeurs protégés</i> (rechtliche Betreuung)	<i>assistant légal</i>	<i>l'intéressé</i>
Text 5 Fachamt für Hilfen nach dem Betreuungsgesetz Hamburg (2011) Deutsches Recht auf Französisch	<i>tutelle juridique/légale</i>	<i>tuteur légal</i>	

**Tabelle 5.** Übersetzung der drei Konzepte in rechtsvergleichenden Studien und Informationsbroschüren

<sup>31</sup> Definitionen des Begriffs *assisté*: Le Petit Robert, 2015): (*péjoratif*): *Personne qui bénéficie d'une aide. Ex: refuser le statut d'assisté.*

In Text 1 wird das deutsche Schutzinstrument Betreuung durch die wörtliche Übersetzung *assistance*<sup>32</sup>, ergänzt durch den ausgangssprachlichen Begriff rechtliche Betreuung sowie die Umschreibung „*régime unique de protection*“, wiedergegeben. In Text 4 wird der Schutzgedanke des Begriffs Betreuung durch die Umschreibung *prise en charge des majeurs protégés* betont und ebenfalls durch den ausgangssprachlichen Begriff rechtliche Betreuung ergänzt. Dank dieser ausgangstextorientierten Übersetzungsstrategien können die Adressatinnen und Adressaten – im ersten Fall Fachkreise, im zweiten Fall Laien – genau über den ausgangssprachlichen Begriff informiert werden. Die Hinzusetzung des ausgangssprachlichen Begriffs erlaubt es den jeweiligen Adressatinnen und Adressaten, zusätzliche Recherchen anzustellen und mit deutschen Behörden zu kommunizieren<sup>33</sup>.

In den Texten 2 und 5 wird als zieltextorientierte Übersetzungsstrategie für das Schutzinstrument Betreuung das funktionale Äquivalente *tutelle* verwendet, was sich jedoch aus zwei Gründen als missverständlich erweist<sup>34</sup>. Erstens kann mit Rücksicht auf den Typisierungsgrad das Einheitsschutzinstrument Betreuung in Deutschland nicht einem der in Frankreich bestehenden Schutzinstrumente, nämlich *tutelle* gleichgesetzt werden (2.2.2), und zweitens ist hinsichtlich des Einflusses auf die Geschäftsfähigkeit in Erinnerung zu rufen, dass *tutelle* im Gegensatz zur Betreuung eine Aufhebung der Geschäftsfähigkeit beinhaltet (2.2.3). Das funktionale Äquivalent ist für Laien genauso irreführend wie für ein Fachpublikum, und die begrifflichen Unterschiede können weder durch die in Text 2 hinzugefügte Umschreibung *concept peu intrusif de tutelle privilégiant l'assistance du majeur*, noch durch die tautologische Übersetzung *tutelle juridique/légale* in Text 5 überbrückt werden. In Text 3 wird ebenfalls auf funktionale Äquivalente zurückgegriffen, indem für die Übersetzung von *tutelle* und *curatelle* die deutschen Begriffe Vormundschaft bzw. Pflegschaft verwendet werden. Diese galten in Deutschland vor der Gesetzesrevision und haben heute eine andere Bedeutung (3.3.1), so dass sie irreführend sind<sup>35</sup>.

#### 4.4 Fazit zur Übersetzungsproblematik

In der vorangehenden Untersuchung zur Übersetzungsproblematik wurde einerseits anhand von zwei Beispielen aufgezeigt, dass im Kontext der Mehrsprachigkeit die Vermeidung diskriminierender Gesetzessprache im Deutschen einen höheren Stellenwert hat als im Französischen (4.2).

Andererseits wurde bei der rechtssystemübergreifenden Übersetzung festgestellt, dass der Übersetzungszweck der Information in den analysierten Beispieltexträumen durch die ausgangstextorientierten Übersetzungsmethoden der wörtlichen Übersetzung und Umschreibung sowie die Hinzufügung des ausgangssprachlichen Begriffs für die jeweiligen Adressatinnen und Adressaten sowohl in der Fach- wie auch in der Laienkommunikation besser erfüllt wird als durch die Verwendung funktionaler Äquivalente (4.3). Dieses Ergebnis

---

<sup>32</sup> Vgl. die Lösung von Witz et al. (4.3.2).

<sup>33</sup> In Doucet & Fleck (2012) wird ebenfalls eine ausgangstextorientierte Übersetzungsstrategie angewandt: Der ausgangssprachliche Begriff wird definiert und durch eine Umschreibung in der Zielsprache übersetzt (Betreuung: Ziv.R. § 1896-1908 BGB: staatliche Rechtsfürsorge körperlich oder seelisch behinderter volljähriger Personen: *Assistance à la personne du majeur handicapé ou déficient mental*).

<sup>34</sup> Zur Problematik der Verwendung funktionaler Äquivalente: Šarčević, 1997, S. 236; De Groot, 2012, S. 540.

<sup>35</sup> Funktionale Äquivalente werden auch in der Datenbank IATE der EU verwendet. Für die schützende Person werden z.B. die geläufigsten Begriffe im deutschen und französischen Recht, nämlich Betreuer/*curateur* gleichgesetzt, wodurch jedoch der Komplexität der Begriffe in den besprochenen Gesetzgebungen nicht Rechnung getragen werden kann.

stimmt mit den Ausführungen von Prieto Ramos (2014, S. 123-124) überein, der ausgangstextorientierte Übersetzungsmethoden insbesondere dann als adäquater bezeichnet als funktionale Äquivalente, wenn die Adressatinnen und Adressaten genau über die Begriffsmerkmale des ausgangssprachlichen Begriffs informiert werden sollen und grosse begriffliche Unterschiede zwischen Ausgangs- und Zielrechtssystem bestehen.

## 5. Schlussbetrachtung

In der vorliegenden Arbeit wurde dargestellt, wie in fünf Ländern des deutschen und französischen Sprachraums das neue europäische Leitbild über den Erwachsenenschutz in der nationalen Gesetzgebung umgesetzt wurde und welche terminologische Entwicklung sich dabei im Deutschen und Französischen vollzogen hat. Obwohl durch dieses neue Leitbild eine gemeinsame Ausrichtung dieser Gesetzgebungen stattfand, weisen die gesetzlichen Regelungen und Begriffe erhebliche Unterschiede auf. Die Annäherung der Gesetzgebungen kommt jedoch dadurch zum Ausdruck, dass sie alle den in der Lehre geprägten Grundsatz der Assistenz konkretisieren, dessen Benennung im Deutschen und Französischen übereinstimmt (*Assistenz/assistance*). Diese Konvergenz in der Rechtslehre, die auf sprachlicher Ebene durch die wörtliche französische Übersetzung *assistance* für den deutschen Begriff Betreuung konkretisiert wird, könnte bei zukünftigen Revisionen der Erwachsenenschutzgesetzgebungen im deutschen und französischen Sprachraum zu einer terminologischen Konvergenz in den Gesetzesbestimmungen führen.

## 6. Bibliographie

- Aebi-Müller, R., & Bienz, S. (2011). Vorsorgeauftrag und Patientenverfügung in der Schweiz. In M. Löhnig, D. Schwab, D. Henrich, P. Gottwald, & I. Kroppenberger (Hg.), *Vorsorgevollmacht und Erwachsenenschutz in Europa* (S. 58-86). Bielefeld: Giesecking.
- Allgemeines Bürgerliches Gesetzbuch (ABGB). Sachwalterrechts-Änderungsgesetz (SWRÄG) vom 23.6.2006 (BGBl. 2006/I/92), in Kraft 1.7.2007. Abgerufen am 15. Mai 2016, <https://www.ris.bka.gv.at>
- Batteur, A. (2009). *Droit des personnes, des familles et des majeurs protégés* (4.Aufl.). Paris: LGDJ.
- Biderbost, Y. (2010). Der neue Erwachsenenschutz im Überblick. *Schweizerische Juristenzeitung (SJZ)*, 106(13), 309-320.
- Bienwald, W. (2000). Zur Revision des Vormundschaftsrechts in der Schweiz aus der Sicht eines deutschen Betreuungsrechtlers. *Die Praxis des Familienrechts*, 1(3), 403-433.
- Bürgerliches Gesetzbuch (BGB). Gesetz zur Reform des Rechts der Vormundschaft und Pflegschaft für Volljährige (Betreuungsgesetz BtG) vom 12.9.1990 (BGBl. I/2002), in Kraft 1.1.1992. Abgerufen am 15. Mai 2016, <http://www.gesetze-im-internet.de/bgb>
- Cabrillac, R. (2016). *Dictionnaire du vocabulaire juridique*. Paris: Lexis nexis.
- Chancellerie fédérale. (2006). Guide de formulation non sexiste des textes administratifs et législatifs de la Confédération. Abgerufen am 15. Mai 2016, <https://www.bk.admin.ch/dokumentation/sprachen/04908/05037/index.html?lang=fr>
- Code civil belge. Loi du 17 mars 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant le nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine (L 2013-03-17-14, moniteur belge 14.8.2014), in Kraft 1.9.2014. Abgerufen am 15. Mai 2016, <http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/welcome.pl>
- Code civil français. Loi du 5 mars 2007 (art. 7 JORF 7.3.2007), in Kraft 1.1.2009. Abgerufen am 15. Mai 2016, <http://www.legifrance.gouv.fr>
- Cornu, G. (2014). *Vocabulaire juridique*. Paris: PUF.
- De Groot, G.-R. (2012). Legal translation. In J. M. Smits (Hg.), *Elgar encyclopedia of comparative law* (S. 538-549). Cheltenham: Elgar.
- Deutscher Bundestag. (1989). Entwurf eines Gesetzes zur Reform des Rechts der Vormundschaft und Pflegschaft für Volljährige (Betreuungsgesetz – BtG), Drucksache 11/4528 vom 11.5.1989. Abgerufen am 15. Mai 2016, <http://dip21.bundestag.de/dip21/btd/11/045/1104528.pdf>
- Deutsches Universalwörterbuch (8.Aufl.). (2015). Dudenredaktion (Hg.). Berlin: Dudenverlag.
- Doucet, M., & Fleck, K. (2012). *Wörterbuch Recht und Wirtschaft Deutsch-Französisch Bd. 2* (7.Aufl.). München: Beck.
- Dullion, V. (2000). Du document à l'instrument: les fonctions de la traduction des lois. In *La Traduction juridique, Histoire, théorie(s) et pratique, Actes* (S. 233-253). Universität Genf.

- Engberg, J. (2013). Comparative law for translation: The key to successful mediation between legal systems. In A. Borja Albi & F. Prieto Ramos (Hg.), *Legal translation in context. Professional issues and prospects* (S. 9-24). Oxford: Peter Lang.
- Fachamt für Hilfen nach dem Betreuungsgesetz Hamburg. (2011). Mehrsprachige Informationsbroschüre „Ich Sorge vor!“/“Je suis prévoyant!“. Abgerufen am 15. Mai 2016, <http://www.hamburg.de/betreuungsrecht/veroeffentlichungen/2832758/ich-sorge-vor-mehrsprachig/>
- Ferrand, F. (2011). Vorsorgeauftrag und Patientenverfügung in Frankreich. In M. Löhnig, D. Schwab, D. Henrich, P. Gottwald, & I. Kroppenber (Hg.), *Vorsorgevollmacht und Erwachsenenschutz in Europa* (S. 223-243). Bielefeld: Gieseking.
- Flossmann, U. (2008). *Österreichische Privatrechtsgeschichte*. Wien: Springer.
- Fluck, H.-R. (2008). Verwaltungssprache. In K. Eichhoff-Cyrus (Hg.), *Verständlichkeit als Bürgerrecht?: Die Rechts- und Verwaltungssprache in der öffentlichen Diskussion* (S. 117-135). Mannheim: Dudenverlag.
- Ganner, M. (2012). Stand und Perspektiven des Erwachsenenschutzes in rechtsvergleichender Sicht. In D. Coester-Waltjen, V. Lipp, E. Schumann, & B. Veit (Hg.), *Perspektiven und Reform des Erwachsenenschutzes* (S. 41-61). Göttingen: Universitätsverlag.
- Haager Erwachsenenschutzübereinkommen vom 13.1.2000 (HESÜ), in Kraft 1.1.2009. Abgerufen am 15. Mai 2016, [http://www.hcch.net/index\\_fr.php?act=conventions.status&cid=71](http://www.hcch.net/index_fr.php?act=conventions.status&cid=71)
- Heider, M. (2011). *Die Geschichte der Vormundschaft seit der Aufklärung*. Baden-Baden: Nomos.
- Hohl, B., & Valding, M. (2000). Protection des personnes vulnérables. Le droit français devrait-il s'inspirer du droit allemand? *Gazette du Palais*, 120(2), 634-635.
- Institut für transkulturelle Betreuung Hannover. (2010). Le droit allemand de la prise en charge des majeurs protégés (Brochure d'information pour les migrants francophones). Abgerufen am 15. Mai 2016, [http://www.mj.niedersachsen.de/portal/live.php?navigation\\_id=28043&article\\_id=96727&psmand=13](http://www.mj.niedersachsen.de/portal/live.php?navigation_id=28043&article_id=96727&psmand=13)
- Institut suisse de droit comparé. (2008). Etude comparative sur les régimes juridiques de protection des majeurs incapables (PE 408.328). Brüssel: Parlement Européen. Abgerufen am 15. Mai 2016, <http://www.europarl.europa.eu/activities/committees/studies.do?language=FR>
- Jurgeleit, A. (2013). *Betreuungsrecht, Handkommentar*. Baden-Baden: Nomos.
- Jürgens, A., Kröger, D., Marschner, R., & Winterstein, P. (1992). *Das neue Betreuungsrecht. Eine systematische Gesamtdarstellung* (2.Aufl.). München: Beck.
- Le Petit Robert de la langue française. (2015). Rey-Debove, J. (Hg.). Paris: Le Robert.
- Löhnig, M., Schwab, D., Henrich, D., Gottwald, P., & Kroppenber, I. (Hg.). (2011). *Vorsorgevollmacht und Erwachsenenschutz in Europa*. Bielefeld: Gieseking.
- Lortie, Ph. (2012). La convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes, Note (PE 462.496). Brüssel: Parlement Européen. Abgerufen am 15. Mai 2016, <http://www.europarl.europa.eu/studies>
- Malaurie, Ph. (2014). *Les personnes. La protection des mineurs et des majeurs* (7.Aufl.). Paris: LGDJ.
- Ministerkomitees des Europarates. (1999). Empfehlung R (99) 4 vom 23.2.1999 über die Grundsätze betreffend den Rechtsschutz der urteilsunfähigen Mündigen. Abgerufen am 15. Mai 2016, <http://www.egmr.org/minkom/ch/rec1999-4.pdf>
- Ministerkomitees des Europarates. (2009). Empfehlung R (2009) 11 vom 9.12.2009 über die Grundsätze bezüglich Vorsorgevollmachten und Patientenverfügungen. Abgerufen am 15. Mai 2016, [https://search.coe.int/cm/Pages/result\\_details.aspx?ObjectID=09000016805cff5b](https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectID=09000016805cff5b)
- Nord, C. (1989). Loyalität statt Treue. Vorschläge zu einer funktionalen Übersetzungstypologie. *Lebende Sprachen*, 34(3), 100-105.
- Pommer, S. (2006). *Rechtsübersetzung und Rechtsvergleichung*. Frankfurt: Peter Lang.
- Preisner, M. (2011). Vorsorgevollmacht und Erwachsenenschutz in Europa – Zusammenfassung. In M. Löhnig, D. Schwab, D. Henrich, P. Gottwald, & I. Kroppenber (Hg.), *Vorsorgevollmacht und Erwachsenenschutz in Europa* (S. 327-356). Bielefeld: Gieseking.
- Prieto Ramos, F. (2014). Parameters for problem-solving in legal translation: Implications for legal lexicography and institutional terminology management. In L. Cheng, K. K. Sin, & A. Wagner (Hg.), *The Ashgate handbook of legal translation* (S. 121-134). Farnham: Ashgate.
- Reiss, K., & Vermeer, H. (1991). *Grundlegung einer allgemeinen Translationstheorie*. Tübingen: Niemeyer.
- Renchon, J.-L. (2014). Le nouveau régime de la „protection judiciaire“ des incapables majeurs: présentation générale. *Revue trimestrielle de droit familial* (2), 241-272.
- Roccati, M. (2009). La protection des majeurs incapables sous l'influence du droit européen: étude comparative des droits allemand, anglais et français. *Gazette du Palais*, 129(64), 4-11.
- Šarčević, S. (1997). *New approach to legal translation*. Den Haag: Kluwer Law International.
- Šarčević, S. (2006). Die Übersetzung von mehrsprachigen EU-Rechtvorschriften: Der Kampf gegen Sprachdivergenzen. In M. Gotti & S. Šarčević (Hg.), *Insights into specialized translation* (S. 121-152). Bern: Peter Lang.

- Schmahl, S. (2012). Grund- und menschenrechtliche Anforderungen an den Erwachsenenschutz. In D. Coester-Waltjen, V. Lipp, E. Schumann, & B. Veit (Hg.), *Perspektiven und Reform des Erwachsenenschutzes* (S. 11-40). Göttingen: Universitätsverlag.
- Schweizerische Bundeskanzlei. (2009). Geschlechtergerechte Sprache – Leitfaden zum geschlechtergerechten Formulieren im Deutschen (2.Aufl.). Abgerufen am 15. Mai 2016, <https://www.bk.admin.ch/dokumentation/sprachen/04915/05313/index.html?lang=de>
- Schweizerischer Bundesrat. (2006). Botschaft des Bundesrates zur Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Erwachsenenschutz, Personenrecht und Kindesrecht) vom 28.6.2006, BBl 2006/7001. Abgerufen am 15. Mai 2016, <https://www.admin.ch/opc/de/federal-gazette/2006/7001.pdf>
- Schweizerisches Zivilgesetzbuch (ZGB)/Code civil suisse (CCS). Bundesgesetz vom 19.12.2008 (BBl 2006/7001), in Kraft 1.1.2013. Abgerufen am 15. Mai 2016, <https://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/19070042/index.html>
- Sommadossi, T. (2013). Deutsch als Rechtssprache in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens – Ein Überblick. In M. Brambilla, J. Gerdes, & C. Messina (Hg.), *Diatopische Variation in der deutschen Rechtssprache* (S. 287-311). Berlin: Frank & Timme.
- Stefanowitsch, A. (2012). Sprache und Ungleichheit. Bundeszentrale für politische Bildung. Abgerufen am 15. Mai 2016, <http://www.bpb.de/apuz/130411/sprache-und-ungleichheit?p=all>
- Übereinkommen der Vereinten Nationen (VN) über die Rechte von Menschen mit Behinderungen vom 13.12.2006 (UN-BRK), in Kraft 3.5.2008. Abgerufen am 15. Mai 2016, [http://www.institut-fuer-menschenrechte.de/fileadmin/user\\_upload/PDF-Dateien/Pakte\\_Konventionen/CRPD\\_behindertenrechtskonvention/crpd\\_b\\_de.pdf](http://www.institut-fuer-menschenrechte.de/fileadmin/user_upload/PDF-Dateien/Pakte_Konventionen/CRPD_behindertenrechtskonvention/crpd_b_de.pdf)
- Wissik, T. (2014). *Terminologische Variation in der Rechts- und Verwaltungssprache. Deutschland – Österreich – Schweiz*. Berlin: Frank & Timme.
- Witz, C., Pédamon, M., Legeais, R., & Lardeux, G. (2010). *Code civil allemand / Bürgerliches Gesetzbuch BGB. Traduction commentée*. Paris: Juriscope, Dalloz.
- Zentrale Dienststelle für Deutsche Übersetzungen (ZDDÜ). (2014). Belgisches Zivilgesetzbuch. Gesetz zur Reform der Regelungen in Sachen Handlungsunfähigkeit und zur Einführung eines neuen, die Menschenwürde wahrenenden Schutzstatus (Belgisches Staatsblatt 14.8.2014), in Kraft 1.9.2014. Abgerufen am 15. Mai 2016, <http://www.scta.be/getdoc/df9030b7-3ff3-4f0c-84fe-c938425f3ca5/TitreOff.aspx>
- Zweigert, K., & Kötz, H. (1996). *Einführung in die Rechtsvergleichung auf dem Gebiete des Privatrechts* (3.Aufl.). Tübingen: Mohr.



Suzanne Ballansat-Aebi  
Universität Genf

[info@ballansat-translation.ch](mailto:info@ballansat-translation.ch)

**Biographie:** Suzanne Ballansat-Aebi war von 1980-2013 an der Fakultät für Übersetzen und Dolmetschen der Universität Genf als Lehrbeauftragte für die Fächer juristische Übersetzung Französisch-Deutsch und Englisch-Deutsch tätig. Sie arbeitet als freiberufliche Übersetzerin und ist Mitglied des Schweizerischen Übersetzer-, Terminologen- und Dolmetscher-Verbandes (ASTTI).

## Übersetzungsmethodische Überlegungen zur Terminologieentscheidung am Beispiel „wesentlicher Bestandteile“, insbesondere im deutschen und brasilianischen Zivilrecht

Sven Korzilius

Ludwig-Maximilians-Universität München

---

### Reflections on translation methodology in the case of terminological decision-making, using the example of “essential component parts”, in particular in German and Brazilian civil law – *Abstract*<sup>1</sup>

Translation studies generally assumes that problems of equivalence between legal terms result from conceptual incongruence between legal systems, and therefore might be resolved first and foremost by conceptual legal comparison. By means of the example of *wesentliche Bestandteile* in German law (translated to English as “essential component parts” by von Borch 1980, S. 79) and a profound legal comparison with its Brazilian counterpart, the present article qualifies this assumption and shows, inter alia, that even in the case of highly equivalent legal concepts, the formation of equivalent legal terms at the level of the language of the law has not always happened, so that different terms prevail among different “legal formants”, i.e. in different text types, branches of law, speech communities etc. (“fragmented denomination equivalence”). In the Brazilian case, the article explains the less fixed connection between words and concepts by the fact that Brazilian legal culture imports concepts with different origins. Subsequently, the article will show that deficient or imprecise word formation has negative repercussions at the conceptual level, where it may lead to confusion, even among jurists of the language of origin. The article deduces methodological proposals from these findings.

#### Keywords

Equivalence, comparative method, translator decision-making, error prevention, false friend

---

<sup>1</sup> Ich danke dem DAAD für die mir gewährte finanzielle Förderung, sowie den Kolleginnen und Kollegen Tinka Reichmann, Ute Hermanns, Andrew Davison, Max Deardorff und Christoph Rosenmüller für ihre Anregungen und Hinweise.

## 1. Einleitung

Rechtsvergleichen und *Legal Translation Studies* (LTS) konvergieren seit Weisflog's Studie (1996) zum Verhältnis beider, so dass LTS bereits als Interdisziplin gelten (Prieto Ramos, 2014), wodurch sie innerhalb der Übersetzungswissenschaft eine gewisse – von einigen Autoren (Harvey, 2002) allerdings bestrittene – Sonderstellung einnehmen. Die zeitgenössische Rechtsvergleichung öffnet sich immer mehr für Rechtssprache und -übersetzung (Brand, 2009; Samuel, 2014, S. 144; Kischel, 2015) und widmet dem seit Šarčević (1997) stets Forschungsobjekt gebliebenen Äquivalenzproblem große Aufmerksamkeit. Das methodische Vorgehen in beiden Disziplinen beim Aufspüren funktionaler Äquivalente wird gar als identisch bezeichnet (Husa, 2015, S. 125-126). In den LTS wie in der vergleichenden Rechtslinguistik (Mattila, 2006) ist die Unerlässlichkeit der Rechtsvergleichung anerkannt (de Groot, 1987)<sup>2</sup>, weshalb nicht erst seit Sandrini (1996) erstrebt wird, ihre Methoden – sei es explizit nach nur einem einzigen Vertreter (Pommer, 2006), sei es unter Heranziehung mehrerer Autoren (Simmonæs, 2013a) – für Übersetzungsprozeduren nutzbar zu machen (Arntz, 2010; Engberg, 2013)<sup>3</sup> und daher auch in die entsprechende Ausbildung zu integrieren (Dullion, 2015)<sup>4</sup>, auch wenn Methodendefizite der Rechtsvergleichung ihre Nützlichkeit für die LTS relativieren (Arntz, 1999) und Beiträge zu Sprache und Recht aus juristischer Feder (etwa Kischel, 2009) zuweilen wenig Impulse geben. Das innovative postmoderne<sup>5</sup> Spektrum der Rechtsvergleichung gibt durch seine kritische Auseinandersetzung mit der traditionellen funktionalen Methode zwar wertvolle Impulse für Makrovergleiche (also etwa Vergleiche verschiedener sog. Rechtskulturen in ihrer Gesamtheit), ist aber für die punktuelle Terminologearbeit kaum operationalisierbar, da es an entsprechender Methodenbildung fehlt (Kischel, 2015, S. 109), wie man zum Beispiel an Glanert und Legrand (2013) sehen kann, aber auch an Vidal Claramonte (2013) aus den LTS. Wie beispielsweise Simmonæs (2013b) dürfte die Terminologearbeit daher, wenn sie sich nicht wie Stolze (2013, S. 57) völlig theorieskeptisch gibt, weiterhin zu Varianten des mit Zweigert und Kötz (1996) verbundenen funktionalen Ansatzes (Gordley, 2012) greifen, etwa zu Autoren wie de Cruz (2007). Nicht selten erfahren Werke aus der Rechtsvergleichung dabei, wie Constantinesco (1971-1983) durch Pommer (2006), starke Anpassungen – ein Schicksal, welches auch Kischels (2015, S. 209 ff.) „kontextuelle Rechtsvergleichung“ erwarten dürfte. Ein freieres Vorgehen, wie es Tschentscher (2007) anrät, ist vor diesem Hintergrund durchaus erwägenswert.

Trotz methodischer Unsicherheiten wird der – von Alcaraz und Hughes (2002) unzureichend berücksichtigte – Konzeptvergleich<sup>6</sup> also in den LTS eingesetzt. Die immer wiederkehrende

---

<sup>2</sup> Inadäquat ist dagegen die feindselige Haltung von Wolff (2011).

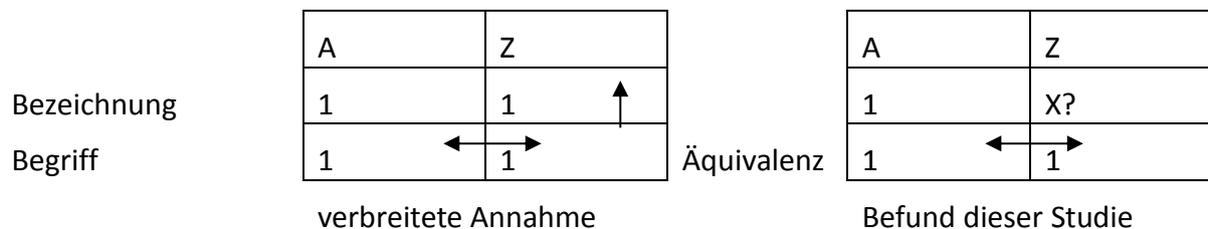
<sup>3</sup> Unzureichend ausgeschöpft bei Matulewska (2013).

<sup>4</sup> Ähnlich auch Husinec (2010), allerdings methodisch vager.

<sup>5</sup> Kischel (2015, S. 163 f.) nennt als Kennzeichen hierfür etwa, dass mit „Dekonstruktion“ gearbeitet wird, bzw., dass es das Ziel ist, die „klassische Rechtsvergleichung als hegemoniales Projekt zu entlarven“.

<sup>6</sup> Kischels (2015, S. 175-176) Hinweis, dass Konzeptvergleich und Problemvergleich „gleitend“ ineinander übergehen können, ist beachtenswert, da aus übersetzungswissenschaftlicher Sicht die vermeintliche Problemorientiertheit der Rechtsvergleichung gelegentlich, wie von Sandrini (1996, S. 150), als Abgrenzungskriterium der Methodik der Rechtsvergleichung von derjenigen der LTS überbewertet wird. Auch in der Rechtsvergleichung muss nicht unbedingt mit einem nicht fachsprachlich erzählten Sachverhalt (juristisch formuliert: mit einem „Lebenssachverhalt“, z. B. „A sticht B mit einem Messer“) als Problem begonnen werden, um sich von diesem Ausgangspunkt aus vergleichend Begriffssysteme (z. B. Körperverletzungsdelikte) in zwei Rechtsordnungen zu erschließen. Die Bezeichnung „Problemvergleich“ ist etwas irreführend. Verglichen werden

Konstellation ist diejenige einer sich aufdrängenden Bezeichnung<sup>7</sup> in der Zielsprache (Sandrini, 1996, S. 18; Gotti, 2016, S. 150-152), die sich – nach analytischem Vergleich (mindestens) eines Begriffs aus der Zielrechtsordnung, auf den sie verweist, mit einem Begriff aus der Ausgangsrechtsordnung – als inadäquate Lösung erweisen kann. Üblicherweise wird dabei das Konzept der Äquivalenz allein auf die Begriffsebene angewandt (vgl. Wiesmann, 2004, S. 79) und der Begriffsvergleich dabei zu einseitig als Mittel zur Fehlervermeidung betrachtet, was sowohl zu einer Vernachlässigung der hier lauernden Fehlerquellen als auch zur vorschnellen Annahme führen kann, nach Durchführung des interlingualen<sup>8</sup> Begriffsvergleichs sei die Terminologiefrage schon gelöst. Auf der Bezeichnungsebene werden, ebenfalls zu einseitig, false friends und andere scheinbar offensichtliche, verlockende, naheliegende Benennungen problematisiert und dadurch Situationen fernliegender, weniger zugänglicher, verborgenerer Termini aus unserem Forschungsinteresse zu sehr ausgeblendet. Am Beispiel des „wesentlichen Bestandteils“ soll diese eingefahrene Sichtweise in zwei Durchgängen aufgebrochen werden, um dafür zu sensibilisieren, den gesamten Terminus<sup>9</sup> unter dem Aspekt der Äquivalenz zu betrachten. Sieht man nämlich, dass (Äquivalenz-)Probleme auf der Begriffsebene wie auf der Bezeichnungsebene bestehen, kann man diese unabhängiger voneinander und damit gezielter behandeln (siehe Abbildung 1).



A = Ausgangssprache/Ausgangsrechtsordnung, Z = Zielsprache/Zielrechtsordnung

**Abbildung 1.** Fehlende Bezeichnungsäquivalenz trotz hoher Begriffsäquivalenz

So wird unter anderem verdeutlicht, dass defizitäre interlinguale Begriffsäquivalenz nur eine Ursache für die Schwierigkeiten beim Ermitteln äquivalenter Bezeichnungen in der Zielsprache darstellt. Dadurch können stärker am eigentlichen Problem der jeweiligen Übersetzungsaufgabe orientierte „praktische Hilfen“ (Kischel, 2015, S. 93) zur Qualitätssteigerung (Prieto Ramos, 2015) und zur Vermeidung von „Übersetzungsskandalen“ (Matulewska, 2007, S. 15), also fehlerhaften Bezeichnungen in der Zielsprache, angeboten werden.

Dem Begriffsvergleich wird in den LTS im Vergleich zu „schlichten“ Bezeichnungsfragen enorme Aufmerksamkeit geschenkt (Sandrini, 1996, S. 55, 134). Er ist zwar auch in dieser Untersuchung unumgänglich, der Blick soll jedoch von ihm weggelenkt werden (2.), um zu

---

keineswegs zwei Probleme, sondern von *einem* möglichst lebensnah formulierten Problem ausgehend die rechtliche Behandlung desselben in zwei (oder mehreren) Rechtsordnungen. Keinesfalls zu verwechseln ist der hier als gewisser Gegensatz zum Problemvergleich angesprochene Konzeptvergleich mit Brands (2009) „Conceptual Comparisons“, die Kischel (2015, S. 140-144) einer scharfsinnigen Kritik unterzieht.

<sup>7</sup> DIN 2342:2011-08; nachfolgend auch Benennung. Mit der Unterscheidung von „Bezeichnung“ und „Begriff“ wird hier dem verbreiteten Modell des semiotischen Dreiecks gefolgt, von dem etwa auch Sandrini (1996, S. 1) ausgeht.

<sup>8</sup> Was hier zugleich „zwischen den beteiligten Rechtsordnungen“ bedeutet.

<sup>9</sup> Der Terminus wird hier, wie bei Sandrini (1996, S. 3), verwendet für die „Einheit aus einem Begriff und seiner Benennung“.

zeigen, dass die Benennungsebene keineswegs stets Fehlerquellen durch *faux amis* bzw. ein „Überangebot“ aus anderen Gründen inakzeptabler Bezeichnungen eröffnet, sondern dass umgekehrt gerade auch eine defizitäre Wortbildung in der Zielsprache Qualitätsprobleme hervorrufen kann. Methodische Leitlinie ist hier die Suche nach Prozeduren, um statt übereilter Annahme einer Lücke und etwaiger Neologismusbildung bereits existierende Benennungen aufzufinden und auszuwählen. Das Beispiel „wesentlicher Bestandteil“ eignet sich, weil sich nach kursorischem rechtsdogmatischem Vergleich zwar eine hohe Begriffsäquivalenz ergibt (2.1), aber die Untersuchung zunächst des Gesetzestextes (2.2), sodann der Lehre und Rechtsprechung (2.3) dennoch im brasilianischen Portugiesisch als Zielsprache die erwähnte Bezeichnungsunschärfe zu Tage fördert. Diese Unsicherheiten bei der Wortbildung und die daraus bei den unterschiedlichen „legal formants“ (Sacco, 1991)<sup>10</sup> resultierende Benennungsvielfalt („fragmentierte Bezeichnungsäquivalenz“) werden begründet und Schlussfolgerungen für die Terminologiewahl gezogen (2.4).

Der darauffolgende Arbeitsschritt (3.) führt zunächst zum interlingualen Begriffsvergleich. Auch auf der Begriffsebene gibt es so etwas wie „falsche Freunde“<sup>11</sup>. Ihre Akzeptanz als äquivalent führt konsequenterweise zu Fehlern auf der Benennungsebene. So scheint der „wesentliche Bestandteil“, inklusive seiner hier behandelten ausländischen Äquivalente<sup>12</sup> „quant à la substance“ (Kisch, 1973, S. 411)<sup>13</sup>, rechtsordnungs- und sprachübergreifend dazu zu verleiten, ihn mit dem Begriffsfeld des „teilbaren Gegenstandes“ wenn nicht zu verwechseln, so doch in unangemessene Verbindung zu bringen und daher Bezeichnungen aus dem Bereich des einen für Phänomene aus dem Bereich des anderen zu akzeptieren, wie es Sandrini (1996, S. 190-191) unterläuft. Hier wird die These vertreten, dass für ein solches Übersehen des eigentlich äquivalenten Begriffs nicht nur dessen „Unterterminologisierung“, sondern auch seine Bezeichnung an (jedenfalls für den auswärtigen Betrachter) überraschenden Fundstellen<sup>14</sup> verantwortlich ist, dass also Probleme der Bezeichnungsebene (wie unter 2. analysiert) auf die Arbeit auf der Begriffsebene zurückwirken (3.1). Ungefestigte Wortbildung in der Ausgangssprache und andere Faktoren können dazu führen, dass selbst

---

<sup>10</sup> Saccos Begriff der „formants“ (deutsch oft: Formanten) ist ein recht weiter. Dazu gehören Texte, aber auch menschliche Akteure. Formanten können also zum Beispiel Gesetzgebung, Lehre oder Rechtsprechung sein. Bei Makrovergleichen kann dann etwa festgestellt werden, dass im Common Law die Rechtsprechung ein starker „formant“ ist, während im kontinentaleuropäischen Civil Law das Gesetz ein wichtiger Formant ist, und in Deutschland über die gut ausgebildete Kommentarliteratur auch die Hochschullehre.

<sup>11</sup> Zur Abgrenzung vom üblicherweise so bezeichneten Phänomen auf der Bezeichnungsebene hier in Anführungszeichen.

<sup>12</sup> Also im brasilianischen, italienischen und österreichischen Zivilrecht.

<sup>13</sup> „Quant à la substance“ meint hier, dass sich zwei Rechtsinstitute aus zwei Rechtsordnungen in wesentlichen Charakteristika gleichen. Stellt man sich Äquivalenz graduell vor, dürften zwei „quant à la substance“ äquivalente Institute sich (wie im Beispiel dieses Beitrags) strukturell stärker ähneln, als etwa zwei lediglich funktional äquivalente Rechtsinstitute.

<sup>14</sup> Es gibt zahlreiche Ursachen für das Übersehen einer Fundstelle. Ganz grob kann man sagen, dass sie entweder im Bereich der Systematik, also im Bereich der Aufteilung der Materie, oder im Bereich der „formants“ liegen können. Ein in der Rechtsvergleichung klassisches Beispiel für das erste Problem ist die Tatsache, dass die Frage nach der Vermögenssituation nach dem Ableben eines Ehegatten in der „heimischen“ Rechtsordnung im Erbrecht, in der ausländischen Rechtsordnung aber im Familienrecht geregelt sein kann. Im Strafrecht könnte es etwa der Fall sein, dass im heimischen Recht auch gewisse leichte Übertretungen in einem einheitlichen Strafgesetz geregelt sind, und dadurch ein Gesetz wie das deutsche Ordnungswidrigkeitengesetz nicht gefunden wird.

intralingual ein falscher Begriff oder eine „falsche Bezeichnung für den richtigen Begriff“ gewählt wird, weshalb unseres Erachtens für eine qualitativ hohe Übersetzung der interlinguale Vergleich nicht ausreicht. Es muss vielmehr auch intralingual abgeglichen werden, ob sich die Verwendung von Bezeichnungen und Begriffen im konkreten Text mit der in der Ausgangsrechtsordnung vorherrschenden, etwa derjenigen des Gesetzgebers<sup>15</sup> deckt, und falls Abweichungen ermittelt werden, ob diese allein auf der Bezeichnungs- bzw. auf der Begriffsebene oder gar auf beiden vorkommen (3.2). Angeregt durch den Ansatz Kischels (2015, S. 188 ff.), über eine „Fehlerlehre“ Methodenverbesserung zu erzielen, steht der zweite Hauptabschnitt unter der Leitfrage, welche Faktoren diese Fehlervarianten fördern, und wie sie vermieden werden können. Daraus werden einige Schlussfolgerungen für Gesetzgebung, Terminologearbeit und -ressourcen sowie konkrete Übersetzungssituationen, sei es im Bereich der Lehre, sei es im Bereich der Praxis (Urteile, Verträge), gezogen (4.).

## 2. Terminologearbeit am Beispiel „wesentlicher Bestandteil“

### 2.1 Brasilianisches und deutsches Sachenrecht – hohe rechtsdogmatische Äquivalenz

Im Orientierungssatz zu einem Urteil des Thüringer Oberlandesgerichts vom 4. November 2010 (2 U 81/09) heißt es:

Wenn die Restanlage einer Gesamtanlage nach Entfernung eines Aggregats nicht mehr wirtschaftlich gleichwertig genutzt werden kann, weil das Aggregat [...] nach der Trennung durch ein neues, aufwendiges [...] Aggregat ersetzt werden müsste, handelt es sich um einen wesentlichen Bestandteil.

Um dieses kleine Beispiel zu übersetzen, soll zunächst geprüft werden, ob in Brasilien ein mindestens funktionales Äquivalent zum „wesentlichen Bestandteil“ existiert, und zwar anhand der Tatbestandsvoraussetzungen und Rechtsfolgen als Merkmale. Wenn gleiche Voraussetzungen gleiche Rechtsfolgen nach sich ziehen, besteht (einfach dargestellt) hochgradige funktionale Entsprechung<sup>16</sup>. Der deutsche Begriff „wesentlicher Bestandteil“ beschreibt das Problem, dass mindestens zwei bewegliche<sup>17</sup> Sachen, die verschiedenen Eigentümern gehören, so verbunden werden, dass sie ohne relevante Beschädigungen an ihrer Substanz nicht mehr getrennt werden können, so dass das Eigentum an der neuen Sache zu regeln ist. Der brasilianische Zivilrechtskodex (Código Civil, CCB) nennt die zentrale Tatbestandsvoraussetzung, die das deutsche Bürgerliche Gesetzbuch (BGB) in einer Legaldefinition im § 93 BGB<sup>18</sup> „vor die Klammer gezogen“ hat, im sachenrechtlichen Artikel 1.272 § 1: „Não sendo possível a separação das coisas [sem deterioração das mesmas<sup>19</sup>]“ (Trennung der Sachen [ohne ihre Beschädigung] unmöglich). Auch Beispiele aus Lehre und

<sup>15</sup> Mit anderen Worten: Mit einer als Objekt des interlingualen Vergleichs akzeptablen Verwendung.

<sup>16</sup> Wegen hier untergeordneter Bedeutung der Vergleichsdurchführung ist eine Methodenverfeinerung entbehrlich. In der Darstellung werden einzelne Arbeitsschritte bereits verwoben.

<sup>17</sup> Für die Verbindung mit Grundstücken vergleiche § 946 BGB und Artikel 1.253 bis 1.259 CCB.

<sup>18</sup> § 93 BGB: „Bestandteile einer Sache, die voneinander nicht getrennt werden können, ohne dass der eine oder der andere zerstört oder in seinem Wesen verändert wird (wesentliche Bestandteile), können nicht Gegenstand besonderer Rechte sein.“

<sup>19</sup> Dieses im Eingangsabsatz (*caput*) erwähnte Tatbestandsmerkmal ist hier hineinzulesen. Es ist davon auszugehen, dass der Gesetzgeber nur aus stilistischen Gründen auf seine Wiederholung verzichtet hat.

Praxis ähneln sich, sie reichen von in Schmuckstücke eingearbeiteten Edelsteinen<sup>20</sup> (Venosa, 2010, S. 253) über aus verschiedenen Stoffen hergestellte Kleider bis hin zu angeschweißten Auto- oder Maschinenteilen (Venosa, 2010, S. 253). Die Äquivalenz der Begriffe beider Rechtsordnungen von „beweglichen Sachen“ wiederum, die solche „wesentlichen Bestandteile“ bilden können, dürfte den höchsten Äquivalenzgrad nach Šarčevićs Klassifikation (1997, S. 238), nämlich „near equivalence“, also fast vollkommene Äquivalenz, erreichen. Allerdings verlangt Artikel 1.272 CCB (wie schon Artikel 615 des CCB 1916, aber anders als § 947 BGB), dass die Verbindung ohne Zustimmung der Bestandteileigentümer erfolgt, während in der Praxis häufig Einvernehmen herrscht. Dies scheint dazu zu führen, dass an eine Vielzahl von Fällen, die in Deutschland anhand von § 947 BGB geprüft würden, in Brasilien nicht der Maßstab des Artikels 1.272 CCB angelegt wird. Von der herrschenden Meinung (Pereira, 1924; Santos, 1977, S. 268; Diniz, 2013, S. 362 f.) wird das Gesetz allerdings dahingehend interpretiert, dass die Parteien, deren bewegliche Sachen mit ihrem beiderseitigen Einverständnis verbunden wurden, lediglich eine abweichende Rechtsfolge vereinbaren können, so dass es in allen Fällen ohne solche Vereinbarung bei der vollen Anwendbarkeit des Art. 1.272 CCB bleibt<sup>21</sup>. Schon dies ist ein kleines Beispiel für die Wichtigkeit, die Beiträge verschiedener „Formanten“ zur Begriffsbildung innerhalb einer Rechtsordnung abzugleichen. Unmöglichkeit der Trennung besteht nach Artikel 1.272 CCB auch dann, wenn sie zwar technisch realisierbar ist, dies aber unverhältnismäßige Kosten verursacht – „exigindo dispêndio excessivo“ (dazu Haical, 2013, S. 63 f.). Im BGB fehlt dieses Kriterium, es wird aber von Rechtsprechung und Lehre (Wieling, 2007, S. 29) als „ungeschriebenes Tatbestandsmerkmal“ (bei Unsicherheiten im Detail<sup>22</sup>) anerkannt, was die Begriffe annähert. Abweichungen bezüglich der „Schmerzgrenze“ dieser ökonomischen Unmöglichkeit können hier als Differenz lediglich in *accidentalía* (also in solchen Nebenaspekten, die abweichend sein können, ohne dass dadurch die Rechtsbegriffe zweier Rechtsordnungen nicht mehr äquivalent wären) angesehen werden. Die tatbestandlichen Voraussetzungen dafür, dass zwei oder mehrere bewegliche Sachen zu „wesentlichen Bestandteilen“ der aus ihnen gebildeten neuen Sache werden, sind also im deutschen und brasilianischen Recht weitgehend gleich.

Für die Frage nach der Äquivalenz ist dies allerdings nicht ausreichend, wir müssen nun noch untersuchen, ob in beiden Rechtsordnungen auch gleiche Rechtsfolgen an diese Art der Verbindung geknüpft werden. Dies ist der Fall. Die Rechtsfolgen sind – ansatzweise schon seit den gemeinsamen römisch-gemeinrechtlichen Wurzeln der *adiunctio* (Dabelow, 1796, S. 28-29) – in beiden Rechtsordnungen weitgehend kongruent. Nach § 947 BGB, der den Begriff des wesentlichen Bestandteils aufgreift, werden die Eigentümer von Sachen, die wesentliche Bestandteile einer neuen Sache bilden, entweder anteilige Miteigentümer der neuen Sache

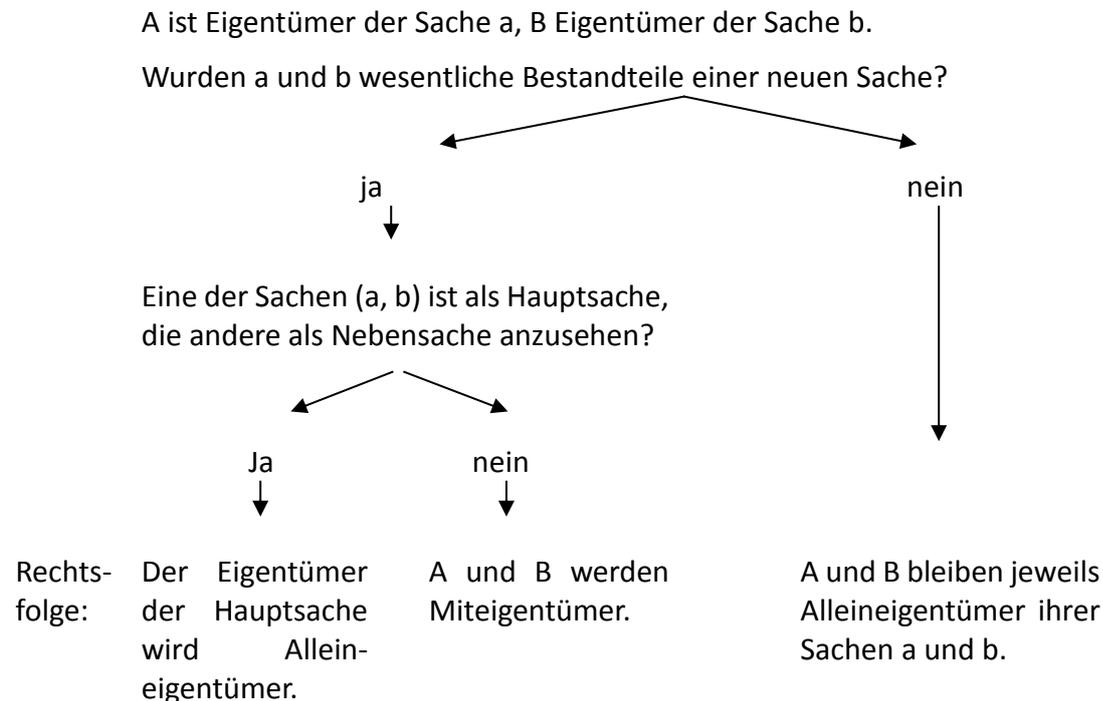
---

<sup>20</sup> Siehe schon die „*gemma inclusa auro alieno*“ (Dig. 10,4,6).

<sup>21</sup> Ganz ähnlich in Österreich (vgl. Klang, 1950, S. 283 f.).

<sup>22</sup> Der Bundesgerichtshof (BGH) erklärt eine Trennung für wirtschaftlich unmöglich, wenn ihre Kosten im Vergleich zum Wert des abgetrennten Teils unverhältnismäßig sind, etwa in der Revisionsentscheidung zum Übersetzungsbeispiel (BGHZ 191, 285-293 vom 11. November 2011). Demzufolge handelte es sich möglicherweise bei dem Aggregat nicht um einen wesentlichen Bestandteil. Das OLG habe bei dem Kostenvergleich fälschlicherweise auch die Kosten eines etwaigen Ersatz-Aggregats berücksichtigt. Doch dies führt schon in den Bereich der Extension des Begriffs. Ein Vergleich mit der brasilianischen Ausfüllung dieses Kosten-Kriteriums muss hier aus Platzgründen unterbleiben.

(Abs. 1)<sup>23</sup>, oder einer von ihnen wird alleiniger Eigentümer, und zwar, wenn seine Sache als die Hauptsache<sup>24</sup> anzusehen ist (Abs. 2). Der CCB 2002 besagt eben dies in Artikel 1.272 § 2 (siehe Abbildung 2).



Die Lösung ist nahezu identisch nach Art. 1.272 CCB, § 947 BGB, sowie Art. 939 Codice civile.

**Abbildung 2.** Rechtsfolgen der Verbindung beweglicher Sachen

Wesentliche Bestandteile sind in beiden Rechtsordnungen nicht fähig, Gegenstand besonderer Rechte zu sein. Eigentumsvorbehalt oder Sicherungsübereignung an einer Sache, die als Nebensache wesentlicher Bestandteil wird, werden wirkungslos (Haical, 2013, S. 75 f.<sup>25</sup>; Wieling, 2007, S. 28). Eine Vorstellung vom gegenteiligen unwesentlichen Bestandteil, also von einem Bestandteil, der ohne Weiteres wieder abgetrennt werden kann, herrscht beiderseits. Von dem in Deutschland so bezeichneten Scheinbestandteil, der sich dadurch auszeichnet, dass er von vornherein nur vorübergehend mit einer anderen Sache verbunden wird, existiert in Brasilien (wohl wegen fehlender Kodifizierung) ein unschärferer, aber dem deutschen Pendant naher Begriff<sup>26</sup>. Kurz: Es besteht die aufgrund gemeinsamer Wurzeln im *ius commune* und der historisch belegten Rezeption von Leitideen des BGB durch die brasilianische

<sup>23</sup> Die Möglichkeit des Miteigentums wurde, wie im römischen (Kaser, 1971, S. 429; Balanger, 2004, S. 23-32), wohl auch im gemeinen Recht noch nicht deutlich gesehen. So erwähnt Dabelow (1796, S. 28) nur die Möglichkeit, dass das *accessorium* dem *principale* folgt, also der Eigentümer der Hauptsache Alleineigentümer der Gesamtsache wird (mit Dig. 41,1,26,1).

<sup>24</sup> Ihr Gegenstück wird übrigens von keinem der beiden Gesetzbücher benannt. Die in Deutschland verbreitete Bezeichnung „Nebensache“ findet sich im BGB kein einziges Mal.

<sup>25</sup> Zu einem Fall, bei dem es um mit einem Grundstück verbundene Silos ging (TJRS, ApCiv 586024291, 3<sup>a</sup> Cam. Civ., j. 25.09.1986, rel. Galeno Vellinho de Lacerda).

<sup>26</sup> Ein in Bälde abzuholender Wald beispielsweise ist in beiden Rechtsordnungen eventuell nur Scheinbestandteil eines Grundstücks: BGH, Urteil vom 4. November 2010, III ZR 45/10, Rn. 22, und ebenso TJ-SP 0000965-14.2012.8.26.0145, 18<sup>a</sup> Câmara de Direito Público, vom 25. Juli 2013.

Rechtswissenschaft im zwanzigsten Jahrhundert erwartbare hohe rechtsdogmatische Äquivalenz.

## 2.2 Benennungslücken im Gesetzestext

Das zweisprachige Rechtswörterbuch Jayme und Neuss (2013, S. 50, 559) schlägt für Bestandteil „componente, parte integrante, parte constitutiva“ vor, für „wesentlicher Bestandteil“ nur „partes essenciais“ (*sic*, Plural). Es fehlen Kennzeichnungen der Unterschiede in portugiesischsprachigen Rechtsordnungen sowie Verwendungsbeispiele<sup>27</sup>. Tatsächlich verwendete Bezeichnungen werden hier für das brasilianische Rechts-Portugiesisch<sup>28</sup> ermittelt, und zwar ausgehend vom CCB. Dazu sei dessen Verhältnis zum BGB skizziert. Brasiliens Recht wird seit seiner Unabhängigkeit im 19. Jahrhundert in konstantem Modernisierungsstreben aus verschiedenen, vornehmlich europäischen Quellen gespeist (Staut Jr., 2014; Matos & Ramos, 2016, S. 386)<sup>29</sup>. In diesem Kontext begegnen sich Deutschland und Brasilien im hier untersuchten Bereich des Zivilrechts gewissermaßen als Rechtsexporteur (Münch, 2011, S. 132-136) bzw. -importeur, wobei wegen der gemeinsamen Wurzeln und bereits erreichten eigenen Entwicklung des brasilianischen Zivilrechts kein „Legal Transplant“ (Watson, 1993) vorliegt, sondern lediglich Anleihen bei der Begrifflichkeit, der Systematik und beim äußeren Gesetzesaufbau. Der CCB von 1916 war stark vom BGB beeinflusst (Matos & Ramos, 2016, S. 393), was sein Nachfolger (CCB 2002) teilweise beibehält. Zwar konkurriert das deutsche Zivilrecht im CCB selbst, in der Lehre und in der Rechtsprechung mit (u. a.) portugiesischen, französischen und italienischen Einflüssen (Rodrigues Jr., 2013), dies ist aber jedenfalls bei Rechtsfragen unproblematisch, bei welchen diese Rechtsordnungen, wie bei dem Gegenstand der vorliegenden Untersuchung, selbst untereinander dogmatisch eng verwandt sind<sup>30</sup>. Dieses enge Verhältnis der deutschen und der brasilianischen Zivilrechtskodifikation lässt bei einzelnen Termini sogar eine Übereinstimmung erhoffen, die einer vollen Äquivalenz nahekommt, wie sie sonst nur innerhalb mehrsprachiger nationaler Rechtsordnungen möglich ist (de Groot, 1999a, S. 21; 2006, S. 424). Die hohe Begriffsäquivalenz lässt entsprechend hochgradig äquivalente Benennungen erwarten (de Groot, 1987, S. 798).

Dies vorausgeschickt, bietet sich nun eine weitere Facette der Rechtsvergleichung an, und zwar der Vergleich der *äußeren Systematik*<sup>31</sup> der Gesetzbücher, um potentielle Fundstellen möglicher Benennungen zu lokalisieren. Der Gesetzgeber des BGB hat die hier untersuchte Materie aufgeteilt, und zwar auf den Allgemeinen Teil (Abschnitt 2 – Sachen und Tiere) und das Sachenrecht (Buch 3, Abschnitt 3 – Eigentum, Titel 3 – Erwerb und Verlust des Eigentums an beweglichen Sachen, Untertitel 3). Bei der Untersuchung der brasilianischen Gesetzgebung

<sup>27</sup> Zur Kritik dieser Unterlassungen zweisprachiger Wörterbücher de Groot (1987, S. 806 f.; 2006) und de Groot & Laer (2006).

<sup>28</sup> Die Nutzung derselben Sprache durch mehrere Rechtsordnungen problematisiert der vorliegende Artikel also nicht.

<sup>29</sup> Ob damit eine Abwendung Brasiliens vom portugiesischen Recht verbunden war, wie Staut Jr. (2014, S. 6316) meint, sei hier offengelassen. Von anderen Autoren wird dies bestritten (Matos & Ramos, 2016, S. 389). Auch auf die Frage nach den etwaigen Zusammenhängen zwischen der Beeinflussung einer Rechtsordnung durch andere und etwaiger politischer, wirtschaftlicher und kultureller Hegemonie kann im Rahmen dieses Beitrags nicht eingegangen werden.

<sup>30</sup> Vgl. Art. 939 Codice civile (Italien) und Art. 1.333 des portugiesischen Código Civil.

<sup>31</sup> Äußere Systematik bezeichnet die Aufteilung der Materie in einem Gesetz, den Standort einer Norm in demselben (Wienbracke, 2013, S. 55).

wird der CCB 1916 vorsorglich einbezogen, da er über eine durch die nachfolgende Gesetzgebung aufgegebene Bezeichnung verfügt haben könnte. Anders als das BGB war er nicht in fünf Bücher aufgeteilt, vielmehr beinhalteten sowohl der Allgemeine Teil wie der Besondere Teil (*Parte Geral, Parte Especial*) jeweils mehrere Bücher. Der CCB 2002 behält diese Struktur weitgehend bei. Dennoch ist die äußere Übereinstimmung mit dem BGB hoch, da die Materie in gleicher Reihenfolge in die fünf Blöcke Allgemeiner Teil, Schuldrecht, Sachenrecht, Familienrecht, Erbrecht gegliedert ist. Das zweite Buch der *Parte Geral*, welches seiner Stellung nach dem zweiten Abschnitt des Allgemeinen Teils des BGB entspricht, spricht nicht von Sachen (*coisas*), sondern von Gütern (*bens*), dennoch kommt es als *sedes materiae* in Betracht, da der Begriff *bens* körperliche Sachen umfasst. Das Sachenrecht (*direito das coisas*) befand sich im CCB von 1916 im zweiten Buch des Besonderen Teils, im CCB von 2002 ist es im dritten Buch desselben geregelt.

Aber weder der Allgemeine Teil des CCB von 1916, wo allenfalls in Art. 54 „*coisas compostas*“ (zusammengesetzte Sachen) erwähnt werden, weist eine Benennung für unseren Begriff auf, noch der Allgemeine Teil des CCB von 2002 (Artikel 79 bis 97). Dasselbe gilt für das Sachenrecht<sup>32</sup>, wo sich die Legaldefinition des wesentlichen Bestandteils im „ersten Entwurf“ des BGB, von 1887, noch befand<sup>33</sup>. Allerdings verfügt der CCB 2002 im Gegensatz zu seinem Vorgänger über eine Bezeichnung für „Bestandteil“, „*parte integrante*“ (Art. 93), in direkter Übernahme der deutschen Gegenüberstellung von Bestandteil und Zubehör (*pertenças*), die dem Allgemeinen Teil des CCB 1916 ebenfalls noch unbekannt war (Pereira, 2011; Haical, 2013, S. 83-125). Die Analyse des brasilianischen Gesetzestextes ergibt folglich eine 1:0-Äquivalenz (Dyrberg & Tournay, 1990, S. 270), aber eben allein auf der Bezeichnungsebene. Der brasilianische Gesetzgeber hat, bei Kodifikationen keine Seltenheit, gewissermaßen ein Definiens ohne entsprechendes Definiendum angeboten. Eine hohe Begriffsäquivalenz ist zwar eine notwendige, aber keine hinreichende Bedingung, um den Rückgriff auf Ersatzlösungen oder besondere Übersetzungsverfahren (Wiesmann, 2004, S. 79) vermeiden zu können<sup>34</sup>. Es muss auch die entsprechenden Bezeichnungen geben. Die Wortbildung außerhalb des Gesetzes könnte sie geschaffen haben.

### 2.3 Wortbildung in Literatur und Rechtsprechung

Sacco (1991, S. 21 ff.) geht davon aus, dass es in einer Rechtsordnung zu einer bestimmten Frage nicht notwendigerweise nur eine „legal rule“ gibt, sondern dass bei näherem Hinsehen die einzelnen „legal formants“ voneinander abweichende Regeln entwickeln können. Für unsere Zwecke können wir statt von „rules“ von Rechtsbegriffen sprechen. Ebenso prägen die „Formanten“ aber auch ihre eigenen Bezeichnungsapparate, vor allem, wenn sich, wie im vorliegenden Beispiel, der Gesetzgeber (selbst ein solcher „Formant“) zurückhält.

<sup>32</sup> Im Umfeld des Artikels 615 des CCB 1916 bzw. des Artikels 1.272 des CCB 2002.

<sup>33</sup> Die Warnung von Zweigert & Kötz (1996, S. 33 f.), zuweilen dürfe das Problem in der Zielrechtsordnung nicht nur dort vermutet werden, an dem es in der Ausgangsrechtsordnung behandelt werde, geht hier ins Leere. Außerhalb der beiden beleuchteten Orte verspricht eine Recherche keinen Erfolg.

<sup>34</sup> Für zwei weitere Begriffe aus dem Bestandteils-Umfeld ergibt der Vergleich beider Gesetzbücher sogar ein Phänomen, welches als 0:0-Bezeichnungsäquivalenz benannt werden kann: Weder für den in Art. 1.272, caput, des CCB 2002 kodifizierten Begriff des unwesentlichen Bestandteils bietet einer der beiden Gesetzestexte eine Benennung, noch für „Scheinbestandteil“, von dem § 95 BGB aber immerhin einen Begriff vermittelt. Wesentliche Bestandteile bilden nach § 947 BGB eine „einheitliche Sache“, nach Artikel 1.272 CCB ein „*todo*“, es gibt hier also jeweils Begriff und (allerdings von den anderen Formanten in beiden Rechtsordnungen nicht durchgehend angenommene) Benennung.

Entsprechend der Aufteilung der Materie im Gesetz widmen in Deutschland Lehrbücher sowohl zum Allgemeinen Teil des BGB (Leipold, 2010, S. 503) als auch zum Sachenrecht (Wieling, 2007, S. 29-32) Abschnitte dem dem BGB entsprechend bezeichneten „wesentlichen Bestandteil“, jeweils unter exakter Paragraphenangabe. In Brasilien ist aufgrund weniger klarer Begriffsbildung auch der Wortgebrauch unschärfer (kritisch Haical, 2013, S. 52). In brasilianischen Kommentaren, Hand- und Lehrbüchern findet man zuweilen – gewissermaßen in Fortsetzung des Schweigens des Gesetzgebers – an keiner der beiden einschlägigen Stellen (also weder im Allgemeinen Teil, noch im Sachenrecht) eine korrespondierende Bezeichnung (nicht z. B. in Oliveira, 2010, S. 1148, der allerdings mit dem allgemeineren Bestandteilsbegriff arbeitet und hierfür den auch von Jayme und Neuss [2013] angebotenen Ausdruck „componente“ verwendet), vielmehr wird von den zum Sachenrecht schreibenden Autoren nah an dem gesetzlichen Kriterium der Trennbarkeit gearbeitet (Santos, 1977, S. 268: „as coisas não podem ser separadas“, Venosa, 2010, S. 253: „separação [...] impossível“, oder, für „separação“ das Synonym „desmembramento“ einführend, Oliveira, 2010, S. 1148). Von einem Teil der Literatur Brasiliens sowie anderer lusophoner Rechtsordnungen (Pinto, 2006, S. 150) wurde jedoch, häufig explizit bezugnehmend auf die deutsche Zivilrechtsdogmatik bzw. auf die einschlägigen Paragraphen des BGB (Lopes 1971, S. 329; Haical, 2013, m. w. N.), eine Lehnübersetzung gewählt, deren Gebrauch sich allmählich zu verfestigen scheint, und zwar „parte integrante essencial“. Den Auftakt bilden die Werke bedeutender brasilianischer Zivilrechtler des zwanzigsten Jahrhunderts (Pontes de Miranda, 2001, S. 116 und 2012, S. 103-120, ihm folgend Gusmão, 1947, S. 80; Gomes, 1962, S. 214 f.<sup>35</sup>). Auch in der Folgezeit tritt die Bezeichnung, etwa anlässlich der Vorarbeiten zum neuen Zivilgesetzbuch (Alves, 2003, S. 42<sup>36</sup>), immer wieder auf (Porto, 1966, S. 164; Venosa, 1984, S. 241 und 2009, S. 308; Andrade, 1994, S. 108; Martins-Costa, 2001, S. 585 f.; Pereira, 2011, schließlich Haical, 2013, der die Verbindung mit Artikel 1.272 CCB herstellt), und zwar heute eher bei Autoren zum Allgemeinen Teil als bei solchen zum Sachenrecht. Weder Gonçalves (2009) noch Venosa (2003) verwenden den Ausdruck. Merkwürdig ist, dass Diniz (2013) und Venosa (2010)<sup>37</sup> die Bezeichnung im jeweiligen Band zum Sachenrecht nicht gebrauchen, obwohl Diniz (2006) und Venosa (2009) ihn im Allgemeinen Teil verwenden. Wegen fehlender Verankerung im Gesetz besteht eine gewisse Unsicherheit darüber, wo das Phänomen zu behandeln ist. Teilweise werden Bestandteile, dogmatisch bedenklich, im Abschnitt zum Zubehör („pertencas“) dargestellt (Diniz, 2006, S. 353), teilweise im Abschnitt zu Einzelsachen und Sachgesamtheiten („bens singulares e coletivos“) (Gomes, 2006, S. 311-313). Die Wortwahl wird durch die historische Tatsache gestützt, dass es bei den Vorarbeiten zum CCB von 2002 den Vorschlag einer Legaldefinition ziemlich genau an der Stelle gab, wo wir sie vermissen (Alves, 1974, S. 158, Art. 88). Seinerzeit wurde also eine Lehnübersetzung durch die Wissenschaft der Ziel-Rechtsordnung kreiert, um ein Rechtsproblem der Ziel-Rechtsordnung entsprechend der Dogmatik der Ausgangs-Rechtsordnung zu bezeichnen, was zweifellos zu einer sehr hohen Äquivalenz führt (de Groot, 1999b, S. 206; Schmidt-König, 2005, S. 164 f.). Für den unwesentlichen Bestandteil wurde konsequenterweise die Bezeichnung „parte integrante não

---

<sup>35</sup> Vampré (1917, S. 45) verwendet dagegen „parte integrante“ nicht als Oberbegriff, sondern als Begriff für den wesentlichen Bestandteil.

<sup>36</sup> Demzufolge hatte Clóvis Couto e Silva eine Fassung des Art. 88 CCB vorgeschlagen, welche der Idee des wesentlichen Bestandteils besser gerecht geworden wäre als der heutige Art. 87.

<sup>37</sup> Erwähnt sei auch der wegen seiner Migration von Deutschland nach Portugal als Sonderfall zu behandelnde Hörster (2009), der den Ausdruck ebenfalls gebraucht.

essencial“ (Pereira, 2010, S. 79; Haical, 2013, S. 69-72, m. w. N.) geprägt. Für den in der deutschen Dogmatik (Wieling, 2007, S. 32) allgemein als Scheinbestandteil bezeichneten Begriff einer nur zu einem vorübergehenden Zweck mit einem Grundstück verbundenen Sache (§ 95 BGB) finden sich in Brasilien – noch ungefestigt, und nur vereinzelt auftretend – die Lehnübertragung „falsa parte integrante“ bzw. die Lehnübersetzung „parte integrante aparente“ (Haical, 2013, S. 76-83, m. w. N.).

Von der brasilianischen<sup>38</sup> Rechtsprechung wird vereinzelt die Wendung „parte integrante essencial“ im Zusammenhang mit der Verbindung von beweglichen Sachen mit einem Grundstück verwendet. Dies geschieht vor allem durch direktes Zitieren der o. g. Stellen bei den führenden Zivilrechtsdogmatikern wie Orlando Gomes<sup>39</sup> oder Pontes de Miranda<sup>40</sup>. Teilweise wird der Ausdruck dabei allerdings abgeändert, wie in der Formulierung „bens essenciais“ für Aufzüge eines Gebäudes<sup>41</sup>, oder unvollständig wiedergegeben („parte integrante“ statt „parte integrante essencial“<sup>42</sup>). Im Übrigen zeigen sich bei der Formulierung des Kriteriums der Trennbarkeit zusammengesetzter Sachen im Sinne des Artikels 1.272 CCB Unsicherheiten und Variationen, wohl als Konsequenz der gesetzgeberischen Zurückhaltung: Teilweise wird das Abgrenzungskriterium, die (fehlende) Trennbarkeit, wie schon in der Literatur beobachtet, nah an der Ausdrucksweise des Artikels 1.272 beschrieben, etwa in der Wendung „sendo impossível separá-los“<sup>43</sup> (wenn es unmöglich ist, sie zu trennen), teils werden – unter Rückgriff auf eher allgemeinsprachliche Wendungen – freie Formulierungen gefunden, wie im Ausdruck „bens desmontáveis“<sup>44</sup> (demontierbare Gegenstände), oder, für die Ermittlung, ob die Objekte (hier: in einer Halle verbaute Metallteile) wesentliche Bestandteile geworden sind, das Kriterium, ob sie noch auseinandergenommen werden können („as partes [...] puderam ser decompostas“)<sup>45</sup>. In der Wortwahl der deutschen Rechtsprechung kommen sowohl „Scheinbestandteil“ (BGHZ 204, 364-378) als auch „unwesentlicher Bestandteil“ (OLG Köln, 19 U 48/11, vom 9. Dezember 2011) vor. Die brasilianische Rechtsprechung verwendet für unwesentliche Bestandteile hier und da „partes integrantes não essenciais“, allerdings zuweilen inadäquat<sup>46</sup>. Im Übrigen behelfen sich Richter

---

<sup>38</sup> Ein Beispiel aus der portugiesischen Rechtsprechung bietet der Acórdão do Tribunal da Relação de Lisboa vom 1.10.1991, RL 199110010043081, welcher die §§ 93, 94 BGB rechtsvergleichend heranzieht und dabei von „partes integrantes essenciais“ spricht.

<sup>39</sup> Tribunal de Justiça de Santa Catarina (TJ-SC), Apelação Cível: AC 920788 SC 1988.092078;8 vom 23. April 1996; s. a. den Leitsatz (Ementa) der Entscheidung des TJ-RS, Apelação Cível: AC 583048475 RS vom 29. Februar 1984.

<sup>40</sup> Tribunal de Justiça do Estado de São Paulo (TJ-SP), 18ª Câmara de Direito Público, Apelação: APL 0000965-14.2012.8.26.0145 SP vom 25. Juli 2013.

<sup>41</sup> STJ, Resp 786.292/RJ, 4.ª T., j. 20.04.2010, rel. Min. Aldir Passarinho Júnior.

<sup>42</sup> TJSC, ApCiv 2010.083804-6, 3ª Câm. Dir. Com., j. 24.02.2012, rel. Paulo Roberto Camargo Costa. Hier wurden Holzaufbau, Klimaanlage, Radio und Reifen nicht als wesentliche Bestandteile eines Lieferwagens eingestuft.

<sup>43</sup> TJ-SP, 30ª Câmara de Direito Privado. Agravo de Instrumento nº 2010867-33.2014.8.26.0000 – São Paulo – Foro Central Cível.

<sup>44</sup> TJ-SP, 30ª Câmara de Direito Privado. Agravo de Instrumento nº 2010867-33.2014.8.26.0000 – São Paulo – Foro Central Cível.

<sup>45</sup> Die vorangehenden Formulierungen entstammen dem Urteil: Tribunal de Justiça do Estado de Rondônia, 1ª Câmara Cível, Apelação 100.010.2007.004356-4, vom 7. April 2009.

<sup>46</sup> TJ-SP 18ª Câmara de Direito Público, Apelação: APL 0000965-14.2012.8.26.0145 SP vom 25. Juli 2013, fälschlicherweise für den in der Sache als Scheinbestandteil qualifizierten Wald.

auch mit sehr freien Umschreibungen, etwa indem sie von der „independência entre as coisas“ sprechen<sup>47</sup>. Für „parte integrante aparente“ oder „falsa parte integrante“ konnte im Rahmen dieser Untersuchung keine Verwendung in der Rechtsprechung nachgewiesen werden.

## 2.4 Schlussfolgerungen aus dem brasilianischen terminologischen Befund

Die versäumte Legaldefinition ist der Hauptgrund für den Befund, der „fragmentierte Bezeichnungsäquivalenz“ genannt sei, und der sich im Beispiel dadurch auszeichnet, dass in Form einer Lehnübersetzung zwar eine hochgradig äquivalente Bezeichnung gefunden wurde, diese allerdings nur in Teilen der Literatur, und in der Rechtsprechung gar nur vereinzelt verwendet wird. Weitere Faktoren hierfür sind die Tatsache, dass die Kommentarliteratur, welche in Deutschland eine wichtige Schnittstelle zwischen Lehre und Praxis bildet, in Brasilien weniger entwickelt ist, und die auch sonst geringe Rezeption der Forschungsliteratur im Justizalltag. Hinzu kommen eine teilweise ablehnende Haltung gegenüber einer „Begriffsjurisprudenz“ (Noronha, 1994, S. 36-37; Aronne, 2013, S. 74-75)<sup>48</sup> und der Umstand, dass die Quellen, die die Lehnübersetzung verwenden, sie explizit mit dem deutschen Zivilrecht in Verbindung bringen, was bei brasilianischen Rechtslehrenden, die sich dogmatisch eher an anderen Rechtsordnungen orientieren, eine Abwehrhaltung hervorrufen mag.

Ein solches „Bezeichnungs-mapping“ verlangt von Terminologie-Ressourcen, dass neben dem Äquivalenzgrad des Begriffs Angaben zur Häufigkeit der Bezeichnung(en) gemacht werden, und zwar aufgeschlüsselt nach „legal formants“. Denn die geringe Verbreitung der aufgefundenen Bezeichnung in der Zielsprache – mag ihre Äquivalenz noch so hoch sein – erfordert ähnliche besondere Übersetzungsverfahren wie eine vollständige Lücke. Bei der konkreten Übersetzung bieten sich drei gleichermaßen äquivalente Alternativen. Man kann sich eng am Gesetzestext halten, also in etwa formulieren, es sei bei ökonomischer Betrachtung „impossível de separar o agregado da instalação completa“, man kann die Lehnübersetzung verwenden („no caso do agregado trata-se de uma parte integrante essencial da instalação completa“), oder man kann freier umschreiben nach dem Stil der brasilianischen Rechtsprechung („o agregado e a instalação completa formam um todo indecomponível“). Die Anschlussfähigkeit an die im Gesetz vorhandene Bezeichnung „parte integrante“ spricht für die Lehnübersetzung. Die Auslassung von „integrante“, wie bei Jayme und Neuss (2013, S. 50, 559), verbietet sich aus demselben Grund. Prozedural wichtig ist, dass aus der geringen Verbreitung der Lehnübersetzung auf die fehlende Vertrautheit mit ihr (trotz jahrelanger Existenz in der Zielsprache) geschlossen werden muss, weshalb sie zu behandeln ist, als wäre sie soeben erst eingeführt worden. Es bedarf auch hier eventuell eines „translation couplets“, etwa durch zusätzliche „Erläuterungen oder Definitionen“ (Pommer, 2006, S. 77, 72).

---

<sup>47</sup> Agravo de Instrumento Nr. 1.0521.14.015256-7/001 vom 7. Mai 2015, Tribunal de Justiça von Minas Gerais. In derselben Entscheidung wird die Auffassung, dass ein Autoradio nicht wesentlicher Bestandteil eines Pkw geworden sei, wie folgt formuliert: „[O] aparelho de som instalado no veículo [...] não integra o bem.“

<sup>48</sup> Diese Ablehnung wird damit begründet, dass das systematische Begriffsgebilde lebensfern sei, und unter Umständen an der Billigkeit orientierte, soziale Problemlagen berücksichtigende Entscheidungen ausschließe. Das berechtigte Anliegen terminologischer Schärfe aufzugeben, um sich dadurch Entscheidungsspielräume offenzuhalten, dürfte allerdings der falsche Weg sein, um das Recht stärker für soziale Dimensionen zu öffnen.

### 3. Inter- und intralinguale Verwirrungen auf Begriffs- und Bezeichnungsebene und ihre Interdependenz

#### 3.1 „Falsche Freunde“ auf der Begriffsebene bei interlingualer begriffsorientierter Terminologiearbeit

In seiner Fehlerlehre nennt Kischel (2015, S. 188-194) Fehler bei der Begriffserfassung und das Übersehen funktionaler Äquivalente. Am Beispiel des „wesentlichen Bestandteils“ werden zwecks künftiger Vermeidung Ursachen hierfür offengelegt. Das hier zum Zwecke des Aufzeigens eines solchen Fehlers einzubeziehende Österreich hat den Begriff nach Auffassung des OGH nicht kodifiziert. Lehre und Rechtsprechung verfügen allerdings über eine Entsprechung unter der Bezeichnung „unselbständiger Bestandteil“<sup>49</sup>. Sandrini (1996, S. 190-191) stößt bei der Suche nach einem Äquivalent in der italienischen Rechtsordnung auf eine vermeintliche Lücke. Stattdessen verweist er, trotz erheblicher Merkmalsunterschiede und folglich fehlender Identität, auf den Begriff der *cose indivisibili*, Art. 1.112 CC (Codice civile), dessen Terminologie wegen der „Lücke“ „unabkömmlich“ sei. Tatsächlich weist der CC überhaupt keine Lücke auf, sondern verwendet den eigentlich äquivalenten Begriff in Art. 939. Statt zweier paralleler Linien zwischen zwei jeweils äquivalenten Begriffen provoziert die vermeintliche Lücke eine Diagonalverbindung zum inäquivalenten Begriff (siehe Abbildung 3).

Österreich	Italien
Gemeinschaft, „teilbare Gegenstände“ [nicht in den Vergleich einbezogen]	comunione, „cose (in-)divisibile“
„unselbständige Bestandteile“	(unione, “cose che no sono separabili senza notevole deterioramento”) [übersehen]

Die beiden jeweils äquivalenten Begriffe werden nicht verglichen.

**Abbildung 3.** Gefahr der falschen Diagonalverbindung

<sup>49</sup> OGH, Rechtssatz Nr. RS0009891 vom 7. Juli 1982. Der OGH arbeitet bei diesen Fällen mit § 294 (Zugehör). Dieser Paragraph ist unbedingt zu lesen und mit den §§ 414, 415 ABGB zu vergleichen. Man erkennt eine Abgrenzungsunschärfe. Bei Gschnitzer (1968) verweist der Eintrag „Bestandteile“ (unseres Erachtens zutreffend) gerade auf die bei ihm S. 83 ff. behandelte, in den §§ 414 f. ABGB geregelte „Vereinigung“. In seinem Kommentar erwähnt Klang (1950) die Unterscheidung zwischen unselbständigem und selbständigem Bestandteil nicht bei der Kommentierung von §§ 414 ff. ABGB (S. 282-287), sondern zu Beginn seiner Kommentierung von § 294 ABGB (S. 14). Er lässt dort aber deutlich erkennen, dass er den „unselbständigen Bestandteil“ als Resultat einer Vereinigung i. S. d. § 415 ansieht. Demnach verfügt unseres Erachtens, entgegen dem OGH, das ABGB durchaus über das Begriffskonvolut der selbständigen und unselbständigen Bestandteile, nur nicht über entsprechende Bezeichnungen.

Die ersten beiden Gründe hierfür leiten vom vorangehenden Hauptabschnitt über. Eine Ursache liegt nämlich darin, dass der CC, wie der CCB, keine Legaldefinition liefert, sondern das Phänomen nur umschreibend bezeichnet<sup>50</sup>, wodurch als ganz handfeste Folge eine erfolgreiche Suche im Sachregister etwa unter „*parte...*“ oder „*componente...*“ verhindert wird. Die Spezialisierung auf Begriffe befreit insofern nicht von der Abhängigkeit von deren Benennungen; unklare oder fehlende Wortbildung wirkt vielmehr auf die begriffsorientierte Arbeit zurück. Die zweite Ursache liegt in der unklaren Kodifikation auf österreichischer Seite. Hier ist zwar die (den Übersetzungsausgangspunkt bildende) Bezeichnung bekannt, es wäre aber hilfreich, wenn der Gesetzgeber das abstrakt bestehende Begriffssystem auch in der Kodifikation bezeichnet hätte (und zwar idealerweise bei den §§ 414 ff. ABGB). Dann fände sich das Problem ähnlich wie in Brasilien, Italien und Deutschland unter der Überschrift „Von Erwerbung des Eigentums durch Zuwachs“, was die Suche unter der entsprechenden Rubrik im CC veranlasst hätte. Auch bei der Aufstellung des Begriffssystems hängt die begriffsorientierte Terminologiearbeit stärker als ihren Anhängern bewusst ist davon ab, auf welche bereits vorhandenen äußeren Darstellungen dieses Begriffssystems sie trifft.

Trotz dieser Erschwernis hätte Sandrini (1996, S. 177-178) durch das von ihm selbst angeratene „Ordnen der Elemente“ selbständig die zutreffende Klassifikation erstellen müssen. Beide Regelungsbereiche haben nämlich andere Probleme vor Augen. Der problemorientierte rechtsvergleichende Ansatz ist also in der Terminologiearbeit dringend anzuwenden. Die Unterschiedlichkeit beider Probleme zu erkennen, wäre ohne das Dogma, niemals Wörter zu vergleichen (Sandrini, 1996, S. 134), leichter gefallen. Bundesrepublikanisches wie österreichisches Juristendeutsch verwenden nämlich im Begriffsfeld der Gemeinschaftsauseinandersetzung das Verb „teilen“, für den Problembereich des Bestandteils dagegen „trennen“<sup>51</sup>. Geht man hier nicht von einer reinen Unachtsamkeit geschuldeten Synonymie bei den beteiligten „legal formants“ aus, indiziert die Verschiedenheit der Bezeichnungen hier die Verschiedenheit der Begriffe. Der rechtliche Begriff der Teilbarkeit verlangt, dass mehrere gleichartige Teile entstehen, übrigens nah an der Gemeinsprache<sup>52</sup>. Bei Unsicherheit sind idealerweise entschiedene praktische Fälle heranzuziehen, wenigstens aber, ausgehend vom Sachproblem, einfache fiktive Beispiele zu bilden, um zu prüfen, ob die Intersektion der Begriffe wirklich ausreicht, um sie als äquivalent zu akzeptieren. Zur Abgrenzung von „Teilen“ und „Trennen“ könnten solche Mini-Beispiele sein:

Das Problem, wie sich zwölf Personen eine Torte teilen können, ist von der Frage, ob die zur Verzierung auf ihr angebrachten Maraschino-Kirschen wieder von ihr getrennt werden können, ganz verschieden. Mehrere Personen können sich ohne weiteres einen Liter

---

<sup>50</sup> Art. 939 CC: “Quando più cose appartenenti a diversi proprietari sono state unite o mescolate in guisa da formare un sol tutto, ma sono separabili senza notevole deterioramento, ciascuno conserva la proprietà della cosa sua e ha diritto di ottenerne la separazione. In caso diverso, la proprietà ne diventa comune in proporzione del valore delle cose spettanti a ciascuno.” Der Begriff des wesentlichen Bestandteils ist versteckt, er ist der „caso diverso“ des im ersten Satz erläuterten Falles. Wesentliche Bestandteile sind demnach in Italien „cose che no sono separabili senza notevole deterioramento.“

<sup>51</sup> § 415 ABGB spricht allerdings von „absondern“; Klang (1950, S. 284 f.) verwendet jedoch auch „trennen“ oder spricht von „Aufhebbarkeit der Vereinigung“.

<sup>52</sup> Wobei Klang (1950, S. 15) zugestehen ist, dass unter Teilung „im gemeinen Wortsinne [...] die Zerlegung einer Sache in gleiche oder ungleiche Bestandteile verstanden“ werden kann.

Apfelschorle teilen, es wäre aber absurd, zu versuchen, den Apfelsaft und das Mineralwasser zu trennen<sup>53</sup>.

Es springt schon an diesen einfachen *exempla* ins Auge, dass die Teilbarkeit eines Gegenstands von der Trennbarkeit seiner Bestandteile auseinanderzuhalten ist. Erhellend ist in diesem Zusammenhang auch, dass Gschnitzer (1968, S. 84 f.) nicht einmal von Trennbarkeit, sondern von „Rückführbarkeit“ spricht, was auf unser Beispiel der Apfelschorle hervorragend passt: Die Vermischung von Saft und Wasser (*confusio*) ist teilbar, aber nicht mehr rückführbar. Das *essential*, über welches beide Begriffe abgegrenzt werden müssen, wird erkennbar. Wäre dies bei der Merkmalsgewichtung gegenüber den *accidentalialia* angemessen hoch gewichtet worden, hätte gesehen werden müssen, dass das Teilen im Verhältnis zum Trennen gerade nicht „dasselbe Problem, nämlich die mögliche Abtrennung von Bestandteilen“ (Sandrini, 1996, S. 190) regelt. Dies hätte die Begriffssystematisierung enorm unterstützt und es wäre im ABGB, 2. Teil., 1. Abteilung, 16. Hauptstück („von der Gemeinschaft“), § 843 aufgefunden worden, der im Kontext der Auseinandersetzung<sup>54</sup> einer Gemeinschaft von einer Sache spricht, die nicht „geteilt werden“ kann, während das Problem des „unselbständigen“ (bundesdeutsch: „wesentlichen“) Bestandteils dogmatisch unter dem Aspekt des „Erwerbs (und Verlusts) von Eigentum“ einzuordnen ist. Auf die Einwendung, dass § 843 ABGB nicht berücksichtigt wurde, weil es vom Ausgangsproblem aus abwegig gewesen wäre, unter der Rubrik „Gemeinschaft“ nach einem abzugrenzenden Begriff zu suchen, ist zu erwidern, dass es umso unverständlicher ist, dass in der Zielrechtsordnung eben dort recherchiert wurde. Spätestens nachdem der Art. 1.112 CC einmal gefunden war, hätte im Sinne eines „Hin- und Her des Blickes“ (Kischel, 2015, S. 117) zur Rückversicherung auch das österreichische Recht der Gemeinschaft betrachtet werden müssen.

Sodann hätte die italienische Klassifikation skizziert werden müssen, wobei sich trotz der Ablehnung, die ihr aus Rechtsvergleichung wie LTS (Pommer, 2006, S. 156-175) zuweilen entgegenschlägt, die *praesumptio similitudinis* empfohlen hätte. Die Lückenlosigkeit auch des italienischen Zivilrechtssystems vermutend, wäre Art. 1.112 CC im italienischen Recht der Gemeinschaft (*CC libro terzo, titolo VII – della comunione*) als Pendant des § 843 ABGB identifiziert und damit als Äquivalent für das Ausgangsproblem des unselbständigen Bestandteils ausgeschlossen worden. Zum unselbständigen Bestandteil wiederum hätte das begriffliche Pendant im Bereich des originären Eigentumserwerbs gesucht werden müssen, also im *libro terzo, titolo II – della proprietà, capo III – dei modi di acquisto della proprietà, sezione II – [...] dell’unione*. Das Verkennen des Begriffssystems liegt auch an der Wahl inadäquater Hilfsmittel. Sandrini (1996, S. 191) zitiert das alphabetische Wörterbuch Bianca, Patti und Patti (1991). Ein alphabetisches Wörterbuch erschließt jedoch keine Systemstrukturen. Zum gesuchten Begriff hätte die (im genannten *Lessico* durchaus registrierte) Bezeichnung „unione“ geführt (die Verbindung, welche betroffene Sachen erst zu Bestandteilen macht). Über ein Lehrbuch (z. B. Bianca, 1999, S. 388) wäre dies hervorragend erschließbar gewesen (vgl. de Groot, 1987, S. 805). Äußerstenfalls wäre der tatsächlich hohen systematischen Übereinstimmung durch rechtshistorische Forschungen zu gemeinsamen

<sup>53</sup> In der Abgrenzung vom gleichartigen Teil liegt die Bedeutung des Wortbestandteils „Bestand-“, weshalb wir kritisieren, dass das Wörterbuch Jayme und Neuss „integrante“ in der portugiesischen Version unterschlägt. Von den Bezeichnungskategorien her gehört also das Substantiv „Teil“ eher zum Verb „Teilen“ (im Begriffsfeld des teilbaren Gegenstands), und das Substantiv „Bestandteil“ eher zum Verb „trennen“ (im Begriffsfeld der aus – zumeist verschiedenartigen – [wesentlichen] Bestandteilen bestehenden Sachen).

<sup>54</sup> Weniger fachjuristisch könnte man auch von „Auflösung der Gemeinschaft“ sprechen.

Wurzeln nachzuspüren gewesen. Schließlich sind auch die italienischen Verben aufschlussreich: „dividere“ entspricht „teilen“, „separare“ korrespondiert „trennen“. Es gibt auch „echte Freunde“ auf der Bezeichnungsebene.

Diese Reihe mittels rechtsvergleichender Sensibilisierung aufgespürter Risikofaktoren begriffsorientierter Terminologearbeit ist erweiterbar. Kehren wir dazu zum deutsch-brasilianischen Beispiel zurück. Kischel (2015, S. 194) warnt vor einer „Verengung des Blickfelds“. Der wesentliche Bestandteil wird, wie gesagt, in den §§ 93, 94 BGB definiert, kurz vor dem Zubehör (§ 97). Der CCB befasst sich mit diesem in Artikel 93 (pertencas). Wer, mit dem BGB vertraut, anlässlich der Übersetzung eines Lehrbuchs zum Allgemeinen Teil, oder, wie tatsächlich geschehen, durch die Vorbereitung einer rechtsvergleichenden Vorlesung zu demselben, seinen Blick auf diesen verengt, statt das Begriffs Pendant zu § 93 BGB im Sachenrecht zu suchen, kann durch die (durchaus ambivalente) *praesumptio similitudinis*, hier bezogen auf die äußere Gesetzssystematik, dazu verleitet werden, etwas vor Art. 93 CCB eine Entsprechung zu vermuten, und, da eine solche, wie gezeigt, dort nicht zu finden ist, sich an Ähnliches zu klammern, um so ein Begriffsäquivalent im gefährlich nahen Artikel 87 CCB zu vermuten (siehe Abbildung 4), welcher ein „bem divisível“ definiert, welches zum deutschen „teilbaren Gegenstand“ und zur italienischen „cosa divisibile“, also zu „Sandrinis falschem Freund“ äquivalent ist, während das eigentliche Äquivalent, im fernen Artikel 1.272 CCB, übersehen wird. Inäquivalente Begriffe können also auch durch Kodifizierung an der scheinbar „richtigen“ Stelle zu „*faux amis*“ werden.

im Allgemeinen Teil des	ist bezeichnet	„bem divisível“ ≈ „teilbarer Gegenstand“	„parte integrante essencial“ ≈ wesentlicher Bestandteil
	Código Civil Brasileiro 2002	Art. 87	„Lücke“
Bürgerlichen Gesetzbuchs		„Lücke“	§ 93

Mögliche Fehlerquelle

**Abbildung 4.** Position im Gesetzestext als Fehlerquelle bei der Suche nach Äquivalenten

Der äußere Gesetzesaufbau, einerseits wichtige Orientierungshilfe, weist andererseits also Risiken auf, da er das dahinterliegende Begriffssystem nicht 1:1 abbildet, sondern selbst bei hoher innerer Systemäquivalenz in jeder nationalen Kodifikation unterschiedlich lückenhaft und asymmetrisch ist.

### 3.2 Intralinguale Defizite in der Ausgangssprache (portugiesisch-deutsch)

Die unter (2.) dargestellte defizitäre Wortbildung, insbesondere durch fehlende Legaldefinition, sowie die damit verbundenen Unsicherheiten bei der Bezeichnung führen zu zahlreichen Fehlverwendungen in brasilianischen Ausgangstexten. „Parte integrante não (!) essencial“ wird einmal für einen als wesentlichen Bestandteil qualifizierten Einbauschrank<sup>55</sup>

<sup>55</sup> TJ-MG – Apelação Cível: AC 10303120013253002, auch für das vorangehende Beispiel. Das Gericht zitiert hier aus dem erstinstanzlichen Urteil (dort Blatt 117): „A aderência gera uma indissociabilidade patente, atraindo mais a ideia de parte integrante não essencial que qualquer outro conceito, ainda mais que os bens da espécie salvo ajustes na coisa ou dimensionamento do local onde possam ser reaproveitados, não mantém, por si, suas

verwendet. Die Fehlverwendung von „parte integrante não essencial“ für einen Scheinbestandteil wurde bereits erwähnt<sup>56</sup>. „Parte integrante“ wird zuweilen unpräzise nicht als „essencial“ oder „não essencial“ qualifiziert, so etwa in einem Urteil vom 1. April 2015<sup>57</sup> zur Frage, ob eine Kühleinheit wesentlicher Bestandteil eines Lastkraftwagens wurde. Es heißt, der Kühlbehälter sei der Klägerin zufolge nicht „parte integrante“ (Bestandteil) des Lieferwagens geworden. Bei einer Qualifikation als unwesentlicher Bestandteil hätte sich die Eigentumslage am Kühlbehälter aber ohnehin nicht geändert. Die Trennlinie verläuft zwischen Unwesentlichkeit und Wesentlichkeit, wovon das Gericht begrifflich übrigens die richtige Vorstellung hatte. Im Zieltext sollte „wesentlich“, der für das deutsche Zielpublikum entscheidende Träger der Information, die der Ausgangstext bieten wollte, eingefügt werden, etwa in eckigen Klammern, um jeglichen Verdacht zu entkräften, die Bezeichnungsunschärfe sei dem Übersetzen geschuldet (Aubert, 2012, S. 19).

Es folgt im selben Beispiel ein Subsumptionsfehler, der eine große Herausforderung an die Übersetzung stellt. Er ist darauf zurückzuführen, dass bei der Neukodifikation des brasilianischen Zivilrechts der Wechsel vom gemeinrechtlichen *accessorium-principale*-Paradigma zum „deutschen“ Bestandteils-Paradigma<sup>58</sup> inkonsequent betrieben wurde<sup>59</sup>. Dies geschah schon im CCB 2002 dadurch, dass der das Gegensatzpaar *principal-acessório* definierende Artikel (heute: 92) weitgehend unverändert erhalten blieb. In der Lehre wurde der Wechsel teilweise halbherzig vollzogen, die Richterschaft nicht umgeschult. Als Konsequenz wird im Beispielfall nicht zunächst die Trennbarkeit der Kühlkammer von dem Lkw anhand des (in der gesamten Entscheidung nicht ein einziges Mal erwähnten) Artikels 1.272 CCB geprüft<sup>60</sup>, sondern sofort darauf abgestellt (Artikel 92 CCB), die Kühlkammer sei keine Nebensache (*acessório*) des Lkw geworden, was korrekterweise allenfalls nach der Bejahung der Untrennbarkeit zu prüfen gewesen wäre (Art. 1.272 Abs. 2 CCB, wie § 947 Abs. 2 BGB, vgl. Abbildung 2). Die bloße Verneinung der Nebensachen-Eigenschaft ohne Ausführungen zur Wesentlichkeit lässt neben der Alternative, dass beide jeweils Eigentümerin ihrer Sache geblieben sind, die Alternative offen, dass die Eigentümerin des Lkw und die Eigentümerin der Kühleinheit Miteigentümerinnen der aus Kühlbehälter und Fahrzeug

---

características essenciais". Ähnliche Phänomene kommen auch vor in TJ-MG – Apelação Cível: AC 1.0145.07.410226-3/001(2) MG vom 29.04.2009, wo es ebenfalls um Einbauschränke geht.

<sup>56</sup> Fn. 46.

<sup>57</sup> Apelação Cível 1.226.035-8, da comarca de Toledo – 2ª Vara de Cível (Curitiba); ebenso in einem Abschnitt der zuvor zitierten Entscheidung TJ-MG – Apelação Cível: AC 10303120013253002 (“o armário constitui-se como parte integrante do imóvel, não sendo possível sua dissociação”).

<sup>58</sup> Das gemeine Recht übersah die Möglichkeit, zwei ungefähr gleichwertige Sachen mit der Rechtsfolge des Miteigentums untrennbar zu verbinden. Für seine Autoren (z. B. Dabelow, 1796, 28) war immer eine Sache als das *accessorium*, und die andere als das *principale* zu qualifizieren; das Eigentum wurde vollständig zum *principale* gezogen („*accessio/accessorium cedit principali*“). Heute dagegen gehen Deutschland wie Brasilien davon aus, dass der Begriff des wesentlichen Bestandteils das Begriffspaar „Haupt- und Nebensache“ nur inkludiert. Es ist immer zuerst zu fragen, ob zwei Sachen zu wesentlichen Bestandteilen einer neuen Sache geworden sind. Wird dies bejaht, ist zu prüfen, ob diese Bestandteile ungefähr gleichbedeutend sind oder Haupt- und Nebensache bilden (s. Abb. 2).

<sup>59</sup> Das Beispiel belegt also die Feststellung Saccos (1991, S. 15), dass solche Fragen durch „the historical origin of a legal rule“ beeinflusst werden.

<sup>60</sup> In die Analyse der im Ausgangstext gewählten Bezeichnungen sind somit auch die angegebenen Gesetzesfundstellen einzubeziehen und etwaige Auffälligkeiten zu vermerken. Wie damit in der anzufertigenden Übersetzung umgegangen wird, hängt natürlich maßgeblich vom Skopos ab.

entstandenen neuen Sache geworden sind. Dort, wo die deutsche Juristenschaft unter Prüfung des dem § 947 BGB entsprechenden (unerwähnten!) Art. 1.272 CCB zunächst Ausführungen zur Trennbarkeit von Kühlbehälter und Lkw erwarten würde, liest sie also sofort etwas zur Nebensachen-Eigenschaft der Kühleinheit – eine gravierende Äquivalenzstörung, die leider keine Seltenheit ist<sup>61</sup>. Die zentrale Voraussetzung, die fehlende Verbindung, wird ganz am Ende in einem Nebensatz erwähnt: Der Kühlbehälter „*não se confunde*“ mit dem Fahrzeug. Sich etwas vom unglücklich gewählten Wortlaut lösend, kann man übersetzen, der Kühlbehälter wurde mit dem Fahrzeug nicht fest verbunden<sup>62</sup>. Hier schimmert durch, dass das Gericht, wenn auch nicht ausreichend explizit von ihm dargestellt, vom selben Begriff des wesentlichen Bestandteils ausgeht, wie der Gesetzgeber im Art. 1.272 CCB. Schon wegen der nicht erfolgten Verbindung konnte der Kühlbehälter keine Nebensache des Fahrzeugs werden. Die Ungenauigkeit liegt hier eher auf der Bezeichnungs- als auf der Begriffsebene, wobei es in solchen Fällen der fehlerhaften Paragraphenangabe sehr schwerfallen kann, zu erkennen, ob die Ursache hierfür auch ein falscher Begriff von dem Gegenstand ist. Um zu vermeiden, dass solche Bezeichnungs- und/oder Begriffsverwirrungen zu Unrecht auf Unterschiede der Rechtsordnungen oder gar grösste Übersetzungsungenauigkeiten zurückgeführt werden, muss jedenfalls (bei getreuer Wiedergabe des Ausgangstexts) in einer Weise eingegriffen werden, die solche – im hier behandelten Themenfeld von heutigen brasilianischen Juristen (Haical, 2013, S. 125) zu recht kritisierten – Fehlgriffe verdeutlicht<sup>63</sup>, also etwa: „Der Kühlbehälter ist keine Nebensache (sic!) [gemeint ist: der Kühlbehälter wurde kein wesentlicher Bestandteil des Lkw].“ Außerdem dürfte es nicht schaden, in einer Anmerkung auf die Arbeit am „falschen“ Artikel hinzuweisen.

In einem anderen Beispielfall<sup>64</sup> geht es um in eine Halle eingebaute Metallteile. Auch hier unterläuft dem Gericht eine Ungenauigkeit, denn es sieht diese Stücke unter Angabe des Art. 1.272 CCB als abtrennbar und daher nicht als Eigentum des Halleneigentümers an. Es wählt, vom richtigen Begriff ausgehend, an einer Stelle die nach dem zu 3.1 Gesagten zum anderen, nicht äquivalenten Begriff gehörende Bezeichnung, und meint, die Halle sei kein „*bem indivisível*“. Dieser Befund ist auffällig, und nun erklärt sich der Sinn des Ausflugs durch die beiden anderen Rechtsordnungen unter 3.1. Trotz ganz anderer Voraussetzungen und Bedingungen wurden im Fall der italienischen Rechtssprache der von außen kommende<sup>65</sup> Übersetzungswissenschaftler Sandrini und im Fall der portugiesischen Rechtssprache Brasiliens ein Insider aus der Praxis<sup>66</sup> zur weitgehend identischen Bezeichnung aus der Sphäre eines anderen Begriffs gelenkt. Im brasilianischen Fall verleitet schon der CCB selbst hierzu:

<sup>61</sup> Auch in TJ-MG – *Apelação Cível*: AC 10303120013253002 bleibt Art. 1.272 CCB unerwähnt.

<sup>62</sup> *Confundir* wäre technisch präziser eher dem Vermischen (ggf. auch dem Vermengen) vorzubehalten, statt das Verb auch für das Verbinden zu verwenden.

<sup>63</sup> Ähnlich verhält es sich bei der Rechtsprechung zu Containern und in ihnen transportierter Ware, die wegen Zollvergehen beschlagnahmt wird. Der einem von der Eigentümerin des Transportguts verschiedenen Transportunternehmen gehörende Container darf hier nicht mitbeschlagnahmt werden. Auch hier wird nicht auf Artikel 1.272 CCB abgestellt, sondern (immer noch) darauf, dass die Ware nicht als Haupt- und der Container nicht als Nebensache (*accessório*) anzusehen sei: STJ *Recurso especial* No 1.085.257 – SP (2008/0198308-1) mit zahlreichen weiteren Nachweisen.

<sup>64</sup> Wie Fn. 45.

<sup>65</sup> Zwar ist Sandrini in Bozen geboren, doch er absolvierte sein Studium in Innsbruck. Es dürfte daher zutreffend sein, ihn nicht als Insider des italienischen Rechts anzusehen.

<sup>66</sup> Also der/die für das Urteil verantwortliche Richter/in.

Verwendet er am Anfang des Art. 1.272 noch das Verb „separar“, und in dessen § 1 sodann das Nomen „separação“, verfällt er noch im selben Absatz auf das Partizip „indiviso“, eine Bezeichnung, die in die andere Begriffssphäre verweist. Das Objekt, welches in beiden Fällen durch die falsche Benennung bezeichnet werden soll, ist die Sache, die aus wesentlichen Bestandteilen besteht. Für sie ist bislang wohl in keiner der hier herangezogenen Rechtssprachen eine griffige, in der Pragmatik dominierende Bezeichnung gefunden worden. In Italien könnte sie, in Anlehnung an Art. 939 CC „un sol tutto, composto da cose no separabili senza notevole deterioramento“, heißen, in Brasilien, in Anlehnung an Art. 1.272 CCB, „um todo composto por coisas que não podem ser separadas sem deterioração“, in Deutschland „aus wesentlichen Bestandteilen bestehende Sache“<sup>67</sup>. Die Entscheidung für „cosa indivisibile“ bzw. „bem indivisível“ hat folglich handfeste pragmatische Gründe. Sie ist offensichtlich die wesentlich kürzere, eingängigere, geschmeidigere und, wenn man so will, elegantere Lösung<sup>68</sup> und es besteht daher die allergrößte Gefahr, dass sie sich auch in die Übersetzung unbemerkt einschleicht. Dies sollte durch einen erläuternden Zusatz vermieden werden, denn es sollte nicht verborgen bleiben, dass die Wahl der begrifflich falschen Bezeichnung im Ausgangstext als Problem wahrgenommen wurde. Das Brocardicum „*falsa demonstratio non nocet*“ kann nur intralingual, nicht aber beim Übersetzen Geltung beanspruchen. Blicke die Bezeichnung unkommentiert, assoziierte der Leser des Zieltextes mit ihr den falschen Begriff, würde dagegen ausschließlich korrigierend übersetzt, bliebe dem Leser eine Information über den Ausgangstext vorenthalten, auf die er einen Anspruch hat. Als Vorschlag ergibt sich folglich: „Die Halle ist kein unteilbarer Gegenstand (sic!) [gemeint sein dürfte: keine aus wesentlichen Bestandteilen bestehende Sache, Anm. d. Ü.]“<sup>69</sup>. Auch die hier behandelten Auffälligkeiten, also etwa die Wahl von Bezeichnungen, die schon für andere Begriffe belegt sind, oder die Behandlung des Problems unter einer anderen Vorschrift als vom Gesetzgeber vorgesehen, gehören als seine extremen Ausprägungen zu dem als „fragmentierte Bezeichnungsäquivalenz“ bezeichneten Phänomen.

In allen vier erwähnten Rechtsordnungen<sup>70</sup> (siehe Abbildung 5) existieren folglich, ganz parallel, die Begriffsfelder des Teilens (von Gegenständen) und des Trennens (von Bestandteilen), die zueinander intra- wie interlingual (und auch rechtsordnungsintern und rechtsordnungsübergreifend) gleichermaßen inäquivalent sind, aber dennoch eine gewisse Intersektion aufweisen<sup>71</sup>.

<sup>67</sup> Für diesen Vorschlag gibt es aber so gut wie kein Verwendungsbeispiel. Zuweilen liest man „einheitliche Sache“, dies ist aber missverständlich, weil es sowohl aus wesentlichen, als auch aus nichtwesentlichen Bestandteilen zusammengefügte Sachen bezeichnet (Schlimpert, 2015, S. 52), und auch Sachen, die ohnehin nur aus einem einzigen Bestandteil bestehen. Präziser ist „einheitliche, untrennbare Sache“, wie es tatsächlich einige Allgemeine Geschäftsbedingungen verwenden ([www.ems-solbrig.de/unternehmen/agb.html](http://www.ems-solbrig.de/unternehmen/agb.html); [www.schoenherr-dresden.de/agb/](http://www.schoenherr-dresden.de/agb/), beide aufgerufen am 18. Juni 2017).

<sup>68</sup> Dass es nicht zur schlichten Bildung von „cosa inseparabile“ bzw. „coisa inseparável“ gekommen ist, scheint auch daran zu liegen, dass es eine gewisse Hemmung gibt, die romanischen Derivate von *inseparabilis* auf eine Einzelsache anzuwenden, und stattdessen ein gewisses Bestreben, mindestens zwei Sachen zu einander in Bezug zu setzen, die untrennbar sind. Möglicherweise spielen sogar positive und negative Konnotationen, die mit „teilen“ bzw. „trennen“ verbunden sind, eine Rolle (vgl. Sacco, 1991, S. 15).

<sup>69</sup> Zur unmissverständlichen Klarstellung, warum dies so wichtig ist: Begrifflich ist die Halle im Beispielfall unteilbar. Die als Dach eingebauten Wellblechteile und das bereits bestehende Gerüst sind ungleichartige Teile. Sie können zwar voneinander getrennt werden, aber eben nicht geteilt.

<sup>70</sup> Zur Ausweitung dieser Betrachtungen auf Frankreich sei Schlimpert (2015) empfohlen.

<sup>71</sup> Wie von Šarčević (1997, S. 239, Fig. 12, links) graphisch dargestellt.

		Teilbarkeit	Trennbarkeit
Deutschland	BGB, AT (= Buch I) Legaldefinition des „wesentlichen Bestandteils“	-	§ 93
	BGB, Schuldrecht, Gemeinschaft	§ 752	-
	BGB, Sachenrecht, Erwerb des Eigentums	-	§ 947
Brasilien	CCB, AT, Buch II, Legal-definition der “bens divisíveis”	Art. 87	-
	CCB BT, Buch III, Sachenrecht, Eigentümergeinschaft	Art. 1.322	-
	CCB BT, Buch III, Sachenrecht, Erwerb des Eigentums	-	Art. 1.272
	ausschließlich in Teilen der Lehre & Rechtsprechung	-	Bezeichnung „parte integrante essencial“
Italien	der CC hat in dem Sinne keinen AT	-	-
	CC Buch III, Eigentum, Erwerb des Eigentums	-	Art. 939
	CC Buch III, Eigentum, Eigentümergeinschaft	Art. 1.112	-
Österreich	im ABGB, Gemeinschaft	§ 843	-
	im ABGB, Erwerb des Eigentums	-	§§ 414, 415
	ausschließlich in Lehre & Rechtsprechung	-	Bezeichnung (un-) selbständiger Bestandteil

**Abbildung 5.** „Teilbarkeit“ und „Trennbarkeit“ in den vier behandelten Rechtsordnungen

Eine solche Situation kann inter- wie intralingual auf zwei Wegen zur Akzeptanz inadäquater Bezeichnungen führen. Erstens: Das Ignorieren des eigentlich äquivalenten Begriffs führt zum bewussten Vergleich mit einem nicht äquivalenten Begriff. Aufgrund einer Überbewertung von dessen Intersektion mit dem wirklichen Pendant wird (noch) Begriffsäquivalenz angenommen, so wie im unter 3.1 diskutierten Beispiel aus der interlingualen begriffsorientierten Terminologiearbeit (sowohl „teilbar“ als auch „trennbar“ seien „divisibile“), aber wohl auch in einigen der unter 3.2 angesprochenen intralingualen Beispiele („bem divisível“ wird auch akzeptiert für „coisa separável“). Zweitens: Das Ignorieren eines Begriffs, welcher die gewählte Bezeichnung im konkreten Kontext verbietet (so wie der juristische Begriff des allenfalls „unwesentlichen Bestandteils“ die Bezeichnung als Nebensache) führt dazu, (durch

Unterlassen eines gebotenen Vergleichs) unbewusst einen anderen als den vorgestellten Begriff zu bezeichnen. Ursachen für beide Varianten des Fehlgriffs liegen in Unsicherheiten bezüglich der Begriffe selbst, verursacht etwa durch einen in der Juristenschaft schlecht diffundierten Wechsel im Begriffssystem, oder in Defiziten und Ungenauigkeiten auf der Bezeichnungsebene, verursacht u. a. durch unzureichende gesetzgeberische terminologische Durcharbeitung des neuen Begriffssystems, insbesondere durch die Unterlassung von Legaldefinitionen und die Nichtvermeidung überflüssiger Homonymien (3.2). Dabei verstärken sich die Fehlerquellen auf Bezeichnungs- und Begriffsebene gegenseitig, und die intralingualen Fehlerquellen verstärken die interlingualen. Dies kann man sich leicht vorstellen, wenn man sich ausmalt, dass Sandrini (unter Begehung desselben Irrtums) nicht zu Italien, sondern zu Brasilien gearbeitet und dabei ausgerechnet die hier für ihre Verwendung von „bem indivisível“ kritisierte Entscheidung als Beispiel herangezogen hätte, denn er wäre dadurch in seiner Auffassung von der Noch-Äquivalenz beider Begriffe zweifellos bestärkt worden. Ähnlich könnte ein Außenstehender, der brasilianische Entscheidungen analysiert, die zur Frage des wesentlichen Bestandteils (ausschließlich) mit dem Bezeichnungsapparat des Art. 92 CCB (acessório-principal) operieren, und der Art. 1.272 CCB nicht kennt, zu der Auffassung gelangen, die Brasilianer müssten wohl solche Fälle über Art. 92 CCB lösen und dieser wäre wirklich funktional (gerade noch) äquivalent zu § 947 BGB.

#### 4. Zusammenfassung

Das Äquivalenzproblem der LTS ist stärker aufzuschlüsseln in Begriffsäquivalenz einerseits und Bezeichnungsäquivalenz andererseits, da erstere nur notwendige, nicht aber hinreichende Bedingung für letztere ist. Im Beispiel deckt sich der Begriff des „wesentlichen Bestandteils“ in allen vier erwähnten Rechtsordnungen vollständiger als es die teils divergierende und lückenhafte Wortbildung vermuten lässt<sup>72</sup>. Die durch recht unaufwendige Rechtsvergleichung festzustellende hohe Begriffsäquivalenz (2.1) garantiert keineswegs, äquivalente Bezeichnungen leicht aufzufinden. Die Kenntnis der Systematik der Ausgangs- und Zielrechtsordnung hilft hierbei, der äußere Gesetzaufbau kann jedoch täuschen, oder der Gesetzgeber, wie im Beispiel, eine Legaldefinition schuldig bleiben (2.2). Die Analyse von Lehre und Rechtsprechung (2.3) zeigt, dass die Vorstellung von der Existenz einer einzigen korrekten Bezeichnung, die in der gesamten Fachsprache einer Rechtsordnung durchgängige Verwendung fände, relativiert werden muss, da Bezeichnungen vielmehr je nach Textsorten, Sub-Sprechergruppen bzw. Kommunikationsbereichen, also je nach den „legal formants“ mehr oder weniger verfestigt sein können. Diese fragmentierte Bezeichnungsäquivalenz ist im Fall Brasiliens darauf zurückzuführen, dass der CCB die BGB-Dogmatik in Teilgebieten unvollständig und neben anderen Einflüssen übernommen und sich im Beispiel mit einer ganz versteckten, lediglich umschreibenden Bezeichnung begnügt hat, während die Lehre teilweise eine vollständigere Rezeption erstrebt, was im Untersuchungsbeispiel eine durch die Lehnübersetzung „parte integrante essencial“ erreichte hohe Bezeichnungsäquivalenz bei einigen Rechtslehrenden ergab, bei diffusem Befund in der Rechtsprechung. Eine solche sektoral fragmentierte Verwendung sollte idealerweise durch Legaldefinitionen (und ihre Akzeptanz durch die Praxis) verhindert werden; wo sie aber existiert, wäre sie in Terminologieressourcen zu kennzeichnen, da auch eine geringe Verbreitung zu einer nach dem

---

<sup>72</sup> Bereits Sacco (1991, S. 13) weist auf dieses Phänomen in allgemeinerer Form hin: „[T]he operative rules of [...] two systems may be more similar than the vocabularies in which they are expressed.“

Empfängerhorizont differenzierten, besonderen, gegebenenfalls erläuternden Übersetzungsstrategie führen muss, selbst bei eher alltäglichen Aufträgen wie Urteilen oder Verträgen.

Das Beispiel des „wesentlichen Bestandteils“ wurde gewählt, um stärker für solche – durchaus nicht vereinzelt auftretenden<sup>73</sup> – Benennungsprobleme zu sensibilisieren. Dass bei defizitärer Wortbildung zu einem Begriff oder Ansätzen zu seiner terminologischen Verfestigung durch einen nicht mit hoher Autorität ausgestatteten „legal formant“ (z. B. nicht im Gesetzestext) oder an einem unerwarteten Ort schon Muttersprachler zum Rückgriff auf den besser durchgearbeiteten und eventuell an eher erwarteter Stelle platzierten Bezeichnungsapparat eines anderen, nicht ganz abwegigen Begriffs neigen können, dessen Äquivalenz entweder bewusst angenommen, oder dessen Inäquivalenz unbewusst übersehen wird, zumal wenn Homonymie nicht vollständig vermieden wird (3.2), dürfte ein nicht ganz singuläres Phänomen sein. Für die begriffsorientierte Übersetzung folgt daraus, dass es nicht genügt, die Begriffe der Ausgangs- und der Zielrechtsordnung abzugleichen, sondern dass auch intralingual in der Ausgangsrechtsordnung abgeglichen werden muss, ob der konkrete Sprecher von denselben Begriffen wie beispielsweise der Gesetzgeber (oder die herrschende Lehre etc.) ausgeht und Bezeichnungen entsprechend verwendet. In etwas süffisanter Anlehnung an Sacco (1991) kann man sagen, dass man auch mit „legal deformants“ rechnen muss<sup>74</sup>, was korrigierende Übersetzungsstrategien erfordert. Hierfür kann es wichtig sein, im Wege des intralingualen Vergleichs zu erkennen, ob Abweichungen im konkreten Text vom gängigen Gebrauch sich jeweils nur auf der Bezeichnungs- bzw. nur auf der Begriffsebene oder gar auf beiden Ebenen abspielen. Verwendungsauffälligkeiten könnten in einem auf Vollständigkeit bedachten bilingualen juristischen Wörterbuch unter einer Rubrik „gelegentlich fälschlich für...“ oder ähnlich aufgeführt werden.

Es überrascht nicht, dass bei einem solchen Befund Außenstehende dazu neigen können, die Existenz insbesondere eines terminologisch schwächer durchgebildeten Begriffs in einer Rechtsordnung völlig zu übersehen, und stattdessen irrtümlich eine Äquivalenz mit einem terminologisch präsenteren Begriff anzunehmen und dadurch den zu seinem Feld gehörenden Bezeichnungsapparat zu akzeptieren, zumal wenn ihn eine rechtsordnungsübergreifende schmale Intersektion mit dem übersehenen Begriff dafür prädisponiert<sup>75</sup>. Der

---

<sup>73</sup> Gerade beim Übersetzen aus dem Deutschen heraus wird es wegen der wortschöpferischen Kreativität der deutschen Juristen des 19. Jahrhunderts nicht selten vorkommen, dass dem „German term“ für denselben Begriff in der Zielsprache „a complex expression formed by more than one word“ gegenübersteht (Sacco, 1991, S. 14).

<sup>74</sup> Hier schließt sich der Kreis. Lesen wir nun nochmals das Zitat des OLG Thüringen, welches uns als Ausgangspunkt diente. Auch dort arbeitet das Gericht mit einem Wesentlichkeits-Begriff, der von dem des Gesetzgebers abweicht, was bei unserer Übersetzung zu kennzeichnen ist. (Richtigerweise wären die Kosten des Aggregats, welches das auszubauende Aggregat substituieren müsste, nicht in die wirtschaftliche Betrachtung der Abtrennbarkeit des auszubauenden Aggregats einzubeziehen gewesen.).

<sup>75</sup> Die Zahl der Rechtsbegriffe mit einer für eine Äquivalenz nicht ausreichenden Intersektion ist sehr groß. Das Risiko, einen der beiden völlig zu übersehen, dürfte dagegen weniger verbreitet sein. Ein Beispiel Saccos (1991, S. 16) aufgreifend, könnte es etwa einem mit der deutschen Rechtsordnung Vertrauten passieren, die Existenz eines *detentio*-Begriffs in einer Rechtsordnung zu übersehen, und sich mit dortigen Bezeichnungen aus dem Bereich des Besitzes zufriedenzugeben (tatsächliche Gewalt über eine Sache als Intersektion). Auch Verjährung und Ersitzung sind Begriffe mit einer gewissen Intersektion (Rechtsverlust nach einem gewissen Zeitablauf), oder die deutschen Begriffe Rücktritt, Widerruf und Kündigung (Lösung von einem Vertrag als Intersektion), so dass je nach konkreter Ausgestaltung in der jeweiligen Rechtsordnung ein Fehlgriff, bzw. ein Übersehen des eigentlich äquivalenteren Begriffs, nicht auszuschließen ist.

begriffsorientierte Ansatz sollte entsprechende Anregungen aus der Rechtsvergleichung (3.1) stärker aufgreifen, um solche Fehlgriffe zu vermeiden. Es sollte – jedenfalls innerhalb des „römisch-germanischen Rechtskreises“ – die *praesumptio similitudinis* nicht unbedingt verworfen werden. Die Begriffe sind strenger zu klassifizieren und *essentialia* und *accidentalialia* gründlicher herauszuarbeiten, dabei ist vom Sachproblem auszugehen und Beispiele sind heranzuziehen (am besten entschiedene Fälle, wenigstens aber selbst gebildete). Es sollten Hilfsmittel verwendet werden, die das Material systematisch erschließen (statt etwa nur alphabetisch). Die Hilfsmittel selbst sollten sich an der Systematik des Gesetzes orientieren, ihr gleichzeitig aber auch misstrauen. Sie sollten sich insbesondere vor der Verengung des Blickfelds hüten und damit rechnen, dass in der anderen Rechtsordnung der Begriff durch einen ganz anderen „legal formant“ oder wenigstens an ganz anderer Stelle befriedigend terminologisiert sein kann. Die unter (2.) und (3.) behandelten Probleme verstärken sich dabei in einem dialektischen Zirkel gegenseitig. Unklarheiten auf der Bezeichnungsebene erschweren die von ihr keineswegs völlig unabhängige Begriffsarbeit und führen zu unsauber abgegrenzten Konzepten, was wiederum ein weiteres Verschwimmen auf der Bezeichnungsebene nach sich zieht. Bei einem wie hier gefährlichen Fall einer schmalen Intersektion zweier nicht äquivalenter Begriffe ist daher, etwa durch strenge Homonymievermeidung (schon bei der Gesetzgebung), besonders scharf auf die Separation der zugehörigen Bezeichnungsapparate zu achten, und bei der Übersetzungstätigkeit stets damit zu rechnen, dass schon intralingual die wünschenswerte Trennung und Klarheit nicht eingehalten wurde.

## 5. Bibliographie

- Alcaraz, E., & Hughes, B. (2002). *Legal translation explained*. Manchester: St. Jerome.
- Alves, J. C. M. (1974). Exposição de motivos e emendas sugeridas à parte geral do anteprojeto de Código civil. *Arquivos do Ministério da Justiça*, 31(131), 137-187.
- Alves, J. C. M. (2003). *A parte geral do Projeto do Código Civil brasileiro (subsídios históricos para o novo Código Civil brasileiro)* (2. Aufl.). São Paulo: Saraiva.
- Andrade, F. S. de (1994). As pertenças no direito brasileiro. *Ajuris*, 21(61), 107-120.
- Arntz, R. (1999). Rechtsvergleichung und kontrastive Terminologiearbeit: Möglichkeiten und Grenzen interdisziplinären Arbeitens. In P. Sandrini (Hrsg.), *Übersetzen von Rechtstexten. Fachkommunikation im Spannungsfeld zwischen Rechtsordnung und Sprache* (S. 185-201). Tübingen: Narr.
- Arntz, R. (2010). Juristisches Übersetzen zwischen Sprachvergleich und Rechtsvergleich. *Lebende Sprachen*, 55(1), 17-30.
- Aronne, R. (2013). Sistema jurídico e unidade axiológica. Os contornos metodológicos do direito civil constitucional. *Revista do Instituto do Direito Brasileiro*, 2(1), 73-113.
- Aubert, F. H. (2012). Dúvidas e controvérsias. *Cadernos de Terminologia*, 5, 5-43.
- Balanger, L. (2004). *Étude de l'accession artificielle en droit romain* (Doktorarbeit). Clermont-Ferrand: Université d'Auvergne.
- Bianca, M. (1999). *Diritto Civile VI. La proprietà*. Mailand: Giuffrè.
- Bianca, M., Patti, G., & Patti, S. (1991). *Lessico di Diritto Civile*. Milano: Giuffrè.
- Borch, P. v. (1980). Federal Republic of Germany. In D. Campell (Hrsg.), *Legal aspects of alien acquisition of real property* (S. 77-90). Deventer: Kluwer.
- Brand, O. (2009). Language as a barrier to comparative law. In F. Olsen, A. Lorz, & D. Stein (Hrsg.), *Translation issues in language and law* (S. 7-17). Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Constantinesco, L.-J. (1971-1983). *Rechtsvergleichung* (3 Bde.). Köln: Carl Heymanns.
- Dabelow, C. C. (1796). *System des gesammten heutigen Civil-Rechts. Zweyter Theil* (2. Ausg.). Halle: Hemmerde und Schwetschke.
- De Cruz, P. (2007). *Comparative law in a changing world* (3. Aufl.). London: Routledge-Cavendish.
- De Groot, G.-R. (1987). The point of view of a comparative lawyer. *Les Cahiers de droit*, 28(4), 793-812.
- De Groot, G.-R. (1999a). Das Übersetzen juristischer Terminologie. In G.-R. de Groot & R. Schulze (Hrsg.), *Recht und Übersetzen* (S. 11-46). Baden-Baden: Nomos.

- De Groot, G.-R. (1999b). Zweisprachige juristische Rechtswörterbücher. In P. Sandrini (Hrsg.), *Übersetzen von Rechtstexten. Fachkommunikation im Spannungsfeld zwischen Rechtsordnung und Sprache* (S. 203-227). Tübingen: Narr.
- De Groot, G.-R. (2006). Legal translation. In J. Smits (Hrsg.), *Elgar encyclopedia of comparative law* (S. 423-433). Cheltenham: Edward Elgar.
- De Groot, G.-R., & Laer, C. J. P. van (2006). The dubious quality of legal dictionaries. *International Journal of Legal Information*, 34(1), 65-86.
- Diniz, M. H. (2006). *Curso de Direito Civil Brasileiro. 1º volume. Teoria Geral do Direito Civil* (23. Aufl.). São Paulo: Saraiva.
- Diniz, M. H. (2013). *Curso de Direito Civil Brasileiro. 4º volume. Direito das Coisas* (28. Auflage). São Paulo: Saraiva.
- Dullion, V. (2015). Droit comparé pour traducteurs: de la théorie à la didactique de la traduction juridique. *International Journal for the Semiotics of Law*, 28, 91-106.
- Dyrberg, G., & Tournay, J. (1990). Définition des équivalents de traduction de termes économiques et juridiques sur la base de textes parallèles. *Cahiers de lexicologie*, 56-57, 261-274.
- Engberg, J. (2013). Comparative law for translation: The key to successful mediation between legal systems. In A. B. Albi & F. Prieto Ramos (Hrsg.), *Legal translation in context. Professional issues and prospects* (S. 9-25). Bern: Lang
- Glanert, S., & Legrand, P. (2013). Foreign law in translation. If truth be told... In M. Freeman & F. Smith (Hrsg.), *Law and language (= current legal issues 15)* (S. 513-532). Oxford University Press.
- Gomes, J. J. (2006). *Direito Civil: Introdução e Parte Geral*. Belo Horizonte: Del Rey.
- Gomes, O. (1962). *Direitos reais. Tom. I*. Rio de Janeiro: Forense.
- Gonçalves, C. R. (2009). *Direito Civil Brasileiro. Volume V. Direito das Coisas* (4. Aufl.). São Paulo: Saraiva.
- Gordley, J. (2012). The functional method. In P. G. Montaneri (Hrsg.), *Methods of comparative law* (S. 107-119). Cheltenham: Edward Elgar.
- Gotti, M. (2016). Linguistic features of legal texts: Translation issues. *Statute Law Review*, 37(2), 144-155.
- Gschnitzer, F. (1968). *Sachenrecht*. Wien: Springer.
- Gusmão, S. Cardoso de (1947). Pertença. In *Repertório enciclopédico do direito brasileiro*, vol. XXXVII, 80. Rio de Janeiro: Borsoi.
- Haical, G. (2013). As partes integrantes e a pertença no Código Civil. *Revista dos Tribunais*, 102(934), 49-135.
- Harvey, M. (2002). What's so special about legal translation? *Meta*, 47(2), 177-85.
- Hörster, H. E. (2009). *A parte geral do código civil português: teoria geral do direito civil*. Coimbra: Almedina.
- Husa, J. (2015). *A new introduction to comparative law*. Oxford: Hart.
- Husinec, S. (2010): The use of comparative legal analysis in teaching the language of the law. In M. Gotti & C. Williams (Hrsg.), *Legal discourse across languages and cultures* (S. 155-173). Bern: Lang.
- Jayme, E., & Neuss, J. J. (2013). *Wörterbuch Recht und Wirtschaft. Dicionário Jurídico e Económico* (2. Aufl.). München: Beck.
- Kaser, M. (1971). *Das römische Privatrecht. Erster Abschnitt. Das altrömische, das vorklassische und klassische Recht* (2. Aufl.). München: Beck
- Kisch, I. (1973). Droit comparé et terminologie juridique. In M. Rotondi (Hrsg.), *Inchieste di diritto comparato* (S. 407-423). Padua: Cedam.
- Kischel, U. (2009). Legal cultures – legal languages. In F. Olsen, A. Lorz, & D. Stein (Hrsg.), *Translation issues in language and law* (S. 7-17). Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Kischel, U. (2015). *Rechtsvergleichung*. München: Beck
- Klang, H. (Hrsg.) (1950). *Kommentar zum Allgemeinen Bürgerlichen Gesetzbuch* (2. Aufl., 2. Band). Wien: Österreichische Staatsdruckerei.
- Leipold, D. (2010). *BGB I: Einführung und allgemeiner Teil* (6. Aufl.). Tübingen: Mohr Siebeck.
- Lopes, M. M. de S. (1971). *Curso de Direito Civil (Introdução, Parte Geral e Teoria dos Negócios Jurídicos)*. Vol. I. (5. Aufl.). Rio de Janeiro: Freitas Bastos
- Martins-Costa, J. H. (2001). Projeto de Código Civil brasileiro – em busca da ética da situação. *Revista Jurídica*, 282, 27-53.
- Matos, A. S. de M. C., & Ramos, M. M. (2016). A cultura jurídica brasileira: Da exceção à atual promessa de emancipação. *Quaestio Juris*, 9(1), 376-404.
- Mattila, H. E. S. (2006). *Comparative legal linguistics*. Aldershot: Ashgate.
- Matulewska, A. (2007). *Lingua legis in translation*. Frankfurt: Lang.
- Matulewska, A. (2013). *Legilinguistic translatology. A pragmatic approach to legal translation*. Bern: Lang.
- Münch, I. v. (2011). *Rechtspolitik und Rechtskultur. Kommentare zum Zustand der Bundesrepublik*. Berliner Wissenschafts-Verlag.

- Noronha, F. (1994). *O direito dos contratos e seus princípios fundamentais*. São Paulo: Saraiva.
- Oliveira, J. E. (2010). *Código civil anotado e comentado: doutrina e jurisprudência*. Rio de Janeiro: Forense.
- Pereira, A. P. B. (2010). A importância do princípio da acessoriedade no direito civil: das coisas aos contratos. *Revista Síntese Direito Civil e Processual Civil*, 67, 73-86.
- Pereira, A. P. B. (2011). É necessária a figura das pertenças no Código Civil? *Brasília*, 48(191), 7-15.
- Pereira, V. de Sá (1924). *Manual do Código Civil Brasileiro. Vol. VIII. Direito das Coisas (arts. 524-673)*. Rio de Janeiro: Jacintho Ribeiro dos Santos.
- Pinto, R. (2006). *Direitos reais de Moçambique: teoria geral dos direitos reais: posse*. Coimbra: Almedina.
- Pommer, S. (2006). *Rechtsübersetzung und Rechtsvergleichung*. Frankfurt a. M.: Lang.
- Pontes de Miranda, F. C. (2001). *Tratado de Direito Privado: Tomo XI* (atualisiert von V. R. Alves). Campinas: Bookseller.
- Pontes de Miranda, F. C. (2012). *Tratado de Direito Privado: Tomo II – Bens. Fatos Jurídicos*. São Paulo: Revista dos Tribunais.
- Porto, M. M. (1966). *Ação de responsabilidade civil e outros estudos*. São Paulo: Revista dos Tribunais.
- Prieto Ramos, F. (2014). Legal translation studies as interdiscipline: Scope and evolution. *Meta*, 59(2), 260-277.
- Prieto Ramos, F. (2015). Quality assurance in legal translation: Evaluating process, competence and product in the pursuit of adequacy. *International Journal of the Semiotics of Law*, 28, 11-30.
- Rodrigues Jr., O. L. (2013). A influência do BGB e da doutrina alemã no direito civil brasileiro do século XX. *Revista dos Tribunais*, 938, 79-155.
- Sacco, R. (1991). Legal formants: A dynamic approach to comparative law. *The American Journal of Comparative Law*, 39(1 & 2), 1-34 & 343-401.
- Samuel, G. (2014). *An introduction to comparative law theory and method*. Oxford: Hart.
- Sandrini, P. (1996). *Deskriptive begriffsorientierte Terminologiearbeit im Recht, Problemstellung und Lösungsansätze vom Standpunkt des Übersetzers*. Wien: International Network for Terminology.
- Santos, J. M. de C. (1977). *Código Civil Brasileiro Interpretado. Vol. VIII. Direito das Coisas (arts. 554-673)* (12. Aufl.). Rio de Janeiro: Livraria Freitas Bastos.
- Šarčević, S. (1997). *New approach to legal translation*. Den Haag: Kluwer Law International.
- Schlimpert, D. (2015). *Integrale und Funktionale Verbindungen von Sachen im französischen und deutschen Recht*. Göttingen: V&R unipress.
- Schmidt-König, C. (2005). *Die Problematik der Übersetzung juristischer Terminologie: Eine systematische Darstellung am Beispiel der deutschen und französischen Rechtssprache*. Münster: LIT.
- Simmonæs, I. (2013a). Juristisches Übersetzen – Der Vergleich als Grundlage der Erkenntnis. *trans-kom*, 6(1), 208-228.
- Simmonæs, I. (2013b). Legal translation and “traditional” comparative law – similarities and differences. *Linguistica Antverpiensia, New Series – Themes in Translation Studies*, 12, 147-160.
- Staut Jr., S. S. (2014). “Liberalismo” e “modernidade” no Brasil após a independência. *Revista do Instituto do Direito Brasileiro*, 3(8), 6315-6330.
- Stolze, R. (2013). The legal translator’s approach to texts. *Humanities*, 2(1), 56-71.
- Tschentscher, A. (2007). Dialektische Rechtsvergleichung – Zur Methode der Komparatistik im öffentlichen Recht. *Juristenzeitung*, 62(17), 807-816.
- Vampré, S. (1917). *Código civil brasileiro anotado à luz dos documentos parlamentares e da doutrina*. São Paulo: Livraria e Oficinas Magalhães.
- Venosa, S. de Salvo (1984). *Direito civil: teoria geral*. Vol. 1. São Paulo: Atlas.
- Venosa, S. de Salvo (2003). *Código Civil Comentado. Vol. XII. Direito das Coisas. Posse. Direitos Reais. Propriedade. Artigos 1.196 a 1.368*. São Paulo: Atlas.
- Venosa, S. de Salvo (2009). *Direito civil. Vol. 1. Parte Geral* (9. Aufl.). São Paulo: Atlas.
- Venosa, S. de Salvo (2010). *Direito civil. Vol. 5. Direitos Reais* (10. Aufl.). São Paulo: Atlas.
- Vidal Caramonte, M. C. A. (2013). Towards a new research model in legal translation: Future perspectives in the era of asymmetry. *Linguistica Antverpiensia, New Series – Themes in Translation Studies*, 12, 182–196.
- Watson, A. (1993). *Legal transplant: An approach to comparative law* (2. Aufl.). Atlanta: The University of Georgia Press.
- Weisflog, W. E. (1996). *Rechtsvergleichung und juristische Übersetzung. Eine interdisziplinäre Studie*. Zürich: Schulthess Polygraphischer Verlag.
- Wieling, H. J. (2007). *Sachenrecht*. Berlin: Springer.
- Wienbracke, M. (2013). *Juristische Methodenlehre*. Heidelberg: Müller.
- Wiesmann, E. (2004). *Rechtsübersetzungen und Hilfsmittel zur Translation. Wissenschaftliche Grundlagen und computergestützte Umsetzung eines lexikographischen Konzepts*. Tübingen: Narr

Wolff, L. (2011). Legal translation. In K. Malmkjær & K. Windle (Hrsg.): *The Oxford handbook of translation studies* (S. 228-242). Oxford University Press.

Zweigert, K., & Kötz, H. (1996). *Einführung in die Rechtsvergleichung* (3. Aufl.). Tübingen: Mohr Siebeck.



Sven Korzilius

Ludwig-Maximilians-Universität München

[sven.korzilius@gmail.com](mailto:sven.korzilius@gmail.com)

**Biographie:** Sven Korzilius studierte Rechtswissenschaften und Geschichte an der Universität des Saarlandes (UdS, Saarbrücken) und ist seit 2004 als Rechtsanwalt zugelassen. 2005 Dr. jur. (Saarbrücken). 2007-2008 Post-Doc im DFG-Graduiertenkolleg „Sklaverei – Knechtschaft und Frondienst – Zwangsarbeit“ (Trier). 2009 Gastdozent an der Bundesuniversität von Minas Gerais, Belo Horizonte, Brasilien (UFMG). 2010 Fellow des Freiburg Institute of Advanced Studies (FRIAS), School of History. 2011-2016 DAAD-Fachlektor an der rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität São Paulo (USP). 2017 DAAD-Stipendiat am Max-Planck-Institut für europäische Rechtsgeschichte. Seit Oktober 2017 wissenschaftlicher Assistent am Leopold-Wenger-Institut, LMU München.

## ***Salvo* und seine deutschen Entsprechungen**

**Eine kritische Auseinandersetzung mit dem Sprachgebrauch in italienischen, deutschen und Schweizer Rechtstexten und ihren Übersetzungen**

**Eva Wiesmann**

*Universität Bologna*

---

### ***Salvo* and its German translations. A critical analysis of language usage in Italian, German and Swiss legal texts and their translations – Abstract**

One of the aims of this paper is to show that the Italian lexeme *salvo* cannot be correctly understood and adequately translated into German on the basis of a merely linguistic analysis of corpora of legal texts and their translations, but that a legal analysis is required. The purpose of this analysis is firstly to distinguish the various legal meanings of *salvo* and the legal meanings of its German equivalents, and secondly to establish the correlations between the different forms and meanings of *salvo* and the lexemes expressing the same meanings in German legal texts. The corpora that have been analysed are the Italian Civil Code and its two German translations done respectively for South Tyrol and Germany, the German Civil Code and its unofficial translation into Italian, and the German version of the Swiss Civil Code and its official translation into Italian. Another aim of this paper is to show some differences between language usage in German and Swiss legal texts and particularly to point out some problematic rendering of *salvo* in the above mentioned German translations of the Italian Civil Code.

#### **Keywords**

*Salvo*, legal meanings, German equivalents, civil code analysis, translation

## 1. Gegenstand und Zielsetzung

*Salvo* stellt auf zweierlei Ebenen ein Problem dar. Die erste betrifft die Bedeutung und den Gebrauch sowie die Übersetzung des Lexems, die zweite die linguistische Auseinandersetzung damit, die der Ergänzung durch eine juristische bedarf.

Wie die Übersetzungspraxis immer wieder zeigt, sind mit der Bedeutung und dem Gebrauch von *salvo* im Italienischen und seiner Übersetzung ins Deutsche besondere Schwierigkeiten verbunden. Es handelt sich bei *salvo* um ein schon in seinen verschiedenen Formen nicht immer eindeutig bestimmbares, v.a. aber um ein semantisch komplexes Lexem, dessen Bedeutung im jeweiligen Gebrauchszusammenhang für Übersetzerinnen und Übersetzer oft nicht klar ist und für das ihnen eine große Vielzahl und Vielfalt an Entsprechungen zur Verfügung steht, zwischen denen sie wählen müssen.

Die lexikographischen Einträge zu *salvo* lassen Fragen bezüglich der vollständigen Erfassung, der angemessenen Beschreibung und der klaren Abgrenzung der Bedeutungen sowie der Spezifizierung der Gebrauchszusammenhänge offen, zu deren Beantwortung sich aus linguistischer Sicht eine Korpusuntersuchung begleitet von einer Auseinandersetzung mit den lexikographisch dokumentierten Übersetzungen anbietet. Bei den in diesem Beitrag untersuchten Korpora handelt es sich um den italienischen Codice Civile (im Folgenden „CC“) und seine deutschen Übersetzungen von Bauer et al. (im Folgenden „Bauer“) für Südtirol und von Patti (im Folgenden „Patti-CC“ oder kurz „Patti“) für Deutschland, die bereits Gegenstand einer Voruntersuchung (Wiesmann, 2015) waren, das deutsche Bürgerliche Gesetzbuch (im Folgenden „BGB“) und seine italienische Übersetzung von Patti (im Folgenden „Patti-BGB“), mit denen sich, beschränkt auf Buch 2, erstmals Miuccio (2013) in Bezug auf *salvo* auseinandergesetzt hat, sowie das deutschsprachige Schweizer Zivilgesetzbuch (im Folgenden „ZGB“) und seine italienische Übersetzung von Bertoni et al. (im Folgenden „Bertoni“), also um im Original italienische und deutsche, den juristischen Sprachgebrauch nicht nur dokumentierende, sondern auch maßgeblich beeinflussende Gesetzbücher und deren von Juristen angefertigte Übersetzungen.

Mittels der Analyse der Kotexte von *salvo* im CC, der kritischen Auseinandersetzung mit den von Bauer und Patti-CC gewählten Übersetzungen des italienischen Lexems und der Ermittlung der in Patti-BGB und in Bertoni mit *salvo* wiedergegebenen deutschen Lexeme bzw. Konstrukte, die im BGB und im ZGB verwendet werden, wurde in diesem Beitrag untersucht, inwieweit sich damit die unklaren Formen von *salvo* voneinander unterscheiden, die Bedeutungen von *salvo* bestimmen und voneinander abgrenzen und Korrelationen zwischen den verschiedenen Formen von *salvo* und den in ihrem Gebrauch in Originaltexten von Gesetzen überprüften deutschen Übersetzungen aufstellen lassen, und wo die linguistische Untersuchung an ihre Grenzen gerät und einer Ergänzung durch eine juristische bedarf. Dabei wurden auch einige Unterschiede zwischen dem bundesdeutschen und dem Deutschschweizer Sprachgebrauch festgestellt und es wurde insbesondere der Gebrauch einiger deutscher Übersetzungen von *salvo* in Bauer und Patti-CC hinterfragt.

## 2. *Salvo* in der italienischen Lexikographie

Während die einsprachige Rechtslexikographie über *salvo* keinerlei Aufschluss gibt, sind in den einsprachigen gemeinsprachlichen Wörterbüchern<sup>1</sup> auch verschiedene rechtssprachliche Bedeutungen des Lexems verzeichnet, das von seiner grammatikalischen Kategorie her insbesondere ein Adjektiv, eine Präposition oder eine Konjunktion sein kann (vgl. ausführlich Wiesmann, 2015, S. 3-7). Von den verschiedenen Bedeutungen, die *salvo* in den einzelnen grammatikalischen Kategorien hat, werden im Folgenden nur die rechtssprachlich relevanten vorgestellt und anhand von Beispielen aus dem CC veranschaulicht.

Als Adjektiv bedeutet *salvo* in Bezug auf die für die Rechtssprache charakteristischen abstrakten Gegenstände „salvaguadato, tutelato, rispettato, mantenuto (una volontà, un principio, un’istituzione, l’onore, ecc.)“ (Battaglia), wie Beisp. 1 zeigt:

- (1) Sono *salvi* i diritti acquistati, per effetto di convenzioni a titolo oneroso con l’erede apparente, dai terzi i quali provino di avere contrattato in buona fede. (Art. 534 CC)

Eine gleichfalls auf eine Wahrung i.w.S. verweisende Bedeutung, nämlich “tutelando o avendo tutelato, salvaguadato, difeso, rispettato, tenuto nel dovuto conto un diritto, un’opinione, un principio, una condizione, un bene morale, un’istituzione; riconoscendo il valore di una legge, di un provvedimento” (Battaglia), hat *salvo*, wiederum bezogen auf abstrakte Gegenstände, als Adjektiv in der mit dem lateinischen absoluten Ablativ vergleichbaren Konstruktion, die aus Beisp. 2 hervorgeht:

- (2) La fusione è decisa da ciascuna delle società che vi partecipano mediante approvazione del relativo progetto. Se l’atto costitutivo o lo statuto non dispongono diversamente, tale approvazione avviene, nelle società di persone, con il consenso della maggioranza dei soci determinata secondo la parte attribuita a ciascuno negli utili, *salva* la facoltà di recesso per il socio che non abbia consentito alla fusione e, nelle società di capitali, secondo le norme previste per la modificazione dell’atto costitutivo o statuto. (Art. 2502 CC)

Darüber hinaus kann *salvo* in dieser absoluten Konstruktion und bezogen auf abstrakte Gegenstände aber auch, wie Beisp. 3 veranschaulicht, die ganz andere Bedeutung „avendo fatto o facendo eccezione o le dovute eccezioni per qualcosa“ (Battaglia) haben, also zum Ausdruck einer Ausnahme dienen:

- (3) *Salvi* i casi in cui la legge dispone diversamente, i diritti si estinguono per prescrizione con il decorso di dieci anni. (Art. 2946 CC)

Schließlich kann das Adjektiv in dieser auf abstrakte, aber auch auf konkrete Gegenstände sowie auf Personen bezieharen Konstruktion noch eine Bedingung zum Ausdruck bringen: „In costruzione assoluta, è forma ellittica per ,a condizione che sia salvo, che non patisca danno o pregiudizio“ (Treccani).

Als Präposition verweist das auch in der Form *salvo che* vorkommende *salvo* auf eine Ausnahme (Beisp. 4):

<sup>1</sup> Die ausführlichste Beschreibung der gemein- und fach- und davon insbesondere der rechtssprachlichen Bedeutungen von *salvo* findet sich in Battaglia (1994).

- (4) La moglie conserva la cittadinanza italiana, *salvo* sua espressa rinunzia, anche se per effetto del matrimonio o del mutamento di cittadinanza da parte del marito assume una cittadinanza straniera. (Art. 143<sup>ter</sup> CC)

Dieselbe Bedeutung, die sich auch als eine Art von Einschränkung interpretieren lässt, hat die Konjunktion *salvo che*, die auch in der elliptischen Form *salvo* und in Formen wie *salvo quando*, *salvo se* oder *salvo ove* vorkommen kann (Beisp. 5).

- (5) Le norme corporative prevalgono sugli usi, anche se richiamati dalle leggi e dai regolamenti, *salvo che* in esse sia diversamente disposto. (Art. 8 CC)

Abgesehen davon kann *salvo* in der Rechtssprache auch noch Bestandteil von Klauseln (*salvo buon fine*, *salvo incasso*, usw.) sein.

Da in den rechtssprachlichen lexikographischen Nachschlagewerken jeglicher Eintrag zu *salvo* fehlt, bildet die von der gemeinsprachlichen Lexikographie gelieferte Bedeutungs differenzierung den Ausgangspunkt für die Untersuchung des CC und seiner beiden deutschen Übersetzungen, in denen die Entsprechungen von *salvo* mangels Präzisierung der Bedeutungen in den einsprachigen deutschen Rechtswörterbüchern zunächst einmal gleichfalls durch die Brille der gemeinsprachlichen Lexikographie betrachtet werden.

### 3. Die Untersuchung des CC und seiner Übersetzungen ins Deutsche

Im CC kommt *salvo* in Formen, die den Wortarten Adjektiv, Präposition und Konjunktion zuzuordnen sind, insgesamt 700-mal vor.<sup>2</sup> Die verschiedenen Formen sind – in der Reihenfolge ihrer Frequenz – in Tabelle 1 erfasst.

<i>salv*</i> (+ Determinativ) + Substantiv	Adjektiv/Präposition	321
<i>salvo che</i> + Verb im Konjunktiv I	Konjunktion	228
<i>salvo quanto</i> (+ Hilfsverb) + Partizip Perfekt	Adjektiv	58
<i>è/sono salv*</i> + Determinativ + Substantiv	Adjektiv	46
<i>rest* salv*</i> + Determinativ + Substantiv	Adjektiv	23
<i>è/sono fatt* salv*</i> + Determinativ + Substantiv	Adjektiv	6
<i>salvo che</i> + Präposition + Determinativ + Substantiv	Präposition	5
<i>resta salvo quanto</i> + Partizip Perfekt	Adjektiv	2
<i>fatto salvo quanto</i> + Partizip Perfekt	Adjektiv	2
<i>salvo</i> + Präposition + Determinativ + Substantiv	Präposition	2
<i>è salvo quanto</i> + Hilfsverb + Partizip Perfekt	Adjektiv	1
<i>riman* salv*</i> + Determinativ + Substantiv	Adjektiv	1
<i>è fatto salvo quanto</i> + Partizip Perfekt	Adjektiv	1

<sup>2</sup> Zum Vergleich des Vorkommens von *salvo* in drei annähernd gleich großen Korpora, und zwar einem aus dem Codice Civile bestehenden Korpus von Texten der Rechtsetzung, einem aus unterschiedlichen zivilrechtlichen Texten i.w.S. zusammengesetzten Korpus von Texten der Rechtspraxis und einem auf das Zivilrecht bezogenen Korpus von Texten der Rechtslehre, vgl. Wiesmann (2015, S. 7-10).

<i>fare salvo</i> + Determinativ + Substantiv	Adjektiv	1
<i>fatt* salv*</i> + Determinativ + Substantiv	Adjektiv	1
<i>salvo che</i> + Verb im Konjunktiv II	Konjunktion	1
<i>salvo quando</i> + Verb im Konjunktiv I	Konjunktion	1

**Tabelle 1.** Vorkommen der verschiedenen Formen von *salvo* im CC

Die häufigste, aber auch die problematischste Form ist *salv\** (+ Determinativ) + Substantiv, die insgesamt 321-mal belegt ist. In 115 Fällen ist sie rein formal eindeutig als absolut konstruiertes Adjektiv interpretierbar, zu der es im CC die unproblematischen Parallelförmungen *fatt\* salv\** + Determinativ + Substantiv sowie *salvo quanto* (+ Hilfsverb) + Partizip Perfekt und *fatto salvo quanto* + Partizip Perfekt gibt; in 88 Fällen lässt sie sich, wiederum rein formal, eindeutig als Präposition einstufen; in 118 Fällen dagegen ist das Substantiv hinter *salv\** maskulin Singular, was formal gesehen keine eindeutige Zuordnung zu der einen oder anderen grammatikalischen Kategorie erlaubt. Das in Verbindung mit *salv\** auftretende Substantiv kann auch mit einem Adjektiv, und zwar überwiegend mit *divers\** oder *contrar\** kombiniert werden, wobei das Determinativ beim Adjektiv in absoluter Konstruktion im Gegensatz zur Präposition (*salva diversa volontà* in Art. 1228 CC vs. *salvo diversa volontà* in Art. 1477 und Art. 1815 CC) nur ausnahmsweise entfällt.

Bis auf den Überschneidungsbereich zwischen dem absolut konstruierten Adjektiv und der Präposition scheinen die Bedeutungen ausgehend von der gemeinsprachlichen Lexikographie zunächst einmal klar zu sein. In Bezug auf die betreffenden grammatikalischen Kategorien ergibt sich dagegen insofern die Notwendigkeit einer Differenzierung, als die Präposition, den gemeinsprachlichen Wörterbüchern zufolge, zwar die Bedeutung Ausnahme mit dem absolut konstruierten Adjektiv gemein hat, dieses darüber hinaus aber auch noch die Bedeutung Wahrung i.w.S. haben kann.

Unter linguistischem Gesichtspunkt bietet sich zur Differenzierung insbesondere die Kotextanalyse, aber – in Anbetracht der Vielzahl und Vielfalt der möglichen Entsprechungen von *salvo* – auch die Auseinandersetzung mit den Übersetzungen ins Deutsche an.

Bei der auf den CC bezogenen Kotextanalyse hat sich zum einen herausgestellt, dass es verschiedene Fälle gibt, in denen *salvo* und *salv\** mit demselben Substantiv kombiniert werden, aber nicht immer die Bedeutung Ausnahme gegeben zu sein scheint (vgl. auch Wiesmann, 2015, S. 10-11). Während die Beisp. 6 und 7 nahelegen, dass es in beiden Fällen um eine Ausnahme geht, scheint es sich in den Beisp. 8 und 9 eher um eine Wahrung i.w.S. zu handeln, um eine Bedeutung also, die in den gemeinsprachlichen Wörterbüchern bei *salvo* als Präposition gar nicht genannt wird.

- (6) *Salvo prova contraria*, si presume concepito al tempo dell'apertura della successione chi è nato entro i trecento giorni dalla morte della persona della cui successione si tratta. (Art. 462 CC)
- (7) Se il titolo del credito è in forma pubblica, la consegna volontaria della copia spedita in forma esecutiva fa presumere la liberazione, *salva la prova contraria*. (Art. 1237 CC)
- (8) I creditori hanno eguale diritto di essere soddisfatti sui beni del debitore, *salvo le cause legittime di prelazione*. (Art. 2741 CC)

- (9) I creditori devono ripartire tra loro le somme e ricavate in proporzione dei rispettivi crediti, *salve le cause di prelazione*. (Art. 1982 CC)

Zum anderen hat sich herausgestellt, dass sich die Bedeutung von *salvo* bzw. *salv\** nur sehr bedingt an den Kollokatoren festmachen lässt. Während es m.a.W. bei Kollokatoren wie *obblighi*, *rinunzia* oder *responsabilità* (Beisp. 10 und 11) nicht klar ist, ob es um eine Ausnahme oder eine Wahrung i.w.S. geht, steht die Bedeutung allein bei den Kollokatoren *caso/casi* (Beisp. 12) und *contrari\** bzw. *divers\** (Beisp. 13) fest, die stets eindeutig auf eine Ausnahme verweisen.

- (10) *Salva la responsabilità* per il ritardo e per l'inadempimento nell'esecuzione del trasporto, il vettore risponde dei sinistri che colpiscono la persona del viaggiatore durante il viaggio e della perdita o dell'avaria delle cose che il viaggiatore porta con sé, se non prova di avere adottato tutte le misure idonee a evitare il danno. (Art. 1681 CC)
- (11) L'assegnatario, se subisce l'evizione della cosa, ha diritto di ripetere quanto ha pagato agli altri creditori, *salva la responsabilità* del creditore precedente per i danni e per le spese. (Art. 2927 CC)
- (12) La composizione della famiglia colonica non può volontariamente essere modificata senza il consenso del concedente, *salvi i casi* di matrimonio, di adozione e di riconoscimento di figli naturali. (Art. 2142 CC)
- (13) *Salvo diverso* accordo tra le parti, la scadenza del termine di preavviso deve coincidere con l'ultimo giorno del mese di calendario (Art. 1750 CC)

Während die Analyse der von Bauer für Südtirol und der von Patti für Deutschland angefertigten Übersetzungen in Bezug auf *salv\** (+ Determinativ) + Substantiv einerseits eine bessere Differenzierung zwischen den Bedeutungen Ausnahme und Wahrung i.w.S. zu ermöglichen scheint, macht sie andererseits die Sachlage komplexer. Geht man mangels Einträgen in deutschen Rechtswörterbüchern von der gemeinsprachlichen deutschen Lexikographie aus, haben einige Entsprechungen von *salv\** (+ Determinativ) + Substantiv nämlich offensichtlich andere als die in den gemeinsprachlichen italienischen Wörterbüchern genannten Bedeutungen, was auf ein größeres Bedeutungsspektrum der betreffenden Form von *salvo* in der Rechtssprache hindeuten könnte.

Auf eine Ausnahme scheinen eindeutig die Übersetzungen mit *wenn/sofern/soweit nicht/kein\**, *außer*, *mit Ausnahme*, *abgesehen von* und *es sei denn (dass)* zu verweisen, auf eine Wahrung i.w.S. dagegen *bleib\** *unberührt*, *wird/werden nicht berührt*, *bleib\** *aufrecht* und *bleib\** *unbeschadet* und auf eine, wie in Punkt 2 festgestellt, gleichfalls mögliche Bedingung *vorbehaltlich* („mit dem Vorbehalt, unter der Bedingung, Voraussetzung, dass“; DWDS), *unter Vorbehalt*, *wenn* und *bei Fehlen*. Weniger eindeutig ist die Übersetzung mit *unbeschadet*, da dieses Lexem, wie es scheint, nicht nur eine Wahrung i.w.S. („ohne Schaden, ohne Nachteil für, im Einklang mit“; Duden) zum Ausdruck bringen, sondern – wie das gleichfalls, wenn auch nur ein einziges Mal als Übersetzung vorkommende *ungeachtet* – auch eine einräumende Bedeutung („ohne Rücksicht auf, ungeachtet, trotz“; Duden) haben kann. Doch nicht nur die Übersetzungen mit *unbeschadet* und *ungeachtet* legen nahe, dass das Bedeutungsspektrum von *salv\** (+ Determinativ) + Substantiv in der Rechtssprache möglicherweise ein breiteres ist. Mit *allerdings* und *jedoch* kommt scheinbar noch die Bedeutung Einschränkung dazu, die bei der Bedeutung Ausnahme lediglich mitschwingt.

Bezieht man in die Analyse der Übersetzungen auch noch die anderen Formen von *salvo* ein, so zeigt sich, dass den Entsprechungen auch bei den als unproblematisch erachteten Formen Bedeutungen zuordenbar scheinen, die in der gemeinsprachlichen italienischen Lexikographie keine Berücksichtigung finden.

In der grammatikalischen Kategorie Konjunktion kommen neben Übersetzungen, die, wie *es sei denn (dass)*, *außer (wenn)*, *sofern/soweit/wenn/falls nicht/kein\**, *dies gilt nicht, wenn* und *nur ... wenn* eindeutig eine Ausnahme bzw. eine Einschränkung zum Ausdruck bringen, auch solche vor, die wie *vorbehaltlich* und *vorausgesetzt (dass)* auf eine Bedingung verweisen oder die wie *unbeschadet* polysem sind und deren Bedeutungen für *salvo* in der grammatikalischen Kategorie Konjunktion ungewöhnlich scheinen.

Was die grammatikalische Kategorie Adjektiv – abgesehen von der sich mit der grammatikalischen Kategorie Präposition partiell überschneidenden absoluten Konstruktion – anbelangt, in der die Formenvielfalt am größten ist, so ergibt sich ein vergleichbares Bild. Das Bedeutungsspektrum reicht von Wahrung i.w.S. (*bleib\* gewahrt, Wahrung, bleib\* aufrecht, bleib\* unberührt, bleib\* unbeschadet, ist/sind bzw. wird/werden geschützt*), Wahrung i.w.S. bzw. Einräumung (*unbeschadet*) bis zu Vorbehalt (*bleib\* vorbehalten*) und Vorrang (*hat/haben Vorrang*).

Die ausgehend von der gemeinsprachlichen Lexikographie in den Übersetzungen von Bauer und Patti realisierten Bedeutungen von *salvo* in seinen verschiedenen Formen (vgl. im Kern Wiesmann, 2015, S. 13) sind in Tabelle 2 zusammengefasst.

Ausnahme	<i>abgesehen von; außer; außer wenn; mit Ausnahme; es sei denn; es sei denn, dass; sofern nicht/kein*; soweit nicht/kein*; wenn nicht/kein*; falls nicht/kein*; dies gilt nicht, wenn</i>
Einschränkung	<i>allerdings; jedoch; nur ... wenn</i>
Wahrung i.w.S.	<i>unbeschadet; bleib* unbeschadet; bleib* unberührt; wird/werden nicht berührt; bleib* gewahrt; Wahrung; bleib* aufrecht; ist/sind geschützt; wird/werden geschützt</i>
Bedingung	<i>wenn; vorausgesetzt; vorausgesetzt, dass; vorbehaltlich; unter Vorbehalt; bei Fehlen</i>
Einräumung	<i>unbeschadet; ungeachtet</i>
Vorbehalt	<i>bleib* vorbehalten</i>
Vorrang	<i>hat/haben Vorrang</i>

**Tabelle 2.** Übersetzungen der verschiedenen Formen von *salvo* in Bauer und Patti-CC

Diese Übersetzungen entsprechen zum Teil denen, die in den zweisprachigen italienisch-deutschen Rechtswörterbüchern<sup>3</sup> geliefert werden. Auch dort werden die rechtssprachlichen Bedeutungen von *salvo* jedoch nicht differenziert, sondern nur die Übersetzungen von *salvo* allein (*ausgenommen; mit Ausnahme von; unbeschadet; vorbehaltlich*), von einzelnen Formen

<sup>3</sup> Der ausführlichste Eintrag zu *salvo* findet sich in Troike Strambaci, & Helffrich Mariani (2015). Leider ist die Reihenfolge der Übersetzungen auch in der neusten Auflage des zweisprachigen Rechtswörterbuchs von 2015 eine rein alphabetische und auch zwischen dem Sprachgebrauch in bundesdeutschen, Schweizer, österreichischen und europäischen Rechtstexten wird nicht immer klar unterschieden.

von *salvo* (*fatto salvo* = *außer*) sowie von bestimmten Klauseln (*salvo buon fine* (s.b.f.) = *Eingang vorbehalten; unter üblichem Vorbehalt* (u.ü.V.); *vorbehaltlich des Eingangs*) und von besonders geläufigen Kollokationen, die *salvo* enthalten (*fatte salve le disposizioni* = *unbeschadet der Bestimmungen; sono salve le disposizioni* = *die Bestimmungen bleiben vorbehalten; die Bestimmungen werden hiervor nicht berührt; salvo approvazione* = *Billigung vorausgesetzt; salvo cambiamenti* = *Änderungen vorbehalten; salvo contrario accordo* = *falls (sofern/soweit/wenn) nicht anders vereinbart; mangels gegenteiliger Vereinbarung; vorbehaltlich anderslautender/gegenteiliger Vereinbarung/Abmachung*), angeführt. Scheint ausgehend davon einerseits *vorbehaltlich* in der Rechtssprache nicht nur eine Bedingung, sondern auch eine Ausnahme zum Ausdruck zu bringen, was die diesbezüglichen Unterschiede in den Übersetzungen von Bauer und Patti verstehen hilft, wird andererseits nicht klar, welches insbesondere der Unterschied zwischen den Lexemen *vorbehaltlich* und *unbeschadet* ist, die in Bauer und Patti als Synonyme verwendet werden, die aber weder den Bedeutungsangaben in den einsprachigen gemeinsprachlichen noch den Kollokationsangaben in den zweisprachigen rechtssprachlichen Wörterbüchern zufolge Synonyme sind.

Auch an anderen Stellen hat die Auseinandersetzung mit Bauer und Patti gezeigt, dass in beiden Übersetzungen Lösungen verwendet werden, die zueinander im Widerspruch zu stehen scheinen. In Beisp. 14 wird in den Übersetzungen offensichtlich einerseits eine Ausnahme, andererseits eine Wahrung ausgedrückt, in Beisp. 15 eine Wahrung vs. ein Vorrang und in Beisp. 16 eine Einschränkung vs. eine Wahrung:

- (14) Se la cassetta è intestata a più persone, l'apertura di essa è consentita singolarmente a ciascuno degli intestatari, *salvo* diversa pattuizione. (Art. 1840 CC)
- [...], *falls nichts* anderes vereinbart wurde, [...]. (Bauer)
- [...] *unbeschadet* abweichender Vereinbarung [...]. (Patti)
- (15) Sono comunque *fatti salvi* gli accordi tra le parti interessate. (Art. 896bis CC)
- Vereinbarungen zwischen den interessierten Parteien *bleiben* jedenfalls *unberührt*. (Bauer)
- Vereinbarungen zwischen den betroffenen Parteien *haben* jedoch *Vorrang*. (Patti)
- (16) Se la risoluzione del contratto ha luogo per l'inadempimento del compratore, il venditore deve restituire le rate riscosse, *salvo* il diritto a un equo compenso per l'uso della cosa, oltre al risarcimento del danno. (Art. 1526 CC)
- [...], *allerdings* mit dem Recht auf eine billige Vergütung für den Gebrauch der Sache sowie auf den Ersatz des Schadens. (Bauer)
- [...] *unbeschadet* des Anspruchs auf eine billige Vergütung für den Gebrauch der Sache neben dem Ersatz des Schadens. (Patti)

Dazu kommt, dass es sich nicht nur um unterschiedliche, womöglich durch den je anderen Adressatenkreis bedingte übersetzerische Entscheidungen handelt, sondern dass sowohl Bauer als auch Patti gleiche Kollokationen an unterschiedlichen Stellen je anders wiedergeben. So wird, um nur ein Beispiel zu nennen, *salvo* in Verbindung mit diritto von Bauer in Art. 963 CC mit *vorbehaltlich* übersetzt, in Art. 2383 und 2670 CC dagegen mit *unbeschadet*, während bei Patti genau das Umgekehrte der Fall ist.

Legt die Analyse des CC und seiner deutschen Übersetzungen einerseits nahe, dass das Bedeutungsspektrum von *salvo* ein weiteres als das von der einsprachigen gemeinsprachlichen Lexikographie abgesteckte ist, wirft sie doch andererseits Fragen betreffend die deutschen Übersetzungen auf, auf die auch die zweisprachige Rechtslexikographie nur bedingt eine Antwort gibt. Deshalb wurde darüber hinaus der Gebrauch der von Bauer und Patti für *salvo* in seinen verschiedenen Formen gewählten, nur zum Teil in den italienisch-deutschen Rechtswörterbüchern erfassten deutschen Entsprechungen in im Original deutschen Gesetzbüchern überprüft und es wurde in deren Übersetzungen untersucht, inwieweit v.a. die als besonders problematisch erscheinenden Lexeme *unbeschadet* und *vorbehaltlich* wieder auf die verschiedenen Formen von *salvo* zurückführen. Dazu wurde neben der inoffiziellen Übersetzung des deutschen BGB (Patti-BGB) wegen ihres offiziellen Charakters auch die Übersetzung des Schweizer ZGB (Bertoni) in Betracht gezogen.

#### 4. Die Untersuchung des BGB und des ZGB und seiner Übersetzungen ins Italienische

In der grammatikalischen Kategorie Adjektiv sind – sieht man zunächst von der mit dem lateinischen absoluten Ablativ vergleichbaren Konstruktion ab – im CC in der Reihenfolge ihrer Frequenz die in Spalte 1 von Tabelle 3 erfassten Formen von *salvo* belegt, denen in Spalte 2 die im BGB und/oder im ZGB gebräuchlichen deutschen Übersetzungen aus Bauer und Patti-CC zugeordnet sind, die in Spalte 3 und 4 um die in den italienischen Übersetzungen des BGB (Patti-BGB) bzw. des ZGB (Bertoni) dafür vorkommenden Formen von *salvo* ergänzt wurden:

Formen von <i>salvo</i> als Adjektiv im CC	Entsprechungen in den Übersetzungen des CC	<i>salv*</i> in der Übersetzung des BGB	<i>salv*</i> in der Übersetzung des ZGB
<ul style="list-style-type: none"> <li>- è/sono <i>salv*</i> (46)</li> <li>- <i>rest*</i> <i>salv*</i> (23)</li> <li>- è/sono <i>fatt*</i> <i>salv*</i> (6)</li> <li>- <i>resta salvo</i> quanto (2)</li> <li>- è <i>salvo</i> quanto (1)</li> <li>- <i>riman*</i> <i>salv*</i> (1)</li> <li>- è <i>fatto salvo</i> quanto (1)</li> <li>- <i>fare salvo</i> (1)</li> </ul>	<i>bleib*</i> <i>unberührt</i> (127)	<i>rest*</i> <i>salv*</i> (14)	(0)
		<i>è/sono fatt*</i> <i>salv*</i> (13)	
		<i>è/sono salv*</i> (1)	
	<i>unbeschadet</i> (4)	<i>fatt*</i> <i>salv*</i> (10)	(0)
<i>salv*</i> (8)			

**Tabelle 3.** Formen und Entsprechungen des Adjektivs *salvo* im CC, BGB und ZGB bzw. ihren Übersetzungen

Die frequenteste Übersetzung für *salvo* in der betreffenden grammatikalischen Kategorie ist mit 127 Vorkommen bei Bauer und Patti-CC zusammen *bleib\** *unberührt*, ein Konstrukt, das im BGB insgesamt 48-mal belegt ist, im ZGB dagegen gar nicht vorkommt. Die zweit- und dritthäufigsten Übersetzungen dafür sind *bleib\** *unbeschadet* (12 Vorkommen) und *bleib\** *aufrecht* (5 Vorkommen), die beide weder dem Sprachgebrauch des BGB noch dem des ZGB entsprechen. Dagegen kommt im BGB insgesamt 26-mal, im ZGB aber nur einmal *unbeschadet* vor, das in den Übersetzungen von Bauer und Patti-CC insgesamt viermal verwendet wird.

Von den übrigen Übersetzungen, die alle nur ein einziges Mal von Bauer oder Patti-CC verwendet werden, ist nur *bleib\** *vorbehalten* interessant, zum einen weil es im ZGB insgesamt 46-mal vorkommt und davon von Bertoni 18-mal mit *è/sono fatt\** *salv\**, fünfmal mit *è/sono*

*salv\**, einmal mit *rest\* salv\** und einmal mit *riman\* salv\** übersetzt wird, im BGB dagegen nicht belegt ist, zum anderen weil sich bei den Verwendungskontexten des Konstrukts im ZGB in 21 Fällen insofern Parallelen zu denen des Konstrukts *bleib\* unberührt* im BGB ergeben, als die Kollokatoren dieselben, nämlich einerseits Bestimmungen bzw. Vorschriften und andererseits Rechte bzw. Ansprüche sind. Die von Bertoni für *bleib\* vorbehalten* in Verbindung mit den genannten Kollokatoren verwendeten Übersetzungen führen aber nur 13-mal auf Formen von *salvo*, nämlich auf *è/sono fatt\* salv\** bzw. *è/sono salv\** zurück, in den restlichen acht Fällen dagegen auf *è/sono riservat\** bzw. *riman\* riservat\**, was auf einen Vorbehalt und damit auf einen semantischen Unterschied hindeutet. Von Patti-BGB wird in 22 von 35 Fällen für *bleib\* unberührt* in Verbindung mit den genannten Kollokatoren eine auf Formen von *salvo*, und zwar wiederum auf *è/sono fatt\* salv\** und ansonsten auf *rest\* salv\**, zurückführende Übersetzung gewählt, 13-mal lautet die Übersetzung dagegen *rest\** bzw. *riman\* invari\**, *rest\* ferm\** bzw. *rest\* impregiudicat\**, während *è/sono riservat\** bzw. *riman\* riservat\** in diesem Zusammenhang von ihm überhaupt nicht verwendet wird.

Was die Übersetzung des BGB ins Italienische anbelangt, so wird *bleib\* unberührt* mit Formen von *salvo* übersetzt, die auch im CC belegt sind, wenngleich die Frequenz eine je andere ist: *è/sono salv\** als die mit 46 Belegen frequenteste Form von *salvo* im CC kommt in der Übersetzung des BGB am seltensten, nämlich nur einmal vor. Die häufigste Form ist dort dagegen *rest\* salv\** (14) unmittelbar gefolgt von *è/sono fatt\* salv\** (13), die im CC mit 23 und 6 Vorkommen die zweite und die dritte Position belegen. Als Übersetzung für *unbeschadet* dagegen wird im BGB, wohl bedingt durch den Unterschied in der grammatikalischen Konstruktion (*bleib\* unberührt* wird mit einem Substantiv im Nominativ, *unbeschadet* mit einem Substantiv im Genitiv kombiniert), die Wiedergabe mit dem Adjektiv in der mit dem lateinischen absoluten Ablativ vergleichbaren Konstruktion bevorzugt, wobei *fatt\* salv\** (10) etwas frequenter als *salv\** (8) ist. Darüber hinaus werden für *bleib\* unberührt* und *unbeschadet* Übersetzungen gewählt, die im CC nicht oder – von einer Ausnahme abgesehen – selten vorkommen. Ersteres gilt für *non viene/vengono pregiudicat\**, *impregiudicat\**, *rest\* invari\** und *ferm\* restant\**, Letzteres für *ferm\* restando* (11), *rest\* ferm\** (5), *senza pregiudizio di* (5), *rest\* impregiudicat\** (1) und *riman\* invari\** (1). *Impregiudicat\**, ein Adjektiv in der mit dem lateinischen absoluten Ablativ vergleichbaren Konstruktion, ist auch die Übersetzung des einzigen Belegs für *unbeschadet* im ZGB.

In der grammatikalischen Kategorie Konjunktion ist im CC mit 228 Vorkommen fast ausschließlich die Form *salvo che* + Verb im Konjunktiv I belegt. Daneben kommen je einmal *salvo che* + Verb im Konjunktiv II und *salvo quando* + Verb im Konjunktiv I vor. Die Entsprechungen in den Übersetzungen des CC sind in der Reihenfolge ihrer Frequenz *es sei denn (dass)* (260 Vorkommen), *außer (wenn)* (70 Vorkommen), *sofern nicht/kein\** (68 Vorkommen), *wenn nicht/kein\** (17 Vorkommen), *soweit nicht/kein\** (11 Vorkommen), *vorbehaltlich* (9 Vorkommen) und *falls nicht/kein\** (7 Vorkommen). Alle übrigen Übersetzungen kommen maximal dreimal vor.

Die genannten Übersetzungen werden alle sowohl im BGB als auch im ZGB verwendet, nur die Frequenzen unterscheiden sich wiederum voneinander. Im BGB ist die häufigste Form *wenn nicht/kein\** (215), gefolgt von *soweit nicht/kein\** (124), *es sei denn (dass)* (103), *sofern nicht/kein\** (76), *vorbehaltlich* (12), *falls nicht/kein\** (5) und *außer (wenn)* (2), im ZGB rangieren an erster und an zweiter Stelle gleichfalls *wenn nicht/kein\** (95) und *soweit nicht/kein\** (53), danach kommen *sofern nicht/kein\** (28), *es sei denn (dass)* (4), *außer (wenn)* (2) sowie – leicht abweichend in der Schreibweise – *vorbehältlich* (1) und *falls nicht/kein\** (1).

Von diesen Entsprechungen wurde nur bei dem als Übersetzung der Konjunktion *salvo che* bzw. *salvo quando* besonders interessant erscheinenden polysemen, offensichtlich nicht nur eine Bedingung, sondern auch eine Ausnahme ausdrückenden *vorbehaltlich* bzw. *vorbehältlich* untersucht, inwieweit die Lexeme in den Übersetzungen des BGB und des ZGB auf die verschiedenen Formen von *salvo* zurückführen. In der Übersetzung des BGB fanden sich – wie aus Tabelle 4 hervorgeht – für *vorbehaltlich* fünfmal *salv\** in Verbindung mit einem Substantiv, viermal *salvo quanto* gefolgt von einem Partizip Perfekt, einmal *fatto salvo quanto*, gleichfalls gefolgt von einem Partizip Perfekt, und einmal *fatt\* salv\** in Verbindung mit einem Substantiv, in der des ZGB kam für *vorbehältlich* einmal *fatt\* salv\** in Verbindung mit einem Substantiv vor.

BGB	<i>vorbehaltlich</i> (12)	<i>salv*</i> (+ Determinativ) + Substantiv (5)
		<i>salvo quanto</i> + Partizip Perfekt (4)
		<i>fatto salvo quanto</i> + Partizip Perfekt (1)
		<i>fatt* salv*</i> + Determinativ + Substantiv (1)
ZGB	<i>vorbehältlich</i> (1)	<i>fatt* salv*</i> + Substantiv (1)

**Tabelle 4.** Entsprechungen von *vorbehaltlich* bzw. *vorbehältlich* in den Übersetzungen des BGB und des ZGB

Es handelt sich dabei um Lexeme bzw. Konstrukte, die ihrerseits polysem sind und den einsprachigen gemeinsprachlichen Wörterbüchern zufolge eine Ausnahme ausdrücken können, aber auch eine Wahrung i.w.S., was die zweisprachigen Rechtswörterbücher – man denke hier an *fatto salvo* = *außer* vs. *fatte salve le disposizioni* = *unbeschadet der Bestimmungen* (Troike Strambaci/Helffrich Mariani) – zu bestätigen scheinen.

In der mit dem lateinischen absoluten Ablativ vergleichbaren Konstruktion kommt *salvo* im CC am häufigsten in der Form *salv\** in Verbindung mit einem Substantiv vor, und zwar 115-mal, wenn man sich nur auf die formal eindeutig interpretierbaren Fälle beschränkt. Die zweithäufigste Form ist mit 58 Vorkommen *salvo quanto* gefolgt von einem Partizip Perfekt. Weitab davon rangieren *fatto salvo quanto* plus Partizip Perfekt (2) und *fatt\* salv\** plus Substantiv (1). Bei Bauer und Patti-CC zusammen sind die häufigsten Übersetzungen für diese Formen in der Reihenfolge ihrer Frequenz *vorbehaltlich* (126), *unbeschadet* (124), *bleib\* unberührt* (9), *abgesehen von* (9) und *bleib\* aufrecht* (6). Die Übersetzung mit *außer (wenn)* kommt dagegen viermal, die Übersetzungen mit *soweit nicht/kein\** und *jedoch* kommen je dreimal vor, alle anderen noch seltener.

Als Präposition kommt *salvo* im CC in den Formen *salvo* plus Substantiv sowie *salvo che* oder *salvo* gefolgt von einer Präposition vor. Auch wenn man sich bei der erstgenannten Form wiederum auf die formal eindeutig interpretierbaren Fälle beschränkt, so handelt es sich mit 88 Vorkommen um die frequenteste Form, gefolgt von *salvo che* (5) und *salvo* (2) jeweils verbunden mit einer Präposition. Die am häufigsten von Bauer und Patti-CC für diese Formen gewählten Übersetzungen sind, wiederum in der Reihenfolge ihrer Frequenz, *vorbehaltlich* (98), gefolgt von *unbeschadet* (35), *außer (wenn)* (7), *soweit nicht/kein\** (4) und *abgesehen von* (3). Alle anderen Übersetzungen kommen nur ein- bis zweimal vor.

Im Ergebnis zeigt die Untersuchung der Übersetzungen des BGB und des ZGB ins Italienische im Vergleich zu den Übersetzungen des CC ins Deutsche neben Unterschieden in den

Gebrauchsfrequenzen zunächst einmal, dass die Übersetzer sowohl bei der Übersetzung ins Deutsche als auch bei der Übersetzung ins Italienische Lösungen verwenden, die auf den fremdkulturellen Leser fremd wirken. Freilich ist dabei zu beachten, dass nur die Übersetzung des CC für Deutschland und die Übersetzung des BGB für Italien für Empfänger aus einer anderen Rechtsordnung angefertigt wurden, während die Übersetzung des CC für Südtirol und die Übersetzung des ZGB für das Tessin und für Graubünden für anderssprachige Empfänger aus derselben Rechtsordnung bestimmt sind. Trotzdem fragt sich, ob nicht, da *salvo* in den untersuchten grammatikalischen Kategorien kein Terminus ist, auch bei diesen Übersetzungen eine stärkere Berücksichtigung des Sprachgebrauchs anderer Rechtsordnungen, im ersten Fall der bundesdeutschen und im zweiten Fall der italienischen möglich oder sinnvoll gewesen wäre. Was die Übersetzung des CC von Bauer anbelangt, so wurde diese vor der Übersetzung von Patti-CC nämlich durchaus und sogar üblicherweise im italienisch-deutschen Rechtsverkehr verwendet.

Darüber hinaus hat die Untersuchung der deutsch-italienischen Übersetzungen nur in Bezug auf *salvo* in der grammatikalischen Kategorie Adjektiv, abgesehen von der mit dem lateinischen absoluten Ablativ vergleichbaren Konstruktion, mehr Klarheit als die Untersuchung der italienisch-deutschen Übersetzungen gebracht, und zwar insofern, als die Übersetzungen von *bleib\* unberührt* und *unbeschadet* offensichtlich generell auf eine Wahrung i.w.S. verweisen, während die Übersetzungen von *salvo* in der betreffenden grammatikalischen Kategorie insofern ein diffuseres Bild ergeben, als sie darüber hinaus noch andere Bedeutungen, nämlich Einräumung, Vorbehalt und Vorrang, zu haben scheinen.

Ansonsten hat die Analyse mehr Fragen aufgeworfen als Klarheit hinsichtlich der Bedeutungen von *salvo* und seiner deutschen Entsprechungen gebracht. Diese betreffen nicht nur die Bedeutungen von *bleib\* unberührt* im BGB vs. *bleib\* vorbehalten* im ZGB, sondern über das Verhältnis zwischen *unbeschadet* und *vorbehaltlich* hinaus auch die Bedeutungen des letztgenannten Lexems, das nicht nur eine Bedingung und eine Ausnahme ausdrücken kann, sondern – angesichts seiner Frequenz als Übersetzung v.a. des absolut konstruierten Adjektivs, aber auch der Präposition – möglicherweise auch eine Wahrung i.w.S.

Da weder die Auseinandersetzung mit den ein- und zweisprachigen gemein- bzw. rechtssprachlichen Wörterbüchern noch die Analyse der Kotexte und der Übersetzungen der in Betracht gezogenen Korpora ausreichende Klarheit über die rechtssprachlichen Bedeutungen von *salvo* und seiner deutschen Entsprechungen gebracht hat, muss die linguistische Analyse durch eine juristische ergänzt werden und es müssen die rechtssprachlichen Bedeutungen von *salvo* und seinen deutschen Entsprechungen unter Einbeziehung von Kontext und v.a. von Rechtswissen präzisiert werden, das aus juristischer Fachliteratur und von Rechtsexperten bezogen wurde. Im Folgenden geht es dabei um *salvo* und seine deutschen Entsprechungen im Sinne von bundesdeutschen Entsprechungen, für die ausreichende Quellen zur Verfügung standen.

## 5. Die rechtssprachlichen Bedeutungen von *salvo* und seiner deutschen Entsprechungen

Je nach Kontext kann die Bedeutung eines rechtssprachlichen Lexems, wie Wolff (2012) in Bezug auf *unbeschadet* herausarbeitet, wie sich aber auch für *salvo* und seine anderen deutschen Entsprechungen feststellen lässt, eine andere sein, wobei insbesondere zwischen Texten des europäischen Gemeinschaftsrechts und Texten des jeweiligen nationalen Rechts und zwischen Gesetzes- und Vertragstexten unterschieden werden muss. Bei Gesetzestexten kommt es darüber hinaus noch auf den Anwendungsbereich und die Anwendbarkeit von

Normen an, für die die juristische Methodenlehre eine Reihe von Methoden bereitstellt, nach denen sich die im Zuge der Rechtsanwendung erfolgende Auslegung richtet (vgl. Busse, 1992, S. 20).

Während das Rechtswissen zu *salvo* mangels Thematisierung in der juristischen Fachliteratur von italienischen Rechtsexperten bezogen werden musste, war für die deutschen Entsprechungen des italienischen Lexems das *Handbuch der Rechtsförmlichkeit* (Bundesministerium der Justiz, 2008) eine wichtige, durch andere Publikationen und durch Rechtsexperten ergänzte Grundlage.<sup>4</sup>

Für die in diesem Beitrag in erster Linie interessierenden Bedeutungen im Kontext italienischer bzw. deutscher Gesetze machten die Konsultation der Rechtsexperten und die Auseinandersetzung mit der juristischen Fachliteratur eine Reihe von Änderungen an Tabelle 2 erforderlich, die in Tabelle 5 verdeutlicht und im Folgenden dann näher erläutert werden:

Bedeutungen entsprechend der Analyse von Kotext und Übersetzungen		Bedeutungen unter Einbeziehung von Kontext und Rechtswissen	
Wahrung	<i>unbeschadet; bleib* unbeschadet; bleib* unberührt; wird/werden nicht berührt; bleib* gewahrt; Wahrung; bleib* aufrecht; ist/sind geschützt; wird/werden geschützt</i>	gleichzeitige Anwendbarkeit von Normen	<i>unbeschadet; bleib* unberührt</i>
Vorrang	<i>hat/haben Vorrang</i>	Vorrangverhältnis von Normen	<i>unbeschadet; bleib* unberührt; hat/haben Vorrang; geh* vor; sofern nicht/kein*; soweit nicht/kein*; wenn nicht/kein*; falls nicht/kein*; vorbehaltlich</i>
Einräumung	<i>unbeschadet; ungeachtet</i>		
Ausnahme	<i>abgesehen von; außer; außer wenn; mit Ausnahme; es sei denn; es sei denn, dass; sofern nicht/kein*; soweit nicht/kein*; wenn nicht/kein*; falls</i>	Ausnahme (in Bezug auf <i>vorbehaltlich</i> auch unterschiedlicher Zeitpunkt des Inkrafttretens eines Gesetzes)	<i>abgesehen von; außer; außer wenn; mit Ausnahme; es sei denn; es sei denn, dass; sofern nicht/kein*; soweit nicht/kein*; wenn nicht/kein*; falls</i>

<sup>4</sup> Dem Leiter des Forliveser Notariatsarchivs, Dott. Alessandro Rapisarda, und Prof. Dr. Alfons Bürge von der Juristischen Fakultät der Universität München sei an dieser Stelle besonders gedankt.

	<i>nicht/kein*</i> ; dies gilt nicht, wenn		<i>nicht/kein*</i> ; vorbehaltlich
Einschränkung	<i>allerdings; jedoch; nur ... wenn</i>		
Bedingung	<i>wenn; vorausgesetzt; vorausgesetzt, dass; vorbehaltlich; unter Vorbehalt; bei Fehlen</i>	Bedingung	<i>wenn; vorausgesetzt; vorausgesetzt, dass; vorbehaltlich; unter Vorbehalt</i>
Vorbehalt	<i>bleib* vorbehalten</i>	Vorbehalt	<i>bleib* vorbehalten</i>

**Tabelle 5.** Bedeutungen von *salvo* und seiner deutschen Entsprechungen

Abgesehen davon, dass die Übersetzungen von *salvo* in der Bedeutung Wahrung mit *bleib\* unbeschadet* und *bleib\* aufrecht*, wie bereits in Punkt 4 festgestellt, nicht dem deutschen Sprachgebrauch entsprechen, lassen sich die Unterschiede zwischen den Bedeutungen entsprechend der Analyse von Kontext und Übersetzungen und den Bedeutungen unter Einbeziehung von Kontext und Rechtswissen wie folgt auf den Punkt bringen:

Von einer Bedeutung Wahrung ist nicht etwa eine Bedeutung Einräumung zu unterscheiden, da *unbeschadet*, wie Wolff (2012) herausgearbeitet hat, in der Rechtssprache anders als in der Gemeinsprache keineswegs die Bedeutung Einräumung haben kann. Und wie in Punkt 6 zu sehen sein wird, drückt das in einem einzigen Fall als Übersetzung von *salvo* verwendete *ungeachtet* in der Rechtssprache zwar eine Einräumung aus, doch ist die Verwendung des Lexems als Übersetzung von *salvo* problematisch.

Darüber hinaus sind die Bezeichnung Wahrung und die Differenzierung zwischen einer Bedeutung Wahrung und einer Bedeutung Vorrang insofern unpräzise, als es bei den in Gesetzestexten vorkommenden Normen immer um deren Verhältnis zueinander geht. Normen können m.a.W. gleichzeitig anwendbar sein oder die eine kann Vorrang vor der anderen haben. Welcher Fall jeweils zutrifft, ist sprachlich nicht zu erkennen, sondern rein das Ergebnis der Auslegung im Zuge der Rechtsanwendung. Zu *unbeschadet* hält Wolff (2012, S. 32) fest, dass das Wort, „wenn es auf das Verhältnis von Rechtsregeln bezogen ist, stets folgende eindeutige Aussage trifft: Die Regelung, in der das Wort vorkommt, beeinträchtigt die Geltung der im Genitiv genannten Regelung nicht.“ Abhängig vom Einzelfall kann dies dann, so Wolff (S. 32) weiter, zwei ganz unterschiedliche Folgen haben: „Sind zwei Bestimmungen logisch nebeneinander anwendbar, gelten sie nebeneinander; anderenfalls geht die im Genitiv genannte Norm vor.“ Dasselbe trifft auch auf *bleib\* unberührt* zu, das im Wesentlichen dieselbe Bedeutung wie *unbeschadet* hat (vgl. Bundesministerium der Justiz, 2008, Randnr. 87).

Die Differenzierung zwischen der gleichzeitigen Anwendbarkeit und dem Vorrangverhältnis von Normen entspricht dabei, wie in Wiesmann (2015, S. 21-24) herausgearbeitet wurde, der rechtstheoretischen Unterscheidung zwischen „concorso reale“ und „concorso apparente“ von Normen insofern, als die betreffenden Normen beim „concorso reale“ nicht in Widerspruch zueinander stehen und folglich gleichzeitig angewendet werden können, wohingegen beim „concorso apparente“ in Anbetracht der Unvereinbarkeit zweier Normen insbesondere die speziellere Norm vor der allgemeineren anzuwenden ist.

Während für die Bedeutung gleichzeitige Anwendbarkeit von Normen im Deutschen nur die Lexeme bzw. Konstrukte *unbeschadet* und *bleib\* unberührt* zur Verfügung stehen, kann die Bedeutung Vorrangverhältnis von Normen darüber hinaus – außer durch *hat/haben Vorrang* und *geh\* vor* – auch durch die polysemen Lexeme *sofern, soweit, wenn* und *falls* jeweils in Verbindung mit *nicht* bzw. *kein\** sowie *vorbehaltlich* ausgedrückt werden, die außerdem die Bedeutung Ausnahme zum Ausdruck bringen können. Ein Satz wie „Kostenregelungen anderer Gesetze gehen vor“ (Bundesministerium der Justiz, 2008, Randnr. 87) lässt sich demgemäß durch die gleichfalls ein Vorrangverhältnis zum Ausdruck bringenden Sätze „sofern/soweit/wenn/falls nicht in anderen Gesetzen Kostenregelungen enthalten sind“ und „vorbehaltlich in anderen Gesetzen enthaltener Kostenregelungen“ ersetzen. *Vorbehaltlich* kann dabei, wie der Satz „Dieses Gesetz tritt vorbehaltlich des Absatzes 2 am [...] in Kraft“ (Bundesministerium der Justiz, 2008, Randnr. 457) zeigt, auch auf den anderen Zeitpunkt des Inkrafttretens einer Norm verweisen, was sich als eine Art von Ausnahme betrachten lässt. Darüber hinaus kann *vorbehaltlich* die Bedeutung Bedingung haben, denn „vorbehaltlich der Zustimmung des Kartellamts“ heißt nichts anderes als „vorausgesetzt, dass das Kartellamt zustimmt“ (Engelken, 2010, S. 37).

Für die Entsprechungen von *salvo* in seinen verschiedenen Formen und Bedeutungen ergibt sich daraus das in Tabelle 6 gezeichnete Bild:

Grammatikalische Kategorie	Form von <i>salvo</i>	Bedeutung	Übersetzung
Adjektiv	<ul style="list-style-type: none"> <li>- è/sono salv*</li> <li>- rest* salv*</li> <li>- è/sono fatt* salv*</li> <li>- resta salvo quanto</li> <li>- è salvo quanto</li> <li>- riman* salv*</li> <li>- è fatto salvo quanto</li> <li>- fare salvo</li> </ul>	gleichzeitige Anwendbarkeit von Normen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- unbeschadet</li> <li>- bleib* unberührt</li> </ul>
		Vorrangverhältnis von Normen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- unbeschadet</li> <li>- bleib* unberührt</li> <li>- hat/haben Vorrang</li> <li>- geh* vor</li> <li>- sofern nicht/kein*</li> <li>- soweit nicht/kein*</li> <li>- wenn nicht/kein*</li> <li>- falls nicht/kein*</li> <li>- vorbehaltlich</li> </ul>
		Vorbehalt	<ul style="list-style-type: none"> <li>- bleib* vorbehalten</li> </ul>
Adjektiv in absoluter Konstruktion	<ul style="list-style-type: none"> <li>- salv*</li> <li>- salvo quanto</li> <li>- fatto salvo quanto</li> <li>- fatt* salv*</li> </ul>	gleichzeitige Anwendbarkeit von Normen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- unbeschadet</li> <li>- bleib* unberührt</li> </ul>
		Vorrangverhältnis von Normen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- unbeschadet</li> <li>- bleib* unberührt</li> <li>- hat/haben Vorrang</li> <li>- geh* vor</li> <li>- sofern nicht/kein*</li> <li>- soweit nicht/kein*</li> <li>- wenn nicht/kein*</li> <li>- falls nicht/kein*</li> <li>- vorbehaltlich</li> </ul>

		Ausnahme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- abgesehen von</li> <li>- außer</li> <li>- außer wenn</li> <li>- mit Ausnahme</li> <li>- es sei denn</li> <li>- es sei denn, dass</li> <li>- sofern nicht/kein*</li> <li>- soweit nicht/kein*</li> <li>- wenn nicht/kein*</li> <li>- falls nicht/kein*</li> <li>- vorbehaltlich</li> </ul>
		Bedingung	<ul style="list-style-type: none"> <li>- wenn</li> <li>- vorausgesetzt</li> <li>- vorausgesetzt, dass</li> <li>- vorbehaltlich</li> <li>- unter Vorbehalt</li> </ul>
Präposition	<ul style="list-style-type: none"> <li>- salv*</li> <li>- salvo che</li> <li>- salvo</li> </ul>	Ausnahme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- abgesehen von</li> <li>- außer</li> <li>- außer wenn</li> <li>- mit Ausnahme</li> <li>- es sei denn</li> <li>- es sei denn, dass</li> <li>- sofern nicht/kein*</li> <li>- soweit nicht/kein*</li> <li>- wenn nicht/kein*</li> <li>- falls nicht/kein*</li> <li>- vorbehaltlich</li> </ul>
Konjunktion	<ul style="list-style-type: none"> <li>- salvo che</li> <li>- salvo quando</li> </ul>	Ausnahme	

**Tabelle 6.** Deutsche Entsprechungen von *salvo* in seinen verschiedenen Formen und Bedeutungen

## 6. Kritische Auseinandersetzung mit den Übersetzungen des CC

Schaut man sich vor dem Hintergrund der Bestimmung und Abgrenzung der Bedeutungen von *salvo* und seiner deutschen Entsprechungen in Punkt 5 noch einmal die Übersetzungen von Bauer und Patti-CC an, so scheinen sie in Bezug auf die Wiedergabe von *salvo* nicht immer unproblematisch.

Dies gilt zunächst einmal für die Übersetzung mit den Lexemen *unbeschadet* und *vorbehaltlich*, die korrekterweise nur dann als Synonyme verwendet werden können, wenn es um den Ausdruck eines Vorrangverhältnisses von Normen, nicht aber wenn es um deren gleichzeitige Anwendbarkeit geht. Vergleicht man jedoch die Übersetzungen von Bauer und Patti miteinander, so gibt es eine Vielzahl von Textstellen, an denen von Bauer *unbeschadet* und von Patti *vorbehaltlich* und umgekehrt verwendet wird, weshalb also auch nicht ein rechtsordnungsspezifischer Gebrauch anzunehmen ist. Während *unbeschadet* in Bezug auf das Verhältnis von Normen zueinander aber polysem ist, impliziert *vorbehaltlich* stets eine Auslegung, die an den betreffenden Textstellen von den juristisch qualifizierten Übersetzern vorgenommen wird.

Auch wenn man davon ausgeht, dass die Auslegung bei der Verwendung von *vorbehaltlich* als Synonym zu *unbeschadet* in Bezug auf das Verhältnis von Normen zueinander gemäß den

Kommentaren zum CC erfolgt ist, gibt es doch diverse Beispiele für einen Sprachgebrauch, der in den Übersetzungen von Bauer und Patti verwundert und der wiederum nicht mit einem rechtsordnungsspezifischen Sprachgebrauch zusammenzuhängen scheint.

Erstens handelt es sich dabei um den Gebrauch des Lexems *unbeschadet*, das v.a., aber nicht nur bei Patti auch zum Ausdruck einer Ausnahme dient, zu dem es – wie auch Miuccio (2013, S. 63) annimmt – gar nicht dienen kann.<sup>5</sup> Davon betroffen sind insbesondere die Präposition *salvo* und das absolut konstruierte Adjektiv *salv\** in Verbindung mit den Kollokationen *caso/casi* und *contrari\** bzw. *divers\**, die, wie bereits in Punkt 3 festgestellt, eindeutig auf eine Ausnahme verweisen (Beisp. 17, 18, 19 und 20).

- (17) *Salvi i casi* in cui la legge dispone diversamente, i diritti si estinguono per prescrizione con il decorso di dieci anni. (Art. 2946 CC)

*Abgesehen von den Fällen*, in denen das Gesetz etwas anderes verfügt [...]. (Bauer)

*Unbeschadet der Fälle*, in denen das Gesetz etwas anderes bestimmt [...]. (Patti)

- (18) *Salva diversa* volontà delle parti, il debitore che nell'adempimento dell'obbligazione si vale dell'opera di terzi, risponde anche dei fatti dolosi o colposi di costoro. (Art. 1228 CC)

*Vorbehaltlich eines abweichenden* Willens der Parteien [...]. (Bauer)

*Unbeschadet eines abweichenden* Willens der Parteien [...]. (Patti)

- (19) Nella successione nell'azienda per causa di morte la ditta si trasmette al successore, *salvo diversa* disposizione testamentaria. (Art. 2565 CC)

[...] *außer* bei *anderslautender* testamentarischer Verfügung [...]. (Bauer)

[...] *unbeschadet abweichender* testamentarischer Verfügung [...]. (Patti)

- (20) L'esecutore testamentario deve curare che siano esattamente eseguite le disposizioni di ultima volontà del defunto. A tal fine, *salvo contraria* volontà del testatore, egli deve amministrare la massa ereditaria, prendendo possesso dei beni che ne fanno parte. (Art. 703 CC)

[...], *unbeschadet* eines *gegenteiligen* Willens des Erblassers, [...]. (Bauer)

[...] *unbeschadet* eines *entgegenstehenden* Willens des Erblassers [...]. (Patti)

Betroffen ist darüber hinaus die Konjunktion *salvo che*, die gleichfalls eine Ausnahme ausdrückt und dennoch einmal von Bauer und einmal von Patti mit *unbeschadet* wiedergegeben wird (Beisp. 21 und 22).

- (21) Qualunque piantagione, costruzione od opera esistente sopra o sotto il suolo appartiene al proprietario di questo, salvo quanto è disposto dagli articoli 935, 936, 937 e 938 e *salvo che* risulti diversamente dal titolo o dalla legge. (Art. 934 CC)

[...] *unbeschadet* des Falles, dass sich etwas anderes aus dem Rechtstitel oder dem Gesetz ergibt. (Bauer)

[...] *falls* sich aus einem Rechtstitel oder aus dem Gesetz *nichts* anderes ergibt. (Patti)

<sup>5</sup> Zur Problematik der Verwendung von *unbeschadet* in Normtexten der Europäischen Union vgl. dagegen Visconti (2013).

- (22) La disposizione del precedente comma si applica in ogni ipotesi di clausole che sottopongono a particolari condizioni il trasferimento a causa di morte delle azioni, *salvo che* sia previsto il gradimento e questo sia concesso. (Art. 2355bis CC)

[...], *sofern nicht* eine Zustimmung vorgesehen und diese erfolgt ist. (Bauer)

[...] *unbeschadet* eines vorgesehenen Wohlwollens, das erteilt wurde. (Patti)

Zweitens scheint auch der Gebrauch des eine Einräumung ausdrückenden Lexems *ungeachtet* problematisch, das – allerdings nur ein einziges Mal – von Patti als Übersetzung für das Adjektiv *salvo* in absoluter Konstruktion verwendet wird (Beisp. 23). Angesichts der einleitend angestellten Überlegungen wäre gleichwohl an der betreffenden Stelle auch nicht das von Bauer verwendete Lexem *vorbehaltlich*, sondern das auslegungsoffene *unbeschadet* die beste Lösung gewesen.

- (23) Il committente ha diritto di controllare lo svolgimento dei lavori e di verificarne a proprie spese lo stato. Quando, nel corso dell'opera, si accerta che la sua esecuzione non procede secondo le condizioni stabilite dal contratto e a regola d'arte, il committente può fissare un congruo termine entro il quale l'appaltatore si deve conformare a tali condizioni; trascorso inutilmente il termine stabilito, il contratto è risolto, *salvo* il diritto del committente al risarcimento del danno. (Art. 1662 CC)

[...] *vorbehaltlich* des Rechts des Bestellers auf Schadenersatz [...]. (Bauer)

[...] *ungeachtet* des Rechts des Auftraggebers auf Schadenersatz. (Patti)

Es ist nicht auszuschließen, dass es sich hierbei um ein ähnliches Versehen handelt wie das, das Bauer bei der Verwendung des im Deutschen inexistenten *vorbeachtlich* (Beisp. 24) unterlaufen ist, obwohl die beste Lösung das von Patti verwendete *vorbehaltlich* gewesen wäre.

- (24) *Salvo* diversa disposizione di legge o clausola contraria risultante dal titolo, il girante non è obbligato per l'inadempimento della prestazione da parte dell'emittente. (Art. 2012 CC)

*Vorbeachtlich* einer anderslautenden gesetzlichen Bestimmung oder einer [...] gegenteiligen Klausel [...]. (Bauer)

*Vorbehaltlich* einer abweichenden gesetzlichen Vorschrift oder einer gegenteiligen [...] Vereinbarung [...]. (Patti)

## 7. Schlussbemerkung

Die Auseinandersetzung mit *salvo* und seinen deutschen Entsprechungen hat ergeben, dass weder die in lexikographischen Nachschlagewerken dokumentierten Bedeutungen und Übersetzungen noch die Untersuchung verschiedener italienischer und deutscher in Original und Übersetzung vorliegender Korpora von Gesetzestexten ausreichen, um die Bedeutungen von *salvo* im jeweiligen Verwendungskontext zu verstehen und das in unterschiedlichen Formen und in verschiedenen grammatikalischen Kategorien vorkommende Lexem angemessen übersetzen zu können. Vielmehr muss die rein linguistische Betrachtung durch eine juristische ergänzt werden. Dadurch lässt sich nicht nur Klarheit bezüglich des Bedeutungsspektrums von *salvo* und seiner deutschen Übersetzungen gewinnen, sondern es lassen sich auf dieser Grundlage auch die Ergebnisse der Korpusuntersuchung mit mehr

Gewinn interpretieren und – insbesondere bei der Erstellung eines die Formen, Bedeutungen und Übersetzungen von *salvo* erfassenden lexikographischen Eintrags – verwenden.

## 8. Bibliographie

### 8.1 Sekundärliteratur

- Bundesministerium der Justiz (Hg.) (2008). *Handbuch der Rechtsförmlichkeit*. 3. neubearb. Aufl. <http://hdr.bmj.de/sitemap.html>
- Busse, D. (1992). *Recht als Text. Linguistische Untersuchungen zur Arbeit mit Sprache in einer gesellschaftlichen Institution*. Tübingen: Niemeyer.
- Engelken, E. (2010). *Klartext für Anwälte. Mandanten gewinnen – Medien überzeugen. Verständliche Kommunikation in Wort und Schrift*. Wien: Linde.
- Miuccio, I. (2013). *Significato e resa tedesca di ‚salvo‘. Un’analisi di Codice Civile e Bürgerliches Gesetzbuch e delle rispettive traduzioni* (Masterarbeit). Universität Bologna.
- Visconti, J. (2013). Il testo giuridico in prospettiva contrastiva. *Lingua e Diritto. La Lingua della Legge, la Legge nella Lingua, Publifarum*, 18, 1-12. [http://publifarum.farum.it/ezone\\_articles.php?id=238](http://publifarum.farum.it/ezone_articles.php?id=238)
- Wiesmann, E. (2015). Significato e traduzione tedesca di salvo. Oltre l’analisi linguistica basata su corpora di testi giuridici. *mediAzioni*, 18, 1-29. <http://mediazioni.sitlec.unibo.it>
- Wolff, J. (2012). ‚Unbeschadet‘ – Zum praktischen Verständnis eines beliebten Wortes in deutschen und europäischen Normen und Verträgen. *JuristenZeitung*, 67(1), 31-35.

### 8.2 Nachschlagewerke

- Battaglia = Battaglia, S. (1994). *Grande Dizionario della lingua italiana*. Bd. 17: Robb-Schi. Turin: Utet.
- Duden = *Wörterbuch Duden online*. <http://www.duden.de/woerterbuch>.
- DWDS = *Das digitale Wörterbuch der deutschen Sprache*. <http://dwds.de/>.
- Treccani = *Treccani. Vocabolario*. Portale del sapere. <http://www.treccani.it/vocabolario/>.
- Troike Strambaci/Helffrich Mariani = Troike Strambaci, H., & Helffrich Mariani, E. (2015). *Wörterbuch Recht, Wirtschaft & Politik* (Bd. 2, Italienisch-Deutsch). 3. Aufl. München: Beck.

### 8.3 Gesetzestexte

- Bauer = *Italienisches Zivilgesetzbuch* (1942/2010). M. W. Bauer, B. Eccher, B. König, J. Kreuzer & H. Zanon, Übers. [http://www.provinz.bz.it/anwaltschaft/download/ProvBZ\\_ZGB\\_Fassung\\_Stand\\_24\\_11\\_2010\\_de.pdf](http://www.provinz.bz.it/anwaltschaft/download/ProvBZ_ZGB_Fassung_Stand_24_11_2010_de.pdf).
- Bertoni = *Codice civile svizzero* (1907/2014). Übersetzung von B. Bertoni in Zusammenarbeit mit C. Curti u. S. Gabuzzi. <https://www.admin.ch/opc/it/classified-compilation/19070042/201301010000/210.pdf>.
- BGB = *Bürgerliches Gesetzbuch* (1896/2014). <https://www.gesetze-im-internet.de/bundesrecht/bgb/gesamt.pdf>.
- CC = *Codice Civile* (1942/2010). [http://www.provinz.bz.it/anwaltschaft/download/ProvBZ\\_ZGB\\_Fassung\\_Stand\\_24\\_11\\_2010\\_it.pdf](http://www.provinz.bz.it/anwaltschaft/download/ProvBZ_ZGB_Fassung_Stand_24_11_2010_it.pdf).
- Patti-BGB = Patti, S. (2013). *Codice Civile Tedesco. Das BGB in italienischer Übersetzung*. München: Beck.
- Patti-CC = Patti, S. (2011). *Codice Civile Italiano. Italienisches Zivilgesetzbuch. Gesetzestext-Synopse. Testo sinottico* (2. Aufl.). München: Beck.
- ZGB = *Schweizerisches Zivilgesetzbuch* (1907/2014). <https://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/19070042/201407010000/210.pdf>.



Eva Wiesmann

Universität Bologna  
[eva.wiesmann@unibo.it](mailto:eva.wiesmann@unibo.it)

**Biographie:** Eva Wiesmann ist seit 2014 Professorin für Deutsche Sprache und Übersetzung an der Universität Bologna. Sie forscht in den Bereichen Fachsprachen und Fachübersetzung, Übersetzungsdidaktik, Fachlexikographie und Terminologie unter besonderer Berücksichtigung der Rechtssprache im Allgemeinen und der Sprache des Notars im Besonderen. Für ihre Doktorarbeit, die in der Reihe Forum für Fachsprachen-Forschung unter dem Titel *Rechtsübersetzung und Hilfsmittel zur Translation* veröffentlicht wurde, erhielt sie den Preis der Johannes Gutenberg-Universität Mainz 2004 für ausgezeichnete Dissertationen.

## La representación de la relación de equivalencia del derecho de extranjería en un diccionario bilingüe español-rumano

Ioana Cornea

Universidad Nacional Autónoma de México

---

### The representation of equivalence of immigration law in a Spanish-Romanian bilingual dictionary – *Abstract*

This article introduces a new approach to the development of translation-oriented lexicographical resources in the Spanish-Romanian translation context for the field of immigration law. The lack of Spanish-Romanian bilingual dictionaries and the limitations of traditional lexicographical resources constitute the point of departure for this research. Our proposal is based on Šarčević's research (1997) and shows how conceptual analysis can be used to measure the degree of equivalence of functional equivalents and assess their acceptability for translation purposes. A comparable corpus consisting of Spanish and Romanian legislation serves as the primary source for analyzing the legal concepts discussed. Contrastive information is illustrated by lexicographical entries that respond to the real needs of Romanian legal translators. These entries emphasize elements related to the translation process, including type of translation (documentary or instrumental), degree of equivalence, parallel texts and comments on terminological variety. These kinds of resources, which focus on the translator's needs, help translators reduce search times as well as increase the functionality of translation.

### Keywords

Legal translation, comparative law, bilingual lexicography, terminology, immigration law

## 1. Introducción

La migración intensifica las relaciones entre los países implicados, que a su vez crean marcos legales y establecen políticas en función de las necesidades de la sociedad. Diversos factores sociales, políticos y económicos determinan la interacción entre España y Rumanía, particularmente después de 2007, año en el que Rumanía se adhiere a la Unión Europea. La libre circulación dentro del espacio europeo motiva a los rumanos a emigrar hacia Occidente. El aumento de los inmigrantes rumanos en el territorio español en las últimas décadas ha contribuido al desarrollo de las relaciones entre ambos países, pues se vieron ante la necesidad de establecer políticas migratorias en el nuevo contexto social. La comunicación entre los dos Gobiernos, entre los rumanos recién llegados y los nacionales españoles, entre los ciudadanos rumanos y los poderes públicos españoles ha impulsado una creciente demanda de traducciones entre el rumano y el español. La mayoría de estas traducciones son de carácter especializado, sobre todo jurídico, en el ámbito del derecho de extranjería, el cual regula la legislación relativa a los extranjeros.

Los sistemas jurídicos, por su naturaleza, presentan divergencias relacionadas con su historia, su cultura y su ideología, debido a que el derecho es prioritariamente nacional, con un lenguaje propio de cada país o región. Los especialistas en derecho recurren al derecho comparado como método de comparación de diversos ordenamientos jurídicos con el fin de observar los modelos de respuesta de distintos Estados ante los problemas jurídicos. No obstante, el ámbito de aplicación y utilidad del derecho comparado se ha extendido y se ha convertido en una herramienta indispensable también para la traducción jurídica. Desde hace más de dos décadas, especialistas en derecho y traducción (jurilingüistas) subrayan la necesidad de integrar métodos de análisis comparativo en los estudios de traducción, entre otros fines, para lograr una mayor comprensión y precisión terminológica, y para determinar la relación de equivalencia y la aplicabilidad de equivalentes en los sistemas jurídicos meta (Šarčević, 1989, 1997; Constantinesco, 1997; Pommer, 2007; Bestué Salinas, 2008).

Además, la falta de correspondencia que existe entre los ordenamientos jurídicos, que a su vez se refleja en asimetrías conceptuales y lingüísticas en el campo de la traducción jurídica, se puede analizar mediante métodos comparativos. El derecho comparado aporta información útil para compensar incongruencias durante el proceso de traducción, y la información resultante del análisis comparativo se puede representar en las fuentes lexicográficas mediante distintas indicaciones.

Los recursos lexicográficos pueden ser una herramienta eficiente para superar el carácter asimétrico de los ordenamientos jurídicos. El traductor jurídico recurre principalmente a estas fuentes para buscar información lingüística, equivalentes que necesita para su traducción e información conceptual para descodificar el significado de estas unidades. Un estudio previo sobre el panorama lexicográfico para la traducción jurídica español-rumano (Cornea, 2010) muestra que los diccionarios carecen de información lexicográfica suficiente para cubrir las necesidades de los usuarios en cuanto al tratamiento de la relación de equivalencia entre unidades léxicas.

En el marco de esta temática, el presente artículo se propone detectar y delimitar las características esenciales y accidentales de dos conceptos del ámbito del derecho de extranjería, con la finalidad de establecer y representar la relación de equivalencia en un diccionario bilingüe para la traducción jurídica.

## 2. Derecho de extranjería y necesidades de traducción español-rumano

El derecho de extranjería es la rama del derecho que regula la legislación relativa a los extranjeros, es decir, a las personas que no poseen la nacionalidad del Estado donde se encuentran, ya sea de visita o radicando de modo temporal o permanente. A través de esta legislación, el Estado es quien regula, en su territorio, la entrada, la estancia o residencia y la salida de los extranjeros, garantizando sus derechos fundamentales.

En España, el régimen general de extranjería se establece mediante la Ley Orgánica 4/2000, de 11 de enero, sobre derechos y libertades de los extranjeros en España y su integración social, denominada “Ley de Extranjería”, y en Rumanía a través de la Ordonanța de Urgență, 194/2002, relativa al régimen de extranjeros en Rumanía.

Tanto Rumanía como España pertenecen a la Unión Europea, por lo que ambos países establecen un régimen de extranjería de los ciudadanos de la UE (régimen comunitario), basado en los acuerdos y tratados de la UE. En este caso, la Directiva 2004/38/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 29 de abril de 2004, relativa al derecho de los ciudadanos de la Unión y de los miembros de sus familias a circular y residir libremente en el territorio de los Estados miembros se transpone en España mediante el RD 240/2007 y en Rumanía a través de la OUG 102/2005, reeditada en 2011.

Sin embargo, cabe mencionar que cada Estado crea sus normas en función de su realidad social, sin infringir los derechos humanos fundamentales. España cuenta con un régimen de extranjería mucho más estructurado que Rumanía, porque tuvo que organizar y establecer sus normas según el contexto social. España ha sido receptor de migrantes de Rumanía, de otros países miembros de la UE y de terceros países, mientras que Rumanía se caracteriza más bien por ser un país emisor de migrantes. Esta diferencia se puede observar en la recopilación y la descripción del corpus de estudio que presentamos en este artículo.

La realidad social no solo ha impulsado a una actualización constante del derecho de extranjería<sup>1</sup>, sino también a un incremento de las traducciones entre el rumano y el español. La población rumana residente en España, así como los que llegan por temporadas, necesitan traducciones de diferentes textos relacionados con asuntos de extranjería, por ejemplo, de textos normativos (leyes, decretos, instrucciones en materia de inmigración rumana); de diferentes tipos de autorizaciones (trabajo, estancia, residencia), certificados (residencia, seguridad social), contratos (trabajo, arraigo social), formularios, folletos informativos.

La actividad de traducción, sobre todo jurídica, y aún más en materia de extranjería, ha experimentado un auge. Los traductores rumanos requieren terminología relacionada con el campo de especialidad y recursos lexicográficos útiles en el proceso de traducción jurídica, el cual no solamente implica a las dos lenguas, sino también a los dos ordenamientos jurídicos: el español y el rumano.

## 3. Del derecho comparado para la traducción a la lexicografía jurídica

El estudio de la representación de la equivalencia en el ámbito del derecho de extranjería en un diccionario bilingüe español-rumano implica una investigación multi- e interdisciplinaria. Este estudio tiene un carácter poliédrico que se puede analizar desde la perspectiva de

---

<sup>1</sup> La Ley de Extranjería, LO 4/2000, ha sufrido varias modificaciones para adaptarse a los cambios migratorios.

distintas disciplinas. Para cumplir el objetivo central de este artículo adoptamos la vertiente del derecho comparado y la traducción y la lexicografía jurídicas.

Los estudios de traducción jurídica aportan información sobre la función de la traducción, su finalidad, técnicas y métodos de traducción. La aportación del derecho comparado a la traducción reside precisamente en los métodos de comparación que se pueden aplicar a la actividad de traducción con el fin de medir el grado de equivalencia que se puede establecer entre un término de un ordenamiento jurídico origen y su equivalente más cercano, si es que lo hay, en el ordenamiento jurídico meta. La incorporación de los métodos de análisis comparativo al trabajo lexicográfico y terminográfico es una necesidad real ante la toma de decisiones en traducción jurídica (Biel, 2008; Prieto Ramos & Orozco Jutorán, 2015; Sandrini, 1996, 1999; Šarčević, 1989, 1999). La mayoría de los traductores trabajan bajo presión para cumplir su encargo de traducción y, en realidad, tienen muy poco tiempo para llevar a cabo un análisis jurídico comparativo. Por eso, es vital para ellos identificar equivalentes adecuados lo antes posible (Biel, 2008), y tener a su alcance información contrastiva para la toma de decisiones.

Los diccionarios jurídicos bilingües presentan todavía muchas limitaciones, a pesar de los avances en el campo de la traducción jurídica (Biel, 2008), y se han considerado recursos poco fiables (De Groot y van Laer, 2008) para el traductor jurídico. Como bien apunta Biel (2008, p. 29), los diccionarios especializados normalmente presentan listas de equivalentes descontextualizados, sin colocaciones y ejemplos de uso. Otra limitación de los diccionarios bilingües para la traducción reside en el tratamiento de la polisemia. El insuficiente conocimiento del traductor sobre el ámbito jurídico dificulta su labor de elegir el equivalente más adecuado para su contexto de traducción, por falta de información distintiva en cuanto al uso de las palabras polisémicas. En su estudio, Šarčević (1989, pp. 278-279) menciona que los diccionarios bilingües ofrecen poca asistencia a los traductores, dada la incongruencia de los términos jurídicos. Además, estos diccionarios contienen aún menos información que los diccionarios monolingües. Los lexicógrafos deberían tomar la iniciativa y usar el análisis conceptual para compensar la incongruencia terminológica. Sin embargo, la idea de Šarčević (1989) ha tenido poca aplicación en la práctica, ya que los diccionarios jurídicos bilingües continúan sin recopilar información acerca del grado y el tipo de equivalencia:

In general, there is little or no information on the degree of equivalence: whether it is full, partial or zero and if it is partial (the most frequent case) whether it is near, approximate or remote (cf. Nielsen 1994, p. 169); the type of equivalence: whether an equivalent is a SL-oriented or TL-oriented; and the degree of entrenchment: how established the equivalent is (Biel, 2008, p. 28).

Pocos han sido los intentos de aplicar los métodos de análisis contrastivo y representar los resultados en diccionarios jurídicos bilingües. De Groot y van Laer (2011) presentan el panorama de la lexicografía jurídica en el marco de la Unión Europea y recopilan un corpus de 200 diccionarios jurídicos bilingües que se han publicado entre 1978 y 2011. Los autores analizan y clasifican estos recursos en función de su tipología, y destacan que solo seis ejemplares contienen un análisis comparativo: el diccionario jurídico neerlandés-francés sobre el derecho privado de Gerti Hesseling (1978); el diccionario jurídico en la combinación lingüística italiano-ingles/inglés-italiano de Francesco Franchis (1986/1996); el diccionario jurídico neerlandés-español de M.C. Oosterveld-Egas Repáraz y Johanna Vuyk-Bosdriesz (1990), que combina la traducción con la explicación y el contexto; el diccionario bilingüe español-ingles/inglés-español de Cuauhtémoc Gallegos (2005), que contiene los términos y

expresiones jurídicas más comunes y, por último, la investigación en terminología jurídica desarrollada por el *Internationales Institut für Rechts- und Verwaltungssprache* de Berlín, con el objetivo de medir el grado de los equivalentes funcionales para sus glosarios jurídicos (Šarčević, 1989, p. 279; de Groot y van Laer, 2011).

En el contexto lexicográfico español-rumano, la situación es aún más grave que en el caso de otras parejas de lenguas, dada la escasez y fiabilidad de los recursos. Los únicos recursos lexicográficos fiables son los que se elaboraron para diferentes necesidades de la Unión Europea (IATE, EUROVOC). Sin embargo, un traductor jurídico que debe traducir documentos en relación con extranjería entre España y Rumanía, por ejemplo, encontrará de poca utilidad estos recursos. Además, con una simple búsqueda en IATE observamos que muchos términos en español no tienen propuesta de equivalente en rumano. Los traductores rumanos necesitan recursos bilingües que estén específicamente diseñados para la actividad de traducción español-rumano.

Las corrientes actuales de la lexicografía bilingüe promueven la elaboración de diccionarios basados en el perfil del usuario, la función y la situación de comunicación. La teoría funcional de la lexicografía representada por Tarp (2008, 2010) comprende la elaboración de diccionarios en función de las necesidades de los usuarios con la finalidad de proporcionarles una herramienta lexicográfica que cubra sus carencias relacionadas con tareas comunicativas y cognitivas.

Un diccionario bilingüe para la traducción debe relacionarse con el proceso de traducción, que representa todas las etapas que un traductor ha de pasar para transferir un texto de la lengua origen a la lengua meta, según indica Tarp (2010, p. 10). En cada fase, el traductor necesita poseer una competencia específica para poder llevar a cabo la actividad de traducción. La primera fase del encargo de traducción guiará al traductor en todo el proceso; en esta etapa el traductor necesita información general, sistémica sobre el área de especialidad. La segunda fase se compone de la recepción del texto original, la translación y la producción del texto meta, y el traductor necesita información textual, terminología, dominio de las lenguas y culturas origen y meta, equivalentes y fraseología. La tercera fase es de revisión y evaluación, que también requiere el uso del diccionario para comprobar terminología (Nord, 1997, pp. 101-124).

Consideramos que un diccionario para la traducción jurídica debe contener información conceptual para que el traductor pueda descodificar y traducir los conceptos y no confundir un concepto con otro. La información obtenida tras la aplicación de los métodos de derecho comparado para la traducción tiene un carácter contrastivo que se puede representar en fichas terminológicas, diseñadas en función de las necesidades del traductor en una situación de traducción.

Un estudio que aplica los métodos de análisis comparativo con fines traductológicos es el proyecto piloto LAW10n. Dicho proyecto presenta una metodología basada en un modelo integrador para la toma de decisiones en traducción jurídica (Prieto Ramos, 2013). Los resultados de este análisis se reflejan en unas fichas traductológicas del derecho informático (contratos de licencia de programas informáticos) en la combinación lingüística inglés-español (Prieto Ramos & Orozco Jutorán, 2015). La innovación de este recurso está en el diseño de la interfaz y en las fichas traductológicas que contienen información útil para la actividad de traducción; por ejemplo, los comentarios de traducción y las propuestas separadas para encargos documentales o instrumentales. Esta propuesta de ficha traductológica responde a

los avances más recientes en materia de terminología jurídica y supera las limitaciones de los diccionarios jurídicos bilingües actuales, no solo por el soporte digital, sino también por el tipo de información que incluye.

#### 4. Metodología de trabajo

La metodología de nuestra investigación se basa en un corpus comparable<sup>2</sup>, que recopila la legislación en materia de extranjería en España y Rumanía, y que constituye la fuente primaria para determinar las características de los conceptos jurídicos.

Para la constitución de los corpus hemos utilizado el paquete *Sketch Engine*, una herramienta de análisis textual y extracción lexicográfica en línea diseñada para cualquier usuario interesado en el comportamiento de las palabras. Los corpus del “Derecho de Extranjería” y de “Dreptul de Ședere” se constituyeron casi simultáneamente. Para conseguir la representatividad del ámbito temático hemos recurrido al modelo taxonómico de Domènech Bagaria (2012), quien propone una tipología según la función: 1) textos normativos (textos que *crean* el derecho): leyes, reglamentos; 2) textos de la práctica jurídica (textos que *aplican* el derecho): oficio, convocatoria, recurso, resolución; 3) textos teóricos e instrumentales (textos que explican el derecho): manuales, diccionarios, enciclopedias.

Esta clasificación nos ayudó a reunir el mayor número posible de textos de acuerdo con cada categoría. La recopilación se realizó con base en tres modalidades: a) a partir de Internet, mediante palabras clave; b) a partir de URL, mediante textos seleccionados y recopilados manualmente; c) a partir de textos analizados e integrados en la aplicación de la herramienta *Sketch Engine*.

La constitución del corpus en español se realizó de forma automática. Sin embargo, en el caso del corpus en rumano, la búsqueda por palabras clave dio pocos resultados relacionados con el ámbito del derecho de extranjería. En consecuencia, la recopilación del corpus en rumano se hizo de manera totalmente manual después de un riguroso análisis previo de los documentos. El corpus en español se compone de 425 020 *tokens*<sup>3</sup>, 351 811 palabras en 183 documentos; mientras que el corpus en rumano cuenta con 378 995 *tokens*, 288 597 palabras y 93 documentos. El corpus en español contiene muchos más documentos que el corpus en rumano. Esta diferencia se debe al hecho de que los dos países viven en un contexto migratorio distinto, como se mencionó al principio de este artículo. España se enfrenta a un flujo migratorio más intenso que Rumanía, con lo cual cuenta con una mejor estructuración de la información para inmigrantes. En cambio, Rumanía aún debe realizar mucho trabajo para alcanzar una sistematización digital de la información útil para los extranjeros.

Una vez creados los dos corpus, pasamos a la extracción de los términos jurídicos y su clasificación en árboles de campo. Para esta investigación presentamos el análisis de dos conceptos que pertenecen a la clase de documentos que un ciudadano de la Unión Europea o un familiar de este ciudadano necesita para residir en un país europeo: el Número de Identificación de Extranjero (N.I.E.) y el Certificado de registro de ciudadano de la Unión. Seleccionamos estos dos conceptos porque consideramos que son básicos para cualquier

---

<sup>2</sup> El corpus comparable es una recopilación de textos en más de una lengua que posean características comunes y respondan a procesos de selección similares (Sinclair, 2005).

<sup>3</sup> El *tokenizador* es el programa para segmentar un texto en componentes léxicos (*tokens*), entendidos como una cadena de caracteres separada por espacios o signos de puntuación.

ciudadano de la UE, pero además son conceptos problemáticos porque a menudo se confunden y su traducción podría causar incongruencias terminológicas.

Nuestro método de análisis conceptual se basa en los fundamentos teóricos de Šarčević (1989, 1997) sobre el procedimiento para medir el grado de equivalencia y determinar la aceptabilidad del equivalente funcional. La autora plantea medir el grado de equivalencia entre dos conceptos a partir de las características esenciales y accidentales<sup>4</sup>. Entendemos por *características esenciales* aquellas que resultan adecuadas y necesarias para identificar un concepto (Sager, 1993, p. 48), las que hacen que un concepto pertenezca a una clase de objetos. Las *características complementarias* no son esenciales para definir el concepto y tampoco necesarias para diferenciar un concepto de otro. En este sentido, la norma ISO 704 incluye una categoría de características distintivas e indica que “un caractère distinctif est un caractère essentiel qui permet de délimiter un concept par rapport à un autre” (Organización Internacional de Normalización, 2000, p. 5). Cada una de las características esenciales o complementarias debe analizarse en relación con otros conceptos de la misma clase. El carácter distintivo diferencia un concepto de otro. Por ello, en nuestro análisis consideramos que el carácter distintivo de un concepto puede ser tanto esencial como complementario, es decir, que existen rasgos comunes de dos o más conceptos y rasgos no compartidos entre los dos conceptos, que los distinguen de los demás conceptos.

Establecimos las siguientes características esenciales a) los elementos comunes de los dos conceptos representativos dentro de la clase de conceptos que analizamos; b) los elementos no compartidos entre los dos conceptos, pero que sean definitorios en su caracterización. En cuanto a las características complementarias, se trataría de elementos de carácter complementario a la definición de la unidad que pueden ser compartidos o no entre los dos conceptos. Las características esenciales o complementarias se determinaron a partir de unas categorías que consideramos relevantes para la descripción de la clase conceptual que seleccionamos.

Šarčević (1997, p. 238) distingue tres tipos de equivalencia: a) *casi equivalencia*, que es posible cuando los conceptos A y B comparten todas las características esenciales y la mayoría de las complementarias; b) *equivalencia parcial*, que es posible cuando los conceptos A y B comparten la mayoría de las características esenciales y solo algunas de las complementarias; c) *equivalencia nula*, que se da cuando solo algunas o ninguna de las características esenciales de los conceptos A y B coinciden. La mayoría de los equivalentes se incluyen en la categoría de la equivalencia parcial (Šarčević, 1997, p. 241). La dificultad de establecer una equivalencia total resulta de la asimetría conceptual que se da entre los ordenamientos jurídicos debido a factores históricos, culturales y sociológicos. Como técnicas de compensación de estas asimetrías, Šarčević (1997, pp. 250-254) añade: a) expansión léxica; b) paráfrasis descriptiva y definiciones.

La determinación de las características esenciales y complementarias constituye solo el primer paso en el análisis contrastivo de los conceptos. Para comprobar la aceptabilidad de un equivalente funcional en el ordenamiento jurídico meta, aplicamos los siguientes parámetros establecidos por Šarčević (1997, pp. 241-250): estructura y clasificación en el campo conceptual, ámbito de aplicación y efecto jurídico. Estos criterios nos ofrecen información

---

<sup>4</sup> En este estudio, empleamos la denominación de *características complementarias* porque consideramos que se ajusta más a nuestro contexto jurídico, en el cual es más difícil determinar lo no esencial (accidental), puesto que cada elemento tiene su función bien establecida.

sobre si un equivalente funcional con grado de equivalencia cercano o parcial está aceptado en el sistema jurídico meta. En caso de equivalencia nula, esta aceptabilidad no se puede demostrar, ya que el concepto no existe en el sistema meta.

### 5. Análisis conceptual de los conceptos jurídicos: características y aceptabilidad del equivalente

Para determinar las características esenciales y complementarias establecimos unas categorías de análisis que describen los dos conceptos tratados: Número de Identificación de Extranjero (N.I.E.) y Certificado de registro de ciudadano de la Unión.

La primera categoría se refiere al sujeto a quien va dirigida la documentación relativa a la residencia; por lo tanto, establecimos la categoría de “sujeto pasivo”. Estos sujetos adquieren ciertos derechos con la concesión del documento; por esto, la segunda categoría es la de “derechos”. No obstante, para la obtención del documento, hay que cumplir algunos requisitos, como, por ejemplo, ser ciudadano de la UE o no, por lo que denominamos a la tercera categoría “requisitos/supuestos”. Una vez cumplidos los requisitos, se procede a la tramitación de las solicitudes; por consiguiente, la cuarta categoría la nombramos “tramitación de las solicitudes”. Las demás categorías se refieren a los procedimientos necesarios para cualquier tipo de documento: “expedición”, “renovación”, “vigencia”, “extinción”. Añadimos la categoría “función” porque consideramos relevante para la descripción de un concepto determinar su función, sobre todo en el contexto jurídico.

Estas categorías son definitorias para la clase conceptual que seleccionamos y nos ofrecen información con el fin de determinar los rasgos esenciales. Los elementos pueden ser compartidos o no compartidos por los dos conceptos.

Sin embargo, nos encontramos frente a un problema para establecer categorías que determinen las características complementarias porque “lo complementario” puede referirse a cualquier otro elemento que no sea esencial, como el color, el tamaño o la marca. Además, como bien apuntan Cabré (1993, p. 184) y Sager (1993, p. 48), las características no esenciales se pueden convertir en esenciales en función de la especialidad. Por esta razón, al tener en cuenta el tipo de documentos que analizamos, limitamos las características complementarias a los aspectos formales (tamaño, color). El elemento formal de los documentos necesarios para la estancia/residencia de un extranjero en Rumanía o España complementa las categorías esenciales que mencionamos más arriba. Estos rasgos formales pueden ser compartidos o no por los dos conceptos.

A continuación, presentamos la muestra de análisis de los dos conceptos, según los criterios mencionados.

Categorías	N.I.E. (Número de Identificación de Extranjero)	C.N.P. (Cod Numeric Personal)
Sujeto pasivo	Los extranjeros (ciudadanos de la UE o no) que, por sus intereses económicos, profesionales o sociales se relacionen con España.	Cetățenii din statele UE/SEE/ Confederației Elvețiene/ Membrii de familie ai cetățenilor din statete terțe; străinilor cărora li s-a acordat tolerarea.
Derechos	Recibir un número <b>identificador del extranjero</b> , que deberá figurar en todos los documentos que se le expidan o	Străinului i se atribuie un <b>număr identificador</b> pentru toate sistemele

	tramiten, tarjeta de identidad o pasaporte.	informatice care prelucrează date nominale privind persoana fizică.
<b>Requisitos</b>	No encontrarse en España en situación irregular. <b>Que sea solicitado por los intereses económicos, profesionales o sociales del extranjero. Que se comuniquen los motivos por los que solicitan la asignación del número.</b>	<b>La solicitarea justificată se poate atribui un cod numeric personal și strainilor care nu beneficiaza de un drept de ședere pe teritoriul Romaniei, pentru exercitarea anumitor drepturi și obligații legale.</b>
<b>Tramitación de las solicitudes</b>	<b>Solicitud de inscripción (EX-15); el pasaporte o DNI válido; comunicación de las causas económicas o sociales.</b>	<b>Cerere tip, dovada că străinul posedă mijloace de întreținere.</b>
<b>Órgano competente</b>	<b>Oficina de Extranjería. Comisaría de Policía correspondiente, su inscripción en el Registro Central de Extranjeros.</b>	<b>Oficiul Roman pentru Imigrări din județ/Ambasade sau Consulate românești.</b>
<b>Expedición</b>	<b>Cinco días.</b>	
<b>Vigencia</b>	<b>Indeterminada.</b>	<b>Nedeterminată.</b>
<b>Extinción</b>	<b>Incumplimiento de las normas.</b>	<b>Incălcarea normelor.</b>

Figura 1. Características esenciales de N.I.E. (Número de Identificación de Extranjero) y C.N.P. (Cod Numeric Personal)

Categorías	N.I.E. (Número de Identificación de Extranjero)	C.N.P. (Cod Numeric Personal)
<b>Aspectos formales compartidos</b>	Se componen de cifras (parcialmente)	
<b>Aspectos formales no compartidos</b>	El N.I.E. se compone de letras y números: la letra inicial es una <b>X</b> para N.I.E. asignados antes de julio de 2008 y una <b>Y</b> para N.I.E. asignados a partir de esa fecha.	El C.N.P. contiene 13 cifras: los números 7/8 se asignan a los extranjeros residentes y el 9 a los demás extranjeros.

Figura 2. Características complementarias de N.I.E. (Número de Identificación de Extranjero) y C.N.P. (Cod Numeric Personal)

Las características esenciales compartidas, es decir, los elementos comunes y definitorios para los dos conceptos son: sujeto pasivo, derechos, requisitos, tramitación de las solicitudes, expedición, órgano competente, vigencia, extinción (marcados en negrita).

Las características esenciales no compartidas (marcadas en cursiva) se refieren básicamente a la categoría de los sujetos pasivos. En España no se menciona nada en relación con las personas que no se encuentran en una situación de estancia o residencia, mientras que la normativa rumana especifica que la Oficina de Inmigración puede otorgar un número a las personas que no tienen derecho de residencia, pero que por razones objetivas no abandonan el país como, por ejemplo, los refugiados o los solicitantes de asilo.

Las características complementarias describen los elementos adicionales a la definición de los conceptos. Los aspectos formales compartidos se refieren a la composición del número, es decir, se componen de cifras. En cambio, los aspectos formales no compartidos hacen referencia a dos aspectos: en Rumanía el C.N.P. contiene 13 cifras: (SAALLZZJJNNNC): la cifra inicial (S) se emplea para extranjeros residentes con los números 7/8, y 9 para los demás

extranjeros; en España el N.I.E. se compone de letras y números, una letra inicial, siete dígitos y un carácter de verificación alfabético.

En una situación de traducción en la cual el concepto A es el término en español y el B es su equivalente en rumano, concluimos que los dos conceptos comparten la mayoría de las características esenciales (menos una en relación con los sujetos pasivos). En cuanto a las características complementarias, la similitud radica en que los dos conceptos se forman por cifras y letras, pero las diferencias surgen en el criterio de formación de cada número, tal como mencionamos más arriba. Por lo tanto, se trata de una equivalencia parcial, que en la obra de Šarčević (1989) se representa con el símbolo “±”.

Si comenzamos el análisis de aceptabilidad, constatamos que, en cuanto a la estructura y clasificación del campo conceptual (primer parámetro anteriormente mencionado), tanto el N.I.E. como el C.N.P. pertenecen al mismo subcampo<sup>5</sup> del ámbito de extranjería, a saber, estancia y residencia en el país. En cuanto al ámbito de aplicación, los dos conceptos cubren el mismo ámbito, que se refiere a la identificación de los ciudadanos extranjeros y también tienen el mismo efecto jurídico. Sin embargo, nos llama la atención el equivalente en rumano, que no hace referencia explícita al extranjero. El *Cod numeric personal* se puede confundir con el código que se otorga a cada ciudadano rumano desde su nacimiento. Por tanto, consideramos necesario añadir una expansión léxica, a *străinilor* (de los extranjeros), para evitar confusiones. El término en español puede tener dos traducciones, según el tipo de encargo. En una traducción-instrumento orientada al ordenamiento meta<sup>6</sup>, el equivalente funcional sería *Cod numeric personal a străinilor*. Si consideramos un supuesto de traducción-documento<sup>7</sup>, se podría emplear el equivalente literal: *numărul de identificare a stăinilor*.

A continuación, aplicamos los mismos criterios de análisis al segundo concepto seleccionado.

Categorías	Certificado de registro de ciudadano de la Unión	Certificat de înregistrare (pentru cetățenii UE/SEE/Confederației Elvețiene)
Sujeto pasivo	Ciudadanos de un Estado miembro de la Unión Europea o de otro Estado parte en el Acuerdo sobre el Espacio Económico Europeo o Suiza.	Cetățenii din statele UE/SEE/Confederației Elvețiene.
Derechos	Residencia en España durante más de tres meses.	Rezidența pentru o perioadă mai mare de 3 luni.
Tramitación de las solicitudes	Solicitud de inscripción (EX-18); pasaporte o documento nacional de identidad válido; documento acreditativo del abono de la tasa; seguro médico; comprobante de medios económicos suficientes para manutención.	Cerere tip; carte de identitate /pașaport; taxe, asigurare medicală, dovada mijloacelor de întreținere.

<sup>5</sup> La clasificación que propusimos y que por motivos de espacio no presentamos en este artículo se basa en el texto legislativo, que representa en sí una taxonomía.

<sup>6</sup> En términos de Nord (1991), la traducción-instrumento se refiere a la traducción funcional, es decir, producir un texto meta según las condiciones de la cultura meta.

<sup>7</sup> La traducción-documento tiene como objetivo informar al destinatario sobre el texto de partida como acto de comunicación que tuvo lugar entre dos o más participantes de la cultura original (Nord, 1991).

<b>Órgano competente</b>	<b>Oficina de Extranjería.</b> Comisaría de Policía correspondiente, su inscripción en el Registro Central de Extranjeros.	<b>Oficiul Roman pentru Imigrări din județ.</b>
<b>Expedición</b>	<b>De forma inmediata</b> después de pagar las tasas. <b>Personalmente.</b>	<b>Pe loc</b> după ce s-au îndeplinit condițiile necesare. <b>Personal.</b>
<b>Vigencia</b>	<b>Cinco años de la fecha de expedición</b> (aunque el RD 240/2007 no lo menciona).	<b>Cinci ani de la data emiterii.</b>
<b>Extinción</b>	<b>Incumplimiento de las normas.</b>	<b>Încălcarea normelor.</b>
<b>Función</b>	<b>Necesario el pasaporte/documento de identidad rumana.</b>	<b>Documento de identidad.</b>

**Figura 3.** Características esenciales de Certificado de registro de ciudadano de la Unión y Certificat de înregistrare (pentru cetățenii UE/SEE/Confederației Elvețiene)

<b>Categorías</b>	<b>Certificado de registro de ciudadano de la Unión</b>	<b>Certificat de înregistrare (pentru cetățenii UE/SEE/Confederației Elvețiene)</b>
<b>Aspectos formales compartidos</b>	Los dos certificados tienen el escudo del país y la bandera.	
<b>Aspectos formales no compartidos</b>	Modelo ID-1, dimensiones (86mm x 54 mm). Color verde. Información solo en español.	Formato DNI (105 mm x 74 mm). Color del arcoíris. Información en tres lenguas: rumano, inglés y francés.

**Figura 4.** Características complementarias de Certificado de registro de ciudadano de la Unión y Certificat de înregistrare (pentru cetățenii UE/SEE/Confederației Elvețiene)

Observamos que los dos conceptos comparten la mayoría de las características esenciales, que están marcadas en negrita. Consideramos necesario incluir otra categoría esencial que es la función, ya que los dos conceptos difieren en ese aspecto. El certificado de registro en España es válido solo con el pasaporte o el documento de identidad del país del ciudadano, mientras que en Rumanía funciona como documento de identidad.

Las características complementarias se refieren solo a los aspectos formales. Notamos que los aspectos compartidos presentan información sobre el escudo y la bandera, y los elementos no compartidos se refieren al tamaño, al color y a la información lingüística.

Para observar la aceptabilidad del equivalente, aplicamos los mismos criterios. Los dos conceptos pertenecen al mismo subcampo de extranjería-residencia; sin embargo, el ámbito de aplicación del concepto B (en rumano) es más amplio, dado que funciona plenamente como documento de identidad, y el concepto A (“Certificado de registro”) tiene solo la función de acreditar la inscripción del extranjero en el Registro Central de Extranjeros, siendo necesario un documento de identidad.

El concepto de “Certificado de registro de ciudadano de la Unión” está regulado por la Directiva 2004/38/CE, del Parlamento Europeo y del Consejo, y traspuesto a las legislaciones nacionales de España y Rumanía. Para la traducción del término “Certificado de registro de ciudadano de la Unión” al rumano podemos emplear el equivalente funcional *Certificat de înregistrare* (pentru cetățenii UE/SEE/Confederației Elvețiene). El Certificado de registro de ciudadano de la Unión produce los mismos efectos jurídicos que el *Certificat de înregistrare*

(pentru cetățenii UE/SEE/Confederației Elvețiene), ya que la figura existe también en el derecho rumano. En caso de una traducción-documento, se podría usar la misma solución.

La información resultante del análisis comparativo (la relación de equivalencia, información sobre aceptabilidad del equivalente) ayudará al traductor en su proceso de traducción para resolver problemas lingüísticos y conceptuales, aún más a un traductor sin formación en derecho. Esta información contrastiva se puede englobar en distintas indicaciones lexicográficas y figurar en un diccionario para la traducción, como vimos en el caso de las fichas traductológicas del proyecto LAW10n.

## 6. Representación lexicográfica de la relación de equivalencia

En este apartado exponemos la propuesta de representación de la equivalencia del derecho de extranjería en un diccionario bilingüe español-rumano para la traducción, tal como establecimos en los objetivos de esta investigación. La representación de la equivalencia en el diccionario bilingüe español-rumano es la suma de varios principios teóricos y metodológicos de la terminología, la lexicografía y el derecho comparado para la traducción. Observamos que la interacción entre diversas disciplinas constituye el fundamento necesario para acometer el proceso de elaboración de productos lexicográficos.

Nuestro usuario es el traductor rumano con formación en traducción, pero sin formación en derecho. Las categorías de información que necesita el usuario se relacionan sobre todo con el significado de la unidad léxica, es decir, información semántica, pragmática, glosas, ejemplos y contextos, y no tanto con el carácter formal de la unidad.

Agrupamos las indicaciones según su función, teniendo en cuenta las fases de traducción y los conocimientos que el traductor debe poseer. Proponemos las siguientes categorías: “mecanismos para descodificación del significado”, donde trataremos la definición<sup>8</sup>; “mecanismos de apoyo conceptual”, cuya función es ayudar a una mejor comprensión del significado (aquí trataremos las notas<sup>9</sup> y el contexto<sup>10</sup>); y, por último, agregamos la categoría de “mecanismos de apoyo adicional para la traducción”, donde presentamos los textos paralelos<sup>11</sup> e información sobre diferentes soluciones de traducción en función del encargo de traducción. Aunque los textos paralelos no constituyen una indicación convencional como la definición, consideramos que su inclusión en un diccionario para la traducción aporta al traductor información pragmática.

La ficha contiene los siguientes elementos: encabezado con el tipo de traducción según el encargo, lema en español, definición, información conceptual (texto normativo), contexto, fuente (del corpus de estudio), texto paralelo, notas, la simbología de la relación de equivalencia, equivalente, definición, información conceptual (texto normativo), contexto, fuente, texto paralelo, notas en rumano.

---

<sup>8</sup> La definición es una indicación por excelencia del diccionario monolingüe. No obstante, Lorente (2001) menciona la utilidad de la definición en un diccionario bilingüe.

<sup>9</sup> Las notas intentan aclarar diversas ambigüedades, que no se han tratado en la definición (Termcat, 2010).

<sup>10</sup> El contexto constituye una muestra de la lengua real que normalmente se recopila en un corpus de estudio (Lázaro, 2012, p. 20).

<sup>11</sup> En esta investigación adoptamos la aproximación de Nord en cuanto al texto paralelo, que se define como un texto auténtico de la cultura meta que pertenece al mismo género textual, lo que significa que se usa para los mismos fines comunicativos que el texto base (Nord, 1997, p. 116).

La definición y el texto normativo ayudan al traductor en el proceso de descodificación del significado. La definición la elaboramos a partir de las categorías de análisis que corresponden a las características esenciales. La inclusión de la normativa, tanto para el lema como para el equivalente, permitirá al traductor observar la definición del concepto en el texto que lo regula. Aparte de su carácter descodificador, los textos normativos pueden cubrir una necesidad pragmática, ya que el traductor puede observar el registro y estilo jurídico. El texto normativo es también un mecanismo de apoyo conceptual, junto con los contextos y las notas.

Los contextos se han extraído directamente de los corpus de referencia y cada contexto contiene la fuente de donde se ha extraído. Las notas intentan resolver las ambigüedades de los conceptos tratados, dudas conceptuales o aportan cualquier tipo de información que ayude al traductor tanto en el proceso de comprensión como de producción.

Los mecanismos de apoyo adicional a la traducción incluyen la indicación sobre el encargo de traducción y los textos paralelos. El encargo de traducción determina si se trata de una traducción-documento o traducción-instrumento. Esta información se encuentra en el encabezado de cada ficha. En el caso de que no haya una diferencia significativa en cuanto a las soluciones de traducción-documento o instrumento, solo se propone una ficha<sup>12</sup>. Los textos paralelos pueden ayudar al traductor en cuestiones referentes a convenciones estilísticas generales, textuales, terminología o también aumentar su capacidad cognitiva y sus conocimientos sobre ese dominio, para llegar a comprender el original y poder redactar su traducción. La relación de equivalencia se ha determinado a partir del análisis contrastivo de las características esenciales y complementarias de los dos conceptos. Los casos analizados para esta muestra presentan una relación parcial de equivalencia.

A continuación, presentamos un ejemplo en el cual el equivalente difiere según el tipo de traducción (documento o instrumento) y un ejemplo de ficha terminológica en la cual la traducción no varía si se trata de un encargo documental o instrumental.

Traducción-instrumento	
<b>N.I.E. (Número de Identificación de Extranjero)</b>	<b>± C.N.P.S. (Cod Numeric Personal a Străinilor)</b>
<b>Definición:</b> Número personal, único y exclusivo otorgado por la Oficina de Extranjería, que sirve para la identificación de un ciudadano no nacional, con residencia o no el territorio español, que se encuentre en situación regular y que realice actividades económicas, profesionales y sociales vinculadas al país.	<b>Definiție:</b> Număr unic de identificare al străinului care realizează activități economice sau libere profesionale pe teritoriul României sau a obținut un permis de ședere temporară sau permanentă.
<b>Texto normativo:</b> <u>Real Decreto 557/2011, de 20 de abril, por el que se aprueba el Reglamento de la Ley Orgánica 4/2000, sobre derechos y libertades de los extranjeros en España y su integración social, tras su reforma por Ley Orgánica 2/2009.</u>	<b>Text normativ:</b> <u>LEGE nr. 157 din 11 iulie 2011 pentru modificarea și completarea unor acte normative privind regimul străinilor în România.</u>

<sup>12</sup> Metodología empleada en el proyecto LAW10n (Prieto Ramos & Orozco Jutorán, 2015, p. 12).

<b>Contexto:</b> Si el familiar del ciudadano comunitario, en el momento de solicitar la tarjeta, carece de <b>NIE</b> , en la Oficina de Extranjería le anotarán el correspondiente <b>NIE</b> en el resguardo de su solicitud de tarjeta. <b>Fuente:</b> file 257025.	<b>Context:</b> Fieărui cetățean al Uniunii Europene, precum și oricărui membru de familia care a fost luat în evidențele Autorității pentru străini i se atribuie un <b>cod numeric personal</b> care se înscrie în documentul care atestă rezidența pe teritoriul României. <b>Sursă:</b> file 264622.
<b>Texto paralelo:</b> <u>Generador de NIE.</u>	<b>Text paralel:</b> <u>Generator de CNP.</u>
<b>Nota:</b> En España, el código numérico personal es un código de identificación del personal sanitario.	<b>Notă:</b> A nu se confunda Codul numeric personal al cetățenilor români cu cel al străinului, diferența constă în algoritmul numeric.

Figura 5. Ficha terminológica para la traducción-instrumento

Traducción-documento	
<b>N.I.E. (Número de Identificación de Extranjero)</b>	± <b>N.I.E. (Număr de identificare a străinilor)</b>
<b>Definición:</b> Número personal, único y exclusivo otorgado por la Oficina de Extranjería, que sirve para la identificación de un ciudadano no nacional, con residencia o no el territorio español, que se encuentre en situación regular y que realice actividades económicas, profesionales y sociales vinculadas al país.	<b>Definiție:</b> Număr personal, unic și exclusiv elibert de Oficiul pentru Străini, care ajută la identificare unui străin, cu rezidența sau nu pe teritoriul Spaniei, care se află în situație legală și care realizează activități economice, profesionale, sociale pe teritoriul Spaniei.
<b>Texto normativo:</b> <u>Real Decreto 557/2011, de 20 de abril, por el que se aprueba el Reglamento de la Ley Orgánica 4/2000, sobre derechos y libertades de los extranjeros en España y su integración social, tras su reforma por Ley Orgánica 2/2009.</u>	
<b>Contexto:</b> Si el familiar del ciudadano comunitario, en el momento de solicitar la tarjeta, carece de <b>NIE</b> , en la Oficina de Extranjería le anotarán el correspondiente <b>NIE</b> en el resguardo de su solicitud de tarjeta. <b>Fuente:</b> file 257025.	<b>Sursă:</b> Toți cetățenii europeni trebuie să solicite <b>numărul de identificare a străinilor</b> (NIE), la Poliție, dacă vor să stea mai mult de 3 luni în Spania. <b>Fuente:</b> file 4221657.
	<b>Notă:</b> Sigla folosită pentru numărul de identificare a străinilor în Spania este N.I.E. și explicația în limba română.

Figura 6. Ficha terminológica para la traducción-documento

<b>Certificado de registro de ciudadano de la Unión</b>	± <b>Certificat de înregistrare (pentru cetățenii UE/SEE/Confederației Elvețiene)</b>
<b>Definición:</b> Certificado que <b>acredita</b> la inscripción en el Registro Central de Extranjeros de un ciudadano de un Estado miembro de la UE/EEE que residirá en España más de 3 meses.	<b>Definiție:</b> Certificat care atestă rezidența pe teritoriul României pentru o perioadă mai mare de 3 luni a unui cetățean membru UE/SEE/Confederației Elvețiene.

<b>Texto normativo:</b> <u>Real Decreto 240/2007, de 16 de febrero, sobre entrada, libre circulación y residencia en España de ciudadanos de los Estados miembros de la Unión Europea y de otros Estados parte en el Acuerdo sobre el Espacio Económico Europeo.</u>	<b>Text normativ:</b> <u>ORDONANȚĂ DE URGENTĂ nr. 102 din 14 iulie 2005 (actualizată) privind libera circulație pe teritoriul României a cetățenilor statelor membre ale Uniunii Europene și Spațiului Economic European.</u>
<b>Contexto:</b> El <b>Certificado de Registro</b> no identifica al titular ni acredita su nacionalidad. <b>Fuente:</b> file 257025.	<b>Context:</b> În cazul în care intervin modificări cu privire la nume, prenume, cetățenie, adresa de reședință. Precum și în cazul distrugerii sau deteriorării documentului care atestă rezidența, trebuie să obțineți un alt <b>certificat de înregistrare</b> . <b>Sursă:</b> file 264644.
<b>Texto paralelo</b> <u>Certificado de registro de ciudadano de la Unión.</u>	<b>Text paralel:</b> <u>Cerere pentru eliberarea certificatului de înregistrare.</u>
<b>Nota:</b> El certificado no es un documento de identidad y es necesario el DNI/pasaporte del país de origen. En España el certificado de registro se confunde con el N.I.E. El certificado de registro contiene el N.I.E.	
<b>Nota:</b> Rumanía y España traspusieron a sus legislaciones nacionales la Directiva 2004/38/CE, del Parlamento Europeo y del Consejo, de 29 de abril de 2004 en la cual se estipula que los Estados miembros deben poder requerir el registro del ciudadano de la Unión ante las autoridades competentes. Desde el punto de vista jurídico, el equivalente en rumano resultaría adecuado y preciso en una traducción-instrumento o documento.	

Figura 7. Ficha terminológica para la traducción

## 7. Conclusiones

Esta investigación es un intento de superación de las limitaciones actuales de los diccionarios jurídicos bilingües y propone una metodología de elaboración de recursos lexicográficos jurídicos para la traducción basada en el análisis comparativo. Como han señalado otros autores (Šarčević, 1989, 1997; Biel, 2008; Prieto Ramos & Orozco Jutorán, 2015), este tipo de metodología permite el acceso rápido a información útil y valiosa para la toma de decisiones en el proceso de traducción. Además, nuestra propuesta se centra en el estudio de la combinación lingüística español-rumano, dada la escasez de recursos lexicográficos que existe entre las dos lenguas.

El análisis comparativo que aplicamos se basa en la teoría de Šarčević (1989, 1997) relativa a la medición del grado de equivalencia a partir de las características esenciales y accidentales, que es imprescindible para determinar la aplicabilidad del equivalente funcional al sistema jurídico meta. Los parámetros para medir el grado de equivalencia y adecuación al ordenamiento jurídico meta nos han permitido establecer el equivalente según el encargo de traducción y, en algunos casos, matizar algunas denominaciones para su mejor comprensión empleando diversas técnicas de traducción.

El resultado de este análisis comparativo se refleja en las fichas terminológicas para la traducción. Las fichas se adecuan al perfil del traductor jurídico rumano en una situación de traducción de documentos relativos a la extranjería entre España y Rumanía. Las necesidades

del traductor rumano sin formación en derecho son de carácter traductológico y conceptual. Las fichas contienen información acerca del encargo de traducción, si se trata de traducción documental o instrumental, equivalentes de traducción, textos paralelos y diferentes mecanismos de descodificación y apoyo conceptual.

La lexicografía jurídica bilingüe para la traducción debería apoyarse en los estudios de traducción que proponen distintas técnicas para la compensación de la incongruencia terminológica. La metodología empleada en esta investigación tiene una aplicabilidad real en la práctica lexicográfica y una gran utilidad para la práctica traductora, ya que el traductor puede acceder a información traductológica y conceptual en una sola consulta.

## 8. Bibliografía

- Bestué Salinas, C. (2008). El método comparativo en la traducción de textos jurídicos. Úsese con precaución. *Sendebarr*, 19, 199-212.
- Biel, L. (2008). Legal terminology in translation practice: Dictionaries, googling or discussion forums? *SKASE Journal of Translation and Interpretation*, 3(1), 22-38.
- Cabré, M. T. (1993). *La terminología: teoría, metodología y aplicaciones*. Barcelona: Empúries.
- Constantinesco, L. (1997). *Tratat de drept comparat*. Bucarest: All Beck.
- Cornea, I. (2010). *Bases metodológicas para la traducción jurídica: traductología, derecho comparado y lexicografía bilingüe* (Trabajo de fin de máster). Universitat Pompeu Fabra. Consultado el 14 de febrero de 2017, <http://hdl.handle.net/2072/83185>
- De Groot, G. R., & van Laer, C. J. P. (2008). *The quality of legal dictionaries: An assessment*. doi: 10.2139/ssrn.1287603.
- De Groot, G. R., & van Laer, C. J. P. (2011). Bilingual and multilingual legal dictionaries in the European Union: An updated bibliography. *Legal Reference Services Quarterly*, 30(3), 149-209.
- Domènech Bagaria, O. (2012). *Traduir del castellà al català. Més enllà de la intercomprensió*. Barcelona: Editorial UOC.
- Lázaro, J. (2012). *Mecanismos de apoyo conceptual en la definición terminográfica* (Proyecto de tesis doctoral inédito). Universitat Pompeu Fabra.
- Lorente, M. (2001). Teoría e innovación en terminografía: la definición terminográfica. En M. Cabré & J. Feliu (eds.), *La terminología científico-técnica: reconocimiento, análisis y extracción de información formal y semántica* (pp. 81-112). Barcelona: Universitat Pompeu Fabra.
- Nord, C. (1991). *Text analysis in translation*. Ámsterdam: Rodopi.
- Nord, C. (1997). El texto buscado. Los textos auxiliares en la enseñanza de traducción. *TRADTERM*, 4(1), 101-124.
- Organización Internacional de Normalización (2000). *Terminology work – principles and methods* (Norma 704:2000). Ginebra: Organización Internacional de Normalización.
- Pommer, S. (2007). Droit comparé et traduction juridique – Réflexions jurilinguistiques sur les principes communs. En P. St.-Pierre & M. Thibeault (eds.), *Actes des XXes Journées de Linguistiques de l'Université Laval*, 8 au 10 mars 2007 (pp. 26-30). Quebec: Universidad de Laval.
- Prieto Ramos, F. (2013). ¿Qué estrategias para qué traducción jurídica?: por una metodología integral para la práctica profesional. En I. Alonso Araguás, J. Baigorri Jalón, & H. Campbell (eds.), *Translating the law. Theoretical and methodological issues / traducir el derecho. Cuestiones teóricas y metodológicas* (pp. 87-106). Granada: Comares.
- Prieto Ramos, F., & Orozco Tutorán, M. (2015). De la ficha terminológica a la ficha traductológica: hacia una lexicografía al servicio de la traducción jurídica. *Babel*, 61(1), 110-130.
- Sandrini, P. (1996). Comparative analysis of legal terms: Equivalence revisited. En C. Galinski & K.D. Schmitz (eds.), *Terminology and Knowledge Engineering (TKE '96)* (pp. 342-351). Fráncfort: Indeks.
- Sandrini, P. (1999). Legal terminology: Some aspects for a new methodology. *Hermes*, 22, 101-112.
- Šarčević, S. (1989). Conceptual dictionaries for translation in the field of law. *Journal of Lexicography*, 2(4), 277-293.
- Šarčević, S. (1997). *New approach to legal translation*. La Haya: Kluwer Law International.
- Sager, J. C. (1993). *Language engineering and translation: Consequences of automation*. Ámsterdam: John Benjamins.
- Sinclair, J. (2005). Corpus and text - basic principles. En M. Wynne (ed.), *Developing linguistic corpora: A guide to good practice* (pp. 1-16). Oxford Books. Consultado el 14 de febrero de 2017, <http://ota.ahds.ac.uk/documents/creating/dlc/chapter1.htm#section3>

Tarp, S. (2008). *Lexicography in the borderland between knowledge and non-knowlegde*. Tubinga: Max Niemeyer Verlag.

Tarp, S. (2010). Functions of specialised learners' dictionaries. En P. Fuertes-Olivera (ed.), *Specialised dictionaries for learners* (pp. 39-52). Berlín: de Gruyter.

Termcat. Centre de Terminologia. (2010). *El diccionari terminològic*. Vic: Eumo.

---



Ioana Cornea

Universidad Nacional Autónoma de México

[ioana.cornea@enallt.unam.mx](mailto:ioana.cornea@enallt.unam.mx)

**Biografía:** Ioana Cornea es licenciada en Lenguas Modernas Aplicadas por la Universidad Babes-Bolyai (Cluj Napoca, Rumanía), doctora en Estudios de Traducción Especializada por la Universidad Pompeu Fabra (Barcelona, España), donde también impartió clases de derecho y economía para traductores, teoría de la traducción y documentación aplicada a la traducción. Sus intereses se centran en los estudios de traducción jurídica, las herramientas informáticas y documentales para el traductor e intérprete, la lexicografía y la terminología aplicada a la traducción.

## Terminologische Datenbanken als Verstehens- und Formulierungshilfe beim Übersetzen von Rechtstexten

Bericht über die sich in Arbeit befindliche Umwandlung eines Printwörterbuches in eine terminologische Datenbank

Ingrid Simonnæs

NHH Norwegische Wirtschaftsuniversität

---

### Terminological databases as a means of comprehension and formulation in the translation process of legal texts – *Abstract*

The present article discusses the challenges in constructing a legal terminological database (LTDB) on the basis of *Norsk-Tysk juridisk ordbok* (Norwegian-German legal dictionary, Simonnæs, 1994). As each legal system is deeply rooted in its particular culture, their differences (and similarities) must be taken into consideration and identified. The article describes some aspects of the ongoing project in the making of such a multilingual database in the framework of the Norwegian terminology portal *Termportalen* ([http://www.terminologi.no/termbase\\_NOJU.xhtml](http://www.terminologi.no/termbase_NOJU.xhtml)). The author argues in favour of an onomasiological approach which presupposes a comprehensive knowledge of the concept systems in the two legal systems under scrutiny. Some problematic examples are presented and discussed critically with regard to the amount of necessary information and how to present possible differences due to the lack of similarity in the two legal systems. The ultimate aim of the LTDB is to provide translators with terms and phraseological units to comprehend the source text and subsequently to produce adequate translations.

### Keywords

Lexicography, terminography, translation studies, legal texts

The complex layers of system-bound legal meaning and the concomitant problems of legal asymmetry explain [...] the limited suitability of most traditional lexicographical resources for legal translation [...] (Prieto Ramos, 2015, S. 15)

Les concepts du droit anglais sont différents de ceux du droit français, et il n'existe, et ne peut exister, aucun vocabulaire satisfaisant, traduisant en français les mots de la langue juridique anglaise ou traduisant inversement en anglais les termes usités par les juristes français. (David, 1950, S. 283)

## 1. Einleitung

Rechtstexte im weitesten Sinne verlangen von der/dem Übersetzer(in) ausreichendes juristisches Fachwissen, um ein spezielles terminologisches Problem im gegebenen Kontext adäquat lösen zu können. Das Besondere beim Fachgebiet Recht ist, dass dessen Begriffe nicht universell sind. Dies im Gegensatz zu anderen Fachgebieten, wie beispielsweise Medizin. Als Beispiel wird auf den Begriff HEIRAT<sup>1</sup> verwiesen, den es zwar in den verschiedenen Rechtssystemen gibt, dessen Inhalt aber durchaus verschieden ist. So hat u.a. bereits Kisch (1973, S. 411) die Frage aufgeworfen, ob *mariage*, *marriage*, *Ehe* und *huwelijk* denselben Begriff versprachlichen und somit vergleichbar seien. Kisch hat dies mit Verweis auf die unterschiedlichen Scheidungsgründe in Frankreich, England, Deutschland und die Niederlande getan. Jüngst hat Way (2016, S. 1012) dieses Beispiel wieder aufgegriffen, diesmal jedoch mit Verweis auf die Unterschiede zwischen dem Heiratsalter in England und Wales und Schottland. Um beim Beispiel der Scheidung zu bleiben, so erfolgt nach norwegischem Recht die Scheidung im Normalfall durch Verwaltungsakt und nicht wie im deutschen Recht durch Urteil. Sind dennoch ausreichend Gemeinsamkeiten vorhanden, um von ein und demselben Begriff zu sprechen?

Es liegt auf der Hand, dass das Feststellen, ob Äquivalenz – im Sinne davon, dass in einer Übersetzung statt X ein Y ohne Bedeutungsverschiebung gebraucht werden kann – vorliegt, davon abhängt, dass (1) zwei vergleichbare linguistische Größen für diesen Fall vorhanden sein müssen. Bei Rechtswörterbüchern erschweren die unterschiedlichen Rechtssysteme in Ausgangssprache (AS) und Zielsprache (ZS) die Suche nach 1:1 Äquivalenten, so dass dort die Suche häufig in das Auffinden von Quasiäquivalenten mündet, beispielsweise bei (rechts)kulturspezifischen Fachwörtern wie Rechtsinstanzen. Deren Kompetenz und Aufgabengebiete decken sich selten zu 100 %, so dass aus der Benennung nicht auf (2) begrifflichen Zusammenfall geschlossen werden darf. Eine Ausnahme bilden die Fälle, in denen die für die Übersetzung relevanten Rechtsgebiete des ausgangssprachlichen Rechtssystems (AR) und des zielsprachlichen Rechtssystems (ZR) durch Vereinheitlichung oder Harmonisierung Teil eines mehrsprachigen Rechtssystems geworden sind, wie das beispielsweise beim EU-Recht der Fall ist. Diese bleiben hier im Weiteren ausgeklammert. Nur wenn Vergleichbares miteinander verglichen wird, kann daraus die richtige Lösung abgeleitet werden „und vergleichbar im Recht ist nur, was dieselbe Aufgabe, dieselbe Funktion erfüllt“ (Zweigert & Kötz, 1996, S. 34) oder wie Šarčević (1997, S. 235) schreibt:

Since most legal systems provide solutions for basically the same problems, comparative lawyers maintain that concepts and institutions of different legal systems can be

---

<sup>1</sup> Begriffe werden durch Kapitälchen wiedergegeben. Die Ausdrucksseite der Begriffe wird durch einfache Anführungszeichen wiedergegeben, während fremdsprachliche Formulierungen kursiv wiedergegeben werden.

**meaningfully compared** only if they are capable of performing the same task, i.e., they have the same function. (Hervorhebung, l. S.)

Bei fehlendem Wissen über die Ausgangstextrechtsordnung kommt die Recherchierkompetenz<sup>2</sup> des Übersetzers zum Tragen. Für die Lösung solcher Probleme ist der/die Übersetzer(in) auf verschiedene Hilfsmittel angewiesen, wofür in diesem Beitrag Wörterbücher und Datenbanken als Beispiele herangezogen werden. Es wird argumentiert, dass terminologische Datenbanken wegen ihres onomasiologischen Ansatzes bessere Verstehens- und Formulierungshilfe geben können als (Print-)Wörterbücher, die einen semasiologischen Ansatz verfolgen und (meist) kontextlose Übersetzungsvorschläge enthalten (Simonnæs, 2010; s. jedoch Garner, 2003). Dies gilt umso mehr, wenn Texte aus einer Rechtsordnung<sub>1</sub> und ihrer dazu gehörigen Rechtssprache in die Rechtssprache der Rechtsordnung<sub>2</sub> zu übersetzen sind, da jede Rechtsordnung bekanntlich in ihrer eigenen Rechtskultur verhaftet ist (beispielsweise Arntz, 1982; Chromá, 2007; Biel, 2008). Zentrale Datenkategorien in terminologischen Datenbanken bieten dagegen dem/der Übersetzer(in) u.a. mittels Angabe von (Sub-)Domäne, Definition und/oder Kontext eine bessere Verstehens- und Formulierungshilfe (ISO 12616, 2002; Tessuto, 2008; Prieto Ramos, 2014; Chiocchetti, Wissik, Lušický, & Wetzl, 2017).

In diesem Beitrag werden Beispiele aus der geplanten Umwandlung und Aktualisierung des juristischen Printwörterbuches Norwegisch-Deutsch (Simonnæs, 1994) in eine terminologische Datenbank im Rahmen von „Termportalen.no“ ([http://www.terminologi.no/termbase\\_NOJU.xhtml](http://www.terminologi.no/termbase_NOJU.xhtml)) diskutiert.

Die Herangehensweise ist wie folgt: Abschnitt 2 enthält eine kurze Darlegung der Begriffe RECHTSORDNUNG – RECHTSKREIS – RECHTSFAMILIE und deren Abgrenzung. In Abschnitt 3 wird die Untergliederung von Rechtstexten anhand verschiedener in der Literatur vertretenen Kriterien beschrieben, ehe in Abschnitt 4 die wichtigsten Unterschiede zwischen lexikographischen und terminologischen Werken dargelegt werden. In Abschnitt 5 folgt alsdann eine Fallstudie. Abschnitt 6 enthält einige abschließende Bemerkungen.

## 2. Rechtsordnung – Rechtskreis – Rechtsfamilie

Da jede Rechtsordnung in ihrer eigenen Rechtskultur verankert ist, stellt sich schnell die Frage, wie Fälle von fehlender bzw. nur teilweise vorhandener Übereinstimmung zwischen Rechtsordnung<sub>1</sub> und Rechtsordnung<sub>2</sub> zu lösen wären (beispielsweise Arntz, 1982; Chromá; 2007; Biel, 2008). Für den Zweck dieses Beitrags werden als Grundlage für die Diskussion die norwegische und deutsche Rechtsordnung herangezogen.

Rechtsordnungen werden Rechtskreisen oder Rechtsfamilien<sup>3</sup> zugeordnet, wobei traditionellerweise von einer Zweiteilung zwischen der römisch-germanischen Rechtsfamilie im weiteren Sinne (*Civil Law*) und dem anglo-amerikanischen Rechtskreis (*Common Law*) unterschieden wird. Die deutsche Rechtsordnung wird der römischen-germanischen Rechts-

<sup>2</sup> Die Recherchierkompetenz ist eine der Subkompetenzen der Übersetzer- bzw. Übersetzungskompetenz (s. u.a. PACTE, 2003, 2009; Pym, 2003; Göpferich, 2013 sowie Prieto Ramos, 2011 und 2015).

<sup>3</sup> Als Ursprung für die von heutigen Theoretikern der Rechtsvergleichung grundsätzlich anerkannte Lehre von den Rechtskreisen oder Rechtsfamilien sieht Drobnič (1969) die seinerzeit von Esmein auf dem Internationalen Kongress der Rechtsvergleichung in Paris 1900 vorgestellte Einteilung in die lateinische, die germanische, die anglo-amerikanische, die slawische und „vielleicht auch noch die islamische“ Rechtsfamilie. Eher kritisch zum Nutzen der Rechtskreislehre ist jedoch Kötz (2005).

familie zugeordnet, während die Frage nach der Zuordnung des nordischen Rechtskreises unterschiedlich gesehen und diskutiert wird, ob der nordische Rechtskreis als „eigenständiger Rechtskreis zwischen *Common Law* und *Civil Law*“ (Hertel, 2009; Siems, 2014; Husa, Nuotio & Pihlajamäki, 2007)<sup>4</sup> zu betrachten wäre. Wegen des relativ spät erfolgten Einflusses des römischen Rechts auf die „skandinavischen Rechte“<sup>5</sup> ordnen David und Jauffret-Spinosi (1992) diese allerdings als eine Untergruppe des römisch-germanischen Rechtskreises ein. Als einen weiteren Grund für die Zuordnung als Untergruppe verweisen David, Grasmann et al. (1988, S. 58) darauf, dass mangels einer einheitlichen Zivilrechtskodifikation „der systematische Zusammenhang, die dogmatischen Strukturen und die einheitliche Begriffsbildung [in den skandinavischen Rechten] weniger ausgeprägt sind.“ Dennoch kann trotz unterschiedlichen Ausmaßes an Einfluss des römischen Rechts auf die deutsche bzw. norwegische/nordische Rechtsordnung von Gemeinsamkeiten ausgegangen werden.

### 3. Rechtstext

Rechtstext ist ein weitgefasster Begriff, der einer genaueren Abgrenzung bedarf. Diese Abgrenzung kann nach verschiedenen Kriterien vorgenommen werden (vgl. u.a. Busse, 2000; Biel, 2011; Šarčević, 2012). Ein nach der pragmatischen Wende in der Linguistik und somit auch in der Übersetzungswissenschaft als wichtig erkanntes textexternes Kriterium ist erstens die kommunikative Funktion von Rechtstexten. Dieses Kriterium verwendet zum Beispiel Busse (2000, S. 669-671), der u.a. Textsorten mit normativer Kraft, Textsorten der Normtext-Auslegung und Textsorten der Rechtsprechung unterscheidet. Ähnlich auch Šarčević (2012, S. 189), die Rechtstexte nach ihrer kommunikativen Funktion in hauptsächlich präskriptiv, hauptsächlich deskriptiv, aber auch präskriptiv oder nur deskriptiv gliedert, während Paolucci (2017) die Bezeichnungen *normative legal texts*, *expository legal texts* und *informative legal texts* verwendet. Als weiteres Kriterium ist nach Adressatenbezug<sup>6</sup> zu unterscheiden, das man auch als eine Untergruppe der kommunikativen Funktion betrachten kann. Daraus ergibt sich eine Unterscheidung, ob ein Rechtstext nur für eine bestimmte Person/Personengruppe konzipiert ist (u.a. alle individuellen Bescheide von verschiedenen Behörden, gerichtliche Entscheidungen an die betreffende Person, persönliche Urkunden wie Geburtsurkunde und dergleichen) oder ob mit dem Rechtstext sowohl Individuen als auch die Gesellschaft – mit dem prototypischen Beispiel von Gesetzestexten – als Adressat gedacht sind. Ein drittes textexternes Kriterium, so beschrieben von Kjær (1990, S. 35) und von Engberg (1998, S. 58) wieder aufgegriffen, ist die Relation zwischen rechtlicher Norm und Text, woraus sich eine Dreigliederung in Texte der Regulierung (*bestemmelsesplan*, Gesetze), der Handlung

<sup>4</sup> Hertel begründet seine Einteilung damit, dass diese sich am Zivilrecht, und dabei besonders am Familien- und Erbrecht orientiert. Bei Wegfall dieser Perspektive könne durchaus eine etwas andere Gliederung das Ergebnis sein. Zur Begründung der Sicht auf die „skandinavischen Rechte“ als Untergruppe des kontinentaleuropäischen (römisch-germanischen) Rechtskreises vgl. auch die Übersicht bei Siems (2014, S. 76) über die in der Literatur auf unterschiedlichen Kriterien basierenden Klassifikationen von Rechtsfamilien im Laufe des 20. Jahrhunderts, wobei auch für eine eigenständige nordische Rechtsfamilie mit Verweis auf u.a. Zweigert & Kötz (1998) argumentiert wird. S. auch Zweigert & Kötz (1996, S. 271). Husa et al. (2007, S. 8-10) schlussfolgern mit Verweis auf Lando (2001), dass die nordische Rechtsfamilie, also auch die norwegische, trotz gewisser Unterschiede zu dem kontinentaleuropäischen Rechtskreis gehört.

<sup>5</sup> S. hierzu u.a. Platou (1915, S. 1-10), Michalsen (1994, S. 235) und Lando (2014, S. v-vi).

<sup>6</sup> Das Kriterium Adressatenbezug ist nicht leicht in den Griff zu bekommen, da zu unterscheiden wäre zwischen Adressat (= intendierter Rezipient) und Rezipient bzw. – allerdings beschränkt auf die Rechtsnormen – Kelsens Unterscheidung von ‚unmittelbarem‘ und ‚mittelbarem‘ Adressaten (Kelsen, 1979, S. 40).

(*handlingsplan*, Urteile, Bescheide usw.) und der Beschreibung (*beskrivelsesplan*, Kommentare, Lehrbücher usw.) ergibt.

Bei textinternen Kriterien weisen Rechtstexte insgesamt als besondere Merkmale auf, dass deren Sprache u.a. durch Vagheit, scheinbare Deckungsgleichheit mit der Gemeinsprache, hohen Abstraktionsgrad, Polysemie und Synonymie, Präskriptivität/Gebrauch von Modalverben, Nominalisierung, rechts- und/oder linksseitig erweiterte Attribuierung, Passivkonstruktion sowie selbstverständlich ihre Terminologie geprägt ist.

Im Folgenden wird die Textsorte Gesetzestexte mit Blick auf die Grundlage für terminologische und lexikographische Fragen (Verstehens- und Formulierungshilfe) beim Übersetzen von Rechtstexten aus dem Norwegischen ins Deutsche herangezogen.

#### 4. Verstehenshilfe mittels lexikographischer oder terminographischer Hilfsmittel

Ausgangspunkt bildet die allgemein anerkannte Einsicht, dass Fachtexte sich am leichtesten anhand des Wortschatzes (Terminologie) des betreffenden Fachbereiches („Domäne“; Werlen, 2004) klassifizieren lassen. Wenn dem/der Übersetzer(in) die Bedeutung zentraler Termini nicht direkt vertraut ist, muss er bzw. sie recherchieren. Für den Zweck dieses Beitrags werden a) Wörterbücher und b) Datenbanken als zwei zentrale Typen von Nachschlagewerken herangezogen, wobei beschrieben wird, was an Information enthalten ist und/oder sein sollte. Allerdings sind in terminographische Arbeiten nicht nur die Terminologie einzubeziehen, sondern auch Kollokationen und Phraseologismen, weil diese als anerkannte Übersetzungsherausforderungen gelten (beispielsweise Kjær, 2007, sowie Goźdz-Roszkowski & Pontrandolfo, 2015). ‚Kollokation‘ wird hier im Sinne von ‚Kookkurrenz‘ (beispielsweise Houbert, 2012)<sup>7</sup> verwendet, während Hausmann (2004) Phraseologismen als basisbezogenen Kollokationsbegriff sieht.<sup>8</sup>

##### 4.1 Wörterbücher – einsprachig/zweisprachig

Im Rahmen dieses Beitrags kann auf theoretische Diskussionen über die Wörterbuchforschung (u.a. Wiegand, 1998) nicht detailliert eingegangen werden. Dennoch ist die Unterscheidung zwischen Lexikographie und Terminographie im Sinne von Budin (1994)<sup>9</sup> wichtig. Deren wichtigste Kennzeichen und von besonderer Relevanz für den Zweck dieses Beitrags sind u.a., dass lexikographische Werke auf die Bearbeitung von „Allgemeinsprachen“, dabei besonders die Lexik, zielen, sie keine systematische, sondern eine alphabetische Makrostruktur haben und ihre primäre Adressatengruppe Laien<sup>10</sup>, und nicht Fachexperten sind. Kennzeichen von

<sup>7</sup> Houbert (2012, S. 187) tut dies mit Blick auf Kollokationen/Kookkurrenzen („‘collocation’ et ‘cooccurrence’ [...] dans le sens très large d’association habituelle de deux termes ou plus“) und deren (erwünschten) Platz in zweisprachigen Wörterbüchern.

<sup>8</sup> Vgl. folgende Definition: „Collocation is the co-occurrence of two items in a text within a specified environment.“ (Sinclair, Jones & Daley, 2004, S. 10). In der Wissenschaftsgemeinschaft gibt es unterschiedliche Auffassungen darüber, was als Kollokation gilt und wo der Unterschied zwischen Kollokation, Idiom und phraseologischer Einheit verläuft. So beschreibt Bartsch (2004, S. 76) Kollokationen als „lexically and/or pragmatically constrained recurrent co-occurrences of at least two lexical items which are in a direct syntactic relation with each other.“

<sup>9</sup> „Praxis der Erfassung und Darstellung terminologischer Daten in Fachwörterbüchern und Terminologiedatenbanken“ (Budin, 1994, S. 57).

<sup>10</sup> Zur Differenzierung von ‘Experte’ und ‘Laie’ s. u.a. Picht, 1999.

terminographischen Werken sind u.a., dass sie – in Anlehnung an Bergenholtz, Kromann und Wiegand (1999, S. 1890f.) – Fachwörter bearbeiten, eine systematische Makrostruktur haben, Fachexperten ihre primäre Adressatengruppe sind und ihre Einträge oft als präskriptiv einzuordnen sind. Ein letztes wichtiges Unterscheidungsmerkmal ist, dass lexikographische Werke bei der Textrezeption zum Erfassen der gesuchten Bedeutung konsultiert werden, während terminographische Werke bei der Textproduktion eingesetzt werden (sollten) (Bergenholtz et al., 1999, S. 1891).

Dennoch lassen sich relativ leicht Beispiele in der Literatur finden, dass diese Unterscheidungsmerkmale nicht immer Anwendung finden, besonders was die Makrostruktur und/oder was die Zielsetzung der beiden Typen von Nachschlagewerken betrifft. Für übersetzungsorientierte juristische Lexikographie verweist beispielsweise Prieto Ramos (2014, S. 126) auf zentrale Kategorien, die in der Fachcommunity wegen ihrer naheliegenden Relevanz akzeptiert werden und zu berücksichtigen seien. Er unterscheidet drei Gruppen: eine erste Gruppe mit Informationen über die Kontextualisierung auf juristischer Makroebene (*Information on legal macro-contextualization*), zu der die Zugehörigkeit zu den jeweiligen Rechtssystemen, die Subdomäne des Rechts sowie die Angabe von Texttypen und -sorten der Rechtstexte gehören; eine weitere Gruppe, die für die Entscheidungsfindung<sup>11</sup> relevante vergleichende juristische und linguistische Informationen, einschließlich Reformulierungsvorschläge, umfasst; und eine dritte und letzte Gruppe mit Angaben über die Quellen, aus denen die Informationen in den beiden anderen Gruppen stammen, wobei Prieto Ramos mit Recht die Bedeutung von qualitativ abgesicherten Quellen bei dieser Arbeit unterstreicht.

Für Norwegisch – eine der weniger verbreiteten Sprachen – kann auch der Markt eine Rolle dafür spielen, dass keine strikte Trennung zwischen beiden Typen gezogen wird. So enthält beispielsweise das Rechtslexikon [Jusleksikon] von Gisle et al. (2010) erwartungsgemäß umfangreiche Sachinformationen und alphabetisch geordnete Einträge<sup>12</sup> zusammen mit englischen Übersetzungsäquivalenten bzw. Übersetzungsvorschlägen.<sup>13</sup> Ein alphabetischer Index der englischen Benennungen ermöglicht die Suche vom Englischen ausgehend hin zu den Entsprechungen im Norwegischen.

Im Bedarfsfall ist im Jusleksikon die systematische Zuordnung eines Lemmas zu dem jeweiligen Rechtsgebiet unter dem gleichen Eintrag geregelt, beispielsweise *rettstvist* 'Rechtsstreit', das einmal dem (1) Arbeitsrecht zugeordnet wird und *civil action, civil case* oder *law suit* entspricht, das aber auch dem (2) Völkerrecht zugeordnet wird und dann *conflict of law* entspricht. In Simonnæs (1994) sind dagegen viele Einträge je nach Zugehörigkeit des Rechtsgebiets aufgeteilt, wobei die Unterteilung in 9 Kategorien eher pragmatisch begründet ist. Beispielsweise ist *aksept* ‚Annahme‘ einerseits der Kategorie PRGEN (allgemeines

---

<sup>11</sup> Vgl. Simonnæs (1994), Gisle et al. (2010) und Houbert (2015), wo im Vorwort auf die erwünschte und erforderliche Zusammenarbeit zwischen Linguist und Jurist bei übersetzungsorientierter juristischer Lexikographie hingewiesen wird, während Chiochetti, Heinisch-Obermoser, Löckinger, Lušicky, Ralli, Stanizzi, und Wissik (2013, S. 14) dies für terminologische Arbeiten mit Recht als „essential“ ansehen.

<sup>12</sup> Vgl. die Definition von Lexikon im Duden: „Nach Stichwörtern alphabetisch geordnetes Nachschlagewerk für alle Wissensgebiete oder für ein bestimmtes Sachgebiet“.

<sup>13</sup> Die Autoren des Rechtslexikons markieren an einzelnen Stellen, dass sie ihre Entsprechung als Übersetzungsvorschlag ansehen „kan oversettes med“ (kann übersetzt werden mit).

Privatrecht) zugeordnet mit entsprechendem Kontext und falls möglich mit Quellenangabe<sup>14</sup>; andererseits erfolgt die Zuordnung zur Kategorie PRNÆR (Privatrecht Wirtschaft) mit entsprechendem Kontext<sup>15</sup>. Im Idealfall gibt der Eintrag in der ZS in der Kategorie „Kontext“ mit dazugehöriger Quellenangabe<sup>16</sup> dem/der Übersetzer(in) weitere wichtige Hinweise für die Verwendung und das Begriffssystem. Für den/die Übersetzer(in), der/die auf der Suche nach einer geeigneten Formulierung in der ZS ist, empfiehlt es sich, von den angegebenen Entsprechungen ausgehend in einsprachigen Wörterbüchern<sup>17</sup> oder in Paralleltexten aus sicheren Quellen im Internet weiter zu suchen. Dort findet er/sie geeignete Beispiele für die Verwendung und in der Regel auch kleinere Abweichungen vom eingegebenen Suchwort.

#### 4.2 Terminologische Datenbank

Für Printversionen von Wörterbüchern gilt allgemein, dass ihre Informationsmenge zu den einzelnen Lemmata beschränkt ist. Diese Beschränkung entfällt bei elektronischen Versionen. Bei Speicherung in einer elektronischen terminologischen Daten-/Wissensbank können zudem Begriffsbeziehungen umfassend dargestellt werden. Es gibt verschiedene Vorschläge, wie eine solche elektronische terminologische Datenbank strukturiert sein sollte (s. u. a. Budin, 1994; Schmitz, 2006<sup>18</sup>; Melby, 2012<sup>19</sup>; Steurs, Wachter, & de Malsche, 2015).

Es liegt auf der Hand, dass bei der Erstellung einer terminologischen Datenbank im Voraus eine Entscheidung über die Struktur der Datenfelder zu treffen ist. Die Struktur kann entweder vordefiniert festgelegt, modifizierbar oder maßgeschneidert sein (Steurs et al., 2015, S. 237). Die sich in Arbeit befindliche Konvertierung und Aktualisierung von Simonnæs (1994) in eine terminologische Datenbank hat eine vordefiniert festgelegte Struktur, in der weitere Kategorien miteinbezogen werden als dies bei der Printversion möglich war. Als besonders wichtig wird dabei die Kategorie „Sub-Domäne“ (beispielsweise Prozessrecht oder Arbeitsrecht) gesehen (vgl. Prieto Ramos' (2014) erste Gruppe an Informationen), die zwar bereits in der Printversion berücksichtigt wurde, die aber in mehr Fällen angewandt und weiter

---

<sup>14</sup> *Har den som har tilbudt å slutte avtale forlangt svar innen en viss frist (akseptfrist), må svar som antar tilbudet (aksept) være kommet frem til ham før fristen er ute (avtl. § 2) [Hat derjenige, der angeboten hat, einen Vertrag abzuschließen, eine Antwort innerhalb einer gewissen Frist verlangt, muss die Antwort, die das Angebot annimmt (Akzept), bei ihm zugegangen sein, ehe die Frist abgelaufen ist].*

<sup>15</sup> *Ved sin aksept forplikter trassaten seg til å innfri tratten ved forfall [Durch seine Annahmeerklärung (Akzept) verpflichtet sich der Bezogene, die Tratte bei Fälligkeit einzulösen].*

<sup>16</sup> Für den Fall PRGEN: *Wer einem anderen die Schließung eines Vertrags anträgt, ist an den Antrag gebunden, es sei denn, dass er die Gebundenheit ausgeschlossen hat, § 145 BGB; für den Fall PRNÆR: Die Annahmeerklärung wird auf den Wechsel gesetzt, Art. 25 WG.*

<sup>17</sup> Siehe hierzu die Aussage von Voltaire „Un dictionnaire sans exemple est un squelette“ (Voltaire, zitiert bei Groffier & Reed [1990, S. 59]), die auch heute noch Gültigkeit hat und weswegen der Rückgriff auf in Paralleltexten auszumachende Textstellen dank moderner elektronischer Publikationstechnik besonders in der Didaktik zunehmend an Bedeutung gewonnen hat.

<sup>18</sup> Laut Schmitz (2006, S. 585f.) dreht es sich dabei um folgende terminologische Datenkategorien: (1) Begriffsorientierte terminologische Datenkategorien, zu denen u.a. die Angabe von Definition, Domäne, Oberbegriff und Unterbegriff gehören; (2) terminologische Datenkategorien für die Ausdrucksseite des Begriffs (*term-related terminological data*), die auch Synonyme, Abkürzungen und orthographische Varianten umfassen; und (3) Verwaltungsdaten. Auf letztere Gruppe wird in diesem Beitrag nicht weiter eingegangen.

<sup>19</sup> Melby (2012, S. 2) verweist u.a. auf ISO 12620 (2009) sowie ISOcat, in denen mehrere hundert Datenkategorien aufgelistet sind.

ausgebaut werden soll. Ein Problem dabei ist, dass nicht alle Rechtssysteme die gleiche Unterteilung in Subdomänen haben. Für die sich in Arbeit befindliche terminologische Datenbank wird die Unterteilung gemäß norwegischem Recht zugrunde gelegt. Da erkanntermaßen zwei auch relativ nah verwandte Rechtssysteme wie das norwegische und deutsche nicht immer in allen Nuancen deckungsgleich sind, ist bei einem intersystemischen terminologischen Ansatz trotz Zuordnung dennoch in der Regel nur von einer *partial equivalence* (Šarčević, 1997) auszugehen.

In der Terminologie(-wissenschaft) in der Tradition von Wüster gilt bekanntlich, dass vom Begriff ausgegangen wird<sup>20</sup> und dass dieser Begriff jeweils nicht isoliert, sondern in Relation zu anderen Begriffen gesehen wird (s. Budins erweitertes semiotisches Dreieck, 1993, S. 69).<sup>21</sup> Dabei spielen die Beziehungen, die zwischen den Begriffen bestehen, eine wichtige Rolle. Die Beziehungen sind entweder logischer Art oder ontologischer Art (Wüster, 1991, S. 9). Zur ersten Kategorie zählen laut Wüster (1) die generische Beziehung, die zwischen einem Oberbegriff und einem Unterbegriff besteht, (2) die partitive Beziehung, die zwischen einem übergeordneten Begriff und seinen Teilbegriffen besteht (s. auch DIN 2331, ), sowie (3) andere Begriffsbeziehungen. Zu Letzteren gehören die ontologischen Beziehungen. Nach Wüster (1991, S. 13) sind dies räumliche oder zeitliche Berührung und ursächlicher Zusammenhang zwischen den Begriffen. Die DIN 2331 (1992) führt noch weitere Begriffsbeziehungen auf wie genetische Beziehung zwischen Produzent und Produkt oder instrumentelle Beziehung zwischen Werkzeug und Anwendung des Werkzeugs (wieder aufgegriffen bei Nuopponen, 1992, S. 54).

In einer terminologischen Datenbank sind die oben angeführten Begriffsbeziehungen leichter darzustellen und sollten idealerweise im Einklang mit den oben von Schmitz zitierten Datenkategorien oder zumindest einigen davon eingetragen werden.

## 5. Fallstudien

Im Folgenden sollen einige Beispiele die Herangehensweise für die Arbeit an Einträgen in die Datenbank beleuchten.

### Beispiel 1

Im Bereich des Straf(prozess)rechts gibt es u.a. verschiedene Akteure wie Täter, Opfer und Strafverfolgungsbehörde, deren Beziehungen zueinander geklärt sein müssen. Für die Sachverhalte laut norwegischen Rechts sollen die Entsprechungen im Recht der Bundesrepublik Deutschland gefunden werden.

---

<sup>20</sup> Anders beispielsweise Temmerman (2000, 2007). In ihrem soziokognitiven Ansatz kombiniert sie eine semasiologische mit der onomasiologischen Perspektive. Auch der als *terminologie textuelle* bekannte Ansatz (Bourigault & Slodzian, 1999) steht im Gegensatz zu Wüsters onomasiologischem Ansatz. Die Autoren argumentieren dafür, dass „le postulat d’une signification conçue comme discrète ou discrétisable, objectivante et permanente qui caractériserait le terme *a priori* est antinomique avec une terminologie textuelle. [...] Antinomique d’une approche étroitement onomasiologique, [...] l’approche textuelle ouvre largement les portes à tous les acquis de l’analyse linguistique et textuelle [...]“ (S. 31-32).

<sup>21</sup> Zur Struktur eines terminologischen Systems s. u.a. den Hinweis auf DIN 2330 bei Roelcke (2012).

Beim Täter<sup>22</sup> handelt es sich um denjenigen, von dem behauptet wird, dass er straffällig geworden sei, beim Opfer um denjenigen, der durch die Tat betroffen ist, und bei der Strafverfolgungsbehörde um den Akteur, der dafür zuständig ist, ersteren wegen der (behaupteten) Tat zu belangen.

Für die Einordnung der Begriffsbeziehungen bei dem noch zu beweisenden straffällig gewordenen Akteur wären u.a. temporale Beziehungen zugrunde zu legen, wobei der Zeitpunkt seines Handelns und die Rolle dieser Person im späteren Strafprozess als Kriterien benutzt werden. In der ersten Phase gibt es für den Begriff, der sich auf die Person bezieht, die die Straftat verübt haben soll, die Benennung *ukjent gjerningsmann*. Nach Erhärtung der Tatsachen wird vom *antatt gjerningsmann* gesprochen, danach vom *mistenkte, siktede* und *tiltalte* und nach erwiesener Schuld nach erstinstanzlichem Urteil entsprechend vom *domfelte* bzw. bei Freispruch von *frifunnete*. Wenn der *domfelte* in Berufung und/oder Revision geht, steht die Benennung *ankende part* zur Verfügung. Wird der *siktede* vor dem Hauptverfahren in Untersuchungshaft genommen, gibt es dafür die Benennung *varetekstfengslete*.

Der erste Schritt zur Äquivalenzfindung ergibt Folgendes: Für die erste Phase heißt es im Deutschen ‚Unbekannt‘ (§ 482 StPO), dann folgen ‚Tatverdächtige(r)‘, ‚Beschuldigte(r)‘, ‚Angeschuldigte(r)‘ – beide für *siktede* – bzw. ‚Angeklagte(r)‘ für *tiltalte* (§ 157 StPO). In eine dafür vorgesehene Datenkategorie wären Anmerkungen einzutragen, die auf den Unterschied aufmerksam machen, dass ‚Beschuldigte(r)‘ die Benennung ist, die während des Ermittlungsverfahrens benutzt wird, im Gegensatz zur Verwendung von ‚Angeschuldigte(r)‘ als Benennung für denjenigen, gegen den die öffentliche Klage erhoben ist (§ 157 StPO). Eine gesonderte Benennung für *varetekstfengslete* gibt es im Deutschen nicht, sie kann allerdings durch Umschreibung von einer ‚Person, die in Untersuchungshaft genommen ist‘ (‚in U-Haft genommene Person‘) ausgedrückt werden. Als letztes Glied der temporalen Begriffsbeziehungen gibt es den/die ‚Verurteilte(n)‘ oder im Falle eines Freispruchs den/die ‚Freigesprochene(n)‘. Für die Behandlung vor der nächsten und gegebenenfalls auch der letzten Instanz trägt die Person wiederum eine andere Benennung: ‚Beschwerdeführer(in)‘ (§ 316 bzw. § 343 StPO).<sup>23</sup>

Für die Strafverfolgungsbehörde gilt Folgendes: Anfangs gibt es als zuständige Behörde für die Ermittlungen die *påtalemyndighet* (‚Staatsanwaltschaft‘). Dabei bekommt sie Hilfe von der (Kriminal-)Polizei sowie vom *tingrett* (‚Ermittlungsrichter‘)<sup>24</sup>, das für die Vornahme verschiedener richterlicher Untersuchungshandlungen, u.a. Erlass eines Haftbefehls, zuständig ist.<sup>25</sup> Hier besteht also weitgehend Parallelität zwischen beiden Rechtssystemen. Die

<sup>22</sup> Einfachheitshalber wird hier nur der Singular benutzt, auch wenn mehrere Täter, Opfer und Behörden gemeint sein können.

<sup>23</sup> Dagegen heißt es in Zivilverfahren im Normalfall ‚Berufungskläger‘ bzw. ‚Revisionskläger‘. Daneben wird jedoch auch ‚Beschwerdeführer‘ verwendet, beispielsweise, wenn lediglich ein prozessualer Fehler angemahnt wird; wenn es um die Grundrechtskonformität einer Entscheidung geht (Verfassungsbeschwerde), wird in der Bundesrepublik Deutschland ebenfalls vom ‚Beschwerdeführer‘ gesprochen. Diese Information ist durch Angabe einer anderen Subdomäne als Strafrecht entsprechend in die Datenbank einzutragen.

<sup>24</sup> Bis 2003 wurde der (Einzel)richter für derartige Untersuchungshandlungen als *forhørsdommer* bezeichnet und das Gericht wurde damals *forhørsrett* genannt. Diese Bezeichnung ist heutzutage obsolet, taucht aber immer noch in der Presse auf.

<sup>25</sup> Für die Wahl des zuständigen Gerichts ist nach Anklageerhebung in Deutschland je nach gesetzlicher Lage entweder das Amtsgericht oder das Landgericht bzw. Oberlandesgericht (§ 24 GVG Satz 1) zuständig, in Norwegen das *tingrett* (§ 5 strpl).

Begriffsbeziehungen zwischen den verschiedenen Strafverfolgungsbehörden können in Anlehnung an Nuopponen (1994, S. 128) als temporal und/oder funktionell eingestuft werden.

Solche Begriffsbeziehungen sind zu klären und in die dafür vorgesehenen Datenkategorien einzutragen, wodurch gesichert werden soll, dass es im jeweiligen Begriffssystem keine Lücken gibt. Bei einer lexikographischen Arbeitsweise ist eine solche Übersicht eben nicht möglich. Da die terminologische Datenbank für Übersetzungszwecke konzipiert ist, muss das gleiche Prozedere für die Zielsprache verfolgt werden, ehe beide Begriffssysteme zueinander in Beziehung gesetzt werden können. Die Begriffsstrukturierung mittels Begriffssystemen ist anerkanntermaßen ein unentbehrliches Hilfsmittel für die Übersetzungsarbeit, da das Begriffssystem in der multilingualen Arbeit die Grundlage für die Äquivalenz- und Synonymiebeurteilung der Benennungen bildet (Picht & Laurén, 1993, S. 531).

## Beispiel 2 – ALLMENNGJØRING

Über die Einheiten, die für die Übernahme in eine Datenbank als Kandidaten geeignet wären, divergieren die Auffassungen je nach theoretischem Standpunkt.

Im Folgenden ist als Illustration ein Eigenname (Gesetzesname) als Beispiel für zu berücksichtigende Einträge gewählt worden. Eigennamen werden hier als Beispiel herangezogen, da sie die Frage aufwerfen, ob sie als Terminus betrachtet werden können und somit in eine Datenbank gehören (sollten). Da es in der Terminologielehre unterschiedliche Auffassungen gibt, was einen Terminus ausmacht (Arntz, Picht, & Mayer, 2002, S. 41), wird auf die DIN 2342 hingewiesen, die der weiteren Diskussion zugrunde liegt. Laut DIN 2342 (1980) ist ein Terminus „das zusammengehörige Paar aus einem Begriff und seiner Benennung als Element einer Terminologie“. Dagegen heißt es im internationalen Standard ISO 1087-1 (2000, S. 6) „term = verbal designation of a general concept in a specific subject field“. Im selben Standard (S. 10) heißt es weiter: „terminology = set of designations belonging to one special language“, wobei drei verschiedene Typen von *designation* unterschieden werden: „symbols, appellations and terms“ (S. 6). Mit anderen Worten ist *term* nicht gleichzusetzen mit ‚Terminus‘. Meines Erachtens sollten jedoch auch Benennungen (*appellation*) für Individualbegriffe (ISO 704, 2000, S. 27) als Eintrag in einer Datenbank stehen.

Hierzu nun folgendes Beispiel, das aus dem TK-NHH Korpus<sup>26</sup> stammt. Dieses Korpus besteht aus vier verschiedenen Subkorpora (de, en, fr und es). Es ist ein mehrsprachiges Korpus von (primär) fachsprachlichen Übersetzungen der für ganz Norwegen geltenden nationalen Übersetzerprüfung (*autorisasjonsprøve i oversettelse*).<sup>27</sup> Ausgehend von einem norwegischen Suchwort kann in den vier Subkorpora mit Hilfe von WordSmith<sup>28</sup> gezielt nach lexikalischen und terminologischen Lösungen recherchiert werden, die nach einer weiteren Bearbeitungsphase zwecks Qualitätssicherung in die Datenbank übernommen werden.

<sup>26</sup> Da Korpora in der Übersetzungswissenschaft zunehmend eine Rolle spielen (beispielsweise Baker, 1993, 1996; Laviosa, 1998, 2010; Biel, 2010), ist vor ca. 10 Jahren auch an der NHH ein Forschungsprojekt mit der Erstellung eines Korpus in Angriff genommen worden.

<sup>27</sup> Eine zwischenzeitlich überholte Beschreibung der Prüfung findet sich bei Stejskal (2002), während der aktuelle Stand genauer bei Simonnæs (eingereicht 2016) beschrieben wird. Aus Gründen des Datenschutzes gibt es keine Metadaten zur bisherigen Übersetzerpraxis der Prüfungskandidaten, siehe Richtlinien des norwegischen Datenschutzbeauftragten im tertiären Bildungsbereich (<http://www.nsd.uib.no/personvern/en/about/about.html>, abgerufen am 21.01.2017).

<sup>28</sup> <http://www.lexically.net/wordsmith/>, abgerufen am 21.01.2017.

Als Beispiel dient hier die Suche nach der Übersetzung von *allmenngjøring* wie dieser Terminus in *Lov om allmenngjøring av tariffavtaler* verwendet wird.

Abbildung 1. Suchmaske in WordSmith

Nach Eingabe vom Suchwort *allmenngjøring* tauchen folgende sprachliche Kontexte auf:

Gesetz über die Allgemeinmachung von Tarifverträgen u.ä. (Lov om allmenngjøring av tariffavtaler m.v. (*allmenngjøringsloven*))  
 Gesetz über Gemeinverbindlichmachung von Tarifverträgen u.a. (Gemeinverbindlichmachungsgesetz, norw.: *allmenngjøringsloven*)  
 Gesetz über die allgemeine Anwendung von Tarifverträgen u.ä. (norwegisches Gesetz über die allgemeine Anwendung)  
 Gesetz zur Vereinheitlichung von Tarifverträgen u.ä. (Vereinheitlichungsgesetz)  
 Gesetz zur Gleichmachung von Tarifabsprachen [...] (Gleichmachungsgesetz)

Abbildung 2. Deutsche Äquivalenzvorschläge aus TK-NHH

Die Äquivalenzvorschläge zu (*lov om*) *allmenngjøring* zeigen, dass bei den wenigen Kandidaten, die ins Deutsche übersetzt haben, das Hintergrundwissen über das Abschließen von Tarifverträgen (in Norwegen und Deutschland) offensichtlich nicht überall ausreichend vorhanden ist. Tarifverträge werden von den Tarifvertragsparteien abgeschlossen. Das ist in beiden Rechtssystemen vergleichbar. In gesetzlich geregelten Fällen (§ 5 TVG) kann das Bundesministerium für Arbeit und Soziales auf Antrag der Tarifvertragsparteien einen Tarifvertrag unter bestimmten Voraussetzungen **für allgemeinverbindlich erklären**. Eine entsprechende Regelung gibt es auch im norwegischen Recht, für deren Erlass die dem norwegischen Arbeits- und Sozialministerium nachgeordnete Behörde, *Tariffnemnda*, zuständig ist. Da die Kandidaten zum damaligen Zeitpunkt keine Möglichkeit zur Internetrecherche<sup>29</sup> hatten, waren sie auf kreative Lösungen angewiesen, wie der Begriff ALLMENNGJØRING zu übersetzen wäre. Von den vorgefundenen Lösungen deckt ‚Gleichmachung‘ den semantischen Inhalt nicht ausreichend ab. Dagegen decken ‚Allgemeinmachung‘ und ‚allgemeine Anwendung‘ schon eher die Bedeutung von ‚Allgemeinverbindlichkeit‘ ab, besonders, wenn gleichzeitig noch die Originalbezeichnung des Gesetzes in Klammern mitverwendet wird („translation couplet“, Šarčević, 1985, S. 131). Ein Hinzufügen der Originalbezeichnung ist ein Prozedere, auf welches häufig, wenn nicht sogar überwiegend rekuriert wird. Mein Vorschlag lautet: Norwegisches Gesetz über die

<sup>29</sup> Seit 2016 ist bei der schriftlichen Klausur die Möglichkeit zur Internetrecherche gegeben, um die Prüfungssituation so weit wie möglich an die Arbeitssituation eines professionellen Übersetzers anzupassen. Diese neue Möglichkeit fließt selbstverständlich in die Beurteilung der Übersetzungsleistung mit ein. Mit Internetzugang hätte der/die Kandidat(in) über das Suchwort ‚allmenngjøring‘ u.a. ein Urteil des obersten norwegischen Gerichts, *høyesterett*, zum Thema finden können, s. <http://www.domstol.no/globalassets/upload/hret/avgjorelser/2012/saknr2012-1447.pdf>.

Allgemeinverbindlichkeitserklärung von Tarifverträgen u.ä. [*allmenngjøringsloven*]. Durch Hinzufügen von ‚Norwegisch‘ macht die Übersetzung deutlich, dass hier auf das norwegische Rechtssystem verwiesen wird und somit, dass gegebenenfalls Unterschiede materieller Art bestehen können.

In der weiteren Bearbeitungsphase für den Eintrag in eine Datenbank ist darauf zu achten, dass wichtige, oben dargelegte Hintergrundinformationen in die dafür vorgesehenen Datenkategorien eingetragen werden und dass ein Übersetzungsvorschlag als Vorschlag in einer Datenkategorie „Kommentar“ gekennzeichnet wird. Der Kommentar könnte wie folgt lauten: „i.d.R. ist die Beibehaltung des norw. Namens erforderlich/zu empfehlen“ Was der/die Übersetzer(in) in einer konkreten Übersetzungssituation schließlich macht, hängt vom Übersetzungsauftrag (Nord, 1997, S. 26-47) ab.

Das hier herangezogene Beispiel ist als Beispiel für die Kategorie von Eigennamen gedacht, wobei ich dafür argumentiere, dass diese Kategorie als Terminus im Sinne der DIN 2342 (zusammengehöriges Paar aus einem Begriff und seiner Benennung als Element einer Terminologie) in eine Datenbank eingetragen werden (sollte).

### Beispiel 3a – UMYNDIG

Dieses Beispiel ist gewählt worden, um zu zeigen, wie Rechtsbegriffe in der Rechtsliteratur versprachlicht werden und wie diese in die Datenbank übernommen werden können.

Die jüngst erschienene Übersetzung der norwegischen Zivilprozessordnung (*tvisteloven*) ins Deutsche enthält einen wichtigen Hinweis auf die Arbeitsweise der Übersetzer, wo es heißt: „The [German] translation was kept closely to the original wording of the Norwegian text.“ (Bessing, Schrader, & Lipp, 2011, S. 135). Bei der dort ebenfalls abgedruckten englischen Übersetzung wird darauf hingewiesen, dass dies eine inoffizielle Übersetzung des norwegischen Justizministeriums ist.

Beim Rechtsbegriff UMYNDIG wird im Deutschen ‚Minderjähriger und unter Betreuung stehende Person‘ verwendet, da im norwegischen Recht jemand, der *umyndig* ist, auch Erwachsene umfasst, die hinsichtlich ihrer Geschäftsfähigkeit aus verschiedenen Gründen Minderjährigen gleichgestellt werden (*vergemålsloven* § 1 [Norwegisches Betreuungsgesetz])<sup>30</sup>, s. Abbildung 3). Die englische Übersetzung enthält nur eine Angabe über die gesetzlich vorgesehene Altersgrenze zwischen Kind und Erwachsenen (*the legal age of majority*), nicht aber die ebenfalls abzudeckende Gruppe von Erwachsenen, die *umyndiggjort* (entmündigt) worden sind, wofür das Englische eine Umschreibung kennt als *person under a disability, under legal disability, lacking legal capacity* (Gisle et al., 2010).

---

<sup>30</sup> „Med umyndige mener denne lov mindreårige og umyndiggjorte. Mindreårig er den som ikke har fylt 18 år“ (Unter Nichtvolljährigen versteht dieses Gesetz Minderjährige und Entmündigte. Minderjährig ist, wer das 18. Lebensjahr nicht vollendet hat; Übersetzung von I. S.) Früher wurde auch in Deutschland von einem ‚Entmündigten‘ gesprochen, seit Inkrafttreten des Betreuungsgesetzes (1992) aber wird ‚unter Betreuung gestellte Person‘ verwendet.

§ 2.2 (3) Umyndige er bare prosessdyktige når det følger av særlig lovbestemmelse	<b>§ 2.2 (3) Minderjährige und unter Betreuung stehende Personen</b> sind nur prozessfähig, wenn es aus einer besonderen gesetzlichen Bestimmung hervorgeht	<b>Section 2-2 (3) Persons below the legal age of majority</b> only have procedural capacity if provided by statute
-----------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Abbildung 3.** Deutsche und englische Übersetzungen aus Bessing, Schrader & Lipp, 2011 (Hervorhebung, I. S.)

### Beispiel 3b – TINGRETT, FORLIKSÅD, LAGMANNSRETT

Für weitere terminologische Fragen wäre die Übersetzung von Realia von Interesse, beispielsweise von TINGRETT, FORLIKSÅD bzw. LAGMANNSRETT und deren Versprachlichung im Deutschen (und Englischen). Wie aus Abbildung 4 hervorgeht, werden in der deutschen Übersetzung von *tvisteloven* die Originalbezeichnungen beibehalten und in Klammern jeweils durch eine erklärende Übersetzung beschrieben; die englische Übersetzung hingegen ist nur eine Erklärung und stammt offensichtlich von der englischen Homepage von Norwegens zuständiger Gerichtsverwaltungsbehörde (*domstoladministrasjonen/Norwegian Courts Administration* – in Gisle et al. (2010) als *National Courts Administration* angegeben).<sup>31</sup>

Lov om mekling og rettergang i sivile tvister (tvisteloven)	Gesetz über Schlichtung und Verfahren in zivilen Streitigkeiten (tvisteloven)	Act of 17 June 2005 no. 90 relating to mediation and procedure in civil disputes (The Dispute Act)
§ 4-2. Overføring av sak fra tingrett til forliksråd Er søksmål reist direkte for en tingrett i strid med § 6-2 annet ledd, skal saken henvises til et stedlig kompetent forliksråd.	§ 4-2. Verweisung einer Klage vom <b>tingrett</b> (Unterge-richt) zum forliksråd ( <b>Vergleichsstelle</b> ) [...]	Section 4-2 Transfer from the district court to the conciliation board [...]
Kapittel 29. Anke til lagmannsrett	Kapitel 29. Rechtsmittel beim lagmannsrett ( <b>Obergericht</b> )	Chapter 29. Appeal to the court of appeal

**Abbildung 4.** Deutsche und englische Übersetzung aus Bessing, Schrader & Lipp, 2011, (Hervorhebung, I. S.)

Die Übernahme von solchen Belegen in die Datenbank ist m.E. empfehlenswert, da davon ausgegangen werden darf, dass den vorgefundenen Übersetzungslösungen eine gründliche Arbeit zwischen Juristen und Übersetzern zugrunde liegt.

<sup>31</sup> <https://www.domstol.no/en/The-Courts-of-Justice/Administrative-bodies-similar-to-a-court-of-law/Conciliation-Board/>, abgerufen am 21.01.2017.

## 6. Abschließende Bemerkungen

Nach einer kurzen Beschreibung von allgemein geltenden Unterschieden zwischen lexikographischen und terminologischen Hilfsmitteln lag der Fokus auf der Diskussion von einigen problematischen Beispiel(typ)en für deren Einarbeitung in die sich in Arbeit befindliche Umwandlung eines Printwörterbuches in eine terminologische Datenbank unter *Termportal.no*.

Die wenigen Beispiele dürften gezeigt haben, dass beim Übersetzen von Rechtstexten primär der onomasiologische Ansatz zum Tragen kommt, dass also von den Begriffen ausgehend nach der passenden Bezeichnung gesucht wird, und zwar sowohl in der AS als auch in der ZS. Bei fehlenden Begriffen in der ZS oder nur teilweise zusammenfallenden Begriffen in AS und ZS, was eher die Regel ist, ist der Übersetzer besonders gefordert, den Inhalt des Begriffes in die ZS zu „transportieren“. Hierfür ist er in vielen Fällen auf extern gespeichertes Wissen angewiesen, wofür terminologische Datenbanken wegen ihrer möglichen Fülle an Angaben über das Rechtsgebiet, Definitionen, Angaben über die Position im jeweiligen Begriffssystem, die Benennung und eventuelle Synonyme sowie authentische Kontextbeispiele usw. besonders geeignet sind. Solchen Angaben liegt ein rechtsvergleichender Ansatz zugrunde, der interdisziplinär anzugehen ist.

Die Arbeit an einer terminologischen Datenbank ist, wie anhand der exemplarisch aufgeführten Beispiele gezeigt, immens zeitaufwendig und sollte idealerweise durch Zusammenarbeit zwischen Linguisten und Experten für die abzudeckende Disziplin (hier Rechtswissenschaft) durchgeführt werden. Aus Kostengründen ist eine Tandem-Arbeit leider nicht möglich. Dennoch hat die Autorin für die Zusammenarbeit (bei Problemfällen) einen deutschen Rechtsanwalt, der viel mit dem deutsch-norwegischen Rechtsverkehr arbeitet, gewinnen können. Erforderliches Fachwissen für die Datenbank ist ebenfalls durch Kontakte zu Kollegen der juristischen Fakultät an der Universität Bergen gesichert.

Da Norwegisch eine der weniger verbreiteten Sprachen ist und in Norwegen die Deutschkenntnisse bei weitem nicht den Stand der Englischkenntnisse haben, dürfte eine terminologische Datenbank Norwegisch-Deutsch für den Bereich Rechtssprache hier von besonderem Nutzen sein. Für Norwegisch-Englisch liegt für diesen Bereich bereits ein umfassendes Printwörterbuch (Gisle et al., 2010) vor.

## 7. Bibliographie

- Arntz, R. (1982). Einleitung: Terminologie und Übersetzen. In R. Arntz & H. Picht (Hrsg.), *Einführung in die übersetzungsbezogene Terminologiearbeit* (S. 13-15). Hildesheim: Olms.
- Arntz, R., Picht, H., & Mayer, F. (2002). *Einführung in die Terminologiearbeit* (4. Aufl.). Hildesheim: Olms.
- Baker, M. (1993). Corpus linguistics and translation studies. Implications and applications. In M. Baker, G. Francis, & E. Tognini-Bonelli (Hrsg.), *Text and technology. In honour of John Sinclair* (S. 233-250). Amsterdam: Benjamins.
- Baker, M. (1996). Corpus-based translation studies: The challenges that lie ahead. In H. Somers (Hrsg.), *Terminology, LSP and translation. Studies in language engineering in honour of Juan C. Sager* (S. 175-186). Amsterdam: Benjamins.
- Bartsch, S. (2004). *Structural and functional properties of collocations in English: A corpus study of lexical and pragmatic constraints on lexical co-occurrence*. Tübingen: Narr.
- Bergenholtz, H., Kromann, H.-P., & Wiegand, H. E. (1999). Die Berücksichtigung der Fachlexikographie in der neueren Wörterbuch- und Fachsprachenforschung: Eine sachliche und bibliographische Übersicht. In L. Hoffmann, H. Kalverkämper, & H. E. Wiegand (Hrsg.), *Fachsprachen. Ein internationales Handbuch zur Fachsprachenforschung und Terminologiewissenschaft* (2. Halbbd., S. 1889-1909). Berlin: de Gruyter.

- Bessing, J., Schrader, J., & Lipp, V. (2011). The Norwegian 2005 dispute act in Norwegian and in German and English translation. In V. Lipp & H. H. Fredriksen (Hrsg.), *Reforms of civil procedure in Germany and Norway* (S. 135-447). Tübingen: Mohr Siebeck.
- Biel, L. (2008). Legal terminology in translation practice: Dictionaries, googling or discussion forums? *SKASE Journal of Translation and Interpretation*, 3(1), 22-38.
- Biel, L. (2010). Corpus-based studies of legal language for translation purposes: Methodological and practical potential. In C. Heine & J. Engberg (Hrsg.), *Online proceedings from the XVII European LSP Symposium 2009* (S. 1-15). <http://bcom.au.dk/fileadmin/www.asb.dk/isek/biel.pdf>.
- Biel, L. (2011). Professional realism in the legal translation classroom: Translation competence and translator competence. *Meta*, 56(1), 162-178.
- Bourigault, D., & Slodzian, M. (1999). Pour une terminologie textuelle. *Terminologies nouvelles*, 19, 29-32.
- Budin, G. (1993). Terminologie und Fachkommunikation. In T. Bungarten (Hrsg.), *Fachsprachentheorie: Fachsprachliche Terminologie, Begriffs- und Sachsysteme, Methodologie* (Bd. 1, S. 64-84). Tostedt: Attikon.
- Budin, G. (1994). Einige Überlegungen zur Darstellung terminologischen Fachwissens in Fachwörterbüchern und Terminologiedatenbanken. In B. Schaefer & H. Bergenholtz (Hrsg.), *Fachlexikographie. Fachwissen und seine Repräsentation in Wörterbüchern* (S. 57-68). Tübingen: Narr.
- Busse, D. (2000). Textsorten des Bereichs Rechtswesen und Justiz. In K. Brinker, G. Antos, W. Heinemann, & S. F. Sager (Hrsg.), *Text- und Gesprächslinguistik. Ein internationales Handbuch zeitgenössischer Forschung* (1. Halbbd., S. 658-675). Berlin: de Gruyter.
- Chiocchetti, E., Heinisch-Obermoser, B., Löckinger, G., Lušický, V., Ralli, N., Stanizzi, I., & Wissik, T. (2013). *Guidelines for collaborative legal/administrative terminology work*. <https://phaidra.univie.ac.at/view/o:399583>
- Chiocchetti, E., Wissik, T., Lušický, V., & Wetzel, M. (2017). Quality assurance in multilingual legal terminological databases. *JoSTrans*, 27, 164-188.
- Chromá, M. (2007). Cross-cultural traps in legal translation. In C. Candlin & M. Gotti (Hrsg.), *Intercultural aspects of specialized communication* (S. 197-221). Bern: Lang.
- David, R. (1950). *Traité élémentaire de droit civil comparé. Introduction à l'étude des droits étrangers et à la méthode comparative*. Paris: Pichon & Durand-Auzias.
- David, R., Grasmann, G., et al. (1988). *Einführung in die großen Rechtssysteme der Gegenwart*. München: Beck.
- David, R., & Jauffret-Spinozi, C. (1992). *Les grands systèmes de droit contemporains*. Paris: Dalloz.
- DIN 2331 (1980). *Begriffssysteme und ihre Darstellung*. DIN Deutsches Institut für Normung e.V.
- DIN 2342 TEIL 1 (Oktober 1992). *Begriffe der Terminologielehre. Grundbegriffe. Normenausschuß Terminologie (NAT)*. DIN Deutsches Institut für Normung e.V.
- Drobnig, U. (1969). Methodenfragen der Rechtsvergleichung im Lichte der „International Encyclopedia of Comparative Law“. In E. von Caemmerer, S. Mentschikoff, & K. Zweigert (Hrsg.), *Ius privatum gentium. Festschrift für Max Rheinstein zum 70. Geburtstag am 5. Juli 1969* (S. 221-233). Tübingen: Mohr.
- Engberg, J. (1998). *Introduktion til fagsproglingvistikken*. Århus: Systime.
- Garner, B. A. (2003). Legal lexicography: A view from the front lines. *English Today*, 1, 33-42.
- Gisle, J., Andenæs, K., Bernt, J. F., Bing, J., Boe, E. M., Bråthen, T., Strøm Bull, K., Falkanger, T., Gjønnnes, A. D., Matningsdal, M., Nilsen, G., & Aarbakke, M. (Hrsg.). (2010). *Jusleksikon* (4. Aufl.). Oslo: Kunnskapsforlaget.
- Göpferich, S. (2013). Translation competence. Explaining development and stagnation from a dynamic systems perspective. *Target*, 25(1), 61-76.
- Goźdz-Roszkowski, S., & Pontrandolfo, G. (2015). Legal phraseology today: Corpus-based applications across legal languages and genres. *Fachsprache – International Journal of Specialized Communication*, XXXVII(3-4), 130-138.
- Groffier, E., & Reed, D. (1990). *La Lexicographie juridique. Principes et méthodes*. Québec: Yvon Blais.
- Hausmann, F. J. (2004). Was sind eigentlich Kollokationen? In K. Steyer (Hrsg.), *Wortverbindungen – mehr oder weniger fest* (S. 309-334). Berlin: de Gruyter.
- Hertel, C. (2009). Rechtskreise im Überblick. *Notarius International*, 1-2, 157-170.
- Houbert, F. (2012). Les cooccurrences et collocations en traduction juridique. In M. Meunier, M. Charret-del Bove, & E. Damette (Hrsg.), *La traduction juridique. Points de vue didactiques et linguistiques* (S. 187-195). Université de Lyon.
- Houbert, F. (2015). *Dictionnaire de terminologie juridique anglais-français*. Paris: La Maison du Dictionnaire.
- Husa, J., Nuotio, K., & Pihlajamäki, H. (2007). Nordic law – between tradition and dynamism. In J. Husa, K. Nuotio, & H. Pihlajamäki (Hrsg.), *Nordic law – between tradition and dynamism* (S. 1-39). Antwerp: Intersentia.
- ISO 704. (2000). *Terminology work – Principles and methods*. Geneva: International Organization for Standardization.

- ISO 1087-1. (2000). Terminology work – vocabulary – Part 1: Theory and application. Geneva: International Organization for Standardization.
- ISO 12616. (2002). Translation-oriented terminography. Geneva: International Organization for Standardization.
- ISO 12620. (2009). Terminology and other language and content resources – Specification of data categories and management of a data category registry for language resources. Geneva: International Organization for Standardization.
- ISOcat. (o. D.). *ISOcat – a data category registry*. Abgerufen am 22.01.2017, <http://www.isocat.org>.]
- Kelsen, H. (1979). *Allgemeine Theorie der Normen* (aus dem Nachlass herausgegeben von Kurt Ringhofer und Robert Walter). Wien: Manz.
- Kisch, I. (1973). Droit comparé et terminologie juridique. In M. Rotondi (Hrsg.), *Inchiesta di diritto comparato* (2) (S. 402-423). Padova: Cedam.
- Kjær, A. L. (1990). *Normbetingede ordforbindelser i tysk juridisk sprog*. Copenhagen Business School Press.
- Kjær, A. L. (2007). Phrasemes in legal texts. In H. Burger, D. Dobrovolskij, P. Kühn, & N. R. Norrick (Hrsg.), *Phraseologie – Phraseology. Ein internationales Handbuch der zeitgenössischen Forschung. An International Handbook of Contemporary Research*, (Bd. 1, S. 506-516). Berlin: de Gruyter.
- Kötz, H. (2005). Abschied von der Rechtskreislehre? In J. Basedow, K. Hopt, & R. Zimmermann (Hrsg.), *Undogmatisches. Rechtsvergleichende und rechtsökonomische Studien aus dreißig Jahren* (S. 91-105). Tübingen: Mohr Siebeck.
- Lando, O. (2001). Nordic countries, a legal family? – A diagnosis and prognosis. *Global Jurist Advances*, 2, o. S.
- Lando, O. (2014). Foreword. In I. Helland & S. Koch (Hrsg.), *Nordic and Germanic legal methods* (S. v-vi). Tübingen: Mohr Siebeck.
- Laviosa, S. (1998). The corpus-based approach: A new paradigm in translation studies. *Meta*, 43(4), 474-479.
- Laviosa, S. (2010). Corpus-based translation studies 15 years on: Theory, findings, applications. *SYNAPS, A Journal of Professional Communication*, 24, 3-12.
- Melby, A. K. (2012). Terminology in the age of multilingual corpora. *JoSTrans*, 18, 1-11.
- Michalsen, D. (1994). Ny og gammel rettskildelære. Refleksjoner ved lesningen av Lars Bjørnes bok om nordisk rettskildelære på 1800-tallet. *Tidsskrift for rettsvitenskap*, 1-2, 192-239.
- Nord, C. (1997). Defining translation functions. The translation brief as a guideline for the trainee translator. *Ilha do desterro. A Journal of English Language, Literature in English and Cultural Studies*, 33, 41-55.
- Nuopponen, A. (1992). Begreppsrelasjoner och -system. Nordterm 4. *Terminologiläran och dess relationer til andra områden (Nordisk forskarkurs i Mariehamn, Åland, september 1990)*, 53-65.
- Nuopponen, A. (1994). *Begreppssystem för terminologisk analys*. Universitæt Vaasa.
- PACTE. (2003). Building a translation competence model. In F. Alves (Hrsg.), *Triangulating translation. Perspectives in process oriented research* (S. 43-66). Amsterdam: Benjamins.
- PACTE. (2009). Results of the validation of the PACTE translation competence Model: Acceptability and decision making. *Across Languages and Cultures*, 10(2), 207-230.
- Paolucci, S. (2017). Translating names of constitutional bodies in legal texts: Italian translation of Slovenian constitutional bodies in different types of legal texts. *JoSTrans*, 27, 75-103.
- Picht, H. (1999). Die Begriffe 'Fachmann' und 'Laie' in der Fachkommunikation. In W. Wieden, A. Weiss, & A. Schachermayr (Hrsg.), *Internationale Wirtschaftsbeziehungen: Mehrsprachige Kommunikation von Fachwissen* (S. 29-42). Göppingen: Kümmerle.
- Picht, H., & Laurén, C. (1993). Vergleich der terminologischen Schulen. In C. Laurén & H. Picht (Hrsg.), *Ausgewählte Texte zur Terminologie* (S. 493-539). Wien: TermNet.
- Platou, O. (1915). Indledning. In *Forelæsninger over retskildernes teori* (S. 1-10). Kristiania: I kommission hos T. O. Brøgger.
- Prieto Ramos, F. (2011). Developing legal translation competence: An integrative process-oriented approach. *Comparative Legilinguistics*, 5, 7-21.
- Prieto Ramos, F. (2014). Parameters for problem-solving in legal translation: Implications for legal lexicography and institutional terminology management. In L. Cheng, K. K. Sin, & A. Wagner (Hrsg.), *The Ashgate handbook of legal translation* (S. 121-134). Farnham: Ashgate.
- Prieto Ramos, F. (2015). Quality assurance in legal translation: Evaluating process, competence and product in the pursuit of adequacy. *International Journal for the Semiotics of Law*, 28(1), 11-30.
- Pym, A. (2003). Redefining translation competence in an electronic age. In defence of a minimalist approach. *Meta*, 48(4), 481-497.
- Roelcke, T. (2012). Terminologisierung in DIN 2330. Abschnitt 2. Überlegungen zur Konstitution eines terminologischen Systems in einem terminologischen Text. *International Journal of Specialized Communication*, XXXV (1-2), 65-86.
- Šarčević, S. (1985). Translation of culture-bound terms in laws. *Multilingua*, 4(3), 127-133.

- Šarčević, S. (1997). *New approach to legal translation*. Den Haag: Kluwer Law International.
- Šarčević, S. (2012). Challenges to the legal translator. In P. M. Tiersma & L. M. Solan (Hrsg.), *The Oxford handbook of language and law* (S. 187-199). Oxford University Press.
- Schmitz, K. D. (2006). Terminology and terminological databases. In K. Brown (Hrsg.), *Encyclopedia of language and linguistics*, (Bd. 1, S. 578-587). Oxford: Elsevier.
- Siems, M. (2014). *Comparative law*. Cambridge University Press.
- Simonnæs, I. (1994). *Norsk-tysk juridisk ordbok*. Bergen: Fagbokforlaget.
- Simonnæs, I. (2010). Grundlegendes zur zweisprachigen Fachlexikographie aus der Sicht des Fachübersetzers, *SYNAPS. Fagspråk, Kommunikasjon, Kulturkunnskap. Festskrift for Åge Lind*, 25, 33-43.
- Simonnæs, I. (eingereicht 2016). Preliminary findings of teaching JurDist, an online course in legal translation.
- Sinclair, J., Jones, S., & Daley, R. (2004). *English collocation studies: The OSTI report*. London: Continuum. [Original 1970: English lexical studies – the final report of the project C/LP/08, dated January 1970.]
- Stejskal, J. (2002). International certification study: Norway. *The ATA Chronicle*, XXXI(7), 13-15, 22.
- Steurs, F., de Wachter, K., & de Malsche, E. (2015). Terminology tools. In H. J. Kockaert & F. Steurs (Hrsg.), *Handbook of terminology*, (Bd. 1, S. 332-249). Amsterdam: Benjamins.
- Temmerman, R. (2000). *Towards new ways of terminology description: The sociocognitive approach*. Amsterdam: Benjamins.
- Temmerman, R. (2007). Approaches to terminology. Now that the dust has settled. *SYNAPS*, 20, 27-36.
- Tessuto, G. (2008). Legal concepts and terminography: Analysis and application. In V. K. Bhatia, C. N. Candlin, & P. E. Allori (Hrsg.), *Language, culture and the law. The formulation of legal concepts across systems and cultures* (S. 283-302). Bern: Lang.
- Way, C. (2016). The challenges and opportunities of legal translation and translator training in the 21<sup>st</sup> Century. *International Journal of Communication*, 10, 1009-1029.
- Werlen, I. (2004). Domäne/Domain. In U. Ammon, N. Dittmar, K. J. Mattheier, & P. Trudgill (Hrsg.), *Sociolinguistics. Soziolinguistik. An international handbook of the science of language and society. Ein internationales Handbuch zur Wissenschaft von Sprache und Gesellschaft* (S. 335-341). Berlin: de Gruyter.
- Wiegand, H. E. (1998). *Wörterbuchforschung. Untersuchungen zur Wörterbuchbenutzung, zur Theorie, Geschichte, Kritik und Automatisierung der Lexikographie* (Bd. 1). Berlin: de Gruyter.
- Wüster, E. (1991). *Einführung in die allgemeine Terminologielehre und terminologische Lexikographie* (3. Aufl.). Bonn: Romanistischer Verlag.
- Zweigert, K., & Kötz, H. (1996). *Einführung in die Rechtsvergleichung auf dem Gebiete des Privatrechts*. Tübingen: Mohr.
- Zweigert, K., & Kötz, H. (1998). *An introduction to comparative law* (T. Weir, Übers.) (1. Aufl. 1977). Oxford: Clarendon.



Ingrid Simonnæs

NHH Norwegische Wirtschaftsuniversität

[Ingrid.Simonnas@nhh.no](mailto:Ingrid.Simonnas@nhh.no)

**Biographie:** Ingrid Simonnæs, Dr. art., Jahrgang 1942, ist seit 2012 Professor emerita am Institut für Fachsprachen und interkulturelle Kommunikation, NHH Norwegische Wirtschaftsuniversität, Bergen/Norwegen. Ihre Forschungsschwerpunkte sind: moderne Fachkommunikationsforschung, Übersetzungswissenschaft, Fachübersetzen (Recht) und Rechtslinguistik.

## Kollaborative und kooperative Terminologearbeit im Bereich Recht Die Funktion der Rechtsfachleute

**Elena Chiocchetti**

*Institut für Angewandte Sprachforschung, Eurac Research*

**Tanja Wissik**

*Österreichische Akademie der Wissenschaften und Karl-Franzens-Universität Graz*

---

### **Collaborative and cooperative terminology work in the domain of law. The role of the domain expert – Abstract**

High quality terminology work generally requires the input, consultancy, and revision of native speaker domain experts. In this paper we describe the role and tasks of domain experts within the terminology workflow, with particular focus on multilingual terminology work in the domain of law. Based on interviews conducted in 2011-2012 with 17 terminology centres of all sizes in Europe and beyond, in this domain the cooperation and collaboration with experts resulted to be essential and particularly challenging. The results of the interviews allow us to discuss the main difficulties, needs, and desires expressed by terminology managers and terminologists concerning their relationship with domain experts during their daily activities. Finally, we give a list of recommendations concerning how, when, to what extent, and through which means domain experts should be involved in the terminology workflow to optimise cooperation or – even better – collaboration with terminologists in order to enhance the quality of the end product.

### **Keywords**

Terminology work, collaboration, cooperation, domain experts, legal experts

## 1. Einleitung

Qualitativ hochwertige Terminologiearbeit ist eine Tätigkeit, bei der die Zusammenarbeit verschiedener Personen aus den Bereichen Terminologie, Terminologiemanagement und Informatik mit Fachleuten spezifischer Themenbereiche (z. B. Recht, Medizin, Bauwesen usw.) unumgänglich ist. Das Team eines Terminologieprojekts besteht meist aus einer engeren Gruppe, in der Regel aus ein oder mehreren Terminologinnen und Terminologen, eventuell unterstützt von Fachleuten aus der Linguistik und Informatik, sowie aus einer erweiterten Gruppe von Fachgebietsexpertinnen und -experten (Cerrella Bauer, 2015; Dobrina, 2015). Terminologinnen und Terminologen brauchen also Unterstützung bei der Organisation der Prozesse im Arbeitsworkflow, bei der Datenverarbeitung und -veröffentlichung sowie bei der inhaltlichen Kontrolle ihrer Arbeit. Terminologieprojekte bedürfen eines direkten oder indirekten Zugriffs (eventuell über ein Netzwerk von Kontakten) auf fachliche, terminologische und sprachliche Kenntnisse (Dobrina, 2015). Kurz: „[T]erminology work cannot be done without cooperation“ (Drame, 2015, S. 515).

Bei der Erarbeitung von Rechtsterminologie ist es besonders wichtig, sprachliches und inhaltliches Wissen zusammenzuführen, da die Suche nach Äquivalenten aus unterschiedlichen Rechtssystemen oft eine starke rechtsvergleichende Komponente aufweist (Arntz, 2001; de Groot, 2002; Prieto Ramos, 2014; Šarčević, 1997). Theoretisch wäre daher eine sehr enge Zusammenarbeit der Terminologinnen und Terminologen mit den Rechtsfachleuten angebracht (Arntz, 2001). Wie jedoch diese Zusammenarbeit in der Praxis umgesetzt wird, stand bisher nicht im Vordergrund bei einschlägigen Forschungsprojekten.

Die Erkenntnisse in diesem Aufsatz basieren auf einer qualitativen Untersuchung zum terminologischen Workflow, die zwischen 2011 und 2012 im Rahmen des EU-Projekts LISE<sup>1</sup> (Legal Language Interoperability Services) durchgeführt wurde. Ziel der Untersuchung war es, einen möglichst breit gefächerten Überblick über die Arbeitsabläufe von Terminologiestellen unterschiedlicher Organisationen in Europa<sup>2</sup> zu gewinnen. Nach Meuser und Nagel wurden „ExpertInnen, die selbst Teil des Handlungsfeldes sind, das den Forschungsgegenstand ausmacht“ (Meuser & Nagel, 1991, S. 443) zu etwa einstündigen Gesprächen in deutscher oder englischer Sprache gebeten. Der Einladung sind insgesamt 17 Verantwortliche für Terminologiearbeit bzw. -management aus 16 Terminologiestellen gefolgt, die entweder in den eigenen Räumlichkeiten oder in ruhigen Räumen am Rande internationaler Terminologiekonferenzen interviewt wurden. Ein Gespräch fand als Video-Konferenz statt. Die Gespräche wurden mit schriftlicher Genehmigung der interviewten Personen sowie nach erfolgter schriftlicher Aufklärung zum Projekt und zur Verarbeitung der Daten aufgenommen. Das Interviewkorpus (ca. 147 800 Token) wurde transkribiert, jedoch nicht anonymisiert und ist daher nicht öffentlich zugänglich.

Die Interviewteilnehmenden vertreten sowohl eigenständige Organisationen als auch Abteilungen größerer Institutionen, öffentliche und private Organisationen, Ein-Personen-Stellen und große Terminologiezentren. Manche der befragten Terminologiestellen arbeiten ausschließlich auf regionaler Ebene, andere auf staatlicher, europäischer oder internationaler Ebene. Ebenso sind alle anerkannten Arten von Terminologiearbeit und verschiedenen

---

<sup>1</sup> Das LISE-Projekt wurde von der Europäischen Kommission im ICT-PSP-Programm unter dem Grant Agreement Nr. 270917 gefördert.

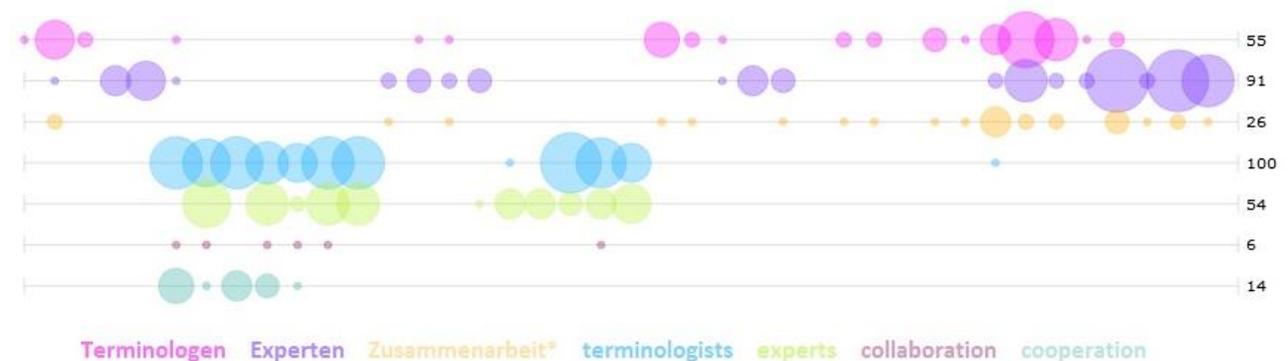
<sup>2</sup> Ein Interview wurde zum Vergleich auch mit einer kanadischen Terminologiestelle geführt.

Ansätze vertreten: einsprachig, mehrsprachig, präskriptiv, deskriptiv, punktuell, systematisch, übersetzungsorientiert, textbasiert, proaktiv, a-posteriori. Die in den leitfadengestützten Interviews besprochenen Themen betreffen u. a. Arbeitsmethoden und -abläufe, Terminologieverwaltung und entsprechende Systeme, Terminologieplanung u. Ä. Es wurde außerdem immer Zeit für weitere Aspekte und besondere Anliegen eingeräumt.

Die von den Interviewteilnehmenden aufgeworfenen Bedürfnisse und Schwierigkeiten betreffen u. a. die besonderen Herausforderungen der Rechtsterminologie und die Zusammenarbeit mit den Fachleuten. Ziel dieses Beitrags ist es daher, die Rolle und Aufgaben der Fachpersonen bei der Terminologiearbeit mit rechtlichem Schwerpunkt zu skizzieren sowie herauszuarbeiten, welche Anforderungsprofile sich daraus ergeben. Schließlich lassen sich aus den gesammelten Interviewdaten auch fundierte Vorschläge für eine bessere und effizientere Zusammenarbeit ableiten.

## 2. Zusammenarbeit, Kooperation und Kollaboration

Zusammenarbeit spielt bei Terminologiearbeit aus unterschiedlichen Perspektiven eine wichtige Rolle. Sie wurde daher in den letzten Jahren häufig thematisiert, was sich auch in den Publikationen widerspiegelt (vgl. z. B. Contreras Blanco & Rico Pérez, 2013; Rico, 2013; Sandrini & Mayer, 2008). Bei den Interviews im Rahmen des LISE-Projekts waren Zusammenarbeit in unterschiedlichen Kontexten ebenso wie die Rollen der Terminologinnen und Terminologen sowie der Fachleute zentrale Themen. Abbildung 1 zeigt die absolute Häufigkeit der folgenden Termini in den Transkriptionen der Interviews: Für *Terminologen* konnten 55 Belege und für *terminologists* 100 Belege gefunden werden, während *Experten* mit 91 Belegen und *experts* mit 54 Belegen auftraten. Die Stichworte *Zusammenarbeit* und *collaboration* bzw. *cooperation* kamen 26-mal und 6-mal bzw. 16-mal vor. Die Stichworte sind Deutsch und Englisch, da die Interviews in einer dieser zwei Sprachen geführt wurden.



**Abbildung 1.** Auftreten der Stichworte *Terminologen/terminologists*, *Experten/experts* und *Zusammenarbeit/collaboration/cooperation* im Interviewkorpus<sup>3</sup>

Die Abbildung 1 veranschaulicht, wie Terminologinnen bzw. Terminologen und Fachleute oft gemeinsam im selben Kontext genannt werden. Dabei sprechen die Befragten meist eine existierende oder ausbaubedürftige Zusammenarbeit an. Je nach zugrundeliegendem Ansatz werden auch Unterschiede zwischen Kollaboration und Kooperation gemacht. Roschelle &

<sup>3</sup> Die Grafik wurde mit dem webbasierten Voyant Tool erstellt ([www.voyant-tools.org](http://www.voyant-tools.org)). Die jeweiligen weiblichen Formen *Terminologinnen* (13 Belege) und *Expertinnen* (3 Belege) wurden für die leichtere Lesbarkeit der Grafik hier nicht berücksichtigt.

Teasly (1995, S. 70) verstehen unter kooperativer Arbeit eine Arbeit „accomplished by the division of labour among participants, as an activity where each person is responsible for a portion of the problem solving“. Auf der anderen Seite wird kollaborative Arbeit als „mutual engagement of participants in a coordinated effort to solve the problem together“ definiert (Roschelle & Teasly, 1995, S. 70). Der Unterschied zwischen Kooperation und Kollaboration liegt also darin, dass bei der Kooperation der Fokus auf der Zusammenarbeit zur Erreichung eines Ziels oder zur Herstellung eines Endprodukts liegt, während bei der erfolgreichen Kollaboration die Teilnehmenden gemeinsam zum Prozess der Wissensschaffung beitragen (vgl. Kozar, 2010). Im ersten Fall handelt es sich demnach mehr um Arbeitsteilung, im zweiten Fall um Gruppenarbeit. Von Buol beschreibt Kollaboration als „direkte Zusammenarbeit“. Sie spricht aber auch von „enger Zusammenarbeit“ (von Buol, 2000, S. 147).

## 2.1 Terminologearbeit als Zusammenarbeit

Was genau wird unter Zusammenarbeit im Bereich der Terminologearbeit verstanden? In den letzten Jahren sind neue Termini aufgekommen, um diese Art von Terminologearbeit zu bezeichnen, wie kooperative Terminologearbeit (Sandrini & Mayer, 2008; von Buol, 2000) oder kollaborative Terminologearbeit (Chiocchetti, Heinisch-Obermoser et al., 2013; Kudashev, 2013; Sandrini & Mayer, 2008; Simmen, 2008).

Für Kudashev (2013, S. 31) sind folgende Aspekte wichtig, um eine kollaborative Terminologearbeit als solche zu definieren:

1. Number of participants. The concept of collaborativeness implies that the work is done by at least two people.
2. Working environment. Collaborative work in its modern sense is always done in an electronic environment.
3. Direct editing without prior consent. Users can edit contributions of other users directly and without prior notice.

Kudashev leitet daraus die folgende Definition für kollaborative Terminologearbeit ab: „[T]erminology work conducted in an electronic environment in such a way that users can edit contributions of other users directly and without prior notice“ (2013, S. 31). Damit man von kollaborativer Terminologearbeit sprechen kann, ist also eine enge Zusammenarbeit notwendig, bei der alle Teilnehmenden die terminologischen Inhalte editieren können und Verantwortung übernehmen.

Von Buol (2000) zeigt auf, dass die Notwendigkeit, Terminologearbeit im Team durchzuführen, in vielen Ansätzen anerkannt wird, aber die Implementierung dieser noch Defizite aufweist:

Allein der Einsatz einiger Methoden und Techniken zur Gruppenarbeit reicht nicht aus. Vielmehr ist eine auf die Begriffsharmonisierung ausgerichtete Unterstützung erforderlich, die sowohl eine begriffsspezifische als auch begriffssystembezogene Diskussion und Abstimmung umfaßt. Eine enge Kooperation erfordert die Realisierung von Gruppenbewußtsein, d. h. die Gruppenmitglieder müssen die Aktivitäten der anderen verfolgen und bei ihrer gemeinsamen Arbeit berücksichtigen können. (von Buol, 2000, S. 45)

Auch Bowker (2015) definiert die Zusammenarbeit bei der Erstellung von Terminologiedatenbanken in der Praxis meist als Kooperation, wobei die Arbeit von einer hierarchisch klar strukturierten Arbeitsgruppe durchgeführt wird, in der jedes Mitglied für eine bestimmte Art und Anzahl von Aufgaben verantwortlich ist. Die Mitglieder können bei der

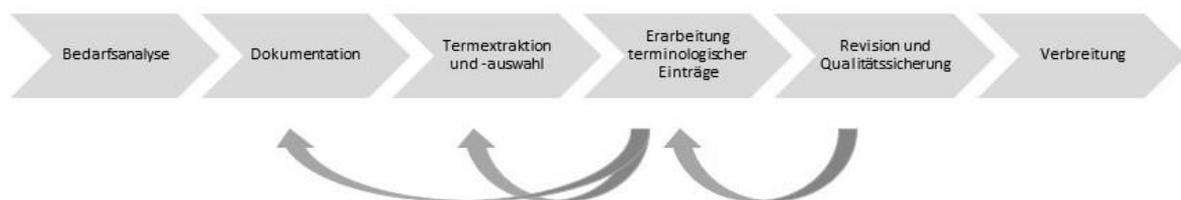
Durchführung der einzelnen Aufgaben sich austauschen und kommunizieren. Das Endprodukt ist die Summe der einzelnen Beiträge, wobei der Beitrag jedes Gruppenmitglieds meist klar erkennbar bleibt. Offensichtlich gestaltet sich also die Zusammenarbeit bei der Erarbeitung von Terminologie in vielen Fällen als Kooperation und nicht als engere Kollaboration.

In der Terminologearbeit im Bereich Recht gibt es sowohl kollaborative als auch kooperative Aspekte. Die Zusammenarbeit im Terminologieteam kann insbesondere in größeren Arbeitsgruppen auch einen stark kollaborativen Charakter aufweisen. Die Zusammenarbeit mit den Fachpersonen gehört hingegen fast ausnahmslos zu den kooperativen Aspekten, da es hier eine klare Aufgabenteilung gibt, mit unterschiedlichen Zielen und festgelegten Abläufen.

## 2.2 Mehrsprachige Terminologearbeit im Bereich Recht

Die mehrsprachige Erarbeitung von rechtsterminologischen Nachschlagewerken und Ressourcen erfolgt in der Praxis meist innerhalb eines selben Rechtssystems mit mehreren Amtssprachen (z. B. Belgien, EU, Schweiz) oder rechtssystemübergreifend, d. h. in der Gegenüberstellung verschiedener Rechtssysteme mit unterschiedlichen oder auch gleichen Amtssprachen (z. B. Frankreich – Deutschland, Österreich – Deutschland). Besonders im zweiten Fall bedarf es bei der Suche nach Äquivalenten aufgrund der Systemgebundenheit der Rechtsterminologie eines rechtsvergleichenden Ansatzes (vgl. u. a. Arntz, 2001; de Groot, 1999a, 1999b, 2002; Sandrini, 1996; Šarčević, 1997). Aus diesem Grund ist es wichtig, dass Terminologinnen und Terminologen über Grundkenntnisse in den Grundsätzen und Methoden der vergleichenden Rechtswissenschaft verfügen bzw. eng mit Fachleuten der zu behandelnden Rechtsordnungen zusammenarbeiten.

Mehrsprachige Terminologearbeit im Bereich Recht kann sowohl systematisch als auch *ad hoc* erfolgen, d. h. planmäßig die wichtigste bzw. gesamte Terminologie bestimmter Fach- bzw. Sachbereiche umfassen oder punktuelle Anforderungen wie z. B. Nutzeranfragen beantworten. In beiden Fällen sieht ein kompletter Workflow verschiedene Arbeitsschritte vor (vgl. Chiocchetti, Heinisch-Obermoser, Löckinger, Lušicky, Ralli, Stanizzi, & Wissik 2013; Chiocchetti, Ralli, Wissik, & Lušicky, 2013), die in Abbildung 2 überblicksmäßig dargestellt werden:



**Abbildung 2.** Überblick über den Terminologieworkflow

Als erster Schritt wird der Bedarf an Terminologie erfasst, wobei eventuelle Prioritäten gesetzt werden. Darauf erfolgt die Dokumentation, d. h. die Sammlung einschlägiger Texte, aus denen dann die zu behandelnden Termini maschinell oder manuell extrahiert werden. Bei der maschinellen Extraktion ist die Auswahl der extrahierten Termini eine getrennte darauffolgende Phase, während sie bei der manuellen Extraktion oft mit der Auswahl einhergeht. Der wichtigste Arbeitsschritt der Erarbeitung der terminologischen Einträge beinhaltet die Beschreibung und Dokumentation des Begriffs und des Terminus bzw. der Termini in der Ausgangs- und Zielsprache sowie die kontrastive Analyse und

Rechtsvergleiche. Es folgen als getrennte Schritte oder als gemeinsamer Schritt die Revision auf formaler, sprachlicher und inhaltlicher Ebene und das Qualitätsmanagement. Bei der sprachplanerisch orientierten bzw. standardisierenden Terminologearbeit kommt vor der Veröffentlichung noch die Phase der offiziellen Normung hinzu. Bei Bedarf werden im Workflow natürlich bestimmte Arbeitsschritte wiederholt. Sobald die Terminologearbeit abgeschlossen ist, kann das Ergebnis veröffentlicht und verbreitet werden. Schließlich ist die kontinuierliche Pflege des Terminologiebestands bei jeder Terminologearbeit ebenso in den Workflow miteinzubeziehen, um die Aktualisierung und konstante Qualität des Bestands zu gewährleisten.

### 3. Funktion der Fachleute

Fachleute sind Personen, die „über das behandelte Thema Bescheid wissen“ (RaDT, 2013, S. 9). In der Terminologearbeit im Bereich Recht handelt es sich dabei meist um Personen mit einem Studium der Rechtswissenschaften, die in der öffentlichen Verwaltung, in Gerichten, Anwaltskanzleien, Notariatskanzleien u. Ä. tätig sind oder an Hochschulen lehren. In vielen der oben skizzierten Arbeitsphasen können solche Rechtsfachleute eine wichtige Rolle spielen. Sie können im Rahmen der mehrsprachigen Terminologearbeit in unterschiedlichen Szenarien verschiedene Aufgaben übernehmen, z. B. Beratung, inhaltliche Revision und Teilnahme an Normungsausschüssen. Bereits bei der Definition des Terminologiebedarfs können sie richtungsweisend agieren bzw. ihre eigenen Bedürfnisse darlegen (siehe 3.3).

Im Bereich der rechtsterminologischen Erarbeitung sind Fachleute besonders wichtig, was auch daraus ersichtlich ist, dass es in den Interviews insgesamt 145 Belege<sup>4</sup> für *experts* und *Experten* gibt. In manchen Fällen sind Rechtsexpertinnen und -experten sogar ein fester Bestandteil des Terminologieteams.

In our team, there is a mix. There is a lawyer and there is terminologists [...]. (INT 8)

Eher selten übernehmen Fachleute die eigentliche Terminologearbeit (vgl. Chiochetti, Heinisch-Obermoser et al., 2013; Chiochetti & Ralli, 2014) und daher wird dieser Aspekt in diesem Beitrag auch nicht behandelt.

#### 3.1 Beratung

Wenn Fachleute beratend tätig werden, sind sie an unterschiedlichen Punkten im Workflow miteingebunden (vgl. Chiochetti, Heinisch-Obermoser et al., 2013; Chiochetti, Ralli et al. 2013; KÜDES, 2002; RaDT, 2013). Zu Beginn eines Terminologieprojekts können sie Hilfestellung bei der Auswahl des Dokumentationsmaterials leisten und zur Erstellung des Textkorpus beitragen, der dann für die Termextraktion verwendet wird. Da sie die einschlägigen Angebote ihres Fachbereichs gut kennen und deren Zuverlässigkeit sowie Aktualität problemlos einzuschätzen wissen (Sandrini & Mayer, 2008), können sie wichtige Literatur empfehlen, relevante Gesetzestexte, Normen und Regelungen aufzeigen, auf nützliche Internetseiten verweisen sowie auf eventuell bereits vorhandene Sprachressourcen (Thesauren, Glossare, Textkorpora u. Ä.). Im weiteren Verlauf des Projekts können Fachleute Termkandidatenlisten bereinigen oder erweitern. Bei der Abgrenzung zwischen verwandten

---

<sup>4</sup> Wenn die Singularform *Experte* mit 9 Belegen und die weibliche Form *Expertinnen* mit 3 Belegen hinzugezählt werden, erhöht sich die Anzahl der Belege auf 157. Die Synonyme *Fachexperte* bzw. *Sachexperte* kommen 9-mal bzw. einmal vor.

bzw. sich überschneidenden Fachgebieten und der Zuordnung der jeweiligen Termini spielen sie auch eine ausschlaggebende Rolle.

Normalerweise bekomme ich dann Rückmeldungen: „Sie sollten vielleicht noch diese Quelle begutachten oder auch noch berücksichtigen“. Und so weiter. Bei diesem Experten zur [Angabe des behandelten Fachgebiets], da ist er vor allem mit Vorschlägen zu internationalen Quellen gekommen, und zwar um auch die internationale Terminologie zu berücksichtigen. [...] Und dann hatte er natürlich x Anmerkungen zum Sachgebietsbaum, zum Sachgebietsplan war es, und das haben wir dann mehrmals zusammen angeschaut, und dann auch die Fachwortliste, die wurde dann mit ihm zusammen priorisiert. (INT 12)

Dann sind das die Juristen, also, das sind... ein Mitglied der Verwaltung des Ministeriums, Richter sind da drin, und, also, wie gesagt, ein Jurist vom Übersetzungsdienst; die geben mir dann die Rechercheaufträge, sagen, wo ich denn was suchen könnte. (INT 14)

Außerdem ist es wünschenswert, dass Fachleute bei der Erstellung von Definitionen (meist in ihrer Muttersprache) oder bei der Erarbeitung von Benennungsvorschlägen bzw. Neologismen mitwirken. Ganz allgemein können sie während des gesamten Terminologieprojekts als Anlaufstelle für spezifische Fragen der Terminologinnen und Terminologen fungieren, z. B. begriffliche Unterschiede klären, Synonymiefälle bestätigen, Besonderheiten im Gebrauch bestimmter Varianten aufzeigen.

Bei der Erstellung von Rechtswörterbüchern ist die Beratung durch Rechtsfachleute während des gesamten Workflows unverzichtbar. Auch bei der Befüllung von terminologischen Datenbanken und Erstellung von anderen terminologischen Ressourcen, wie z. B. Glossaren, ist das Expertenwissen unbedingt erforderlich, um qualitativ hochwertige Informationen liefern zu können (vgl. Cerrella Bauer, 2015; Prieto Ramos, 2014).

### 3.2 Revision

Bei der Terminologiearbeit gibt es wie auch bei Übersetzungsdienstleistungen unterschiedliche Überprüfungsschritte<sup>5</sup> (vgl. ISO 17100:2015), bevor das Produkt veröffentlicht wird. Es gibt die formale, die sprachliche und die inhaltliche Revision. Bei der formalen Revision geht es darum abzugleichen, ob terminologische Einträge sowohl den Kriterien der Terminologielehre als auch den organisations- oder projektbezogenen Richtlinien entsprechen (vgl. Chiocchetti, Heinisch-Obermoser et al., 2013). Da für diese Art der Revision ein fundiertes terminologisches Wissen notwendig ist, ist diese Überprüfung sinnvollerweise von Terminologinnen und Terminologen bzw. von Terminologie-Managerinnen oder Terminologie-Managern durchzuführen. Fachleute sind in der Regel nicht daran beteiligt.

Die sprachliche Revision befasst sich mit der sprachlichen Korrektheit der erarbeiteten terminologischen Einträge (es wird überprüft, ob Rechtschreib- und Grammatikregeln der behandelten Sprachen und Sprachvarianten eingehalten wurden) sowie mit der Beseitigung eventueller Tippfehler. Außerdem wird kontrolliert, ob bei Benennungsvorschlägen die Wortbildungsregeln der jeweiligen Sprache korrekt angewandt wurden. Die sprachliche Revision wird meist von muttersprachlichen Personen mit soliden linguistischen oder

---

<sup>5</sup> Gemäß ISO 17100:2015 gibt es eine Überprüfung des zielsprachlichen Produkts durch die Übersetzerin bzw. den Übersetzer (*check*), eine bilinguale Überprüfung des zielsprachlichen mit dem ausgangssprachlichen Produkt (*revision*), eine einsprachige Überprüfung des zielsprachlichen Produkts in Hinblick auf seine Zweckerfüllung (*review*).

terminologischen Kenntnissen übernommen. Jedoch können Fachleute zusätzlich zur Validierung der vorgeschlagenen Benennungen bzw. Neologismen herangezogen werden.

We don't get back to them [the experts], only if there are changes. If the initial recommendation [for a term] [...] has been changed as the result of the meeting [of the members of the terminology board], we get back to them. [...] It [is] usually difficulties that have arisen, that the translators [...] have noticed stuff that doesn't work for them. Or new concepts. (INT 15)

In manchen Fachgebieten kann es z. B. besonders gängige Wortbildungsformen geben. Außerdem sind die Fachleute diejenigen, die diese neuen Termini auch verwendet werden und daher beurteilen können, was sich nahtlos in ihre bereits bestehende Fachsprache einfügt und somit eine höhere Chance hat, von der Fachcommunity angenommen und verwendet zu werden.

[D]ie Benennungen wurden auch mit [der Fachperson] abgestimmt: „Das ist die bevorzugte..., das ist die offizielle... Das würde ich eher nicht verwenden“. (INT 12)

Bei der Übersetzung des *acquis communautaire* in die Sprache eines zukünftigen Beitrittslands (z. B. Kroatisch im Zuge der letzten EU-Erweiterung) stehen Rechtsfachleute bzw. Rechts- und Sprachsachverständige beispielsweise besonders oft vor der Herausforderung, neue EU-Termini in der jeweiligen Sprache vorzuschlagen und einzuführen (vgl. Šarčević & Robertson, 2015). Für Gruntar Jermol (2009) sollten ausschließlich Fachleute für die Prägung neuer Termini verantwortlich sein bzw. sollten sie die Vorschläge der Terminologinnen und Terminologen oder Übersetzerinnen und Übersetzer auf jeden Fall kontrollieren.

Die Hauptaufgabe bei der Revision kommt den Fachleuten im Bereich der inhaltlichen Revision zu, indem sie die fachliche Korrektheit der erstellten terminologischen Einträge prüfen.

Ich versuche dann immer, eine Kontaktperson zu haben. Also im Fall der [Angabe des behandelten Fachgebiets] war einfach die deutschsprachige Juristin meine Ansprechperson. Und die hat das dann intern koordiniert. [...] Die war sozusagen hauptverantwortlich für die inhaltliche Revision. (INT 12)

Fachleute kontrollieren, ob die Termini dem bestimmten Fachgebiet zurechenbar sind, ob die Benennungen tatsächlich genau den betreffenden Begriff bezeichnen, ob die Synonyme/Varianten in einem Eintrag innerhalb des gegebenen Fachbereichs oder Unterbereichs als solche behandelt werden können.

[D]ann bekommt der Experte diese Einträge. Und aufgrund der Checkliste muss er das Übliche prüfen: Stimmt die Definition? Stimmen die Benennungen? Sind sie synonym? (INT 12)

[B]eim Übersetzen würde ich einmal [...] vielleicht verschiedene Varianten finden, und die in MultiTerm dokumentieren, [...] und dann schreiben wir dazu: „Fachrevision, bitte abklären“ [...]. Und dann kommt es eben zur Fachrevision, und da wird man sagen: „Okay, das kann man synonym verwenden, aber das ist eigentlich der Hauptbegriff“ [...]. (INT 1)

In weiterer Folge können Fachleute die Definitionen auf ihre Richtigkeit hin prüfen und bei Bedarf richtigstellen. In manchen Fällen werden Definitionen auch *ex novo* erstellt. In der Regel erfolgt all dies in der Muttersprache der Fachperson. Sollte diese jedoch sowohl Ausgangssprache als auch Zielsprache beherrschen, kann sie auch zur Äquivalenzüberprüfung herangezogen werden, d. h. sie muss prüfen, ob die Termini in der Ausgangssprache und in der Zielsprache sich auf denselben Begriff beziehen. Im Zuge der Revisionstätigkeit sind Fachleute sowohl in Projekten zur Erstellung von Rechtswörterbüchern als auch anderer

terminologischer Produkte (z. B. Glossare, terminologische Datenbanken) mehr oder minder integriert. Auch bei der Übersetzung des *acquis communautaire* durch Beitrittskandidaten spielt die Revision der Terminologie durch Rechtsfachleute hinsichtlich ihres korrekten und konsistenten Gebrauchs eine große Rolle (vgl. Lušický & Wissik, 2015), wobei deren Entscheidungen in der Folge auch in den Terminologiesammlungen ihren Niederschlag finden.

[W]ir machen auch Fehler und die [Revisoren] sagen dann: „Guck mal, wir haben das und das geändert“. (INT 2)

Weiter ist die inhaltliche Revision des Terminologiebestands in Institutionen, die in mehrsprachige Rechtssetzung und Rechtsprechung eingebunden sind, unabdingbar.

### 3.3 Teilnahme an Normungsausschüssen

Es gibt nicht nur die Sachnormung, d. h. die Festlegung der Anforderungen von Produkten, Prozessen und Dienstleistungen, sondern auch die Terminologienormung. Diese begleitet sozusagen die Sachnormung, „um die widerspruchsfreie Kommunikation zwischen den Fachleuten sicherzustellen“ (RaDT, 2015, S. 8). Unter Terminologienormung versteht man die „Normung von Begriffen und ihren Benennungen sowie von Begriffssystemen durch autorisierte und dafür fachlich, sprachlich und methodisch qualifizierte Gremien mit dem Ziel, terminologische Normen zu schaffen“ (DIN 2342: 2011), um die einheitliche Verwendung von Fachwörtern in Unternehmen, Institutionen und anderen Organisationen zu gewährleisten.

Die Terminologienormung gehört zur präskriptiven Terminologearbeit, die dazu dient, nicht wie in der deskriptiven Terminologearbeit den aktuellen Sprachstand zu erfassen, sondern einen bestimmten Sprachgebrauch zu empfehlen bzw. verbindlich festzulegen. Dies muss nicht unbedingt in Normungsausschüssen von Organisationen (z. B. DIN oder ISO) erfolgen, sondern kann auch in einem unternehmens- bzw. organisationsinternen Gremium geschehen und demzufolge auch nur innerhalb des Unternehmens oder der Organisation bindend gelten (vgl. Arntz, Picht, & Schmitz, 2014).

Die Arbeit der Mitglieder solcher Normungsausschüsse und Gremien kann sehr vielfältig sein und umfasst nicht nur die verbindliche Festlegung der Terminologie, d. h. die Normung. Es gibt sehr viele Schritte bis dorthin, an denen Fachleute beteiligt sind. Zum einen sind diese meist die Initiatoren von Normungsvorschlägen:

En primer lloc, s'ha de tenir present que, sovint, les propostes de normalització terminològica parteixen de la iniciativa dels especialistes, que són les persones que poden identificar amb més exactitud quins conceptes estan en procés de consolidació, o en quins casos hi ha vacil·lacions formals que poden justificar una intervenció normalitzadora. (TERMCAT, 2006, S. 23)

Fachpersonen können daher zu normierende Termini vorschlagen. Es ist aber auch möglich, dass Fachleute eine vom Terminologieteam erarbeitete Liste von Termini bearbeiten, indem sie Termini streichen oder ergänzen. Sie können die Definitionen zu den ausgewählten Termini selbst formulieren oder die von Terminologinnen und Terminologen erarbeiteten Definitionen überprüfen. Dies erfolgt meist in ihrer Muttersprache. Weiter können sie Benennungsvorschläge vorbringen oder vom Terminologieteam bereits eingereichte Vorschläge überprüfen und validieren.

Es gibt z. B. in Irland und Belgien solche Normungsausschüsse: Das irische Terminologiekomitee An Coiste Téarmaíochta hat zur Aufgabe, irische Terminologie auszuarbeiten, festzulegen und bereitzustellen, auch im Bereich der Rechtsterminologie. Das

Terminologiekomitee besteht aus 20 Mitgliedern, die terminologische Grundsätze beschließen und die Aufsicht über die Arbeit der Unterkomitees führen, in denen die jeweiligen Fachleute die fachspezifische Terminologie ausarbeiten (Foras na Gaeilge, 2016). In Belgien gibt es den Ausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die deutsche Rechtsterminologie, dessen Aufgabe es ist, eine eigene, offizielle und verbindliche deutsche Rechtsterminologie für Belgien zur Verwendung in der Rechtssetzung und Rechtsprechung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu schaffen (DG Belgien, 2015). Die Mitglieder des Terminologieausschusses müssen entweder über ein „Masterdiplom in Rechtswissenschaften oder einen äquivalenten Studienabschluss“ verfügen oder „vertiefte linguistische Kenntnisse der deutschen Sprache“ nachweisen können (Dekret zur Regelung der Rechtsterminologie in Deutscher Sprache, 2009).

#### 4. Anforderungen an die Zusammenarbeit

Ein Aspekt, der in den Interviews immer wieder angesprochen wurde, ist die Zusammenarbeit mit Fachpersonen, insbesondere im Bereich der Rechtsterminologie. Es wird klar, dass manche Terminologiestructuren über Mangel an Fachberatung klagen, andere hingegen eher Schwierigkeiten in der Arbeitsorganisation und in einem effizienten Ablauf des Arbeitsworkflows haben. In der Folge werden die häufigsten Anforderungen und Anliegen zusammengefasst und durch Zitate aus den Interviews veranschaulicht.

##### 4.1 Mangel an Fachleuten

Viele Terminologiezentren beklagen den allgemeinen Mangel an Fachleuten, die mit ihnen zusammenarbeiten könnten.

Es mag einfacher oder schwieriger sein, Experten zu finden, und je nach Art – ich meine, wenn es sich um Kfz-Technik handelt, beispielsweise, da denke ich, muss man dann tatsächlich einen Fachmann in dem Bereich haben, und da wird es so viele nicht geben [...]. (INT 9)

Im rechtlichen Bereich gelten Fachleute als besonders wertvoll und notwendig.

Vielleicht ein bisschen schwieriger mag es sein im Rechtsbereich, weil da vielleicht die Gefahr ein bisschen größer ist, dass bei den Begriffen eben eine Differenz bestehen könnte zwischen dem [...] Begriff, der im Mitgliedstaat verwendet wird, und dann auf EU-Ebene verwendet wird..., dass man da ein bisschen vorsichtiger sein muss. (INT 9)

In manchen Fachgebieten ist der Mangel besonders akut.

Hydrologie ist jetzt wirklich so ein... [schwieriges Fachgebiet]. Wir waren natürlich extrem auf die Experten angewiesen. (INT 10)

Vor allem in weniger verbreiteten Sprachen (z. B. Maltesisch, Estnisch) und in Minderheitensprachen (z. B. Rätoromanisch) ist es schwierig, kompetente Fachleute zu finden.

Das Problem ist natürlich: Wenn die schon Schwierigkeit haben, die englische Liste zu validieren, dann ist es extrem schwierig, einen Malteser zu finden, der gerade, auch wenn es den in der [Name der Organisation] gäbe, der dann auch Zeit hat, sich das anzuschauen, und der darüber hinaus auch irgendwo so ein bisschen den Sinn für und Verständnis für Terminologie hat oder auch einfach nur für Sprache. (INT 5)

[W]ir versuchen dann immer, eine Expertengruppe zu bilden [...] beim Start eines Projektes, und dann mit einem Experten pro Sprache. Schwierig ist es für Italienisch, geschweige denn für Rätoromanisch. (INT 12)

## 4.2 Schwierigkeiten bei der Suche nach Fachleuten

Es besteht für viele Terminologieteams die Schwierigkeit, den Kontakt mit Fachpersonen überhaupt aufzubauen und aufrecht zu erhalten.

[E]in Projekt ist: Unsere Kollegen an den arabischen Auslandsvertretungen einmal zu organisieren, dass die einmal ein Netzwerk aufbauen. [...] [D]a sitzen die Fachleute. (INT 4)

[W]e have an Excel file where we keep all the contacts [of our experts]. We are trying to keep that alive. (INT 13)

Die Kontaktaufnahme erfolgt oft auf Umwegen, über persönliche Bekanntschaften und mit großem Zeitaufwand.

Bei uns ist es sehr viel Persönliches: Der Herr Soundso kennt jemand[en], hat bei dem und dem Professor studiert, der Experte in dem und dem Bereich ist und deshalb kann man den auch mal anrufen. Und wenn man dann sagt: „Ach, kannst du die Nummer auch irgendwie anderen Kollegen zur Verfügung stellen?“ – „Na, das ist ein alter Freund von mir, und wenn ich den anrufe, ist es okay, aber wenn den jetzt jeder anruft, [...] dann nicht mehr“. (INT 5)

## 4.3 Unzulängliche Verfügbarkeit der Fachleute

Ein großes Anliegen aller Terminologiedienste ist die regelmäßige, offizielle und langfristige Verfügbarkeit kompetenter Fachleute. Diese werden viel zu oft nur auf freiwilliger Basis in den Terminologieworkflow involviert, daher kann man natürlich selten kurzfristige Termine setzen.

Also Projekte sind bei uns nichts Kurzfristiges. Terminologieprojekte. Es ist eher mittelfristig ausgelegt, genau deshalb. Auch weil die Experten, die kann man ja auch nicht... Man möchte ja was von den Experten. Also kann man ihnen nicht irgendwelche unsinnigen Termine ansetzen. Nein, nein. Es geht dann schon so nach dem Motto, wenn man dann Zeit hat, dann macht man es. (INT 10)

Die Unterstützung und Beratung bei terminologischen Fragen ist oft eine Mehrarbeit für Fachleute, die sie neben ihren Haupttätigkeiten noch zusätzlich erfüllen, daher gilt diese natürlich nicht als prioritär.

We have to [...] reach more offices... but they are so overwhelmed that they would put that [the revision of terminology] the last. (INT 13)

## 4.4 Schwierigkeiten bei der Zusammenarbeit mit Fachleuten

Die Zusammenarbeit mit Fachpersonen liefert nicht durchwegs nützliche Informationen für die Terminologearbeit. Aufgrund unterschiedlicher Zielsetzungen im Arbeitsalltag, verschiedener Arbeitsmethoden u. Ä. kann es passieren, dass die gelieferten Fachkenntnisse in den terminologischen Einträgen nicht aufgenommen werden.

Wenn sie da irgendwelche Kommentare machen mit Sachen, die da zu spezifisch sind, dann übernehmen wir halt das Ganze nicht, und sonst, wenn wir finden, das ist gut, dann übernehmen wir es. (INT 11)

Genau deshalb kann sich die Zusammenarbeit mit Rechtsfachleuten als eine besondere Herausforderung erweisen.

Also, für mich [...] ist oft schwierig, die Diskussion dann wirklich auf dieses Allgemeine zu führen oder dem eine Richtung zu geben, weil die Juristen sich gerne, sagen wir einmal,

in diese komplizierten Gedankengänge reinsteigern und es schwierig ist, diese wieder auf diese terminologische Region zurückzuziehen. (INT 14)

Man muss sich mit ihnen oft zuerst auf theoretische und methodische Grundlagen einigen.

[S]chwierig war es am Anfang mit den Juristen des [Name der Organisation], [...], weil die mir sag[t]en: „Wir definieren eben diesen Begriff aufgrund des Artikels soundso. [...] Und dann hatte ich eine gewisse Zeit, bis sie überhaupt gemerkt haben, wie unsere Definitionen zustande kommen.“ (INT 12)

#### 4.5 Herausforderungen bei Informationssammlung und -management

Die Suche nach zuverlässigen Informationen ist ein wichtiges Anliegen aller Terminologiedienste, bei der die Fachpersonen eine entscheidende Hilfestellung leisten können.

[W]enn man anfängt mit Recherchen, dann weiß man nie, wo es hinläuft, dann... sitzt man vor dem leeren Blatt, sozusagen, und kuckt schon mal, versucht mal hier und versucht mal da, und es ist nicht immer von Erfolg gekrönt, was man macht. Deswegen ist es manchmal ein bisschen frustrierend; und wenn man dann eben diese Experten hätte, das wäre doch sehr schön und viel fundierter, was man machen könnte. (INT 14)

Besonders oft wird die Schwierigkeit thematisiert, nützliches Material zu archivieren, wie z. B. die Begründungen für bestimmte Entscheidungen der Fachleute langfristig und nachvollziehbar zu speichern. Tools wie Wikis können dabei Abhilfe schaffen und ein langfristiges Speichern von Informationen ermöglichen.

Whenever there is a committee or we have to share with experts from outside, either we work within a regular committee and we sit around a table and all that, or, more and more, we are working with a wiki tool, a collaboration tool. [...] [S]o from now on, people are working through wiki, I mean, electronically. (INT 17)

#### 4.6 Ungeeignete technische Unterstützung der Zusammenarbeit mit Fachleuten

Die Zusammenarbeit mit Fachpersonen ist zeitintensiv und bedarf technischer Unterstützung, wobei in diesem Bereich ein klares Bedürfnis nach besseren Tools besteht. Insbesondere besteht der Wunsch nach Unterstützung der Diskussions- und Entscheidungsfindungsprozesse, an denen Rechtsfachleute beteiligt sind.

Was uns vielleicht fehlt momentan, ist so dieses Kommunikations-..., diese Plattform, so... zu kommunizieren. [...] Es gibt auch so ein paar Sachen [...] in den Tools, die man heute so hat, einfach ein paar so Funktionalitäten, die fehlen uns. Dass man einfach sagt [...] okay, ich hätte nicht nur gern einen Eintrag, sondern wirklich vielleicht auch so ein Diskussionsforum, das dranhängt. [...] [V]ielleicht muss man das nicht in der gleichen Datenbank haben, aber zumindest so... dieser Link zwischen meinem Eintrag und dem Entscheidungsfindungsprozess, so was ist dann schon [wünschenswert]. (INT 5)

### 5. Empfehlungen für die Zusammenarbeit

Aus den Anforderungen der interviewten Verantwortlichen für Terminologearbeit und -management lassen sich eine Reihe von Empfehlungen zur Optimierung der Zusammenarbeit der Terminologinnen und Terminologen mit den Fachleuten ableiten. Diese sollte sich, wo möglich, als regelrechte Kollaboration und nicht wie in der Praxis oft als Kooperation gestalten. Natürlich sind viele der hier vorgestellten Empfehlungen aus organisatorischen oder finanziellen Gründen nicht immer umsetzbar. Es scheint dennoch nützlich, die aus der

Arbeitspraxis entstammenden Wünsche der Terminologiedienste hier zusammenzufassen, um bei den kompetenten Stellen ein Bewusstsein für die Anforderungen der Zusammenarbeit zu schaffen.

### **5.1 Offizielle Einbindung der Fachleute in den Terminologieworkflow**

Fachleute sollten einen formalen Beratungs- bzw. Kooperationsauftrag erhalten, damit ihre Arbeit nicht zu einem mühevoll zu bewältigenden Zusatzaufwand wird. Außerdem sollte man, wenn möglich, eine angemessene Anzahl von Fachpersonen vorsehen (Zanon, 2008). Eines der größten Probleme bei der Erstellung der kroatischen EU-Terminologiedatenbank Euroterm war beispielsweise „the inadequate number of experts assigned to this important task“ (Bratanić, 2009, S. 239). Die Möglichkeit, auf mehrere Fachpersonen zurückzugreifen, hat auch den Vorteil, dass man sie bei Bedarf zum selben Problem zugleich zu Rate ziehen kann, um so eine interne Kontrolle und einen breiten Konsens zu den Ergebnissen zu gewährleisten (Bajčić, 2009).

### **5.2 Einbindung der Fachleute in allen Phasen des Terminologieworkflows**

Fachpersonen sollten bereits von Anfang an in den Terminologieworkflow eingebunden werden, da sie in jeder Phase einen nützlichen Beitrag leisten können. Im Idealfall sind Fachleute von Beginn an Teil des Arbeitsteams (Cerrella Bauer, 2015). Auf jeden Fall ist es wichtig, bei jedem Terminologieprojekt regelmäßige Treffen mit den Fachleuten zu organisieren, wie es manche vorbildhafte Terminologie- und Übersetzungsprojekte geplant haben (vgl. u. a. Bajčić, 2009; Scarpa, Peruzzo, & Pontrandolfo, 2014). Etwaige Fragen können so bereits frühzeitig erkannt und geklärt werden, nicht erst in der Revisionsphase.

### **5.3 Aufklärung der Fachleute über Ziel und Methoden der Terminologearbeit**

Sandrini & Mayer (2008, S. 23) unterstreichen, dass „Voraussetzung für jede Art von Kooperation [...] eine gemeinsame Basis an grundlegendem Wissen und ein – zumindest minimaler – Konsens über Methoden und Inhalte [ist]“. Die Zielsetzungen der Terminologinnen und Terminologen unterscheiden sich in der Regel von denen der Fachleute. Beispielsweise wird im Bereich Recht oft unterstrichen, wie sich die Interessen der Komparativistinnen und Komparativisten, deren Methoden bei der Rechtsterminologie und -übersetzung eingesetzt werden, prinzipiell von denen der Linguistinnen und Linguisten unterscheiden (vgl. Arntz, 2001; Engberg, 2015; Sandrini, 1996). Daher ist eine Einführung der Fachleute in die Zielsetzungen und Methoden der Terminologearbeit extrem nützlich, um ihren Informationsinput gezielt zu fokussieren und ihnen klare Arbeitsrichtlinien zu geben (vgl. Chiochetti, Heinisch-Obermoser et al., 2013).

### **5.4 Einführung der Fachleute in ihre spezifischen Aufgaben und in den institutionenspezifischen Terminologieworkflow**

Aus obengenannten Gründen sind für Fachleute eine Aufklärung und genaue Anweisungen hinsichtlich dessen, was von ihnen erwartet wird, äußerst wichtig und zielführend. In der Revisionsphase ist es zum Beispiel erfahrungsgemäß ratsam, eine detaillierte Checkliste zu erstellen mit Angabe der einzelnen Punkte oder Aspekte, die überprüft werden sollten (z. B. Kontrolle der Definition einschließlich dessen, ob sie für das behandelte Fachgebiet passend ist, Überprüfung der Synonyme nach bestimmten Kriterien), wie es einige interviewte Terminologiedienste bereits machen (vgl. z. B. RaDT, 2013).

Es sollte klar definiert sein, wem die Organisation und Koordination der Zusammenarbeit obliegt, z. B. den Terminologie-Managerinnen und -Managern (Prieto Ramos, 2014). Aus konkreten Beispielen bei der kollaborativen Produktion von Terminologie wird ersichtlich, dass eine genaue Spezifikation des Arbeitsablaufs für eine effiziente und reibungslose Zusammenarbeit sehr wichtig ist (vgl. Leroi, 2013).

### **5.5 Einsatz bzw. Entwicklung von computergestützten Tools zur kollaborativen Zusammenarbeit bei der Erstellung von terminologischen Ressourcen**

Kooperative Arbeitsweisen und kollektive Inhaltsproduktion führen oft zu besseren Ergebnissen. Insbesondere bei geografisch verteilten Teams erhöht sich dadurch aber der Abstimmungsbedarf zwischen den einzelnen Mitgliedern. Das Internet ist schon lange ein Werkzeug des kooperativen und kollaborativen Erarbeitens von Inhalten, dessen Potenzial für die kollaborative Terminologearbeit und für die Zusammenarbeit zwischen unterschiedlichen, in den Terminologieworkflow involvierten Rollen jedoch bei weitem noch nicht ausgeschöpft zu sein scheint (vgl. Sandrini & Mayer, 2008). Viele der interviewten Terminologiedienste, insbesondere die größeren Teams, wünschen sich daher neben den aktuell verfügbaren noch bessere, schnellere, einfachere und integrierte Tools für die kollaborative Erarbeitung und den Austausch von Terminologie sowie für die Verwaltung externer Informationen vonseiten der Fachleute, Mitglieder von Normungsausschüssen, Nutzergruppen u. Ä. In diesem Bereich besteht noch ein großer (technischer) Entwicklungsbedarf.

### **5.6 Schaffung von interdisziplinären Netzwerken**

Um den Schwierigkeiten bei der Suche nach Fachleuten und der Kontaktaufnahme mit ihnen entgegenzuwirken, haben viele Terminologiedienste interne Kontaktlisten erstellt. Ein besonders erfolgreiches und erwähnenswertes Beispiel ist das Netzwerk italienischsprachiger Fachleute, das die italienische Generaldirektion Übersetzung der Europäischen Kommission in den letzten zehn Jahren aufgebaut hat. Mitglieder des *Rete di Eccellenza dell'Italiano istituzionale (REI)* sind Vertreterinnen und Vertreter der Sprachendienste der europäischen Institutionen sowie der italienischen und Schweizer öffentlichen Verwaltung, Lehrende an verschiedenen Universitäten, Mitglieder von Normungsausschüssen, Terminologie- und Übersetzerverbänden u. Ä. Ziel des Netzwerks ist es, die Qualität der Texte der öffentlichen Verwaltung und anderer öffentlicher Einrichtungen auf nationaler und übernationaler Ebene zu verbessern (EU, 2016). Es hat sich für die Terminologiedienste auf EU-Ebene auch als sehr gute Methode erwiesen, relativ einfach italienischsprachige Fachpersonen für bestimmte Sach- und Fachbereiche zu finden und zu kontaktieren.

## **6. Schlussbemerkungen**

Im vorliegenden Beitrag wurde die in der Theorie viel zitierte Zusammenarbeit der Terminologinnen und Terminologen mit den Fachleuten aus der Sicht der Praxis beleuchtet. Die Auswertungen der leitfadengestützten Interviews haben gezeigt, dass die Zusammenarbeit sehr vielschichtig ist und dass die Funktionen und Aufgaben der Fachpersonen sehr mannigfaltig sind. Es wurde aber auch ersichtlich, dass die Zusammenarbeit nicht immer wie theoretisch skizziert abläuft. Aus den Anforderungen vonseiten der Terminologinnen und Terminologen konnten Empfehlungen für die Optimierung der Zusammenarbeit abgeleitet werden.

Von einer gut organisierten, reibungslosen Zusammenarbeit mit Fachleuten können alle Beteiligten profitieren: Das sind zum einen die Personen, die Terminologieprodukte produzieren, zum anderen die entsprechenden Nutzergruppen. Dazu gehören oft die Fachleute selbst, da sie oft diejenigen sind, die Terminologieressourcen konsultieren und die Terminologie in ihrem Arbeitsalltag verwenden. Im Bereich Recht kann der Bedarf nach Terminologie in Zukunft noch stark zunehmen, u. a. ausgelöst durch die zunehmende Internationalisierung des Handels, die globale Auswirkung von Konflikten, Migration, engere Beziehungen zwischen Staaten, Harmonisierungsansätze bestimmter Rechtsbereiche usw. (vgl. Sandrini & Mayer, 2008). Rechtsterminologische Ressourcen können diese Prozesse optimal unterstützen, wobei es jedoch einer zunehmenden Integration von Rechtsfachleuten in den gesamten Terminologieworkflow bedarf, damit jene konstant aktualisiert werden und einen qualitativ hohen Standard aufweisen können.

## 7. Bibliographie

- Arntz, R. (2001). *Fachbezogene Mehrsprachigkeit in Recht und Technik*. Hildesheim: Olms.
- Arntz, R., Picht, H., & Schmitz, K.-D. (2014). *Einführung in die Terminologearbeit* (7. Aufl.). Hildesheim: Olms.
- Bajčić, M. (2009). The search for Croatian equivalents for EU terms in competition law. In S. Šarčević (Hrsg.), *Legal language in action: Translation, terminology, drafting and procedural issues* (S. 215-231). Zagreb: Nakladni zavod Globus.
- Bowker, L. (2015). Terminology and translation. In H. J. Kockaert & F. Steurs (Hrsg.), *Handbook of terminology* (S. 304-323). Amsterdam: Benjamins.
- Bratanić, M. (2009). Croatian Eutoterm – the case for national and EU harmonization in the field of law. In S. Šarčević (Hrsg.), *Legal language in action: Translation, terminology, drafting and procedural issues* (S. 233-260). Zagreb: Nakladni zavod Globus.
- Cerrella Bauer, S. (2015). Managing terminology projects. In H. J. Kockaert & F. Steurs (Hrsg.), *Handbook of terminology* (S. 324-340). Amsterdam: Benjamins.
- Chiochetti, E., & Ralli, N. (2014). Experts and terminologists: Exchanging roles in the elaboration of the terminological dictionary of the Brenner Base Tunnel (BBT). In A. Abel, C. Vettori, & N. Ralli (Hrsg.), *Proceedings of the XVI EURALEX International Congress: The User in Focus* (S. 609-620). Bozen: EURAC.
- Chiochetti, E., Heinisch-Obermoser, B., Löckinger, G., Lušický, V., Ralli, N., Stanizzi, I., & Wissik, T. (2013). *Guidelines for collaborative legal/administrative terminology work*. Bozen: EURAC.
- Chiochetti, E., Ralli, N., Wissik, T., & Lušický, V. (2013). Spanning bridges between theory and practice: Terminology workflow in the legal and administrative domain. *Comparative Legilinguistics*, 16, 7-22.
- Contreras-Blanco, F., & Rico-Pérez, C. (2013). Aplicaciones terminológicas en el entorno tiki wiki: muestreo de terminología científica extraída del proyecto Humanterm. *Panace@*, 14(38), 212-221.
- de Groot, G.-R. (1999a). Das Übersetzen juristischer Terminologie. In G.-R. de Groot & R. Schulze (Hrsg.), *Recht und Übersetzen* (S. 11-46). Baden-Baden: Nomos.
- de Groot, G.-R. (1999b). Zweisprachige juristische Wörterbücher. In P. Sandrini (Hrsg.), *Übersetzen von Rechtstexten. Fachkommunikation im Spannungsfeld zwischen Rechtsordnung und Sprache* (S. 203-227). Tübingen: Narr.
- de Groot, G.-R. (2002). Rechtsvergleichung als Kerntätigkeit bei der Übersetzung juristischer Terminologie. In U. Haß-Zumkehr (Hrsg.), *Sprache und Recht* (S. 222-239). Berlin: de Gruyter.
- Dekret zur Regelung der Rechtsterminologie in Deutscher Sprache. (2009). Abgerufen am 27. Mai 2016, [http://www.rechtsterminologie.be/PortalData/30/Resources/dokumente/rechtliche\\_grundlagen/Dekret\\_Regelung\\_Rechtsterminologie\\_2009.01.19.pdf](http://www.rechtsterminologie.be/PortalData/30/Resources/dokumente/rechtliche_grundlagen/Dekret_Regelung_Rechtsterminologie_2009.01.19.pdf)
- DG Belgien – Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens. (2015). Ausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die deutsche Rechtsterminologie. Abgerufen am 10. Juni 2016, <http://www.rechtsterminologie.be/home/ausschuss/was-tut-der-terminologieausschuss/Ausschuss-der-Deutschsprachigen-Gemeinschaft-fuer-die-deutsche-Rechtsterminologie.aspx>
- DIN 2342:2011. Begriffe der Terminologielehre. Berlin: Beuth.
- Dobrina, C. (2015). Getting to the core of a terminological project. In H. J. Kockaert & F. Steurs (Hrsg.), *Handbook of terminology* (S. 180-199). Amsterdam: Benjamins.
- Drame, A. (2015). The social and organizational context of terminology work. In H. J. Kockaert & F. Steurs (Hrsg.), *Handbook of terminology* (S. 507-519). Amsterdam: Benjamins.

- Engberg, J. (2015) Comparative law for translation. In A. Borja Albi & F. Prieto Ramos (Hrsg.), *Legal translation in context. Professional issues and prospects* (S. 181-202). Bern: Lang.
- EU – Europäische Union. (2016). Rete per l'eccellenza dell'italiano istituzionale. Abgerufen am 10. Juni 2016, [http://ec.europa.eu/translation/italian/rei/index\\_it.htm](http://ec.europa.eu/translation/italian/rei/index_it.htm)
- Foras na Gaeilge. (2016). The Terminology Committee. Abgerufen am 10. Juni 2016, <http://www.gaeilge.ie/about-foras-na-gaeilge/terminology-committee/?lang=en>
- Gruntar Jermol, A. (2009). Rechtstexte übersetzen – leicht gemacht? Oder: Wie schnell kann man sich beim Übersetzen juristischer Texte verlaufen. *Terminology*, 15(2), 214-231.
- ISO 17100:2015. Translation services – Requirements for translation services. Genf: International Standardization Organisation.
- Kozar, O. (2010). Towards better group work: Seeing the difference between cooperation and collaboration. *English Teaching Forum*, 48(2), 16-23.
- Kudashev, I. (2013). *Quality assurance in terminology management: Recommendations from the Termfactory Project*. Helsinki: Unigrafia.
- Küdes – Konferenz der Übersetzungsdienste Europäischer Staaten, Arbeitsgruppe Terminologie und Dokumentation. (2002). *Empfehlungen für die Terminologiearbeit* (2. Auf.). Bern: Schweizerische Bundeskanzlei.
- Leroi, M.-V. (2013). Linked heritage: A collaborative terminology management platform for a network of multilingual thesauri and controlled vocabularies. *JLIS.it*, 4(1), 201-211.
- Lušicky, L., & Wissik, T. (2015). *Procedural manual on terminology. Translation-oriented terminology work*. Skopje: Secretariat for European Affairs.
- Meuser, M., & Nagel, U. (1991). ExpertInneninterviews – vielfach erprobt, wenig bedacht. In D. Gerz & K. Kraimer (Hrsg.), *Qualitativ-empirische Sozialforschung. Konzepte, Methoden, Analysen* (S. 441-471). Opladen: Westdeutscher Verlag.
- Prieto Ramos, F. (2014). Parameters for problem-solving in legal translation: Implications for legal lexicography and institutional terminology management. In L. Cheng, K. K. Sin, & A. Wagner (Hrsg.), *The Ashgate handbook of legal translation* (S. 121-134). Farnham: Ashgate.
- RaDT – Rat für Deutschsprachige Terminologie. (2013). Terminologisches Basiswissen für Fachleute. Abgerufen am 10. Juni 2016, [http://radt.org/images/veroeffentlichungen/Basiswissen%20-RaDT2013-16s\\_ebook.pdf](http://radt.org/images/veroeffentlichungen/Basiswissen%20-RaDT2013-16s_ebook.pdf)
- RaDT – Rat für Deutschsprachige Terminologie. (2015). Terminologie. Grundlage für Fachkommunikation, Fachinformation, Fachwissen. Abgerufen am 10. Juni 2016, [http://radt.org/images/veroeffentlichungen/Terminologiebroschuere\\_NEU2015.pdf](http://radt.org/images/veroeffentlichungen/Terminologiebroschuere_NEU2015.pdf)
- Rico, C. (2013). From hacker spirit to collaborative terminology: Resourcefulness in humanitarian work. *Translation Spaces*, 2(1), 19-36.
- Roschelle, J., & Teasley, S. (1995). The construction of shared knowledge in collaborative problem solving. In C. E. O'Malley (Hrsg.), *Computer supported collaborative learning* (S. 69-97). Heidelberg: Springer.
- Sandrini, P. (1996). *Terminologiearbeit im Recht: Deskriptiver begriffsorientierter Ansatz vom Standpunkt des Übersetzers*. Wien: TermNet.
- Sandrini, P., & Mayer, F. (2008). Neue Formen der Fachkommunikation oder alter Wein in neuen Schläuchen? In F. Mayer & K.-D. Schmitz (Hrsg.), *Akten des Symposions, Mannheim, 18.-19. April 2008* (S. 17-28). Köln: Deutscher Terminologie-Tag.
- Šarčević, S. (1997). *New approach to legal translation*. Den Haag: Kluwer Law International.
- Šarčević, S., & Robertson, C. (2015). The work of lawyer-linguists in the EU institutions. In A. Borja Albi & F. Prieto Ramos (Hrsg.), *Legal translation in context. Professional issues and prospects* (S. 181-202). Bern: Lang.
- Scarpa, F., Peruzzo, K., & Pontrandolfo, G. (2014). Methodological, terminological and phraseological challenges in the translation into English of the Italian code of criminal procedure. In M. Gialuz, L. Lupária, & F. Scarpa (Hrsg.), *The Italian code of criminal procedure. Critical essays and English translation* (S. 53-80). Padua: CEDAM.
- Simmen, F. (2008). UEFATerm: Praxiswörterbuch Fußball als kollaboratives Terminologieprojekt. In F. Mayer & K.-D. Schmitz (Hrsg.), *Akten des Symposions, Mannheim, 18.-19. April 2008* (S. 101-114). Köln: Deutscher Terminologie-Tag.
- TERMCAT. (2006). *Recerca terminològica. El dossier de normalització*. Barcelona: Eumo Editorial.
- von Buol, B. (2000). *Qualitätsgestützte, kooperative Terminologiearbeit*. Aachen: Shaker.
- Zanon, H. (2008). Zur Problematik der Entwicklung einer deutschen Rechtssprache für Südtirol. Die Normierung durch die paritätische Terminologiekommision. In E. Chiochetti & L. Voltmer (Hrsg.), *Normierung, Harmonisierung und Sprachplanung* (S. 49-59). Bozen: EURAC.



Elena Chiocchetti  
Institut für Angewandte Sprachforschung, Eurac Research  
[elena.chiocchetti@eurac.edu](mailto:elena.chiocchetti@eurac.edu)

**Biographie:** Elena Chiocchetti ist seit 2002 wissenschaftliche Mitarbeiterin am Institut für Angewandte Sprachforschung, Eurac Research, in Bozen. Sie hat an der Universität Triest Übersetzen studiert und ihre Dissertation an der Universität Bologna/Forlì zum Thema mehrsprachiges Wissensmanagement im Unternehmen verfasst. Sie hat wissenschaftliche Erfahrung in den Bereichen mehrsprachiges Wissensmanagement, rechtsvergleichende Terminologearbeit, terminologische Normung/Harmonisierung, Rechtsübersetzung und Revision von Wörterbüchern sowie Fachtexten auf formaler, sprachlicher und terminologischer Ebene. Ihre Forschungs- und Publikationstätigkeiten liegen in den entsprechenden Bereichen.



Tanja Wissik  
Österreichische Akademie der Wissenschaften und Karl-Franzens-Universität Graz  
[tanja.wissik@oeaw.ac.at](mailto:tanja.wissik@oeaw.ac.at)

**Biographie:** Tanja Wissik ist Senior Researcher an der Österreichischen Akademie der Wissenschaften und Lehrende an der Karl-Franzens-Universität Graz. Sie hat Übersetzen, Dolmetschen und Rechtswissenschaften an der Karl-Franzens-Universität studiert und im Bereich Übersetzungswissenschaften an der Universität Wien promoviert. Sie hat langjährige Projekterfahrung in den Bereichen Sprachressourcen, Forschungsinfrastrukturen und Digital Humanities. Ihre Forschungsinteressen umfassen rechtsvergleichende Terminologearbeit, Terminologiemanagement, Sprachressourcen, Sprach- und Übersetzungstechnologien, Prozess- und Workflowforschung sowie Forschungsinfrastrukturen.

Šarčević, Susan (Ed.). (2015). *Language and culture in EU law. Multidisciplinary perspectives*. Farnham: Ashgate. ISBN 9781472428974. EUR 27.

---

## Emerging EU legal culture and its paradoxes

The monograph *Language and culture in EU law*, carefully edited by Susan Šarčević, an eminent scholar in the field of legal translation, is a valuable contribution on European Union (EU) legal translation, focusing specifically on the EU legal culture and its emerging status. As such, it is a perfect complement to other edited volumes on EU legal translation, most notably Pozzo and Jacometti (2006) and Baaij (2012), which have harmonisation as their starting point.

The book is based on papers presented at a conference celebrating Croatia's accession to the EU in 2013. It comprises the editor's introduction, 12 contributions and an index. The contributions are organised into three parts: Part I — Law, language and culture in the EU, Part II – Legal translation in the EU, and Part III – Terms, concepts and court interpreting. Overall, the book offers interdisciplinary perspectives from law, translation studies and terminology, striking a good balance between linguistic and legal contributions and incorporating both insider and outsider perspectives as well as academic and practitioner views.

Part I focuses on the EU legal culture from a legal perspective. The first contribution by Michele **Graziadei** entitled "Law, language and multilingualism in Europe: The call for a new legal culture" discusses the birth of a new European legal culture, focusing on problem areas related to its emerging status, in particular the lack of a uniform set of legal concepts shared throughout Europe. As Graziadei argues, this lack of conceptual uniformity limits the uniformity of EU multilingual legislation (p. 25), leading to a divergent interpretation and application of EU law in the Member States. The next contribution by Colin **Robertson** entitled "EU multilingual law: Interfaces of law, language and culture" offers an insider lawyer-linguist viewpoint on interdependencies of EU law, explaining a complex interplay of procedural, political, linguistic and legal factors which affect EU legislation at two stages in its life cycle — drafting and interpretation. Robertson introduces a useful distinction between the vertical and horizontal linguistic dimension of EU law. The vertical dimension lies *within* a single official language between a legislative text and its predecessors and any future superseding texts (p. 41), related legislation and higher-ranking texts (p. 42), as well as the language of national law (p. 43), also known in translation studies as textual fit (cf. Biel, 2014). The horizontal dimension offers a 'parallel' view — it covers all language versions which are synoptically synchronised through style guides and other reference materials: "The language versions march in step like a row of soldiers, each aiming to convey the same message" (p. 44). The idea of vertical alignment is more frequently referred to within EU institutions as 'multilingual concordance'. Another helpful distinction has been proposed in the thought-provoking contribution by Mattias **Derlén** "A single text or a single meaning: Multilingual interpretation of EU legislation and CJEU case law in national courts", which reveals paradoxes related to EU multilingualism. Derlén distinguishes between two competing approaches to multilingualism — the single meaning approach and the single text approach. The former is connected with

EU legislation, where all language versions are *de jure* authentic (full multilingualism) even though it is possible to identify a *de facto* original (now usually the English version). The latter applies to EU case law where only one language version is deemed by the Court of Justice to be authentic, i.e. a judgment in the language of the case (p. 58, limited multilingualism) — the *de jure* original as opposed to the *de facto* original, the French version, since the judgment is deliberated in French as the procedural language of the Court. Next Derlén provides an informative overview of techniques applied by national courts when they interpret EU law and CJEU case law, amply evidencing an (inconsistent) use of both the single text and single meaning approaches in national contexts, which, as he rightly points out, creates uncertainty as to which language will have a key role in interpretation (p. 70). What I find particularly interesting is Derlén’s observation about the spillover effect between case law and legislation — he argues that the single text approach for case law fosters the same approach for EU legislation since the CJEU deliberates in French and is likely to consult EU legislation in French (“the use of French in the CJEU may enable French to hold on to the perceived position of legislative original”, p. 69). In the final contribution of this section, entitled “Comparative law and the new frontiers of legal translation”, which due to its generality would better fit the initial part of the section or Part III on EU concepts, Barbara **Pozzo** — referring to comparative law — discusses conceptual problems in multilingual law, in particular the lack of uniform legal terminology, “stratification of different meanings” in legal concepts (p. 74), inconsistency of terms within and across language versions of EU legislation, as well as the lack of coherent interpretation theory of EU multilingual texts (p. 83). She next focuses on rationalisation measures, including attempts to elaborate a neutralised language and a Common Frame of Reference (CFR) for fundamental concepts, e.g. *event beyond control* instead of *force majeure*. Pozzo concludes with a shrewd observation that it is naïve to assume that the introduction of neutral neologisms ensures uniform interpretation and application of EU law *per se* since they in fact require constant monitoring to ensure equivalence (p. 84).

Part II shifts the focus to legal translation specifically and contains contributions by both legal and translation scholars. In her contribution “Theoretical aspects of legal translation in the EU: The paradoxical relationship between language, translation and the autonomy of EU law”, Anne Lise **Kjær** continues the topic of paradoxes behind EU translation, focusing on the declared autonomy of EU legal concepts — their ‘semantic independence’ from domestic law. Kjær asks how such autonomous concepts are actually applied in national contexts outside the international discourse community. She argues that “stating autonomy does not automatically result in autonomy” but, on the other hand, it refocuses the European lawyers’ legal discourse and may bring about a change also at the national level (p. 105). Another theoretical discussion is offered by C. J. W. **Baaij**’s chapter “EU Translation and the Burden of Legal Knowledge”, in which he hypothetically applies Schleiermacher’s division of literary translation strategies into domestication (familiarisation) and foreignisation (exteriorisation) in order to determine the degree of legal knowledge and comparative law skills required by translators. Like Schleiermacher, Baaij argues that the two approaches should not be mixed (p. 111) and instead of using both ‘diverging’ approaches concurrently, EU translation should decide on one (p. 119). This view seems too radical to me and it ignores the practical fact that (legal) translation often mixes strategies and techniques at different levels of linguistic organisation, e.g. a partial exteriorisation of terminology but familiarisation at the level of syntax. Baaij concludes with his recommendation for exteriorisation (including “syntactic correspondence”) which “is more likely to succeed in expressing EU law consistently in 24 languages” (p. 119). The next contribution by Annarita **Felici** entitled “Translating EU legislation from a lingua

franca: Advantages and disadvantages” discusses the status and impact of EU English, currently the dominant procedural language of the EU at the expense of French. Felici describes EU English as a “neutral and diplomatic tool” and “a vehicular language with a relatively neutral semantics” (p. 128) under the strong influence of non-native speakers. The final contribution of this section by Ingemar **Strandvik** “On quality in EU multilingual lawmaking” offers an insider perspective on the concept of quality in EU translation and evidences shifts in the EU institutional discourse on quality. Quality is defined through the prism of market standards ISO 9000 and EN 15038: 2006 as a degree to which needs and expectations are met. It is thus a gradable concept — a sum of characteristics “which may need to be ranked in order of priority or may even be contradictory” (p. 142). With this, Strandvik stresses the dynamism and relativity of the concept of quality, which may mean different things to varied actors and stakeholders, e.g. requesters, editors, translators, lawyer-linguists. In addition to fidelity to the source text, quality characteristics also comprise alignment to national legal cultures: “all language versions of a piece of legislation should deviate as little as possible from the target cultures’ drafting conventions” (p. 153). This marks an important shift in the institutional rhetoric on quality.

The final part comprises three chapters on EU terminology and ends with, somewhat surprisingly, a chapter on court interpreting. The first contribution by Jan **Engberg** entitled “Autonomous EU concepts: Fact or fiction?” continues the topic of the declared autonomy of EU concepts (see also Kjær’s chapter), approaching it from the perspective of knowledge mediation and cognitive semantics. He evokes the lenses of culture and interpersonal communication to demonstrate how meaning is conceptualised and how such conceptualisations are intersubjectively shared. Engberg concludes with a convincing observation that conceptual autonomy is ‘an emerging characteristic’ which develops over time: “we learn that known concepts from national law can also acquire a supranational, autonomous meaning over a period of time” (pp. 180-181). The next contribution by Susan **Šarčević** entitled “Basic principles of term formation in the multilingual and multicultural context of EU law” discusses secondary term formation, explaining rules and processes affecting EU terminology, including the double (national and EU) coding of terminology and an emergent status of EU law. Šarčević refers specifically to the translation of the EU *acquis* at the pre-accession stage when translators have to create the equivalents of entire EU terminology in their national language, to which she refers metaphorically as ‘a Herculean undertaking’ (p. 183). The chapter points out the tension between conformity and creativity, that is, whether translators should align a term to other language versions (the former) or to target language conventions and expectations (the latter). The next contribution co-authored by Maja **Bratanić** and Maja **Lončar**, entitled “The myth of EU terminology harmonization on national and EU level”, continues the topic of terminology management in the EU context based on Croatia’s experience, evidencing the lack of consistency, variation and overlooking its causes. The final section by Martina **Bajčić** “The way forward for court interpreting in Europe” discusses court interpreting in the context of the implementation of Directive 2010/64/EU on the Right to Interpretation and Translation in Criminal Proceedings across the Member States. Bajčić discusses different practices as regards the provision of interpreting, interpreter status and training.

The edited volume is a valuable interdisciplinary resource for academics and practitioners hoping to get insight into the interface between law and language in the EU. Its leitmotif is the new legal culture and its emerging formative status. It evidences a number of paradoxes and

tensions inherent in EU legal translation: vertical versus horizontal equivalence, fidelity versus readability, exteriorisation versus domestication, conformity versus creativity, the single meaning versus the single text approach to multilingualism, *de facto* versus *de jure* original, etc. Last but not least, the book confirms that the existing theoretical concepts and frameworks insufficiently address the complexity of multilingual law and its translation.

## Bibliography

- Baaij, C. J. W. (Ed.). (2012). *The role of legal translation in legal harmonization*. Alphen aan den Rijn: Kluwer Law International.
- Biel, Ł. (2014). *Lost in the Eurofog. The textual fit of translated law*. Frankfurt: Peter Lang.
- Pozzo, B., & Jacometti, V. (Eds.). (2006). *Multilingualism and the harmonisation of European law*. Alphen aan den Rijn: Kluwer Law International.



Łucja Biel

University of Warsaw

[l.biel@uw.edu.pl](mailto:l.biel@uw.edu.pl)

Peñaranda López, Antonio (2015). *Proceso penal comparado (España, Francia, Inglaterra, Estados Unidos, Rusia)*. Granada: Comares. ISBN 9788490452585. EUR 24.

---

En la cada vez más consolidada rama de la traducción jurídica han proliferado en los últimos tiempos las voces que se han unido a la reivindicación explícita de los métodos del Derecho Comparado como útil herramienta para la práctica de la traducción y la interpretación jurídicas. Diversos autores, entre los que cabe citar a Arntz (2000/2001), Way (2002), Soriano Barabino (2002, 2016a), Terral (2003), Pommer (2008), Bestué Salinas (2008), Ferran Larraz (2009), Holl (2012), Engberg (2013), Dullion (2014), Vázquez y del Árbol (2014), Stolze (2014) o Holl y Elena (2015), han insistido en poner de manifiesto el potencial que alberga la extrapolación de las técnicas analíticas y contrastivas que utilizan los comparatistas para la propuesta de soluciones de traducción eficaces a partir de una comprensión de la traducción y la interpretación jurídicas como actos de transferencia intercultural. Otros autores han llegado incluso a sugerir que los acercamientos contrastivos del Derecho Comparado permiten combatir las tendencias uniformadoras que acechan a la traducción jurídica (Glanert, 2011, 2014) y superar las limitaciones y sesgos cientifistas de los modelos heredados (Ortega Arjonilla, 2009), un reto que para ciertos estudiosos resulta vital afrontar en la práctica de la traducción jurídica en las sociedades multiculturales de nuestra era asimétricamente globalizada (Vidal, 2013; Megale, 2015).

Este contexto académico en el que se enfatiza, en la línea de autores como Gémar (2002), el Derecho como hecho cultural y culturalmente diferenciado, algo que se hace visible incluso dentro de los confines de una misma lengua (Holl, 2007), así como la dimensión cultural de la traducción jurídica (Martín Ruano, 2005; Gallegos Rosillo, 2007; Soriano Barabino, 2016b), dota de un valor añadido a la inestimable obra publicada en 2015 por Antonio Peñaranda López sobre el proceso penal en España, Francia, Inglaterra, Estados Unidos y Rusia, un volumen que se gestó a raíz de unos cursos sobre proceso penal comparado impartidos por el autor y que corrige y aumenta el volumen titulado *El proceso penal en España, Francia, Inglaterra y Estados Unidos: descripción y terminología*, publicado por la misma editorial en 2011. El autor, que a su formación como jurista suma amplia experiencia como traductor y revisor, y que hace gala a lo largo de las páginas del volumen de una admirable capacidad didáctica, introduce al lector con propósito aclaratorio en las particularidades de los procesos penales de los sistemas jurídicos estudiados, así como en la terminología relativa a las nociones y figuras básicas del proceso penal, los participantes en los distintos actos y los hitos procesales que las distintas legislaciones configuran de determinada forma. La obra es a la vez rica en contenido y detalle, y accesible en su lectura, de suerte que resulta de máxima utilidad para un público amplio: tanto para aquellos aprendices o traductores que han de enfrentarse a encargos de traducción jurídica sin ser especialistas en Derecho como para los juristas que, a pesar de contar con conocimientos expertos, pueden no estar familiarizados con la regulación de estas realidades en otros sistemas, como también para los traductores especializados en el ámbito jurídico, que sin duda agradecerán la sistematicidad del volumen y encontrarán inspiración en él para la búsqueda de soluciones de traducción jurídica tan

rigurosas como eficaces en relación con las necesidades informativas de situaciones traductoras concretas.

En este sentido, la obra de Peñaranda, en la medida en que aclara cómo se imbrican los términos con procedimientos culturalmente definidos y culturalmente dispares, permite encontrar ese difícil equilibrio entre todo lo que sería posible decir y lo que en determinado contexto resulta conveniente añadir u omitir sobre un elemento culturalmente específico; posibilita fraguar, en el ámbito de los procesos penales, esas “traducciones relevantes” que Derrida (2001) definiera como una ecuación siempre contingente entre las máximas a menudo contradictorias entre sí de “propiedad” (soluciones apropiadas, potencialmente aceptables) y la de “cantidad” (informativamente pertinentes en función de la especificidad del contexto y de sus participantes).

En concreto, en el primer capítulo se define el proceso penal desde una perspectiva transcultural. Las explicaciones, que hacen un esfuerzo por acumular términos jurídicos que en muchos casos funcionan como sinónimos contextuales, van intercalando algunas equivalencias asentadas en español, francés, inglés y ruso para conceptos clave. Asimismo, inciden de manera fundamental en las diferencias sustanciales entre las diferentes tradiciones jurídicas, como, por ejemplo, para recalcar las instancias que tienen competencias en la fase de instrucción e investigación en las distintas culturas o el diferente grado de implantación de instituciones como el jurado. Este capítulo revisa asimismo los principios que inspiran el procedimiento penal, para lo cual presta atención tanto a su aceptación uniforme en las distintas culturas como a las variaciones en la forma lingüística que adoptan en diferentes lenguas o incluso en distintas variedades lingüísticas.

El segundo capítulo se adentra en la clasificación de los delitos, ya en virtud de los elementos o derechos contra los que atentan, ya de su gravedad, en tanto en cuanto estas taxonomías frecuentemente sirven de base para establecer en las distintas culturas el recorrido procesal correspondiente y los órganos que son competentes para su enjuiciamiento.

Precisamente a los órganos jurisdiccionales está dedicado el tercer capítulo, que explora el reparto de cometidos entre los distintos eslabones de la jerarquía judicial involucrada en los procesos penales en las distintas culturas. En este sentido, se repasan las denominaciones habituales de los diferentes tipos de agentes que participan en la resolución de las causas penales en los distintos idiomas. La perspectiva contrastiva adoptada en último extremo da iluminadoras claves para proponer equivalencias pertinentes en situaciones de traducción concretas.

Con la misma aproximación, el capítulo cuarto se acerca a las partes y actores que intervienen en el proceso penal, así como a las denominaciones que pueden ir adoptando estos en las distintas fases de dicho proceso en las culturas estudiadas. El capítulo recoge asimismo las variaciones que las reformas legislativas de los países analizados han introducido en la terminología referida a los participantes en el proceso penal, un aspecto que estimula en el traductor profesional o en ciernes la conciencia de que los términos especializados, y por tanto sus equivalencias, son inestables y revisables.

El capítulo quinto se centra en los actos dictados por los órganos jurisdiccionales en las distintas fases del procedimiento, que son examinadas con más detenimiento en los capítulos siguientes. Así, el capítulo sexto se centra en la fase preliminar del proceso penal, en la que, con notables diferencias de procedimiento en los sistemas jurídicos analizados, se aclaran las circunstancias que rodean el delito y la identidad de su autor. Se explican los términos

vinculados a los actores que intervienen y los procedimientos principales que pueden tener lugar en esta etapa. En el capítulo séptimo se repasan los principales hitos de la fase preparatoria, en la que se establece si procede elevar la causa al órgano juzgador. El capítulo octavo revisa la terminología vinculada a la fase de celebración del juicio oral. En primer lugar, se explican las particularidades de su desarrollo en las distintas culturas. Posteriormente se repasa la terminología relativa a las decisiones judiciales con las que concluyen los procesos penales, así como las diferencias en cuanto a la macroestructura de estas en los distintos sistemas. El capítulo noveno presenta una clasificación de los recursos, en algunos de los cuales se centran específicamente los siguientes capítulos: el décimo aborda los recursos extraordinarios ante las máximas instancias jurisdiccionales de las distintas culturas; el undécimo indaga en las particularidades del recurso de revisión.

Estas explicaciones, que refuerzan la idea de que la traducción debe tender necesariamente puentes entre realidades y procedimientos asimétricos, son la antesala de unos útiles glosarios inglés-español, francés-español y ruso-español que, lejos de limitarse a consignar escuetas equivalencias entre términos, son prolijos en explicaciones y matizaciones. En ellas se ofrece información sobre el contexto que suele rodear a los términos, se proporcionan las colocaciones más habituales con las que estos coocurren, se alerta sobre solapamientos con otros vocablos o contra las confusiones que pueden suscitar los falsos amigos y se recogen variantes de uso. De hecho, el último apéndice del volumen presenta una estampa de la variedad presente en el ámbito hispánico, en la medida en que complementa los usos habituales en la Península Ibérica con términos y expresiones utilizados en Argentina, Colombia, Costa Rica, Chile, México, Perú y Venezuela.

En definitiva, lejos de limitarse a la propuesta de equivalentes de traducción estables, la obra trata de situar los términos en su contexto, de manera que facilita al traductor su comprensión dentro de una cadena de procedimientos que difieren en las distintas culturas e incentiva la búsqueda de soluciones de traducción informadas que, en distintas situaciones traductoras, puedan gestionar de manera óptima las asimetrías existentes y responder a unas necesidades informativas siempre específicas. En este sentido, la obra, aparte de ser de incuestionable utilidad, permite explorar en el terreno de la traducción jurídica nuevas vías y posibilidades, que, por ejemplo, cabe alinear con unas agendas de traducción cosmopolitas en las que, tal y como las entiende Bielsa (2015, p. 261), “las diferencias no sean minimizadas o abolidas, sino explotadas productivamente”. En este sentido, la obra de Peñaranda no solo alerta sobre el anisofrismo que separa a los ordenamientos con los que trabaja el traductor jurídico, sino que, de manera clara, su voluntad explicativa predispone a los profesionales de la traducción jurídica a adoptar una actitud igualmente explicativa y negociadora en la búsqueda de soluciones de traducción contextualizadas.

### **Bibliografía**

- Arntz, R. (2000/2001). La traducción jurídica, una disciplina situada entre el derecho comparado y la lingüística contrastiva. *Revista de Lenguas para Fines Específicos*, 7/8, 376-399.
- Bestué Salinas, C. (2008). El método comparativo en la traducción de textos jurídicos. Úsese con precaución. *Sendebarr*, 19, 199-212.
- Bielsa, E. (2015). Cosmopolitismo, alteridad, traducción. *Papers. Revista de Sociología*, 100(3), 261-263.
- Derrida, J. (2001). What is a ‘relevant’ translation (L. Venuti, Trad.). *Critical Inquiry*, invierno, 174-200.
- Dullion, V. (2014). Droit comparé pour traducteurs: de la théorie à la didactique de la traduction juridique. *International Journal for the Semiotics of Law*, 28(1), 91-106.
- Engberg, J. (2013). Comparative law for translation: The key to successful mediation between legal systems. En A. Borja & F. Prieto (eds.), *Legal translation in context. Professional issues and prospects* (pp. 9-26). Berna: Peter Lang.

- Ferran Larraz, E. (2009). La institución desconocida y la intraducibilidad. Paralelismo entre el derecho comparado y la traducción jurídica frente a la intraducibilidad. *Meta*, 52(2), 295-308.
- Gallegos Rosillo, J. A. (2007). La traducción jurídica: didáctica e implicaciones culturales. En J. A. Gallegos Rosillo & H. Benz Busch (eds.), *Traducción y cultura. El papel de la cultura en la comprensión del texto original* (pp. 199-246). Málaga: Encasa.
- Gémar, J. C. (2002). Le plus et le moins-disant culturel du texte juridique. Langue, culture et équivalence. *Meta*, 47(2), 163-176.
- Glanert, S. (2011). *De la traductibilité du droit*. París: Dalloz.
- Glanert, S. (ed.). (2014). *Comparative law: Engaging translation*. Londres: Routledge.
- Holl, I., & Elena, P. (2015). Análisis textual y jurídico comparado para la traducción: el caso de las capitulaciones matrimoniales alemanas y españolas. *Meta*, 60(3), 494-517.
- Holl, I. (2007). Análisis de una sentencia de divorcio alemana: aspectos jurídicos y textuales. En B. Santana, S. Roiss, & M. A. Recio, (eds.), *Puente entre dos mundos: últimas tendencias en la investigación traductológica alemán-español* (pp. 190-200). Ediciones Universidad de Salamanca.
- Holl, I. (2012). Técnicas para la traducción jurídica: revisión de diferentes propuestas, últimas tendencias. *Hermeneus*, 14, 191-216.
- Martín Ruano, M. R. (2005). La transmisión de la cultura en traducción jurídica: nuevas estrategias, éticas alternativas. En M. G. Torres & M. A. Bugnot (eds.), *Traducción y cultura. El referente cultural en la comunicación especializada* (pp. 161-200). Málaga: Encasa.
- Megale, F. (2015). Mondialisation et traduction juridique: nouveaux parcours de recherche. *International Journal for the Semiotics of Law*, 28, 31-52.
- Ortega Arjonilla, E. (2009). La 'conceptualización', el 'efecto dominó' y el 'sesgo cientificista' en la traducción jurídica institucional. En H. Campbell & J. Baigorri (eds.), *Reflexiones sobre la traducción jurídica/Reflections on Legal Translation* (pp. 109-124). Granada: Comares.
- Pommer, S. E. (2008). Translation as intercultural transfer: The case of law. *SKASE*, 3(1), 17-21.
- Soriano Barabino, G. (2002). Incongruencia terminológica y equivalencia funcional en traducción jurídica: la guarda de menores en España e Inglaterra y el País de Gales. *Puentes*, 2, 53-60.
- Soriano Barabino, G. (2016a). *Comparative law for legal translators*. Berna: Lang.
- Soriano Barabino, G. (2016b). La traducción de los órganos jurisdiccionales franceses en tanto que instituciones culturales. *Revista de Llengua i Dret/Journal of Language and Law*, 66, 172-188.
- Stolze, R. (2014). A dual perspective in legal translation. *Verimo Studijos*, 7, 7-19.
- Terral, F. (2003). Derecho comparado y traducción jurídica: relación de interdependencia. *Sendebarr*, 14, 97-106.
- Vázquez y del Árbol, E. (2014). *Derecho civil comparado aplicado a la traducción jurídico-judicial. Reino Unido y España*. Madrid: Dykinson.
- Vidal, A. (2013). Towards a new research model in legal translation: Future perspectives in the era of asymmetry. *Linguística Antverpiensia*, 12, 183-196.
- Way, C. (2002). Traducción y derecho: iniciativas para desarrollar la colaboración interdisciplinar. *Puentes*, 2, 15-26.



M. Rosario Martín Ruano<sup>1</sup>  
 Universidad de Salamanca  
[mrrmr@usal.es](mailto:mrrmr@usal.es)

<sup>1</sup> La presente publicación se inscribe en el Proyecto de Investigación "Violencia simbólica y traducción: retos en la representación de identidades fragmentadas en la sociedad global" (FFI2015-66516-P; MINECO/FEDER, UE), financiado por el Ministerio de Economía y Competitividad del Gobierno de España y el Fondo Europeo de Desarrollo Regional.

Houbert, Frédéric (2015). *Dictionnaire de terminologie juridique – anglais-français*. Paris : La Maison du dictionnaire. ISBN 978-2-85-608304-8. EUR 45.

---

Les dictionnaires bilingues ont mauvaise réputation chez les traducteurs, méfiants à leur endroit, le plus souvent à juste titre. Les traducteurs savent d'expérience qu'il est souvent préférable de consulter deux bons dictionnaires unilingues, quelle que soit la paire de langues en cause, de préférence à un dictionnaire bilingue et, pis, multilingue, parce que le risque s'accroît à proportion du nombre de langues. Non que les dictionnaires bilingues soient mauvais par nature, soient mal faits ou entachés d'erreurs, chose toujours possible. Il en est de fort bons, dont, pour l'anglais et le français, les *Harrap's*, *Robert & Collins* dont la réputation n'est plus à faire. Néanmoins, le défaut inhérent au dictionnaire réside dans sa nature et sa fonction mêmes. Dès sa parution, il affiche déjà un certain retard sur la vie, l'activité et la production de la communauté linguistique visée. Si tous n'en meurent pas, tous sont inévitablement frappés, les dictionnaires de langue généraux en particulier. Les ouvrages bilingues en sont doublement atteints.

Les dictionnaires spécialisés, eux, vieillissent moins rapidement, encore que le domaine en cause y soit pour beaucoup : le langage de la physique et de la chimie, ou des mathématiques, vieillit sans doute moins vite que celui des sciences humaines et sociales. À l'image que l'on se fait du monde des juristes, la langue du droit est réputée conservatrice, et même archaïque. Or, le langage du droit évolue avec la société, lui emboîtant parfois le pas. Des expressions et des termes nouveaux apparaissent, d'autres disparaissent ou tombent en désuétude. Aussi est-il bon de s'en tenir, dans ce domaine, aux quelques ouvrages qui se distinguent par des qualités absentes ou rares chez d'autres. Ce souci est particulièrement cher aux traducteurs et aux langagiers de cette espèce. S'agissant du français juridique, la référence obligée est « Le Cornu », patronyme de l'éminent civiliste qu'était le doyen Gérard Cornu, à qui l'on doit le *Vocabulaire juridique*, incomparable compagnon de travail du juriste comme du traducteur en quête d'une définition d'un terme ou d'une expression juridique claire, précise, souvent élégante. L'anglais n'a rien à nous envier qui possède sa part de nombreux et bons dictionnaires de droit. Mais pour ce qui est des ouvrages lexicographiques bilingues anglais-français dans le domaine juridique, les Doucet, Quemner et autres dictionnaires bilingues du genre ont vieilli. Ils sont remplacés par les banques de données terminologiques bilingues et multilingues, qui brassent les termes par millions et peuvent être mises à jour régulièrement. Pour le meilleur ou pour le pire ?

Chacun ou chacune y trouvera son compte. Reste qu'à notre époque, l'obligation de résultat, obtenu au terme le plus court possible (à la vitesse de l'éclair informatique), prime la réflexion au moyen et au long terme, soit « l'interprétation » du sens et la supputation de l'équivalence par voie d'analyse et de réflexion. Ce qui demande du temps, comme la consultation des dictionnaires, sur papier ou écran. Un mot, un terme, présenté sans contexte et sans notion, ne porte que sa signification, il est en manque de sens. La banque de terminologie, le lexique ou le vocabulaire bilingue qui ne présentent qu'un terme et ses éventuels équivalents n'en peuvent mais...

En revanche, si vous cherchez un dictionnaire conçu pour les traducteurs par un traducteur émérite, au fait des difficultés et des écueils de la traduction juridique (entre l'anglais et sa *common law* et un français pétri de tradition civiliste) et sachant les circonscrire, les expliquer, ne cherchez plus, il est tout trouvé : on le doit à Frédéric Houbert. Son *Dictionnaire de terminologie juridique – anglais-français* est appelé à devenir votre fidèle « Compagnon du traducteur », dans la vénérable tradition de l'*Oxford Companion to...* Et cela, pour au moins deux raisons principales qui tiennent à la forme, la présentation conviviale de ce dictionnaire, et à son contenu, sa substance. Mais il y a plus encore : il offre trois livres en un !

Premièrement, il s'agit d'un dictionnaire bilingue (anglais-français) des termes du droit. Il sort de l'ordinaire en présentant leur traduction assortie de commentaires judicieux lorsque la difficulté, la singularité du terme ou de l'expression, de la notion portée, le justifie. Deuxièmement, ce dictionnaire est aussi un ouvrage de droit comparé en ce qu'il apporte de nombreux extraits, citations et renvois qui présentent, à la façon du *Bon usage*, une synthèse du pour et du contre de la question juridique en cause, souvent envisagée de façon comparée. Troisièmement, nous avons affaire à un ouvrage de « stylistique comparée » qui fait œuvre normative en recommandant à l'usager tel emploi ou usage, en dénonçant tel autre (anglicismes, pléonasmes, solécismes, etc.) ou en suggérant une solution éventuelle au cas par cas (périphrase, synonyme, reprise du terme étranger, etc.). L'ensemble repose en bonne part sur les solides fondations que constituent les institutions, jurisprudences, ouvrages et auteurs des meilleures références disponibles où l'auteur a puisé, et ce dans les deux langues et systèmes juridiques.

### 1. Le dictionnaire bilingue de termes juridiques

La vocation première du *Dictionnaire de terminologie juridique – anglais-français* est, comme l'auteur le souligne dans son Avant-Propos, « d'apporter au traducteur des solutions de traduction concrètes et "prêtes à l'emploi" » (p. 6). Et des solutions, il y en a par centaines, le dictionnaire contenant quelque 2500 entrées et notes explicatives. De quoi satisfaire le public le plus exigeant. L'originalité de ce dictionnaire réside non seulement dans le nombre de termes présentés, mais encore dans le choix de l'auteur d'y avoir introduit des termes et expressions peu courants, absents de la plupart des ouvrages du genre « ou dont les traductions laissent à désirer » (p. 6). En outre, les vedettes portent sur de nombreux domaines du droit – privé, public, international –, avec des particularités nationales (Afrique du Sud, Australie, Canada, Écosse, États-Unis, Irlande, Royaume-Uni).

Un autre intérêt de ce volet du dictionnaire tient non seulement aux traductions des termes les plus « courants », qui n'en sont pas moins complexes (v. **act** – N. B., p. 13 ; **copyright**, pp. 76-77 ; **due process**, pp. 104-105 ; **law** et sa nombreuse famille, pp. 185-186), qu'aux termes et expressions moins ou peu courants, dont les nombreuses formules latines (v. **fieri facias**, p. 126 ; **injuria sine damno**, p. 160 ; **quia timet**, p. 255 ; **subpoena duces tecum**, p. 294 ; **sua sponte**, p. 291), chères à la *common law* et qu'il est néanmoins utile de connaître ; sans oublier les formules familières (v. **cat out of the bag**, p. 52 ; **make my day law**, p. 195) ou imagées (v. **blue-pencil rule**, p. 43 ; **poisonous tree doctrine**, p. 238 ; **shotgun instruction**, p. 283 ; **sunshine/sunset law**, p. 298) et les innombrables sigles (**ASBO**, **CISG**, **DMCA**, **EEOC**, **SOCA**, etc.) qui meublent les textes juridiques. On y trouvera également des suggestions et conseils pour rendre des mots et expressions apparemment anodins (**and/or**, **from time to time**, **said** ou **shall** et **may**, **whether**), moins simples qu'ils ne le paraissent... La vedette est souvent accompagnée d'exemples probants de traductions venant d'institutions, organismes

et juridictions nationaux et internationaux (v. liste p. 10), offrant ainsi un contexte qui éclaire la signification du terme et justifie sa traduction *in casu* (p. ex., **challenge**, p. 55).

Frédéric Houbert s'est aussi colleté avec une difficulté que connaissent bien les traducteurs de l'anglais au français (ou à d'autres langues) et qui consiste, pour les *common lawyers*, à recourir à des doublets et des triplés, des synonymes et des verbes en cascade (p. ex., *all and singular, by and under, each and every ; cancel, annul and set aside ; ordered, adjudged and decreed*), quand nombre d'éminents juristes et linguistes anglophones condamnent fermement cette pratique (v. p. 183, les Mellinkoff, Garner *et al.*). Il existe des solutions, qui ne sont pas de suivre servilement la formulation anglaise, mais de l'adapter à l'espèce.

Ce qui pose plus ou moins directement la question du droit, que l'on ne saurait ignorer dans un dictionnaire de terminologie juridique, unilingue, bi- ou multilingue.

## 2. Le dictionnaire de traduction juridique et le droit

La traduction juridique ne peut se concevoir sans une forte présence du droit, et même du droit comparé puisque le traducteur doit y recourir constamment, ne serait-ce que pour comprendre le message juridique afin de le reproduire le plus fidèlement possible dans son texte d'arrivée. À cet égard, on évoquera l'obligation de moyen(s) du traducteur afin d'atteindre un résultat satisfaisant (sa deuxième obligation). Le dictionnaire qu'a produit Philippe Houbert regorge de notions, d'explications et commentaires de nature juridique qui témoignent éloquemment de sa connaissance intime des notions et concepts juridiques que doit traiter le traducteur au quotidien. En fait, chaque terme, chaque expression que contient ce dictionnaire requiert l'éclairage du droit. Sinon, comment arriver à traduire la locution adverbiale **jointly and severally** (formulation très critiquée) par « solidairement » (et non par « conjointement et solidairement ») sans avoir, au préalable, saisi le principe de la solidarité des débiteurs du droit civil ?

Quant à l'expression **terms and conditions**, comment peut-on la rendre simplement par « conditions » (ou encore, selon le contexte, par « modalités », « stipulations », etc.) si l'on n'a pas préalablement comparé et analysé les deux « termes » que sont *term* et *condition* pour se rendre compte, avec Garner, que « *terms* is sufficient » (pp. 302-303). L'adjectif **reasonable** qui, à lui seul, demanderait un traité de droit, peut se rendre, en français, de six ou sept façons selon le contexte de son emploi (pp. 257-258). L'institution remarquable qu'est le **trust** demande à l'esprit civiliste de se faire violence pour admettre que, dans ce type très particulier d'accord, interviennent deux systèmes de droit différents, celui de la *common law* et celui de l'*Equity*, qui, paradoxalement, ont fusionné de longue date (1875). Pas simple. Sa traduction, non plus. Au Canada, c'est la « fiducie » qui est dans l'usage juridique, qu'il ne faut pas confondre avec la « fiducie » française (elles n'ont rien à voir). On conseille alors, selon la situation juridico-linguistique en jeu, de ne pas traduire *trust* pour éviter les quiproquos. Mieux vaut un calque ou un emprunt qu'une mauvaise traduction.

On pourrait multiplier les exemples à loisir, parler du principe de **rule of law** et de « l'État de droit » (aussi : règle de droit), notions qui justifient un commentaire explicite et les points de vue opposés sur la question (pp. 274-275) ; traiter le terme **public policy** et « ordre public » pour mettre en garde l'imprudent qui se risquerait à dire « politique publique » (qui justifie 3 pages de commentaires : pp. 250-252) ; ou encore le piège de la question de la « bonne foi » (v. **good faith**, p. 141), ou celle de l'incontournable **jurisdiction**, avec ses multiples composés (pp. 173-175), là où l'anglais et le français se rejoignent puisque ce terme d'ancien français

(1209, *Trésor de la langue française*) a été introduit en moyen anglais entre 1250 et 1300 (*Oxford Dict.*, *Random House Dict.*).

Une telle multiplication risquerait de lasser le lecteur pressé, comme le sont les traducteurs. Laissons-leur le loisir de la découverte, au hasard de leur lecture personnelle, et passons au volet « stylistique comparée » du dictionnaire.

### 3. Un dictionnaire de « stylistique comparée » de l'anglais et du français

Ce titre rappellera aux traducteurs celui d'un célèbre ouvrage ayant fortement contribué à leur formation linguistique. Le dictionnaire de Frédéric Houbert n'est pas à proprement parler un « dictionnaire de stylistique comparée », mais il emprunte constamment cette voie et sa démarche, qui sont aussi celles d'un enseignant et d'un pédagogue. Plus que bien d'autres langues, le français tient à l'usage, et même au « bon usage », ainsi que le qualifiait Beauzée dans *L'Encyclopédie* : « Ce n'est pas précisément de l'usage des langues qu'il est difficile & rare de se former une idée exacte, c'est des caractères du bon usage & de l'étendue de ses droits sur la langue<sup>1</sup>. » Ce principe, aussi délicat et subjectif soit-il, est impératif en droit, dont les mots doivent rendre le son juste, clair et précis du chant du droit, de son souffle, et cela par l'usage, « le maître des langues », ainsi que le qualifiait Vaugelas<sup>2</sup>.

Ce principe est une des lignes directrices que F. Houbert suit tout au long de son dictionnaire. Ses commentaires et les citations qu'il propose donnent le ton juste du discours du droit. On trouvera, entre autres, des notes sur l'emploi de tel ou tel terme (p. ex., la comparaison entre « déclaratif » et « déclaratoire », p. 90 ; celle de l'anglicisme « éligible » vs « admissible ») ; le sujet des « faux amis », si courant entre l'anglais et le français, mais si critique en droit, n'est pas ignoré (v. **legal** et ses trois acceptions, p. 188 ; **redaction** / **to redact** et « rédaction », p. 260). La confusion des termes est aussi une cause de maladresse voire d'erreur fréquente lorsque l'on parle, par exemple, de la fin d'une convention et que, contrairement au français, l'anglais n'utilise que **termination** (v. ce terme, p. 303) pour l'exprimer. La traduction de **(to) set aside** peut donner lieu à des traductions erronées si l'annulation en cause est soit une « infirmation », soit une « cassation » (p. 280). On retiendra aussi avec profit la nuance qu'impose « vexatoire » par rapport à « frustratoire » (p. 323). Autant d'occasions d'erreurs, de quiproquos et d'autres incongruités (v. le pléonasme « preuve probante », p. 66)...

Ce ne sont que quelques exemples parmi les nombreux autres qui sont présentés, à chaque page ou presque du dictionnaire. Ils ne font que renforcer la conviction qu'avec cet ouvrage polyvalent à ces trois titres, l'on a affaire à un outil de travail et d'approfondissement des connaissances du traducteur juridique hors du commun. Cela parce qu'il conjugue habilement le droit et la langue, soit la « jurilinguistique ». Et c'est bien de l'œuvre d'un « jurilinguiste » qu'il s'agit ici, laquelle, espérons-le, n'a pas fini de faire des émules et des adeptes.

---

Jean-Claude Gémard  
Université de Montréal  
[jean-claude.gemar@umontreal.ca](mailto:jean-claude.gemar@umontreal.ca)

<sup>1</sup> Le grammairien Nicolas Beauzée est l'auteur de nombreux articles de *L'Encyclopédie*, portant sur la langue et la grammaire. Voir : Diderot, D., & Alembert, J. Le Rond d' (1751-1772). *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*. Paris (t. 17, s. v. USAGE (Gram.)), p. 516).

<sup>2</sup> Cité par Beauzée avec cette référence : *Remarq. pref. art. ij. n. 1.*

Gémar, Jean Claude & Ho-Thuy, Vo (2016). *Nouvelles difficultés du langage du droit au Canada : dits et maux de Thémis*. Montréal : Thémis. ISBN 978-2-89400-348-0. USD 84.

Lenoble-Pinson, Michèle (2014). *Dire et écrire le droit en français correct : au plaisir des gens de robe*. Bruxelles : Bruylant. ISBN 978-2-80273-611-0. EUR 75.

Gilles, Raphaël & Breuil, Agnès (2011). *Le français du droit (« Textes et activités » et « vocabulaire »)*. Genève : Schulthess. ISBN 978-3-72556-364-7. CHF 65.

---

## Langue juridique et traduction : ressources offertes par trois ouvrages

Le droit, de par sa fonction d'organisation et de protection (Cotta, 2015, p. 148), est l'un des rouages essentiels de la fine mécanique de la paix sociale. Partant, chaque société se donne des normes pour régir certains rapports juridiques (Perrin, 1997, p. 26) et garantir le respect de ses biens supérieurs et, par là-même, assurer sa cohésion. Elle le fait avec ses mots : certains relèvent du lexique commun, d'autres sont empruntés à ce dernier et utilisés dans une acception particulière, d'autres encore n'existent que dans le monde du droit (Lenoble-Pinson, 2014, pp. 11 sqq.).

Le droit est fait de règles et il doit être prononcé, l'équilibre et la préséance entre ces deux aspects divergeant selon les systèmes juridiques (droit civil ou *common law*), mais aussi selon les diverses branches d'un même système.

Dans les États où le droit est rédigé en français, il est fréquent que ce dernier ne soit pas la seule langue officielle : il est par définition tributaire d'une autre langue qui compte un nombre de locuteurs plus important. Comme la langue, le droit a une histoire ; comme elle, il est le reflet d'une tradition et d'une culture (Bocquet, 2008, pp. 69 sqq.).

Vu les difficultés susmentionnées (écarts matériels et temporels d'avec la langue dite courante, poids de la tradition juridique et possibles interférences avec la langue voisine), souvent combinées, comment comprendre et faire comprendre ce qui est dit ou créé par le droit, en un lieu donné et pour un destinataire déterminé ? De quels outils user pour garantir la qualité d'un texte ?

Ces questions sont abordées dans les trois ouvrages ci-dessus, visant à faciliter l'accès au langage du droit aux praticiens, juristes ou non-juristes – et parmi ces derniers, les traducteurs – de trois États où le français a statut de langue officielle et se trouve en minorité : le Canada, la Belgique et la Suisse. Visant en premier lieu à résoudre des questions pratiques, ces ouvrages offrent également des pistes de réflexion permettant au lecteur, souvent avec humour, de parfaire sa culture du phénomène juridique, notamment par des notions historiques et linguistiques permettant de dépasser le strict aspect technique ou la maîtrise de l'instrument de base (Lenoble-Pinson, 2014, p. 11).

Dans leurs *Nouvelles difficultés du langage du droit au Canada*, Jean-Claude Gémar et Vo Ho-Thuy s'appuient sur des éléments communs au droit et à la linguistique (la précision, l'histoire, mais aussi le fait social) pour fournir un glossaire permettant à chacun, par un meilleur usage du français juridique, de pénétrer un peu plus au cœur des choses (Gémar & Ho-Thuy, 2016,

p. XX). Les auteurs ne se contentent pas de dire ce qui est correct ou non, par exemple de dénoncer un calque et d'en exiger le bannissement : en indiquant les origines d'un mot, ils exposent les emprunts successifs de l'anglais au français et du français à l'anglais au fil des siècles. Ils montrent aussi qu'un emprunt à la langue voisine oblige ultérieurement à en consentir d'autres et, partant, exposent les procédés disponibles pour prévenir toute érosion de la langue sans sacrifier la précision et l'efficacité du propos (une consigne d'autant plus cruciale en matière de législation) (v. Gémar & Ho-Thuy, 2016, pp. 3-5, locution « à l'effet que » ; Lenoble-Pinson, 2014, p. 7). Et de conclure : lorsque la langue offre les outils nécessaires, servons-nous-en, d'autant que l'on a souvent l'embarras du choix (Gémar & Ho-Thuy, 2016, p. 5). On ne rappellera d'ailleurs jamais assez l'importance de passer sans cesse en revue l'éventail des solutions disponibles, quel que soit le domaine de traduction<sup>1</sup>.

Les auteurs attirent l'attention des non-juristes sur la nécessité d'appliquer dans chaque domaine du droit la terminologie adéquate, par exemple en rappelant la distinction entre les adjectifs *délictuel* et *délictueux* (d'étymologie commune, mais le premier relève de la responsabilité civile et le second, du droit pénal – Gémar & Ho-Thuy, 2016, pp. 152-154). Pointant des emplois malvenus (p. ex. dus à la confusion entre *sécurité* et *sûreté*, ou entre *sentence* et *peine* – Gémar & Ho-Thuy, 2016, pp. 519 sqq. et pp. 525 sqq.), ils rappellent l'origine de chaque terme et le contexte auquel chacun appartient. Le lien entre le droit, la langue et l'histoire constitue le fil rouge de cet ouvrage.

Le livre de Michèle Lenoble-Pinson a plutôt la nature d'un dictionnaire des difficultés spécifiquement destiné à des professionnels du droit, magistrats ou avocats, devant allier la technique juridique à une rédaction claire. L'auteure souligne qu'en dépit du caractère conservateur de la langue du droit, les praticiens sont contraints de s'adapter aux nouvelles réalités techniques ou sociales. Si des néologismes sont parfois nécessaires, elle appelle à la prudence avec les anglicismes, pour lesquels des équivalents français sont souvent disponibles (Lenoble-Pinson, 2014, pp. 12-13). Dans la pratique, il arrive toutefois que certains mandants non francophones interviennent pour les imposer dans les traductions françaises, estimant qu'ils sont plus précis ou simplement dans l'espoir qu'ils impressionneront plus le destinataire du texte.

L'ouvrage cite également de faux anglicismes, comme *recordman* ou *recordwoman*, ou encore *pin's* (Lenoble-Pinson, 2014, pp. 636 et 554). Il mentionne également des paronymes, tels *notable* et *notoire* (p. 487), ou encore des québécismes, helvétismes ou belgicismes (*grenailles errantes*, p. 326). Les locutions juridiques latines y sont également bien représentées, mais la prudence est de mise car leur usage peut différer entre les ordres juridiques des pays francophones concernés.

Alors que ces deux premiers ouvrages sont en premier lieu destinés à des rédacteurs de langue maternelle française, le troisième a été conçu pour des juristes suisses germanophones désireux de se familiariser avec la langue juridique française et de mieux la maîtriser.

À cette fin, Raphaël Gilles et Agnès Breuil (2011) ont conçu deux volumes : le premier présente des textes et des exercices rédactionnels, et le second présente le vocabulaire abordé dans chaque chapitre, en fournissant des exemples en contexte et leur traduction en allemand, sous

---

<sup>1</sup> Une démarche enseignée dès le premier semestre dans les cursus de traduction et qui constitue l'activité principale de l'association *Sous la loupe* (ancien *Fichier français de Berne*, qui regroupait à ses débuts des traducteurs francophones de différents services de l'administration fédérale suisse).

forme de tableau. Les chapitres sont construits autour de grands thèmes juridiques et politiques : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, système de sécurité sociale suisse, institutions publiques, libertés fondamentales, mondialisation et diversité culturelle.

Les exercices proposés visent à étendre le vocabulaire en recherchant des synonymes et antonymes des termes figurant dans les textes, à utiliser l'acquis en rédigeant des définitions, à compléter des schémas, à rédiger de brèves prises de position sur des questions de principe, mais aussi à créer des champs lexicaux (Gilles & Breuil, 2011, vol. *Textes et activités*, p. 85, autour des termes *jurisprudence* et *loi*).

Ce livre peut renseigner un juriste germanophone sur les termes à utiliser en français ou l'aider à déchiffrer un texte, mais aussi, dans une moindre mesure, permettre à un francophone sans connaissances en droit d'aborder de manière générale quelques sujets de portée juridique (même si l'ouvrage, dont ce n'est pas le but premier, est loin d'être exhaustif). Les quelque 300 termes figurant dans le vocabulaire de base permettent de constituer un petit glossaire, dans un sens comme dans l'autre.

Dans tout pays multilingue, les praticiens sont inmanquablement confrontés à la langue voisine. Mais ils sont en outre fréquemment appelés à traiter des affaires qui dépassent l'ordre juridique d'un seul État et exigent le recours à une langue étrangère. En Suisse, l'anglais omniprésent doit ainsi être compris et utilisé par nombre de professionnels du droit. Des ouvrages spécifiques existent également pour répondre à cette demande (exemple de manuel destiné aux juristes germanophones : Weston Walsh & Cornelius, 2017).

Reflétant bien évidemment les usages de leur pays respectifs, les trois ouvrages susmentionnés sont accessibles, agréables à consulter et peuvent être utilisés en parallèle non seulement pour répondre à des questions ponctuelles, mais aussi pour se construire un savoir général sur la langue du droit, tout en réfléchissant à la question des (inévitables) interférences entre les langues d'un même ordre juridique ou coexistant dans un même espace : pour les Suisses de langue française, s'informer des calques ou des emprunts provenant de l'anglais ou du néerlandais permet également d'exercer ses réflexes pour prévenir ou repérer les germanismes. Chacun à leur manière, ils invitent à la précision et à la justesse du propos, avec intelligence et humour, rappelant que manier la langue avec justesse a aussi un côté ludique (Gémar & Ho-Thuy, 2016, p. XIX).

## Bibliographie

- Bocquet, C. (2008). *La traduction juridique – Fondement et méthode*. Bruxelles : De Boeck.  
 Cotta, S. (2015). *Ontologie du phénomène juridique*. Paris : Dalloz.  
 Perrin, J.-F. (1997). *Sociologie empirique du droit*. Bâle : Helbing Lichtenhahn.  
 Weston Walsh, K., & Cornelius, J. (2017). *The legal English manual – Handbook for professional legal language and practical skills* (2<sup>ème</sup> éd.). Bâle : Helbing Lichtenhahn.

---

Nicolas Bühler

[nicolas.buehler@bluewin.ch](mailto:nicolas.buehler@bluewin.ch)